



## Mohammed Ben Salman, les secrets d'un prince

► **ENQUÊTE** « Le Monde » raconte l'ascension de « MBS », le prince héritier saoudien, en visite officielle en France à partir du dimanche 8 avril

► **DIPLOMATIE** La visite à Paris clôturera une longue tournée internationale en Egypte, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, où il est resté trois semaines

► **ÉCONOMIE** Après des annonces jamais concrétisées, l'Arabie saoudite n'est plus perçue comme un potentiel eldorado par l'industrie française

► **DROITS DE L'HOMME** « Monsieur Macron, défendez les défenseurs des droits humains ! », clame Ensaf Haidar au nom de son mari emprisonné

► **DÉBATS** Où va l'Arabie saoudite ? Les tribunes de Stéphane Lacroix, Fatiha Dazi-Héni et Tony Fortin

PAGES 2-3, 26-27  
ET CAHIER ÉCO - PAGE 2



**Jacques Higelin**  
*Poète tombé du ciel*

► Saltimbanque libre et fantasque, arlequin jubilant : notre portrait du chanteur mort vendredi 6 avril

PAGES 22-23

En 1981. HAMON/DALLE

### SNCF Les négociations se crispent, la grève continue

Les négociations sur la réforme de la SNCF se poursuivent dans un climat de crispation grandissante, alors que, vendredi 6 avril, la question de la fin du statut de cheminot était pour la première fois abordée. La tension est d'autant plus vive, à la veille de deux nouvelles journées de grève, dimanche et lundi, que la réforme entre dans sa phase active à l'Assemblée na-

tionale, où elle sera discutée en séance à partir du 9 avril, tandis qu'un vote solennel doit avoir lieu le 17 avril. Les syndicats dénoncent toujours la méthode du gouvernement, accusé de rester dans le flou. Exaspérées par ce dialogue de sourds, les organisations syndicales pronostiquent un regain de mobilisation de la part des salariés.

CAHIER ÉCO - PAGE 3

“ En Russie, une dérive kleptocratique sans limites

Par THOMAS PIKETTY

Selon l'économiste français, les actifs offshore détenus par de riches Russes dépassent à eux seuls une année de PIB

PAGE 27

Ile-de-France Les futurs exclus du Grand Paris

Les nouveaux quartiers proches des futures stations de métro vont entraîner l'expropriation et l'expulsion d'habitants modestes. La spéculation immobilière autour de certaines de ces gares a déjà commencé, attirant des acheteurs plus aisés

PAGE 9

Politique  
Au milieu des ruines du PS, les fantômes du passé

PAGE 8

**M**  
ÉDITORIAL  
**BRÉSIL :  
LA DISGRÂCE  
D'UN PRÉSIDENT**  
PAGES 5 ET 28

Culture  
Pourquoi les collectifs féministes se multiplient

PAGES 16-17

Poliorcétique  
En Syrie, l'arme fatale du siège militaire

PAGES 12-14



## ARABIE SAOUDITE

# « MBS », réformateur aux deux visages

L'ascension fulgurante du prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, s'accompagne de zones d'ombre et de controverses

BEYROUTH - correspondant

Le roi bis d'Arabie arrive à Paris. Le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salman, le trentenaire aux deux visages, l'homme qui a rouvert les cinémas dans le royaume et autorisé les femmes à conduire mais a aussi déclenché deux crises et une guerre au Proche-Orient en moins de trois ans, doit entamer, dimanche 8 avril, une visite officielle en France.

Ce déplacement sur les bords de Seine, son premier en tant que numéro deux de la monarchie, ouvre un nouveau chapitre des relations franco-saoudiennes. Et il promet d'être très long. Son père – le souverain en titre, Salman Ben Abdel Aziz – étant âgé de 82 ans, c'est « MBS » comme on le surnomme, qui devrait, à 32 ans, sauf accident de parcours, occuper le trône de Riyad pendant trois, quatre, voire cinq décennies. Un règne dont le prologue est pour l'instant très contrasté, fait de projets visionnaires et de calculs à courte vue.

Personne n'a décelé, lorsqu'il a débarqué sur le devant de la scène politique, dans le sillage de son père, couronné roi en janvier 2015, le bloc d'ambition froide qui l'habitait. Avec son allure un peu gauche, sa réputation d'homme fruste et impulsif, Mohammed

Ben Salman, nommé ministre de la défense, n'était pas pris au sérieux. « C'est un butor », tranchait à cette époque un observateur averti.

L'homme fort de l'ère Salman, roi à la santé fragile, devait être son neveu, le ministre de l'Intérieur, Mohammed Ben Nayef, 55 ans. Un expert en sécurité, doté d'une image de père tranquille, apprécié de l'administration américaine et révérend dans la maison des Saoud pour avoir maté le péril djihadiste dans les années 2000.

## FILS PRÉFÉRÉ

Les premiers doutes apparaissent deux mois plus tard, au lancement de l'intervention militaire saoudienne contre les milices houthistes du Yémen, perçues à Riyad comme le cheval de Troie de Téhéran, le rival pour la suprématie régionale. Après les années d'immobilisme plaintif qui avaient caractérisé la fin de règne d'Abdallah, prédécesseur de Salman, le prince Mohammed sonne le tocsin contre l'expansionnisme chiite. Les membres de la famille royale qui s'étonnent qu'autant de pouvoir soit confié à un novice sont priés de se taire.

Au mois d'avril 2015, Salman consacre l'importance prise par son fils, en le nommant vice-prince héritier, juste derrière Mohammed Ben Nayef, élevé à la

dignité de dauphin. Il devient deuxième dans l'ordre de succession alors qu'il était inconnu six mois plus tôt.

Né en 1985 à Djedda, il est le fils de la troisième épouse de Salman, considérée comme sa favorite. Contrairement à beaucoup de princes de sa génération, partis étudier dans les meilleures universités américaines, il ne détient qu'une licence de droit de l'université du Roi-Saoud, à Riyad, et parle alors mal l'anglais. Certains de ses frères et demi-frères ont la réputation d'être plus brillants. Mais, mystère des affinités, c'est lui qui décroche le titre de fils préféré.

Quand Salman est nommé ministre de la défense, en 2011, il devient son conseiller personnel. L'héritier prend ses aises dans cette institution, au grand dam

« C'est un peu un sauvage, il ne cherche pas à plaire mais il est très intelligent », rapporte un entrepreneur

des ministres adjoints, poussés l'un après l'autre à la démission. Dans ses affaires privées, il ne s'embarrasse pas plus de scrupules. « Il avait pour habitude de rafter les terrains qui lui plaisaient, raconte un homme d'affaires arabe, familier de la maison des Saoud. C'était, toutes proportions gardées, un genre d'Oudaï saoudien, ajoute-t-il, en référence à

Oudaï Hussein, le fils de Saddam Hussein, mort en 2003, célèbre pour ses accès d'ultraviolence et son train de vie tapageur. Mais depuis qu'il est entré au gouvernement, il s'est repris. Il a rendu les terres. Et un cabinet de conseil en relations publiques américain a entrepris de corriger son image. »

Au printemps 2016, le jeune ambitieux dévoile sa feuille de route, Vision 2030. Ce vaste plan de réformes ambitionne de rompre la dépendance du royaume à l'or noir – une réponse à l'effondrement du prix du pétrole – et de desserrer l'emprise des religieux sur la société. Les cols blancs et les libéraux applaudissent. Les diplomates étrangers, habitués au ronron des années Abdallah, se frottent les yeux. L'un après l'autre, les ministres technocrates passent sous la tutelle de « MBS », no-

tamment Adel Al-Jubeir, le ministre des affaires étrangères. Recroquevillé sur le ministère de l'Intérieur, Mohammed Ben Nayef assiste à l'envol inexorable de son cadet. L'exécutif à deux têtes des premiers mois, baptisé les « Mohammedin » (les « deux Mohammed » en arabe), se transforme en one-man-show.

Au siège de Facebook, en Californie, où il se rend en juin 2016, l'apprenti monarque pose en jeans, un casque de réalité virtuelle sur la tête. Une façon de soigner son aura de modernisateur, en prise avec les aspirations de sa génération. L'un de ses QG est une immense tente climatisée, encombrée d'iPad et d'écrans de télévision, plantée dans la cour royale, à Riyad. C'est là qu'il reçoit ses collaborateurs, jusqu'à une heure avancée de la nuit. Grand et massif, les traits masqués par une grosse barbe noire, souvent vêtu d'un simple thawb (la tunique blanche des Arabes du Golfe) et d'une paire de sandales, le prince laisse alors une impression mitigée à ses visiteurs. « Il a beaucoup de tics, il parle peu, il écoute quelques minutes et il tranche, raconte un consultant étranger. Il est très exigeant, mais on ne sent pas un visionnaire. » « C'est un peu un sauvage, il ne cherche pas à plaire, mais il est très intelligent », objecte un entrepreneur arabe qui a ses entrées à Riyad.

## VISION 2030

Son grand œuvre, c'est Vision 2030. Le volet économique vise à en finir avec le mécanisme de la rente pétrolière, qui d'un côté remplit les caisses de l'Etat et finance le système providence très généreux, et de l'autre entretient la sclérose du secteur public, décourage l'esprit d'entreprise et peine à résorber le chômage des jeunes, très élevé.

Confronté à une hémorragie budgétaire, du fait d'un baril à 30-40 dollars contre 110 en 2014, « MBS » tranche : réduction des subventions sur l'eau, l'essence et l'électricité, annulation des bonus accordés aux fonctionnaires, gel



Mohammed Ben Salman devant le 10 Downing Street, à Londres, le 7 mars. DAN KITWOOD/GETTY IMAGES/AFP

## Une visite à Paris pour clôturer une longue tournée internationale

IL N'EST PAS ENCORE ROI, mais est déjà traité comme tel. Mohammed Ben Salman, le prince héritier saoudien arrive en France, dimanche 8 avril, pour une visite officielle de deux jours, où il sera reçu à l'Élysée, y compris pour un dîner officiel, et rencontrera chefs d'entreprise et investisseurs. Ce séjour parisien conclut un périple en Égypte, au Royaume-Uni puis, pendant trois semaines, aux États-Unis, où le futur roi a affirmé sa stature d'homme d'Etat auprès des principaux alliés de son pays. En prenant le risque de partir pour un temps aussi long de Riyad, il montre aussi être désormais suffisamment assuré de son pouvoir.

En France, comme ailleurs, il veut incarner une image plus libérale et moderne de l'Arabie saoudite. C'est aussi sur cela que parle l'Élysée, parlant avant tout de « vision commune » et de « nouveau partenariat stratégique ». « Il est plus facile, en termes d'opinion publique, d'accompagner un jeune prince qui veut faire des réformes », analyse Agnès Levallois, vice-présidente de l'Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient, soulignant que « même si on ne sait pas encore ce qu'elles donneront à terme, elles vont en tout cas dans le bon sens ».

Selon la méthode qu'il affectionne, Emmanuel Macron compte jouer une relation personnelle avec le jeune prince. Les deux hommes s'étaient rencontrés une première fois, le 9 novembre 2017, lors d'une escale surprise à Riyad du président français, à l'issue de sa visite dans les Emirats. Leur échange de plus de trois heures en pleine nuit, à l'aéroport, avait été franc, voire tendu, portant notamment sur le sort du premier ministre libanais, Saad Hariri, retenu à Riyad. M. Macron réussit alors à persuader son interlocuteur de laisser partir M. Hariri.

L'autre gros morceau fut l'Iran. En substance, le prince héritier saoudien expliquait que Paris devait choisir entre Riyad et Téhéran, et disait ne pas apprécier les tentatives de médiation françaises pour tenter de sauver l'accord sur le nucléaire iranien de juillet 2015 entre les « 5 + 1 » (les membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne) et Téhéran, que les Saoudiens ont toujours rejeté.

Le Liban, à la veille des élections, et plus encore l'Iran, seront à nouveau à l'ordre du jour. « MBS » est galvanisé par le soutien du président américain, assurant que « la relation n'a jamais été aussi bonne entre les deux pays ». « Il considère que la

présence de Donald Trump à la Maison Blanche représente une chance historique pour les puissances sunnites », souligne Michel Duclos, de l'Institut Montaigne. Paris est certes la capitale d'Europe la plus ferme vis-à-vis de Téhéran, critiquant notamment son rôle déstabilisateur dans la région et les dangers de son programme balistique. Mais la volonté macronienne de poser la France comme « puissance d'équilibre » s'annonce comme un exercice toujours plus délicat sur fond de tensions régionales croissantes.

## Le langage a changé

La quête de contrats a été longtemps au cœur des relations franco-saoudiennes, mais nombre d'annonces ne se sont jamais concrétisées. Le langage a désormais changé. « Les contrats, qu'ils soient civils ou militaires, ne sont pas au centre de la visite », assure l'Élysée, où l'on préfère mettre l'accent sur les nouvelles technologies, les investissements d'avenir, le développement du tourisme, notamment archéologique. « C'est une façon de faire de nécessité vertu », ricane un diplomate de la région. Lors du séjour du prince héritier aux États-Unis, l'administration américaine a quant à elle donné



riste qui a rang de religion d'Etat dans le royaume. Profitant du fait que sa famille a la réputation d'être proche des religieux, le prince met au pas la police des mœurs, la fameuse Mouttawa, en lui ôtant ses pouvoirs de poursuite et d'interpellation, une revendication de longue date des milieux libéraux.

Au motif que le déficit des finances publiques impose de trouver de nouvelles sources de financement, «MBS» donne son feu vert à la création d'une industrie des loisirs, à rebours là encore du puritanisme wahhabite. En janvier 2017, un groupe de jazz se produit à Riyad devant 3 000 personnes : c'est le premier concert d'envie organisé dans la capitale saoudienne en vingt-cinq ans !

#### PROMU PRINCE HÉRITIÈRE

Le tournant survient le 21 juin 2017. Dans un décret royal publié à l'aube, le fils prodige est promu prince héritier en remplacement de Mohammed Ben Nayef, qui est relevé de toutes ses fonctions. L'ex-superflic du royaume fait allégeance à son tombeur devant les caméras de la télévision d'Etat, soucieuse de donner l'apparence d'une transition en bon ordre. Dans les faits, le ministre de l'intérieur a bataillé toute la nuit contre son éviction, au point que sitôt démis, il est placé en résidence surveillée.

Désormais assuré de monter sur le trône, promu régent de fait tant son père est affaibli, «MBS» accélère. Durant l'été, le PIF, qui est dirigé par l'un de ses fidèles, annonce la mise en chantier de stations balnéaires haut de gamme sur un archipel d'îlots de la mer Rouge. Censé ouvrir en 2022, cet ensemble écotouristique devrait être doté d'un statut juridique à part, ce qui permettrait aux visiteurs de sexe féminin de s'y baigner en maillot de bain, chose inimaginable dans le reste du pays.

En septembre, rupture encore plus radicale avec l'ordre wahhabite, un décret accorde aux femmes le droit de conduire. L'archaïsme le plus emblématique du pays est rayé d'un coup de stylo. «MBS» promet une nouvelle Arabie saoudite, décrypte François-Aïssa Touazi, cofondateur du think tank CapMena et fin connaisseur du royaume. Il a pris un risque politique majeur en touchant au porte-monnaie des Saoudiens. C'est audacieux de sa part. Quand la grogne enfle sur les réseaux sociaux quelques mois plus tard, il a l'intelligence d'ajuster le tir : il rétablit les primes des fonctionnaires et des soldats et crée un système d'allocations pour les foyers les plus modestes.

Les ambitions transformatrices de MBS touchent aussi à la société, jusque-là pré carré du clergé wahhabite, la doctrine ultrarigo-

sept millions sont au bord de la famine. Mais hors de question pour le stratège de 32 ans de sonner la retraite, impossible de concéder un échec face sa bête noire iranienne, quand bien même l'implication de Téhéran sur ce champ de bataille est très limitée.

«Il considère que, depuis la guerre d'Irak de 2003, l'Iran n'a cessé d'avancer ses pions dans la région et que l'Arabie saoudite, pendant tout ce temps, a fait office de punching-ball, en encaissant des coups sans en donner», explique Robert Malley, le président d'International Crisis Group, qui durant ses années à la Maison Blanche, sous Barack Obama, a rencontré le fils Salman à plusieurs reprises.

Début juin, autre initiative intempestive, l'Arabie saoudite, de concert avec les Emirats arabes unis, Bahreïn et l'Égypte, rompt toute relation diplomatique et économique avec le Qatar. Le petit émirat est placé en quarantaine par ses voisins du Golfe qui l'accu-

### «MBS» a décidé de foncer. Il donne l'impression d'être prêt à aller au clash avec les religieux»

FRANÇOIS-AÏSSA TOUAZI  
cofondateur de CapMena

sent de collusion avec – encore une fois – l'Iran et les mouvements djihadistes. Le blocus fait long feu, Doha dénichant au bout de quelques semaines des filières de ravitaillement alternatives. Il se retourne même contre ses initiateurs, car la presque île, en quête de soutien, en vient à se rapprocher de Téhéran, ravie de semer la discorde parmi les pétromonarchies. Mais, là encore, «MBS» refuse de faire marche arrière.

Son aveuglement atteint un paroxysme dans l'affaire Hariri à

l'automne. En obligeant le premier ministre libanais à démissionner, le prince héritier espère dresser la rue sunnite contre le Hezbollah, le mouvement chiite pro-Téhéran, accusé de faire main basse sur le pays du Cèdre. Mais c'est l'inverse qui se produit. La population libanaise, choquée de l'humiliation infligée à son chef de gouvernement, se retourne contre Riyad. Il faudra deux semaines à l'apprenti sorcier saoudien pour reconnaître son erreur et laisser son captif rentrer à Beyrouth. «Son bilan est beaucoup plus positif en interne qu'en externe», euphémise Robert Malley.

#### BEAUCOUP D'ENNEMIS

Il est vrai que sur la scène saoudienne personne ne lui résiste. Au nom de la lutte contre la corruption ou l'extrémisme religieux, l'homme a mis au pas tous ses opposants, réels et potentiels. Le cas d'école étant l'épisode extravagant du Ritz Carlton : deux cents VIP – princes,

ministres, magnats de la construction et des médias – cloîtrés dans un palace pendant des mois, et obligés, pour recouvrer leur liberté, de céder des milliards de dollars, supposément «mal acquis». Un coup de force unique dans les annales saoudiennes, emblématique du projet à la fois modernisateur et autocratique dont Mohammed Ben Salman est porteur.

«Il aime le risque, c'est indéniable, constate un vétéran de la presse arabe, désireux de rester anonyme. Il met tout le système saoudien en tension, notamment la famille royale, qui est le parti bolchevique de l'Arabie. C'est dangereux, car il se fait beaucoup d'ennemis. Un coup d'Etat, et toutes ses réformes pourraient s'effondrer.»

Pour devenir le grand roi auquel il aspire et marquer son siècle, Mohammed Ben Salman devra tirer les leçons de ses échecs. Mais il devra aussi se méfier des vertiges du succès. ■

BENJAMIN BARTHE



## J.M.G. LE CLÉZIO

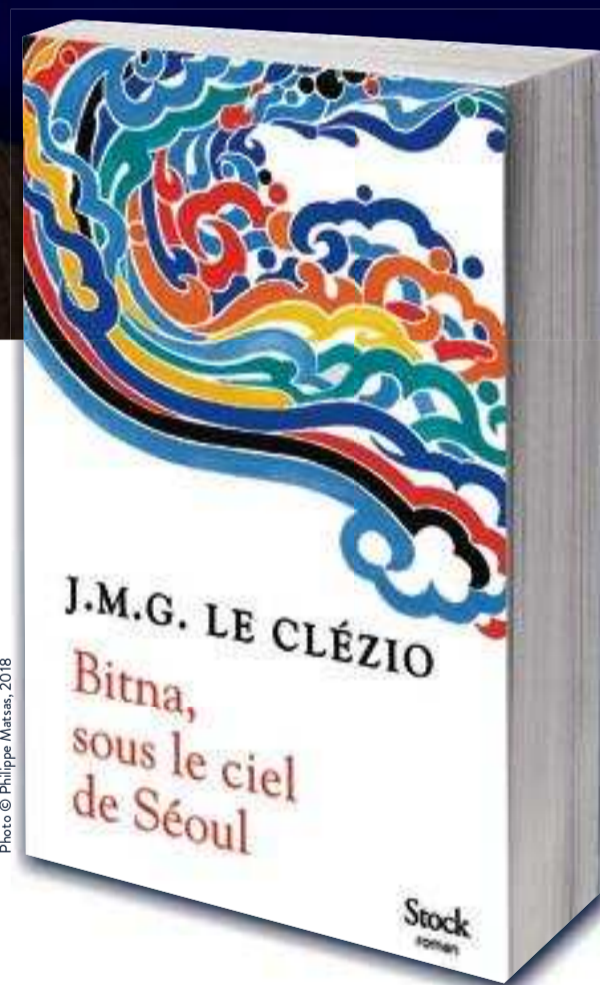


Photo © Philippe Matas, 2018

### LES DATES

#### 2017

**21 juin** Mohammed Ben Salman est nommé prince héritier du royaume en remplacement de Mohammed Ben Nayef.

**26 septembre** Un décret accorde aux femmes le droit de conduire.

**4 novembre** Arrestation de plus de 200 princes ou hommes d'affaires, détenus pendant plusieurs mois à l'hôtel Ritz-Carlton dans le cadre d'une opération anticorruption.

#### 2018

**2 avril** Depuis les Etats-Unis, Mohammed Ben Salman affirme qu'Israël a le «droit» d'avoir son propre Etat-nation, dans un entretien donné à *The Atlantic* avant les affrontements de Gaza.

Un mois plus tard, dans une conférence à Riyad devant le gotha de la finance mondiale, «MBS» promet de faire pousser dans le nord du désert saoudien une mégalopole futuriste, baptisée Neom, avec robots, énergie propre, espaces verts à perte de vue et... femmes non voilées. «Nous n'allons pas passer trente années de plus de notre vie à nous accommoder d'idées extrémistes, nous allons les détruire maintenant», assène le prince, qui proclame vouloir revenir à un «islam modéré et ouvert au monde».

«MBS» rayonnait d'autorité et de charisme, se remémore un entrepreneur libanais présent ce jour-là dans l'assistance. A un moment, un investisseur japonais à ses côtés a proclamé que Neom serait la deuxième Mecque. Un impair terrible dans un pays comme l'Arabie. Le prince a saisi sa main, lui a dit en anglais de s'excuser et puis il a expliqué à la salle, en arabe, avec un self control parfait, que ce genre de propos est le prix de l'ouverture.»

En matière diplomatique, le prince fonce aussi, mais avec un succès bien moindre. Son intervention au Yémen s'est enlisée. Les bombardements et le blocus des zones tenues par la rébellion houthiste ont généré une catastrophe humanitaire, «la pire de la planète» selon l'ONG française Acted. Vingt millions de Yéménites ont besoin d'aide alimentaire,

## «MAGISTRAL». Étienne de Montéty, *Le Figaro littéraire*

### SUR LES PAS DU ROMANCIER NOMADE.

Philippe Pons, *Le Monde*

### LE PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE CHAVIRE POUR L'ASIE.

Clara Dupont-Monod, *Marianne*

SPLENDIDE. Olivia de Lamberterie, *Elle*

Stock

# Nouvelle journée de sang à Gaza

La répression par l'armée israélienne du deuxième vendredi de la « marche du grand retour » a fait dix morts

## REPORTAGE

NAHAL OZ (ISRAËL) - envoyé spécial

D'ici, on voit bien mais on ne comprend rien. D'ici, du côté israélien de la frontière, sur un point d'observation situé en zone militaire au sud du kibboutz de Nahal Oz, les équipes de télévision viennent faire leur plateau.

Dans leur dos, des champs de jobs soigneusement alignés. A un gros kilomètre à l'ouest en terrain ouvert, par-delà les Jeep, les soldats, les monticules de sable et la clôture de sécurité, on aperçoit des centaines de petites taches noires. Ce sont les Palestiniens de la bande de Gaza qui ont choisi, pour le deuxième vendredi d'affilée, en ce 6 avril, de s'avancer dans la zone frontalière, lors de ce nouvel épisode de la « marche du grand retour », qui doit culminer le 15 mai.

De loin, ces taches restent une abstraction. On ne connaît pas leurs motivations, la nature de leur colère, les mille fractures intimes dues au blocus israélo-égyptien et à l'enclavement du territoire, sous le contrôle du Hamas depuis 2007. Comme la majorité des commentateurs israéliens, les officiels qui se mettent à disposition des journalistes, au point d'observation, présentent une vision monochrome des manifestants : ils sont manipulés par le Hamas.

### «Ecran de fumée»

La journée a été moins sanglante que celle du 30 mars, marquée par dix-huit morts. Un bilan du ministère de la santé local évoquait tout de même, samedi, dix morts et 431 blessés par balles, dont 33 dans un état critique.

Selon Tsahal, l'armée israélienne, environ 20 000 personnes auraient participé aux rassemblements le long de la clôture, contre une estimation de 30 000 une semaine plus tôt.

Plusieurs tentatives pour s'infiltrer en Israël – «dissimulées par l'écran de fumée créé par des pneus brûlés», toujours selon l'armée – auraient été déjouées. La fumée noire s'élevait en larges volutes à la mi-journée. Le vent semblait l'allié des incendiaires ; il rabattait les émanations, censées gêner les tireurs de l'armée, vers les terres israéliennes. Des lances à incendie s'efforçaient de limiter les dégâts.



David Keyes a chaud dans son costume. Le conseiller en communication du premier ministre Benyamin Nétanyahou a fait le déplacement depuis Jérusalem, malgré la fête de Pessah (Pâque juive), pour livrer aux caméras la version officielle.

«On peut protester autant qu'on veut et où on veut, mais on ne peut pas essayer de pénétrer en Israël, de dissimuler des engins explosifs, de tirer sur des Israéliens, dit-il. C'est ce qui s'était passé il y a une semaine et on a dû répondre. On essaie de tout faire pour éviter les dégâts. Mais le Hamas paie des civils pour qu'ils essaient d'être visés. C'est dégoûtant.»

David Keyes fait ainsi référence à l'annonce d'une récompense pécuniaire promise par le mouvement islamiste aux blessés et aux familles de morts. Rien ne peut faire dévier le conseiller dans sa certitude que les manifestants palestiniens sont les jouets du Hamas.

Pourtant, il y a eu moins de manifestants ce vendredi. Indociles, les jouets. Et le bilan des morts est moins accablant. Tsahal a-t-elle été gênée par les fumées noires des pneus ? Ou des consignes de retenue ont-elles été données, après le bain de sang du 30 mars ? L'état-major de l'armée israélienne le nie.

Beaucoup de scènes se sont reproduites à l'identique, côté palestinien, dans une zone de 300 mètres entre la route de terre parallèle à la frontière et la clôture elle-même. «Les règles d'engagement restent les mêmes, la mission aussi», assure le lieutenant-colonel Jonathan Conricus, le porte-parole des forces armées. Il précise que les balles réelles ne sont utilisées qu'«en dernier ressort, quand l'émeutier essaie d'en-



A Jabaliya, dans le nord de la bande de Gaza, vendredi 6 avril. WIISSAM NASSAR/DPA

dommager les infrastructures de sécurité et de pénétrer en Israël». Un principe nullement respecté le 30 mars, comme *Le Monde* avait pu le constater, en se rendant alors du côté palestinien.

### «On sait où on vise»

Ce jour-là, dix-huit personnes avaient été tuées et près de 750 autres blessées par balles. Certains responsables israéliens ont mis en doute ce bilan du ministère de la santé à Gaza, mais les organisations internationales présentes, comme le Comité international de la Croix-Rouge, ne l'ont pas mis en cause. Au cours de la semaine écoulée, la seule ONG Médecins sans frontières a accueilli 137 patients touchés par balles, dont 132 aux jambes, dans ses structures médicales à Gaza. Côté israélien, l'ONG B'Tselem a publié, mercredi, une lettre ouverte à l'adresse des soldats pour les inviter à désobéir aux «ordres illégaux» si on leur demandait de tirer sur les manifestants palestiniens.

Jonathan Conricus, lui, loue au contraire la lucidité de l'armée : «L'écrasante majorité des gens blessés par balles ont été atteints

### «La plupart des Palestiniens veulent juste la paix, comme nous», lâche Tami Halevi, 80 ans, une pionnière du kibboutz

aux jambes. Ça montre qu'on sait où on vise.»

Comme on ne voit rien de là où l'armée propose de regarder, mieux vaut s'éloigner, remonter quelques kilomètres et pénétrer dans le kibboutz de Nahal Oz. Un vrai repos pour les yeux. Le cadre est charmant, soigné, la végétation luxuriante. Les ruelles paraissent désertes. Beaucoup, parmi les 400 habitants, sont partis rendre visite à des proches pour les fêtes. Tami Halevi, 80 ans, est restée. Arrivée en 1956, trois ans après les premiers civils, elle figure parmi les pionnières de la communauté.

Elle se souvient que cette même année Roi Rotberg, jeune

homme chargé de la sécurité du kibboutz, avait été assassiné par des Palestiniens. Le chef d'état-major Moshe Dayan lui avait rendu cet hommage entré dans l'histoire du sionisme : «Pourquoi devrions-nous nous plaindre de leur haine brûlante à notre égard ? Il y a huit ans [à la création d'Israël en 1948, accompagnée de l'exode de centaines de milliers de Palestiniens], ils se sont assis dans les camps de réfugiés de Gaza, et devant leurs yeux, nous avons transformé les terres et les villages, où eux et leurs aïeux demeuraient autrefois, en notre domaine.»

Aujourd'hui, Tami Halevi dit ressentir «beaucoup d'empathie» pour les Palestiniens qui manifestent. «La plupart veulent juste la paix, comme nous», dit-elle, en précisant qu'elle continue de communiquer, par WhatsApp, avec des Gazaouis.

Il fut une époque où les contacts étaient quotidiens entre le kibboutz et l'autre côté. «On y allait souvent pour faire des courses, acheter du houmous, en visite chez le dentiste. Beaucoup de Palestiniens travaillaient chez nous.» Ces échanges ont disparu.

Les fantasmes et la peur ont pris le dessus de part et d'autre de la clôture.

A Nahal Oz, après la dernière guerre de Gaza, à l'été 2014, dix-sept familles n'étaient pas revenues dans leurs maisons. Aujourd'hui, cette perte démographique a été compensée : une quinzaine de nouvelles maisons se dressent.

### «Désolé pour les Palestiniens»

Parmi les récents arrivants, Oren Cherry, 46 ans, s'est installé il y a six mois. Sa femme est née en Belgique, mais elle a passé son enfance dans le kibboutz. Lui, ingénieur, a lancé son entreprise, qui planifie des installations télécoms, surtout pour l'armée. Il se dit «désolé pour les Palestiniens, pour ce qu'ils doivent endurer. Ils accusent Israël pour tout, parce que c'est plus facile que de manifester contre le Hamas.»

Les trois enfants d'Oren connaissent la sirène, l'alerte rouge, qui commande de se mettre aux abris. Lui refuse de suivre de trop près les informations. «C'est trop stressant d'avoir des alertes permanentes sur son téléphone.» ■

PIOTR SMOLAR

# Crise historique à l'Académie suédoise, atteinte par un scandale sexuel

Des membres de l'institution qui remet le Nobel de littérature claquent la porte, après la révélation d'agressions sexuelles et de favoritisme

MALMÖ (SUÈDE) - correspondante

Depuis que l'affaire avait éclaté en novembre 2017, les dix-huit membres de l'Académie suédoise – institution fondée en 1786 et chargée, depuis 1901, d'attribuer le prix Nobel de littérature – gardaient le silence, comme le leur impose le règlement. Pas un mot sur les accusations d'agressions sexuelles et de viols visant Jean-Claude Arnault, mari de l'écrivaine et académicienne Katarina Frostenson. Rien non plus sur les subventions que lui versait l'institution, ni sur l'habitude qu'il avait, selon des témoins, d'ébruiter les noms des lauréats du Nobel de littérature avant qu'ils soient officialisés, ou encore le rôle qu'il s'attribuait dans leur sélection.

Et puis, vendredi 6 avril au matin, coup de tonnerre. Deux écrivains, Klas Östergren et Kjell Espmark, annoncent qu'ils claquent

la porte, suivis en milieu d'après-midi par l'ancien secrétaire perpétuel, l'historien Peter Englund, redevenu simple académicien en 2015. Une accélération des événements qui témoigne de l'ampleur de la crise traversée par l'institution.

### «Talent et goût»

Dans un communiqué, Klas Östergren, 63 ans, élu en 2014, justifie son départ par les «sérieux problèmes» de l'Académie et les tentatives de «les résoudre en privilégiant des considérations obscures au lieu de suivre le règlement», ce qui constitue, dénonde-t-il, «une trahison» à l'égard de sa devise, «Snille och smak» («talent et goût», en suédois).

Kjell Espmark, 88 ans, un des doyens de l'institution (où il siège depuis 1981), accuse certains de ses collègues de faire passer «l'amitié et d'autres considérations hors de propos» avant

### Le Français Jean-Claude Arnault se vantait d'avoir eu un rôle dans le choix de certains lauréats, comme J.-M. G. Le Clézio

«l'intégrité» de l'Académie. Même son de cloche de la part de Peter Englund.

Jeudi soir, les immortels se sont réunis à Stockholm. A l'ordre du jour : les conclusions de l'enquête menée par un cabinet d'avocats, chargé en novembre 2017 par la secrétaire perpétuelle, Sara Danius, de faire la lumière sur les liens entre les académiciens et Jean-Claude Arnault. Leur rapport devait être rendu public vendredi 13 avril.

Mais les académiciens n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur la rédaction d'un communiqué de presse, qui devait être publié dans la semaine. De sérieuses divergences étaient déjà apparues lors d'un vote, à l'issue duquel une majorité s'était opposée à l'expulsion de la poétesse Katarina Frostenson, 65 ans, occupant le fauteuil numéro 18 depuis 1992.

Le scandale a éclaté le 21 novembre 2017, avec la publication d'une enquête dans le quotidien *Dagens Nyheter*. Dix-huit femmes y accusent une «personnalité culturelle de premier plan» de harcèlement, d'agressions sexuelles et de viols. Son nom est dévoilé, alors que plusieurs de ses victimes présumées portent plainte. Il s'agit du Français Jean-Claude Arnault, 71 ans, directeur artistique du Forum, un lieu d'événements culturels à Stockholm.

Les faits auraient eu lieu entre 1996 et 2017 en Suède et à Paris,

dans un appartement que possède l'Académie. Les femmes racontent les agressions, parfois devant témoins, et les intimidations : «Avec cette attitude, je vais faire en sorte que tu ne dures pas longtemps dans la branche!» ou bien : «Tu ne sais pas avec qui je suis marié?»

### «Dix-neuvième membre»

Très vite, une question se pose : si tout cela est vrai, les académiciens pouvaient-ils ne rien savoir ? Le 23 novembre, la secrétaire perpétuelle de l'Académie, Sara Danius, reconnaît que des «filles» et des «épouses» des académiciens et académiciennes ainsi que des membres du «personnel» ont été «exposées à une intimité non désirée ou un comportement inapproprié» de la part du Français.

Le scandale prend une nouvelle tournure quand *Dagens Nyheter* publie de nouveaux témoignages,

début décembre 2017, selon lesquels M. Arnault a touché des subventions versées par l'Académie, dont il se considérait comme son «dix-neuvième membre». Non seulement il aurait ébruité le nom de lauréats avant qu'ils ne soient annoncés, mais il se vantait d'avoir eu un rôle dans le choix de certains, comme J.-M. G. Le Clézio en 2008.

En décembre 2017, l'Académie a modifié son règlement pour éviter les conflits d'intérêts. Mais en Suède, où les médias évoquent une «institution en ruines», de nombreux intellectuels appellent désormais à une refonte majeure de l'institution. En mars, le ministre public a annoncé que plusieurs des plaintes déposées contre M. Arnault avaient été classées, les faits dénoncés étant prescrits ou impossibles à confirmer. Mais l'enquête se poursuit concernant les faits les plus récents. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

# Le baroud d'honneur de Lula avant la prison

L'ex-président brésilien ne s'est pas rendu à la police vendredi, pour assister à une messe pour sa femme défunte

SAO PAULO - *correspondante*

Souriant, il s'est penché à la fenêtre, les yeux rougis, venant cueillir une dernière fois les hourras de la foule scandant «*Lula guerrier du peuple brésilien!*» Quand est venue l'heure de la reddition, vendredi 6 avril, à 17 heures (22 heures à Paris), Lula ne s'est pas rendu.

Après vingt-quatre heures d'une lutte aux allures de chant du cygne, cloîtré dans le siège du syndicat des métallos, à Sao Bernardo do Campo dans la banlieue de Sao Paulo, l'ancien président brésilien Luiz Inacio «Lula» da Silva, dans une ultime bravade, a prié les forces de l'ordre d'attendre jusqu'au lendemain matin, samedi, et une messe en hommage à son épouse, Marisa Lécia, morte en un plus tôt. «*La lutte continue. Merci*», a posté l'ancien syndicaliste, vendredi soir, sur Twitter.

Après l'office, Lula devrait se rendre afin de purger la peine de douze ans et un mois de prison infligée en janvier pour des faits de corruption. Le vieux lion de la politique quittera alors Sao Bernardo, ville industrielle de l'Etat de Sao Paulo, où est née sa carrière politique, pour rejoindre Curitiba, celle de sa disgrâce.

Là l'attend le juge Sergio Moro, chargé de l'opération anticorruption «Lava Jato» («lavage express»), qui lui a réservé une cellule VIP, sans barreaux. Une faveur accordée à l'ancien homme d'Etat, qui avait prévenu que jamais on ne poserait sur ses chevilles un bracelet électronique: «*Je ne suis pas un chien.*»

## «Vague fasciste»

«*Ce moment restera dans l'histoire. Une fois de plus*», soupire Wagner Dantes, ingénieur de 38 ans venu soutenir l'ancien chef d'Etat à Sao Bernardo. Le presque quadragénaire n'avait que 8 ans quand la dictature militaire (1964-1985) prenait fin, mais à ses yeux, l'histoire se répète. Pour certains, la prison décrétée par un juge «*partial*» et «*politique*» est la réplique de l'incarcération de Lula en 1980, alors syndicaliste un peu trop braillard aux yeux de la junte au pouvoir.

«*Une vague fasciste monte au Brésil. Dans la rue, la violence et l'intolérance se propagent*», abonde Marcos Ferraz, 58 ans, un vendeur de tee-shirts à l'effigie du «*père des pauvres*». «*Aux yeux de l'élite, l'enrichissement d'un pauvre du Nordeste est toujours inacceptable, suspect*», dit-il. «*Ils vont en finir avec la démocratie*», ajoute Fernanda Pincovar, banquière de 46 ans.

Reclus depuis l'injonction du juge Moro au siège de ce syndicat, où, quarante ans plus tôt, le métallos-tribun levait le poing pour

**Pour une partie du pays, c'est le passé glorieux de Lula que l'on condamne. Celui d'un homme à l'écoute des sans-voix**

fonder le Parti des travailleurs (PT, gauche), Lula a jusqu'au bout tenté d'échapper à l'humiliation d'une incarcération.

Appelant en vain à la clémence du Tribunal supérieur de justice, plaidant l'appui de l'Organisation des Nations unies (ONU), l'homme de 72 ans a joué son va-tout pour rester en piste et participer à la campagne présidentielle d'octobre, dont il est le favori. «*Lula est maintenant veuf, ses enfants sont grands. La politique est toute sa vie, il était prêt à aller jusqu'au bout*», raconte un responsable du parti de Brasilia.

L'écrivain brésilien João Guimarães Rosa expliquait qu'un «*jugement est toujours imparfait, parce qu'on juge le passé*». Pour une partie du pays, sonnée par l'emprisonnement de son héros, c'est le passé glorieux de Lula que l'on condamne. Celui d'un chef d'Etat quasi analphabète, parti de rien, qui contribua lors de ses deux mandats, de 2003 à 2010, à sortir de la misère des dizaines de millions de Brésiliens.

Celui aussi d'un homme à l'écoute des sans-voix qui ouvrit les portes des universités aux plus démunis et hissa le Brésil sur la scène internationale sans avoir à rougir aux côtés de grandes puissances. Pour d'autres, c'est le passé honteux d'un populiste avide de pouvoir, capable des pires compromissions, et chef d'orchestre d'un système de corruption à grande échelle.

«*Bien sûr, il y aura ceux qui feront la fête, jetant des pétards, comme lors d'une Coupe du monde qui signerait la rédemption d'une équipe humiliée par le passé*, écrit sur son blog le politicien Carlos Melo. *Heureux, comme si un emprisonnement suffisait à réparer le pays. Satisfait comme des piranhas dévorant un bœuf sans prêter attention au reste du troupeau qui traverse le fleuve. Et puis il y aura ceux qui pleureront, promettant de se venger, sans admettre les erreurs commises en chemin, les connivences, les capitulations, l'arrogance et le sectarisme puéril qui les a amenés jusqu'ici.*» «*Mais il reste les autres, poursuit-il, lucides et perplexes.*»

Le Brésil peine à prendre la mesure d'un événement qui a suscité un débordement d'émotions dé-

concertantes. Du procureur évangélique de «Lava Jato», Deltan Dallagnol, promettant de jeûner et de prier pour que Lula, qu'il considère comme le «*chef suprême*» de la corruption, soit mis sous les verrous, aux militaires prenant part aux débats...

Alors que les médias brésiliens décriaient avec minutie la cellule dotée de toilettes privées où devrait résider Lula ces prochaines années, une partie du pays jubilait. Parmi eux, Kim Kataguiri, porte-parole de la jeunesse de droite. Figure de la mobilisation de 2015 contre la corruption, et appelant à l'impeachment de Dilma Rousseff, la dauphine de Lula, destituée en 2016, le jeune homme savourea sa deuxième victoire.

«*Le principal protagoniste de "Lava Jato" est condamné, soufflé-t-il, fustigeant l'attitude jusqu'au-boutiste de Lula. Il démontre une fois de plus qu'il place ses intérêts politiques au-dessus de bien-être du pays. Lula s'imagine*

*au-dessus des lois simplement parce qu'il a été président de la République. C'est le dernier acte de totalitarisme d'un proto-dictateur qui, heureusement, a échoué dans son projet de pouvoir.*»

## L'armée «attentive»

Le malaise s'est installé dans la jeune démocratie. Le Tweet du chef d'état-major des armées, Eduardo Villas Boas, assurant à la «*nation*», à la veille du jugement de l'habeas corpus de Lula, le 4 avril, «*que l'armée partage l'anxiété des citoyens de bien*» et «*réprouve l'impunité*» tout en rappelant que l'armée est «*attentive à ses missions institutionnelles*» a achevé d'effrayer les plus inquiets.

La société brésilienne attend fébrilement la suite des événements. L'arrestation de Lula sera-t-elle la preuve manifeste que le pays peut tirer un trait sur les pratiques crapuleuses de l'ensemble de la classe politique? L'ancien

chef d'Etat sera-t-il la victime expiatoire d'un système politique à jamais vérolé?

En décrétant, le même jour que Lula, l'arrestation de Paulo Vieira de Souza, membre du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), opposant notoire du PT, accusé de détournement de fonds, la police fédérale semble donner le signal d'une chasse aux corrompus généralisée. Mais le pays veut voir tomber d'autres têtes. Celles de parlementaires protégés par leur immunité comme celles de caciques de Brasilia, réputés intouchables. Reste un constat: à sept mois de l'élection présidentielle, le discrédit des responsables politiques est total.

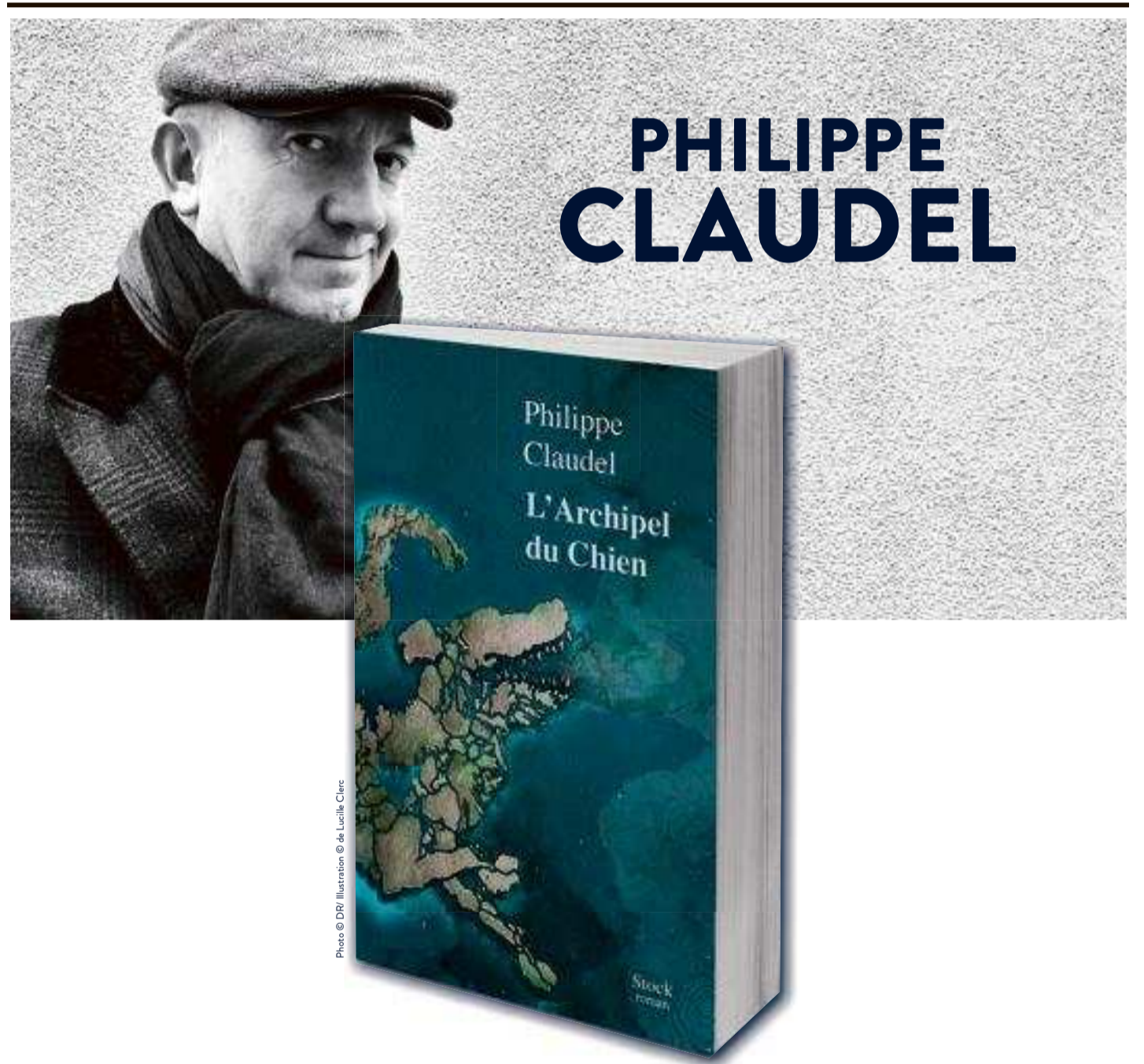
«*Le pays est dans la tourmente*», admet Joaquim Barbosa, ancien président de la Cour suprême qui, affolé par la popularité grandissante du candidat d'extrême droite, Jair Bolsonaro, envisage de se présenter. ■

CLAIRE GATINOIS

## LE CONTEXTE

### L'AFFAIRE DU TRIPLEX

Condamné le 24 janvier à douze ans et un mois de prison au tribunal de seconde instance de Porto Alegre, pour «*corruption passive*» et «*blanchiment d'argent*», pour l'affaire dite du «*Triplex*» (un appartement qu'il se serait vu offrir en guise de pot-de-vin par une entreprise de BTP), Luiz Inacio Lula da Silva conteste l'accusation. L'ancien chef d'Etat (2003-2010), favori de l'élection présidentielle d'octobre, voit dans sa condamnation un complot ourdi par ses opposants pour l'écarter de la politique. Après lui avoir refusé un habeas corpus, le 4 avril, la Cour suprême a ouvert la voie à son emprisonnement, exigé par le juge Sergio Moro en charge de l'enquête «Lava Jato».



## «CLAUDEL SIGNE UNE TRAGÉDIE GRECQUE.

Gladys Marivat, *Le Monde des livres*

IMPLACABLE. Olivia de Lamberterie, *Elle*

UNE PROSE FURIEUSE. Jérôme Garcin, *L'Obs*

CLAUDEL, L'HUMANISTE INDIGNÉ. Nathalie Crom, *Télérama*

UN GRAND ROMAN. Mohammed Aïssaoui, *Le Figaro littéraire*

Stock

## SYRIE Reprise des raids aériens contre la Ghouta

Le régime syrien a mené des raids aériens, vendredi 6 avril, contre l'ultime poche rebelle dans la Ghouta orientale, aux portes de Damas, pour la première fois depuis une dizaine de jours, après l'échec de négociations sur un retrait des insurgés. Ces frappes, suivies de combats au sol entre les forces du régime et les combattants du groupe rebelle Jaïch Al-Islam, interviennent alors qu'un accord d'évacuation des rebelles a échoué jeudi sur des divisions internes au sein de la faction rebelle. Au moins 32 civils, dont sept enfants, ont été tués dans les raids aériens, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. - (AFP)

## ÉTATS-UNIS Washington sanctionne des «oligarques» proches de Poutine

Washington a annoncé, vendredi 6 avril des sanctions contre des «oligarques» proches de Vladimir Poutine, notamment pour les «attaques» de Moscou contre «les démocraties occidentales». Moscou a promis une «réponse dure» à cette «attaque antirusse» visant à «éliminer des concurrents sur les marchés». Ces sanctions sont parmi les plus sévères depuis l'arrivée à la Maison Blanche de M. Trump. Les mesures punitives visent 38 personnes et entreprises, qui s'ajoutent aux 24 ciblées mi-mars en réponse à ces accusations d'ingérence électorale et à plusieurs cyberattaques. - (AFP)

## ÉLECTIONS

## Européennes : l'imbroglie des têtes de liste

Dans tous les partis, le flou persiste sur le choix du bon profil pour diriger la campagne et définir ainsi la ligne

**A** les entendre, les élections européennes constituent une échéance « cruciale » pour leur formation. Un rendez-vous stratégique, à ne pas prendre à la légère. Le scrutin de mai 2019 étant le premier vrai test sur la scène nationale depuis la présidentielle et les législatives de 2017. Mais à un peu plus d'un an de ce rendez-vous électoral, les trois principaux partis ne disposent toujours pas d'un chef de file identifié. Que ce soit La République en marche (LRM), Les Républicains (LR) ou le Front national (FN), aucun n'a encore déniché une tête d'affiche, susceptible de mener la campagne et de mobiliser les troupes.

Le nouveau mode de scrutin pousse pourtant à présenter des candidats identifiés par le grand public et disposant d'une vraie force de frappe médiatique : contrairement aux élections de 2014, qui se déroulaient dans huit grandes régions, les prochaines européennes auront pour cadre une circonscription nationale unique. Un changement acté par l'Assemblée nationale en février, sous l'impulsion d'Emmanuel Macron, qui mise sur cette nouvelle configuration pour lutter contre l'abstention et repolitiser nationalement le débat.

Sauf que son propre mouvement ne sait toujours pas qui sera la personnalité en mesure de porter le discours pro-européen du chef de l'Etat et de tenir la dragée haute aux autres figures de l'opposition. Alors que le parti présidentiel lance officiellement sa campagne, samedi 7 avril, ses dirigeants ne cachent pas leur embarras, en évoquant un « choix compliqué ».

## MACRON TRANCHERA

Un temps, le nom de Daniel Cohn-Bendit a circulé mais l'ex-député européen a indiqué au *Monde*, en février, « ne pas être candidat ». Lui aussi pressenti, Alain Juppé a finalement exclu cette possibilité. Le sujet fait débat au sein de LRM, où certains plaident pour une personnalité de la société civile, afin d'incarner le « renouvellement des visages ». D'autres évoquent la nécessité de choisir un responsable politique expérimenté et emblématique.

« Le choix n'est pas arrêté mais il y a plusieurs hypothèses », explique au *Monde* le patron du parti, Christophe Castaner. La plus crédible semble être Sylvie Goulard. L'éphémère ministre des armées du premier gouvernement Philippe a le mérite de connaître les sujets européens sur le bout des doigts. Seuls bémols : elle a été nommée à la direction de la Banque de France en janvier, et l'enquête sur les supposés emplois fictifs du MoDem au Parlement européen, dans laquelle elle avait été mise en cause, n'a pas encore été bouclée.

Parmi les possibles transfuges venus de la droite, les noms de Michel Barnier, actuel négociateur pour l'Union européenne sur le Brexit, ou encore du député européen, Arnaud Danjean, circulent également. « Toutes les hypothèses sont ouvertes. Chacun prendra ses responsabilités », explique M. Castaner. Le chef d'orchestre de la campagne de LRM



Christophe Castaner, délégué général de LRM, le 21 mars, Paris. ALAIN GUILHOT

« n'exclut pas » lui-même d'être le leader de son camp. Le choix de la liste et des 79 candidats devant y figurer devrait être dévoilé début 2019. Seule certitude : c'est Emmanuel Macron qui tranchera la question.

L'affaire est aussi compliquée du côté de LR. Le président du parti, Laurent Wauquiez, a fait savoir dès janvier qu'il ne sera pas candidat, par volonté de ne pas se placer en situation de cumul avec son mandat de président d'Auvergne-Rhône-Alpes. Pour ne pas avoir, aussi, à endosser à titre personnel une éventuelle déconvenue. Pourtant, « il faut une personnalité avec de la notoriété, de la crédibilité » pour mener la liste au niveau national, souligne un député européen. Plusieurs noms circulent, comme celui du philosophe et ex-ministre Luc Ferry – l'hypothèse est écartée par l'entourage de M. Wauquiez –, du maire d'Antibes et président du conseil national de LR, Jean Leonetti, ou encore celui de la vice-présidente de LR, Virginie Calmels. Cette dernière ne confirme pas ses ambitions en la matière, sans écarter pour autant cette perspective. Mais l'hypothèse de sa candidature ne fait clairement pas l'unanimité en interne.

« JE NE VOIS PAS DANS LES DÉPUTÉS EUROPÉENS UNE TÊTE DE LISTE QUI S'IMPOSE »

BRUNO RETAILLEAU  
patron du groupe LR au Sénat

Le profil libéral de l'ancienne juppéiste ne colle pas nécessairement avec la ligne qu'entend porter LR. « Elle incarne le libéralisme alors qu'on est contre l'accord de libre-échange sur le Mercosur », note un dirigeant. Autour de M. Wauquiez, beaucoup la jugent trop modérée pour faire face à la concurrence du FN, notamment pour porter une ligne de fermeté sur l'immigration. « Mettez les frontistes Louis Aliot ou Nicolas Bay en face, ils lui pompent l'électorat ! », redoute un dirigeant de LR. Il va falloir trouver la perle rare, capable à la fois de contenter tout le monde au sein d'un parti divisé sur cette question et de porter le fer efficacement dans les médias et les meetings. « Je ne vois pas dans les députés européens une tête de liste qui s'impose », dit Bruno Retailleau, patron du groupe LR au Sénat, selon qui le candidat idéal doit être « quelqu'un de neuf ». « Et capable de redonner le goût de l'Europe aux Français. » Sacrée gageure.

Même vide à l'extrême droite. Avec une inconnue ajoutée à l'équation : le FN aura-t-il mué en « Rassemblement national » d'ici là ? Sans marqueur FN ni porte-flamme de premier plan – Marine Le Pen ayant refusé jus-

qu'ici de mener la liste – d'aucuns craignent la déperdition dans les urnes. « J'entendrais cet argument si je n'étais plus présidente » du FN, rétorque-t-elle. Si Marine Le Pen n'en prendra probablement pas la tête, rien ne l'empêche d'apposer son nom sur la liste, pour « faciliter son identification », ou même d'en prendre les rênes médiatiques. « Avec les listes nationales, ce sont les partis et donc leurs dirigeants qui vont mener la campagne », veut-elle croire.

D'autres noms tourment autour de la maison frontiste pour mener la liste. Celui de Louis Aliot, député des Pyrénées orientales et compagnon de Marine Le Pen, celui de l'eurodéputé Nicolas Bay... Ou « pas forcément » un membre du FN, lançait Sébastien Chenu, en janvier, laissant ouvert l'espoir d'attirer de potentiels alliés, ou ralliés, issus de la droite. Certains frontistes évoquent la possibilité d'un éventuel accord avec Thierry Mariani ou Nicolas Dupont-Aignan. Sans en dire plus. Manière de ne pas dévoiler son jeu trop tôt, ou de bluffer au mieux. En attendant, comme ses concurrents, de trouver la bonne pioche. ■

ALEXANDRE LEMARIÉ, OLIVIER FAYE ET LUCIE SOULLIER

## Les gauches à la recherche de la bonne formule pour le scrutin

A un an de l'échéance, toutes les formations, du PS à La France insoumise, s'interrogent sur la tête de liste et les possibles alliances

**C'**est l'un des seuls points communs des formations de gauche : toutes sont à la recherche de la bonne formule et de la bonne tête de liste pour les européennes de mai 2019. A un an de échéances, la division règne et fait craindre un éparpillement des voix. Tour d'horizon.

**Le PS dans l'embarras** Le seul nom qui émerge pour prendre la tête de liste du Parti socialiste (PS) est celui de Pierre Moscovici. « Si je dois faire quelque chose, je le ferai à l'automne 2018. Je ne précipiterai rien », confie le commissaire européen, s'inscrivant pleinement dans le calendrier d'Olivier Faure, qui annoncera son choix courant

septembre. Mais le scénario est redouté par l'aile gauche du PS : « On ne peut pas avoir comme tête de liste un représentant de la Commission Juncker », estime l'eurodéputé Emmanuel Maurel, qui va prochainement lancer un club pour « rassembler la gauche ». « Moscovici, ce serait rétrograde », abonde la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann. Le PS a du mal à trouver une autre tête d'affiche. Christiane Taubira a été sollicitée, mais elle a décliné. Najat Vallaud-Belkacem, souvent citée, balaie l'éventualité : « Je suis heureuse là où je suis. Ça n'est pas en six mois qu'on se construit l'expérience et les réalisations auxquelles j'aspire », confie au *Monde* celle qui a rejoint l'institut Ipsos.

**LFI en solitaire** Sûre d'elle et volontiers dominatrice, La France insoumise (LFI) devrait partir seule aux élections européennes. En tout cas, pas avec des partenaires français (des initiatives communes avec les Espagnols de Podemos sont en revanche prévues). Le mouvement de Jean-Luc Mélenchon reste sur sa stratégie de défense d'un « plan A » – « sortie concertée des traités européens » et « négociation d'autres règles » – et d'un « plan B » – « sortie des traités européens unilatérale par la France » – en cas d'échec de la première méthode. Les « insoumis » n'ont pas encore tranché la question de la tête de liste. Ils doivent aborder les européennes samedi

7 avril lors du débat stratégique de la première réunion de leur « assemblée représentative », sorte de parlement du mouvement, dont 60 % sont tirés au sort.

**Le PCF s'interroge** Chez les communistes, la prudence est, comme souvent, de mise. Lors de leur conseil national des 30 et 31 mars, ils ont adopté l'idée d'une « plateforme commune » pour construire un rassemblement des formations de gauche, mais aussi d'acteurs de la société civile et d'intellectuels. Le PCF est traversé par plusieurs lignes distinctes – celle pour une alliance avec LFI, celle pour une alliance avec Génération.s, celle pour une liste auto-

nome – et gagne du temps en appelant au rassemblement.

**Les Verts tentés par l'autonomie** Certains écologistes voudraient se rapprocher de Génération.s et militent pour que Noël Mamère prenne la tête de liste. Le journaliste a l'avantage d'avoir la double casquette EELV-Génération.s. L'hypothèse semble avoir fait long feu. Mais les écologistes ne sont pas tous favorables à un rapprochement avec les hamonistes. Ils sont persuadés, à l'image de Yannick Jadot, eurodéputé sortant, que le scrutin européen est le meilleur pour leur formation, qui peut envoyer des élus au Parlement. Et qu'il faut tenter sa chance.

**Génération.s veut être le centre du jeu** Le mouvement de Benoît Hamon place beaucoup d'espoir dans les élections européennes. Il veut incarner la gauche européenne et « anti-austéritaire ». Il a déjà bouclé un accord avec DiEM25, le mouvement transnational de Yanis Varoufakis, ancien ministre grec des finances. Désormais, il veut décrocher le « sésame de l'union de la gauche ». Il parle avec les Verts et le PCF, même si une alliance entre ces trois formations paraît improbable, tant les divergences sont importantes sur la question européenne. ■

ABEL MESTRE ET ASTRID DE VILLAINES

## LRM veut prendre la main sur la campagne

Le parti présidentiel lance, samedi, une opération nationale de porte-à-porte

C ap sur les élections européennes. La République en marche (LRM) démarre sa campagne pour le scrutin de mai 2019, samedi 7 avril, en lançant une « grande marche pour l'Europe » dans toute la France. Initialement prévu le 24 mars, le départ de cette opération de porte-à-porte avait été décalé en raison de l'attaque terroriste survenue, la veille, dans l'Aude.

Durant cinq semaines, le mouvement macroniste entend frapper à plus de 100 000 portes afin de recueillir les attentes des citoyens sur l'Europe. Les militants LRM poseront des questions ouvertes, telles que : « Si je vous dis "Europe", ça vous fait penser à quoi ? » ou « Selon vous, qu'est-ce qui ne marche pas en Europe ? »

Cette méthode de démocratie participative vise à nourrir le logiciel du parti, sur le modèle de la consultation engagée à sa naissance, en avril 2016, pour mener Emmanuel Macron au pouvoir. La majorité sort la grosse artillerie : une dizaine de ministres et près de deux cents parlementaires seront mobilisés, samedi, dans toute la France. Chef d'orchestre de la campagne, M. Castaner, délégué général de LRM, multiplie les initiatives. Après avoir réuni un comité de campagne – qui rassemble le bureau exécutif et les ministres membres de LRM – le 19 mars, il a tenu un meeting à Paris, deux jours plus tard, en compagnie de la ministre des affaires européennes, Nathalie Loiseau, et de l'ex-député européen Daniel Cohn-Bendit. Samedi, il sera à Tours pour lancer cette « grande marche ».

### Le président joue gros

L'occasion de sensibiliser les électeurs à ce scrutin. Alors que les autres formations n'ont pas démarré leur campagne, le mouvement macroniste veut prendre la main pour tenter d'imposer le discours pro-européen sur lequel Emmanuel Macron a été élu. Avec l'objectif de réhabiliter ce thème aux yeux des électeurs. « Il faut recréer du lien entre les Français et l'Europe, car la dernière fois qu'on les a interrogés sur ce thème, c'était en 2005 avec le référendum », souligne le député LRM du Benelux, Pièyre-Alexandre Anglade.

Un défi ardu dans un contexte de repli nationaliste et de montée des populismes sur le continent, symbolisés par le Brexit ou par les résultats des élections en Allemagne et en Italie. Un phénomène auquel n'échappe pas la France, où une grande part de l'opinion se montre critique vis-à-vis de l'Union européenne (UE). Après la victoire du Front national aux élections européennes de 2014 (avec près de 25 % des suffrages), les candidats défendant une ligne eurocritique (parmi lesquels Marine Le Pen, Nicolas Dupont-Aignan ou Jean-Luc Mélenchon) ont réuni près de 50 % des suffrages au premier tour de la présidentielle de 2017.

La persistance d'un euroscepticisme dans l'opinion et l'éventualité d'une forte abstention – traditionnellement élevée aux européennes, en France (56 % en 2014) – rendent compliqués les espoirs de conquête de M. Macron. « La tâche est ambitieuse car il y a un contexte de défiance organisé par la classe politique depuis de nombreuses années afin de masquer ses propres insuffisances », analyse M. Castaner. Face à ceux qui mettent en cause Bruxelles de manière permanente, il est d'autant plus nécessaire de répéter que nous avons besoin de l'Europe. »

### La majorité sort la grosse artillerie : une dizaine de ministres et près de deux cents parlementaires seront mobilisés

Le président joue gros lors du scrutin de 2019 : après plusieurs revers à des législatives partielles, ce sera son premier test national. Et, de surcroît, sur une thématique qui lui est chère. « C'est une élection extrêmement importante pour Emmanuel Macron a eu le courage de mettre le thème de l'Europe au cœur de sa campagne présidentielle, et ce sujet fait partie de l'ADN du mouvement », observe M. Anglade. La suite du quinquennat et la capacité de la France à faire bouger les lignes à l'échelle du continent dépendent, aussi, du résultat de LRM à ces élections. « Si on veut impulser une dynamique en Europe, il faut être en tête en France lors du scrutin », estime le député LRM Pierre Person.

M. Macron va lui-même s'engager fortement. Après avoir prononcé deux discours sur l'Europe en septembre (à Athènes et à la Sorbonne), il en tiendra un nouveau, le 17 avril, au Parlement de Strasbourg. Le même jour, il lancera les « consultations citoyennes » qui doivent être menées en France et en Europe, jusqu'en décembre. A ce jour, c'est une des seules idées de M. Macron à avoir rencontré un écho favorable à Bruxelles : seule la Hongrie de Viktor Orban a refusé d'y participer.

En parallèle, le mouvement macroniste cherche à nouer des alliances avec d'autres formations européennes, comme Ciudadanos, en Espagne, pour trouver un point de chute au Parlement. Si l'idée de s'intégrer à un groupe existant n'est pas exclue, la création d'une nouvelle structure reste l'option privilégiée. Avec l'objectif de faire émerger une force centrale pro-européenne qui bousculerait la domination des deux grands groupes traditionnels – socialistes et Parti populaire européen – sur le modèle de la recomposition française. « Notre capacité à nouer des alliances avec d'autres forces progressistes est un gros enjeu », souligne Gabriel Attal, porte-parole du mouvement. Il en va de notre crédibilité. Nous allons montrer que nous sommes en capacité de renverser la table en Europe et pas seulement un parti dans un pays. »

Sur le fond, le discours commence à se roder pour la campagne. Présentés par l'opposition comme les partisans d'une Europe ultrafédéraliste, les dirigeants de LRM veillent à déminer la caricature de parti « eurobéat ». Ils assument donc un discours pro-européen, tout en se montrant critiques sur la manière dont l'UE fonctionne. « Nous voulons défendre le projet européen – en expliquant que l'Union est le cadre nécessaire pour apporter des réponses sur les grands enjeux comme la crise des migrants, la lutte contre le changement climatique ou la gouvernance économique –, tout en insistant sur la nécessité de le refonder », explique M. Anglade. Le slogan est déjà trouvé : « Bâtir une Europe qui protège », comme l'a annoncé M. Castaner. Un objectif aussi ambitieux que compliqué dans sa réalisation concrète. ■

ALEXANDRE LEMARIÉ

## Wauquiez fait plancher LR sur son projet

Virginie Calmels, Guillaume Larrivé et Luc Ferry devront mener ce travail de réflexion

C'est l'heure du bilan d'étape pour le parti Les Républicains (LR). « Sans être crédibles, pour l'heure, nous sommes audibles », souligne un de ses dirigeants. Cruel en apparence, le constat se veut en réalité encourageant : avec Laurent Wauquiez à la tête de LR, la formation de droite existe dans le débat public. Mais c'est souvent au prix de polémiques et de débats enflammés. Objet de critiques à la suite de propositions contre le terrorisme jugées peu crédibles par une partie de son camp, M. Wauquiez a décidé d'abattre certaines cartes pour montrer qu'il ambitionne de bâtir un vrai parti de gouvernement.

Le président de LR a ainsi confirmé au *Figaro*, jeudi 5 avril, qu'il a confié à sa vice-présidente, Virginie Calmels, et au député de l'Yonne Guillaume Larrivé le soin de mener la réflexion sur le projet du parti. « Ce sont les idées qui se trouvent au cœur de la reconstruction, c'est par ça que nous redeviendrons audibles », assure

M<sup>me</sup> Calmels au *Monde*. « Nous devons combiner la logique de l'opposition et la force de proposition », abonde M. Larrivé, pour qui « il faut assumer le débat d'idées, les contradictions le cas échéant ». Ce duo, qui échange depuis plusieurs mois, doit se retrouver en théorie tous les lundis pour un comité de pilotage.

### Attelage complémentaire

Il sera appuyé dans son travail par le philosophe et ancien ministre de l'éducation nationale Luc Ferry, que M. Wauquiez consulte régulièrement. Une juppéiste, un sarkozyste ; une femme issue du monde de l'entreprise, libérale revendiquée, et un conseiller d'Etat, spécialiste des questions de sécurité : l'attelage se veut complémentaire. Il révèle que Laurent Wauquiez, qui s'affiche régulièrement en homme avançant sabre au clair, peut aussi jouer des équilibres internes à son parti. « Laurent travaille au rassemblement par l'aspect programmatique. Il fait attention à ce qu'il y ait des es-

paces d'expression », avance un de ses proches. Une convention sur l'immigration doit être organisée, le 18 avril. D'autres pourraient suivre, sur l'entrepreneuriat ou la laïcité.


Dans son entreprise de construction d'un projet, le président d'Auvergne-Rhône-Alpes multiplie les sources. Un cercle de contributeurs, composé notamment de hauts fonctionnaires et de diplômés des grandes écoles, doit se réunir en avril, après s'être retrouvé une première fois le 6 février. Destiné à nourrir en notes le président de LR, ce réseau est placé sous la direction conjointe de l'énarque Paul Bazin de Jessey, 32 ans, et de Roch de Boysson, un ancien collaborateur de M. Wauquiez à la région Auvergne-Rhône-Alpes. Deux hommes qui ont travaillé avec lui lors de ses expériences ministérielles.

Le patron de LR a également demandé aux jeunes élus de la « génération 2014 » – un groupe qui s'est aggloméré à la suite de la victoire de la droite aux municipales

– de plancher sur le projet pour les élections européennes de 2019. M. Wauquiez réunit par ailleurs régulièrement lors de petits déjeuners une poignée de parlementaires « amis », selon l'expression d'un participant, pour tester des idées et bénéficier de remontées de terrain.

Cette offensive programmatique apparaît nécessaire alors que d'autres ténors du parti, comme Bruno Retailleau ou Valérie Pécresse, avancent de leur côté leurs propres propositions. « L'idée, c'est d'avoir une synthèse, avec des contributions de plusieurs origines, dont celles de Force républicaine et de Libres [leurs micro-partis respectifs] », assure M<sup>me</sup> Calmels. Un proche de Laurent Wauquiez prévient néanmoins : « Notre ligne, que ça plaise ou non, est celle que souhaitent voir mise en place les électeurs de droite. L'électorat voulait la ligne portée par François Fillon, il veut celle portée par Laurent Wauquiez ». La base de travail du débat est posée. ■

OLIVIER FAYE

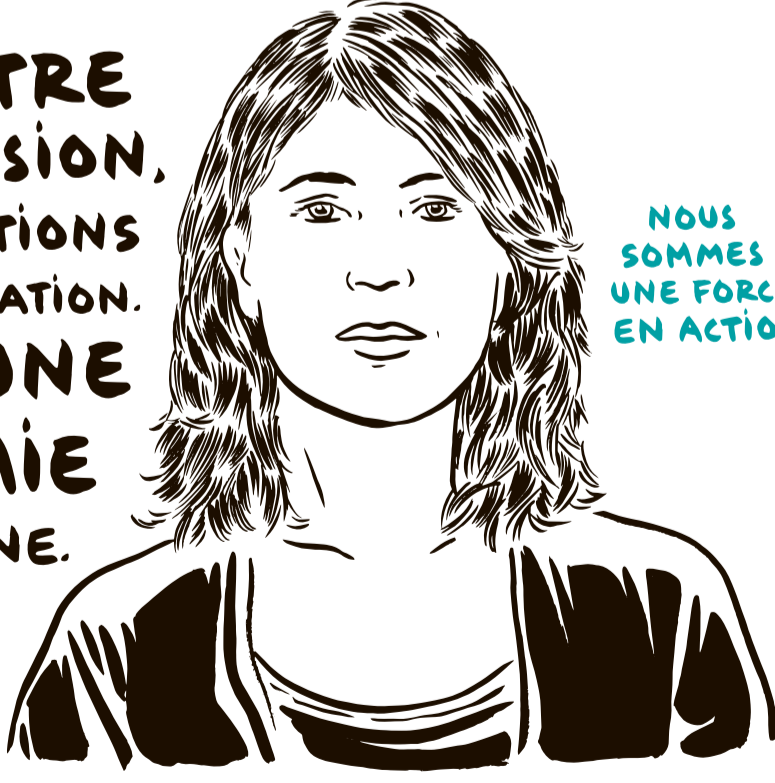


**CREDIT COOPÉRATIF**


UNE AUTRE BANQUE EST POSSIBLE

# LE POUVOIR DU NOUS

**CONTRE L'EXCLUSION, LES POLLUTIONS ET LA SPÉCULATION. POUR UNE ÉCONOMIE PLUS HUMAINE.**



**NOUS SOMMES UNE FORCE EN ACTION.**

 GROUPE BPCE

[www.credit-cooperatif.coop](http://www.credit-cooperatif.coop)

Crédit Coopératif - Société coopérative anonyme de Banque Populaire à capital variable - RCS Nanterre 349 374 031 031 0 - APE 6419 Z - N° ORIAS 07 005 403 - 12, boulevard Renoir - CS 10000 - 92024 Nanterre cedex - Illustration : Anouk - LaSalle - andCo

## Collectivités : la contractualisation avance lentement

A Dijon, Edouard Philippe a annoncé la signature prochaine des premiers pactes financiers

DIJON - envoyé spécial

Lentement, mais plus ou moins sûrement, la contractualisation entre l'Etat et les collectivités territoriales votée dans la loi de programmation des finances publiques est en train de prendre corps. Jeudi 5 avril, à Dijon, aux journées de France urbaine, qui réunit l'ensemble des grandes villes, métropoles et communautés urbaines, le premier ministre, Edouard Philippe, a annoncé la signature « dans les prochains jours » des premiers pactes financiers.

Parmi les premiers signataires figureront la métropole Nice-Côte d'Azur, dirigée par Christian Estrosi, et Bordeaux Métropole, présidée par Alain Juppé. Toulouse, que gère Jean-Luc Moudenc, le président de France Urbaine, serait également bien avancée. Caractéristique commune de ces grands maires et présidents de métropole : ils ont été élus à la tête de listes de droite, sous l'étiquette LR, mais observent une certaine distance avec l'actuelle direction du parti. Le chef du gouvernement a assuré que d'autres maires de grandes villes, présidents de métropole ou de département, et même des maires de communes volontaires qui n'étaient pas initialement concernées par le dispositif, étaient prêts à s'engager. Sans préciser ni le nombre ni la qualité.

### « C'est un contrôle »

« Nous inventons une grammaire nouvelle, un exercice difficile parce que nouveau mais utile et sain parce qu'il nous oblige à plus d'exigence », a souligné Edouard Philippe pour justifier l'apparente lenteur de la conclusion de ces pactes financiers - prévus pour concerner 322 collectivités (l'ensemble des régions et des départements, 145 communes, 62 métropoles et agglomérations) concentrant à elles seules près de 70% des dépenses de fonctionnement de l'ensemble des collectivités territoriales. Les réserves, voire les résistances restent encore fortes.

Ces collectivités territoriales devront limiter la hausse de leurs dépenses de fonctionnement à 1,2% par an, en moyenne, sur la durée du quinquennat. Une rupture de méthode par rapport aux années précédentes - depuis la fin du quinquennat de Nicolas Sarkozy jusqu'à celui de François Hollande -, durant lesquelles avaient été décidés un gel puis une baisse unilatérale et autoritaire des dotations aux collectivités. Mais les

plus virulents opposants aux baisses de dotation d'hier sont aussi, parfois, les plus rétifs à une contractualisation... Qu'ils avaient appelée de leurs vœux.

Pour l'heure, l'apprentissage de la « grammaire nouvelle » reste tâtonnant. Au point de susciter quelques craintes chez les grands élus. Ainsi, François Rebsamen, maire (PS) de Dijon, a-t-il critiqué, lors de son discours d'accueil, les termes de la contractualisation. « Ce n'est pas un contrat, c'est un contrôle, moins brutal mais plus insidieux », a jugé l'ancien ministre de François Hollande. Même M. Moudenc s'est fait l'écho du sentiment que « l'appareil central de l'Etat reprend la main sur la parole politique ».

Pour tenter de désamorcer ces inquiétudes, le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, et le ministre de l'action et des comptes publics, Gérard Darmanin, ont adressé aux préfets, le 16 mars, une lettre-circulaire destinée à préciser les termes de la contractualisation. Dans ce document de 44 pages, il est précisé que les contrats devront être conclus avant la fin du premier semestre, pour une durée de trois ans.

La principale question posée par les élus porte toutefois sur la nature des dépenses de fonctionnement prises en compte dans le périmètre du 1,2% de hausse annuelle. Notamment si les dépenses incombant aux collectivités à la suite de décisions imposées - comme la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (Gemapi), l'ouverture dominicale des bibliothèques ou, bientôt, la généralisation de la scolarisation dès 3 ans - entrent dans ce périmètre ou non.

Sur ce point, la circulaire n'apporte pas un éclairage définitif. « Les dépenses réelles de fonctionnement sont exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement. Il convient de considérer qu'il s'agit là des dépenses réelles de fonctionnement dont le périmètre est fixé par les instructions budgétaires et comptables applicables aux collectivités », indique le document. La « grammaire » de Bercy ne se conjugue pas toujours avec la simplicité. Lors de son intervention devant les congressistes de France urbaine, le premier ministre a toutefois indiqué que les dépenses de Gemapi n'entreraient pas dans ce périmètre. Un petit geste, mais il reste encore beaucoup à faire pour convaincre des élus échaudés de sauter le pas. ■

PATRICK ROGER



M. Hollande, à Solférino, le 15 mars, premier tour de l'élection du premier secrétaire du PS. J.-C. COUTAUSSE/FRENCH POLITICS POUR « LE MONDE »

# Au milieu des ruines du PS, les fantômes du passé rôdent

Hollande, Cazeneuve et Vallaud-Belkacem n'ont pas renoncé à exister

Le calendrier ne peut être le fruit du hasard. Moins d'un an après avoir quitté l'Élysée, et surtout quelques jours après le congrès du PS à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) les 7 et 8 avril, François Hollande sort son livre « testament ». Dans *Les Leçons du pouvoir* (Stock, 288 p., 22 euros), publié mercredi 11 avril, l'ancien président revient sur ses cinq années à l'Élysée. Il sera l'invité du « 20 heures » de France 2, mardi 10 avril. Une séquence de communication qui va percuter l'intronisation du nouveau premier secrétaire du PS, Olivier Faure.

« C'est très hollandais, sourit un pilier de la rue de Solférino. C'est une façon de dire "Coucou je suis encore là" à ses petits camarades alors qu'eux s'en passeraient bien. » « On attend la semaine prochaine pour commencer les interviews », se justifie l'entourage de François Hollande avant de confirmer que ce dernier « suit et s'intéresse au congrès, qui est un événement de la vie politique ».

A la façon des « cartes postales » de Nicolas Sarkozy quand il avait quitté le pouvoir, M. Hollande aime ainsi se rappeler au bon souvenir des socialistes, par petites touches. Preuve que le père n'est pas encore tué et qu'il entend bien continuer à jouer un rôle. Pour exister, Olivier Faure, le « fils unique de Martine Aubry et de François Hollande », comme il se définit lui-même, devra s'affranchir de cette figure tutélaire. Et d'autres fantômes de l'ancien monde, Bernard Cazeneuve et Najat Vallaud-Belkacem, qui plantent toujours au-dessus des ruines du PS.

Dans les mois à venir, la nouvelle génération socialiste devra s'affranchir. Car l'ancien chef de l'Etat n'est pas décidé à disparaître de lui-même. Le 15 mars, le jour du premier tour du congrès du PS, il a mis en scène son vote à Solférino, sous le regard des caméras invitées exceptionnellement pour l'occasion. Une apparition qui n'a pas plu à la plupart des candidats, qui ont tout fait pour se tenir le plus éloigné possible de leur ancien chef de file pendant la campagne. « François Hollande, c'est fini. Les militants, et moi le premier, ne veulent plus en entendre parler », peste le dé-

puté socialiste (Haute-Garonne) Joël Aviragnet, tout juste réélu après une partielle, et qui devait intervenir samedi 7 avril lors du congrès d'Aubervilliers.

Même agacement chez son collègue David Assouline, sénateur de Paris : « Le meilleur service que peuvent rendre ceux qui ont dirigé le pays en notre nom c'est de laisser la nouvelle génération écrire l'histoire du socialisme. L'aider quand elle peut, mais la laisser faire, ne pas être un boulet. »

Une pique directement adressée à François Hollande qui pourrait également s'appliquer à... Bernard Cazeneuve. Autre ancien dont l'image ne s'est pas totalement effacée. L'automne dernier, à la sortie de son livre *Chaque jour compte* (Stock), l'ancien premier ministre a été très sollicité pour prendre la relève du parti lors du congrès. Il a décliné. « Je n'ai pas de goût pour le conflit, je ne sais pas diriger un appareil politique », expliquait-il alors, estimant qu'il fallait laisser la place à une « nouvelle génération ».

Beaucoup continuent à le voir comme un possible recours pour 2022. « Il peut être l'homme de la situation », déclare ainsi Patrick Kanner, président du groupe socialiste au Sénat. Il apparaît comme l'homme de l'honnêteté, de l'engagement et de la loyauté, mais il porte encore l'image de la France en deuil, du fait de ses anciennes responsabilités de ministre de l'intérieur. »

### « Un sage de 58 ans »

Sans reprendre le terme « recours », l'entourage de Bernard Cazeneuve ne ferme aucune porte. « Il est détaché des échéances politiques, son activité d'avocat lui prend beaucoup de temps, mais il regarde ce qu'il se passe, confie l'un de ses ex-conseillers de la place Beauvau. C'est vrai que le paysage n'est pas affriolant et que son bilan, aussi bien politique que son bilan, aussi bien politique que son bilan, aussi bien politique que son bilan... »

« Après un président de 40 ans qui aura fatigué tout le monde, pourquoi pas un sage de 58 ans ? », s'interroge un autre proche. Reste à savoir si l'ancien premier ministre de François Hollande pourra y aller. Les parlementaires socialistes préfèrent rester prudents sur cette hypo-

**« Il est détaché des échéances politiques, mais il regarde ce qu'il se passe », confie un ancien conseiller de M. Cazeneuve**

thèse pour ne pas gêner les premiers pas du nouveau premier secrétaire. « Je sais qu'il y pense. Mais je n'aime pas le terme "recours", cela signifie qu'on a tout raté. Là, on est à bord d'un nouvel avion », fait savoir un député proche d'Olivier Faure.

La France insoumise, elle, se réjouit d'avance d'un tel scénario. « Il faut qu'ils fassent des économies en vue de 2022, parce que c'est n'est pas sûr qu'ils fassent 5% à la prochaine présidentielle ! », ironise Alexis Corbière, député de Seine-Saint-Denis, en référence au remboursement des frais de campagne. Il n'a pas compris ce qu'il s'était passé ? Il ne comprend pas que les gens en ont ras-le-bol de le voir ? Quelle absence d'humilité ! L'aile gauche du Parti socialiste n'est pas plus tendre. « C'est le dernier premier ministre de François Hollande. C'était lugubre !, se souvient un parlementaire. L'individu est respectable, mais ce ne sont pas les hollandais qui peuvent gagner. »

Dernière ombre dans le paysage, Najat Vallaud-Belkacem. L'icône des gouvernements de François Hollande était pressentie pour prendre la relève lors du congrès d'Aubervilliers. Mais elle aussi a refusé cette possibilité. Poussée par ses camarades « quadras », comme Matthias Fekl, Carole Delga ou Olivier Faure, l'ancienne ministre de l'éducation nationale s'est longuement posée la question, notamment à l'automne.

« La période de réflexion dans laquelle j'entre a été intense, se souvient la nouvelle dirigeante de collection chez Fayard. Le sort de ma famille politique et celui du pays me tiennent viscéralement à cœur. Renoncer à y prendre part, même temporairement, ne se fait pas l'esprit léger. Et en même

temps, à 40 ans, l'envie de me renouveler, de m'alimenter d'autres expériences, le besoin de m'ouvrir l'esprit par d'autres modes de réflexions que les confrontations un peu courtes et souvent caricaturales, tout cela a compté et finalement dicté mon choix. »

### « Egoïste »

Reste que l'ancienne porte-parole de François Hollande manque à ses camarades. Beaucoup ont déploré que le congrès se soit joué entre hommes. Certains, comme le député Joël Aviragnet, regrettent enfin « qu'elle ne soit pas dans la salle » d'Aubervilliers pour le congrès. D'autres aimeraient la voir prendre la tête de liste pour les européennes. « Je suis heureuse là où je suis », répond-elle.

Certains jeunes élus déplorent une attitude « d'enfant gâtée ». « Depuis le début, elle a tout eu. Elle ne s'est jamais battue. Elle a eu une place à Lyon grâce à sa copine de Sciences Po Caroline Collomb, elle a été catapultée porte-parole de Ségolène Royal à 27 ans, puis de François Hollande. Du point de vue de l'histoire de la gauche, elle a été égoïste », regrette un trentenaire du parti. « Ce n'était pas dans ce rôle-là que je me projetais pour les années à venir. Je suis convaincue qu'Olivier est la bonne personne au bon endroit, je lui souhaite de réussir », répond l'intéressée.

La grande absente du congrès a décidé de prendre du recul, tout comme Bernard Cazeneuve. Mais pour un fin observateur de la vie de Solférino, ces deux personnalités n'ont peut-être pas fait le bon choix. « François Mitterrand n'a jamais démissionné. Même quand il était à la tête d'un "groupuscule" comme la convention des institutions républicaines, il est resté. C'était un combattant. C'est dans la retraite qu'on voit les chefs », estime Alain Bergounioux.

Pour ces anciens, l'avenir n'est pas beaucoup plus rose que celui du PS. En s'éloignant de leur famille, ils ne se sont pas forcément facilité la tâche. Car si leur parti retrouve des couleurs, la nouvelle génération n'aura plus besoin d'eux. Et si le PS continue à stagner, ils incarnent toujours le souvenir du désastre de 2017. ■

ASTRID DE VILLAINES



### INTERNATIONALES

Le grand entretien sur l'actualité du monde

Ce dimanche à 12h10

MICHEL AOUN

Président de la République du Liban

répond aux questions de Françoise Joly (TV5MONDE), Sophie Malibeaux (RFI) et Christophe Ayad (Le Monde).

Diffusion sur TV5MONDE, RFI et sur Internationales.fr

TV5MONDE



en partenariat avec Le Monde



# Ces exclus du Grand Paris

Les nouveaux quartiers autour des futures stations de métro vont entraîner l'expropriation et l'expulsion d'habitants modestes

## ENQUÊTE

Ce soir de mars, la salle communale du quartier Lallier-Bicêtre, à L'Hay-les-Roses (Val-de-Marne) est pleine. Une centaine de locataires de la cité des Dahlias sont venus, inquiets, écouter le maire (LR), Vincent Jeanbrun, et leur propriétaire, Immobilière 3F. La mauvaise nouvelle est confirmée : leurs trois bâtiments sont voués à la démolition pour faire place à un quartier neuf autour de la future station de métro de la ligne 14. D'ici à 2024, dans le cadre des chantiers engagés pour la construction du Grand Paris, celle-ci les reliera au centre de Paris en vingt minutes.

Las ! Ces 200 locataires très modestes n'en profiteront pas. « Cela fait trente ans qu'on attend le métro et on nous chasse. Le maire ne veut plus de nous, proteste Samia Erhel, 62 ans, enseignante auprès de déficients auditifs, très active dans l'association des résidents des Dahlias. Et comment me retourner avec mes 900 euros de retraite ? » « C'est honteux ! Après cinquante-trois ans passés ici, comment ma femme et moi, qui sommes malades, pourrions-nous nous arracher à ce quartier ? », demande, révolté, Paul Leroulevillois, 91 ans, autrefois ouvrier chez Rhône-Poulenc, puis pâtissier.

Un sonore « Ah, voilà le maire » retentit à son arrivée alors qu'il passe serrer la main à tout le monde. Durant plus d'une heure, Olivier Perret, directeur départemental d'Immobilière 3F, le bailleur social propriétaire de la cité, détaille le plan de logement. « Vous aurez droit à trois offres et nous nous engageons à étudier votre cas pour trouver la meilleure solution dans la commune ou une commune proche », énonce-t-il.

### Un achat hors de portée

Parmi les vingt-trois familles qui ont déjà accepté une proposition, cinq iront allée du Stade, loin de tous transports et commerces, dans une tour encore marquée du souvenir d'un terrible incendie survenu en 2005. Quatre adolescentes avaient, dans une puérile histoire de vengeance, mis le feu à une boîte aux lettres. Des émanations toxiques avaient causé la mort de dix-huit personnes.

« Je sais que ce déménagement vous tombe dessus. Mais rester, cela signifie supporter six ans de travaux et de nuisances. Je me suis démené auprès de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine [ANRU] – qui finance la démolition – afin d'obtenir un droit au retour dans le quartier, en accession sociale à la propriété ou dans un logement social, au même prix », argumente l' élu. Mais cet engagement ne figure précisément ni dans le protocole ni dans la charte de logement. De plus, seuls cent logements sociaux à des prix plus élevés seront reconstruits alors que le double est détruit. Quant à

« Cela fait trente ans qu'on attend le métro, et on nous chasse »

SAMIA ERHEL  
enseignante auprès  
de déficients auditifs

acheter un appartement, cela paraît hors de portée pour cette population qui ne compte que 4 % de jeunes ménages.

Après avoir écouté poliment durant une heure et demie, la salle commence à bouillir. Clara (son prénom a été changé car elle souhaite conserver l'anonymat) se lève, droite comme un i, son sac à main coincé sous le bras : « J'ai 63 ans, je ne veux pas déménager de là où j'ai tous mes souvenirs, tous mes meubles, et ce n'est pas à mon âge que je vais accéder à la propriété », lâche-t-elle.

« Pouvez-vous être relogés à Paris ? », interroge une locataire. « Compliqué », répond M. Perret. « Nous avons du patrimoine à Paris, surtout dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, mais qui tourne très peu. » 3F est pourtant le plus grand et le plus riche bailleur social de France, avec 12974 appartements rien qu'à Paris, « implantés dans tous les arrondissements (à l'exception du 6<sup>e</sup>) », précise son site Internet. « Vous m'avez proposé un logement à Fresnes, où vous voulez m'expédier pour vivre entre deux autoroutes, c'est loin de mon travail et je n'irai pas, insiste Catherine Bourdet, la quarantaine, employée municipale à Villejuif (Val-de-Marne). Je ne crois pas que cela soit utile de démolir nos immeubles pour le métro. Pourquoi ne pas les réhabiliter, comme cela était prévu dans un premier projet ? »

Les trois barres de neuf étages auraient certes besoin d'une rénovation sérieuse, comme en a déjà bénéficié un autre immeuble de cette cité, mais qui n'a que cinq étages. « Mais il faut redessiner l'urbanisme, introduire de la mixité sociale et fonctionnelle, des commerces, de l'activité », plaident, ensemble, le maire et le bailleur social. Ainsi, au nom de la mixité sociale, on choisit aussi d'exclure des pauvres. Selon une étude réalisée par l'Atelier parisien d'urbanisme en septembre 2017, ils sont nombreux à être concernés puisque 42 des 68 « quartiers de gare » du Grand Paris – c'est-à-dire dans un rayon de 800 mètres alentour – relèvent de la politique de la ville.

Trente-sept quartiers sont en renouvellement urbain et seize des vingt-neuf nouvelles gares sont implantées à proximité de grands ensembles dont certains doivent disparaître non pour leur faire la place mais par souci de requalification du territoire. Un constat logique puisque ce réseau est réalisé pour désenclaver ces secteurs.

### Qui habite les 68 quartiers de gares ?

La population qui réside dans le périmètre des gares du Grand Paris a, en majorité, des ressources modestes : en moyenne 23 660 euros par an et par unité de consommation, contre 27 980 euros dans la métropole et 34 701 euros à Paris même. Dans une dizaine de ces quartiers, tels Clichy-Montfermeil, La Courneuve-Six Routes, Fort et Mairie d'Aubervilliers, Aulnay, Drancy-Bobigny, Bobigny Picasso, les revenus des habitants sont même inférieurs à 12 000 euros. Le constat n'est pas surprenant puisque ces lignes de métro ont aussi été dessinées pour désenclaver des quartiers inaccessibles. Les revenus sont supérieurs à la moyenne parisienne dans seulement quatre de ces quartiers : Bécon-les-Bruyères, Orsay-Gif, Pont-Cardinet et Saint-Cloud.



Trois des barres de la cité de la Plaine-Bicêtre, à L'Hay-les-Roses (Val-de-Marne), seront démolies. Après le départ des locataires, chaque porte est scellée. NICOLAS KRIEF/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »



A Gennevilliers (Hauts-de-Seine), dans le quartier des Agnettes, cinq tours de logements sociaux, aux loyers faibles, étaient vouées à la démolition dans le cadre du renouvellement urbain, alors que la ligne 15 Sud du métro est prévue à l'horizon 2024. « Nous nous battons pour ne démolir qu'une seule tour, la plus proche de la voie ferrée. Et nous avons déjà obtenu de l'ANRU que deux soient réhabilitées, le sort des deux autres étant en suspens, défend Patrice Leclerc, maire (PCF) de Gennevilliers. Même si le quartier compte 100 % de logements sociaux, nous avons besoin de HLM à loyer très bas et leurs habitants ont le droit d'avoir une gare au pied de l'immeuble. Cette notion de mixité sociale est une façon d'expulser les classes populaires et salariées, or je ne veux pas que ma commune connaisse la même ségrégation que dans les Hauts-de-Seine. »

La Société du Grand Paris se défend de vouloir expulser ou exproprier quiconque. « Sur les 10 000 lots de terrain que nous devons acquérir, 8 000 sont des droits souterrains, appelés "tréfonds", explique Benoît Labat, directeur de la valorisation et du patrimoine. Les 2 000 restants sont surtout des propriétés publiques. Nous voulons éviter au maximum les expropriations qui prennent du temps et coûtent cher, nous préférons passer sous la voirie existante. Nous aurons à exproprier très peu de logements, par exemple un pavillon à Villejuif [au sud de Paris] pour y creuser un puits d'aération, 57 lots de copropriété à Issy-les-Moulineaux [à l'ouest] ou à Aubervilliers [au nord], dans l'îlot Ferragus, où 33 logements sont en discussion. »

### Logements « invendables »

Samuel Hanryon est l'un de ces 33 copropriétaires : « Nous subissons les travaux de la ligne 12, chaque jour, de 6 heures à 22 heures, depuis des années. Nous pensions que ces nuisances seraient balancées par une petite plus-value grâce à l'arrivée du métro au pied de notre immeuble. Aujourd'hui, on nous apprend que la ligne 15 doit, ici, se croiser avec la 12 et que nous devons partir. La société Segat, mandatée par la Société du Grand Paris, nous exproprie. Nous devons, dans un premier temps, partir en juin 2018, mais, avec le report, on ne sait plus, déplore-t-il. Nos logements sont invendables et l'indemnité d'expropriation basée sur les prix anciens ne nous permettra pas de nous reloger sur place. » Selon les chiffres des notaires, le mètre carré à Aubervilliers a en effet commencé à grimper de 6,8 % en 2017.

« Les propriétaires occupants sont les grands perdants de ces projets, reconnaît M<sup>e</sup> Jean-Louis Peru, avocat spécialiste. L'indemnisation, fixée très en amont et qui par-

tipice de l'économie de l'opération, ne tient, par essence, aucun compte d'une plus-value à venir. » La Société du Grand Paris comptabilise bien sûr la valorisation des terrains comme recettes. La troisième conséquence du Grand Paris est de favoriser la spéculation immobilière autour de certaines futures gares et d'y attirer un public d'acheteurs aisés, donc d'évincer là encore les plus modestes. Entre 2015 et 2016, dans la petite couronne, les terrains ont, selon l'observatoire régional du foncier en

Ile-de-France, gagné de 8 % à 10 % de valeur et les appartements commercialisés autour des gares se sont, en moyenne, vendus plus cher que les autres : 6 300 euros le mètre carré, contre 6 100 euros.

Certaines villes jouent la carte de l'accession à la propriété, au détriment du logement social, et font monter les prix, comme c'est le cas à Issy-les-Moulineaux (+ 8,2 % en 2017) ; ou à Bagneux (+ 6,2 %). « Il y a des hausses de prix liées à la gentrification de ces communes et à la cherté de Paris qui pousse les ména-

ges hors de la capitale », analyse Thierry Lajoie. Le directeur général de Grand Paris aménagement est formel : « Nous avons maîtrisé la spéculation et les prix du foncier. L'objectif du Grand Paris n'est pas d'exclure les pauvres mais, au contraire, de contribuer à la mixité sociale, en particulier dans les quartiers pavillonnaires [qui représentent 10 % des 540 000 logements affectés par le Grand Paris] où elle est faible. Sinon, nous aurons raté notre mission. » ■

ISABELLE REY-LEFEBVRE

## TOUT SAVOIR SUR L'HORLOGERIE !

PARUTION AVEC LE MONDE DU 12 DATÉ VENDREDI 13 AVRIL 2018



EDITIONS TEMPS INTERNATIONAL

WATCHYOURTIME.COM

# Des universitaires refusent de trier les candidats à la fac

Des équipes estiment impossible le classement des lycéens introduit par la plate-forme Parcoursup

La mobilisation contre la réforme de l'accès à l'enseignement supérieur ne se fait pas que dans les assemblées générales étudiantes et les blocages d'universités, qui ont fait la « une » des médias ces derniers jours. En coulisses, des enseignants-chercheurs, minoritaires, espèrent être les grains de sable qui enrayeront la machine Parcoursup: ils refusent de classer les milliers de lycéens qui postulent à l'université via la nouvelle plateforme d'admission postbac.

Ce tri, instauré par la loi « orientation et réussite des étudiants », repose sur l'examen des dossiers des élèves de terminale ou étudiants en réorientation. Il doit servir à répartir les candidats dans le cas où ils sont plus nombreux que les places disponibles. Il détermine aussi l'ordre dans lequel les réponses seront données, à partir du 22 mai. Ce classement doit enfin permettre de repérer les candidats auxquels proposer un parcours personnalisé (remise à niveau, licence en quatre ans...).

À Lille, Bordeaux, Paris-I, Paris-X, Aix-Marseille ou Lyon, les enseignants d'une soixantaine de formations, surtout en sciences humaines et sociales, ont voté des motions indiquant qu'ils ne participeront pas au classement, selon l'association Sauvons l'université. Une position défendue par le Snesup-FSU, syndicat de personnels de l'enseignement supérieur opposé à la réforme.

Ils expliquent les raisons de leur mécontentement dans une tribune publiée sur *Lemonde.fr*: « *L'université française n'a pas besoin de trier les candidats, elle a besoin de moyens pour garantir une place à tous les bacheliers dans la formation de leur choix.* » Plus globalement, « *cette loi met en place les conditions de la mise en œuvre de la sélection, et nous ne sommes pas des chasseurs de tête. Que ceux qui ont porté cette réforme l'assument* », estime Thomas Alam, maître de conférences à Lille.

Autres raisons: la faisabilité du classement dans de bonnes conditions. « *Nous nous sommes aperçus que le nouveau système, et la fin de la hiérarchisation des vœux par les candidats, avait mis nos formations en tension* », dit Joëlle

« Nous ne sommes pas des chasseurs de têtes »

THOMAS ALAM  
maître de conférences  
à l'université de Lille

Perrotin, responsable de la licence de sociologie à Bordeaux. Alors qu'en 2017, 450 candidats en avaient fait leur vœu prioritaire, en 2018, 2750 candidatures non hiérarchisées ont été effectuées, pour 280 places. Dans ces conditions, « *il est impossible d'évaluer réellement la motivation de l'élève.* » Alors que l'équipe enseignante était divisée sur l'idée de sélectionner, elle a voté mi-mars contre le classement, faute de pouvoir faire « *une sélection intelligente et humaine.* » Comprenez: une sélection ne reposant pas seulement sur un traitement automatisé des notes.

Sorte de « surbooking »

D'autres départements estiment inutile, laborieux et coûteux de classer les candidats dans la mesure où, passé le jeu des désistements de ceux ayant préféré d'autres formations, ils pensent avoir assez de place pour accueillir tous les confirmés. Une décision pragmatique, que certaines universités (Pau, Bordeaux Montaigne...) comptent appliquer dans leurs filières qui ont peu de chances d'être in fine en tension.

Selon les départements mobilisés et les rapports de force locaux, le refus de classer s'effectue différemment. Certaines équipes ont décidé de ne pas créer les commissions qui doivent examiner les dossiers, ou d'en démissionner. D'autres commissions demandent à classer tous les candidats « premier ex aequo », même si Parcoursup ne le permet pas.

Dernière option: une sorte de « surbooking », en augmentant virtuellement leurs capacités d'accueil jusqu'au nombre de candidatures reçues. « *Cela permettrait de contourner techniquement le problème, mais nous savons qu'il y a un risque de recevoir à la fin plus de*



*candidats que ce que nous sommes en capacité d'accueillir* », concède Françoise de Barros, responsable du département de sociologie de Paris-VIII, où il a pour l'instant été décidé de ne pas créer de commission d'examen des vœux.

Si comme à Paris-VIII, le dialogue est cordial entre les responsables de formation récalcitrants et les présidences, responsables juridiquement du bon déroulement de la procédure, dans d'autres, la tension est prégnante. « *On a menacé certaines équipes enseignantes mobilisées de retirer leur formation de la plate-forme s'ils persistaient. Ou bien d'y affecter des candidats [uniquement] au moment de la phase complémentaire, sous-entendu avec seulement les jeunes qui n'auraient pas été pris ailleurs...* », commente une enseignante-chercheuse membre de l'Observatoire de la sélection universitaire, collectif mobilisé pour « rendre Parcoursup plus transparent ».

Ailleurs, comme à Paris-Nanterre, des présidents ont rappelé qu'ils avaient le pouvoir de « désigner » les commissions.

« *Tous les candidats devront avoir une réponse le 22 mai. Si des départements refusent de participer, nous prendrons les dispositions pour nommer une commission ad hoc* », prévient Lynne Franjé, vice-présidente de l'université de Lille. Elle estime que seules trois filières sur 27 sont concernées, soit un mouvement « très minoritaire ». Elle concède des « conditions difficiles » de mise en place, notamment « *en termes de calendrier et de moyens pas à la hauteur.* »

Au ministère, ce boycott du classement n'est « pas, à ce stade, un sujet de préoccupation majeur ». Et d'affirmer que les universités sont libres d'accepter que des départements ne classent pas les dossiers, du moment qu'elles s'engagent à accueillir tout le monde... ■

SÉVERIN GRAVELEAU

## Inquiétudes sur la tenue des examens

Dématérialisation ou délocalisation de partiels, nouveau calendrier, cours en ligne: les universités étudient différentes pistes

Jean-Jaurès à Toulouse, Paul-Valéry à Montpellier ou encore le site de Tolbiac à Paris.

Avec la poursuite du blocage de plusieurs universités contre la loi Vidal, la question du calendrier universitaire devient de plus en plus sensible dans les établissements où les cours sont à l'arrêt depuis plusieurs semaines. Comment les examens de fin d'année, qui arrivent dans quelques semaines seulement, vont-ils se dérouler, s'interrogent les étudiants.

« *Nos cours et nos examens sont délocalisés dans d'autres facultés, j'ai peur de ne pas pouvoir y aller et d'arriver en retard aux partiels* », s'inquiétait Mégane, étudiante en lettres à la fac des Tanneurs de Tours en milieu de semaine alors que son campus était à l'arrêt – le déblocage a été voté vendredi 6 avril.

Le premier ministre, Edouard Philippe, s'est voulu rassurant jeudi en affirmant que les examens dans les universités auraient « évidemment » lieu, malgré les « violences ». Les partiels « ne sont pas menacés », a assuré la ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, le même jour, sur France 2. « *Il faut que les diplômés gardent leur valeur*, a-t-elle également précisé. *Donc, si ces étudiants ne vont pas aux examens, ils n'auront pas 10.* »

Une manière d'exprimer clairement son refus de se plier au principe voté dans plusieurs assemblées générales d'universités bloquées ces derniers jours: celui du « 10/20 améliorable ». A Montpellier, à Toulouse ou encore à Tolbiac (Paris-I), les étudiants portent cette revendication de donner au minimum la moyenne à tout étudiant à l'issue des examens de ce semestre, et plus si la copie le mérite. Cette exigence est défendue, selon eux, pour ne pas pénaliser les étudiants qui participent aux blocages et à la mobilisation, ainsi que ceux qui n'ont pu assister aux cours durant cette période.

« *En lettres modernes, nous sommes contre, proteste l'enseignante Céline Vagner, linguiste grammairienne. Ce serait prouver que les étudiants n'ont pas besoin de notre présence pour étudier, alors qu'on ne peut pas transmettre toutes les connaissances au programme par ordinateur.* » ■

LAURA HUBERT

## Au lycée, une application à géométrie variable

Face à une procédure chronophage, certains professeurs valident tous les vœux des élèves

Elle ne s'est pas fait entendre – ou pas massivement – dans la rue. Mais l'opposition des professeurs de lycée à la réforme de l'accès à l'enseignement supérieur peut prendre d'autres formes. C'est la petite musique qui résonne sur les réseaux sociaux où l'appel lancé, en mars, aux équipes éducatives par le Snes-FSU, syndicat majoritaire, a trouvé un certain écho: valider systématiquement les dix vœux d'orientation des élèves de terminale sur leur « fiche avenir », l'une des nouveautés de cette année.

De quoi « *mettre un grain de sable dans la machine Parcoursup* », défend Claire Guévillat, sa porte-parole. Une « *machine inique* » qu'elle résume à quelques chiffres: « *Avec dix vœux pour 900 000 demandeurs, la nouvelle procédure peut potentiellement générer 9 millions de vœux... A quoi, à qui cela peut-il servir?* »

Sur ladite « fiche avenir », complétée en conseil de classe par les professeurs principaux et les proviseurs, des notes et des appréciations générales, matière par matière, mais aussi une évaluation de la motivation du lycéen, de son autonomie, de sa méthode de travail, de son engagement, de

son esprit d'initiative... Enfin, une appréciation du chef d'établissement sur « *la capacité de l'élève à réussir dans la formation visée.* » Autant d'éléments qui font tiquer les enseignants.

Ceux du lycée Buffon (Paris 15<sup>e</sup>), réunis en « heure d'information syndicale » le 15 mars, ont fait valoir, entre autres, de « *ne pas avoir été formés pour (pré)juger de l'avenir et de la bonne orientation d'un élève.* » Dans leur motion diffusée sur Twitter, ils plaident pour que soit indiquée, « *systématiquement* » et « *pour tout élève* », la mention « *très satisfaisant* ».

À Paris, le débat a rebondi dans d'autres lycées – de Louis-Armand (15<sup>e</sup>) à Maurice-Ravel (20<sup>e</sup>). Et ailleurs? De Pontoise (Val-d'Oise) au Mans (Sarthe), de Colombes (Hauts-de-Seine) à Drancy ou Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), d'autres équipes ont fait entendre leur voix. Le site Internet Lycées contre Parcoursup rassemble leurs arguments. « *Nous refusons de devenir les censeurs des choix d'orientation des élèves et de participer à la sélection pour le supérieur* », peut-on y lire. « *Jouer ce rôle modifierait la nature du contrat pédagogique* » qui les lie aux élèves, soutiennent les uns.

« *Nous ne pouvons être juge et partie.* », avancent d'autres.

Fronde générale? Même dans les rangs du Snes-FSU, on tempère. « *L'intérêt de notre mot d'ordre est d'avoir massivement introduit le doute dans la procédure et largement suscité le débat*, reprend Claire Guévillat. *Le suivi, lui, est à géométrie variable.* »

Bienveillance

Dans la terminale dont Valérie Degoy, enseignante de SVT à Rouen (Seine-Maritime), est professeure principale, l'avis « *très satisfaisant* » a bénéficié à 33 élèves... sur 34. Révolution? « *L'ancienne plate-forme APB nous demandait déjà beaucoup de préparation en amont*, note-t-elle. *On étend à tous les lycéens ce qu'on ne faisait jusqu'à présent que pour ceux demandant une filière sélective – classe prépa ou BTS. Donc, sur le fond, on n'invente rien. Mais notre temps de travail et le sens de notre mission ont considérablement évolué.* »

Dans le lycée de Montauban (Tarn-et-Garonne) où Bruno Pellegrina enseigne la physique-chimie, la consigne syndicale n'a pas trouvé d'écho. Lui a participé à deux conseils de classe, et tous deux, dit-il, se sont « *bien pas-*

*sés* »: « *On est restés bienveillants, sans pour autant tout valider pour tous les élèves. Mais, pour être au plus juste, il faut du temps...* »

C'est aussi ce que relaient les proviseurs: pas de « *changement radical de logique* » par rapport à APB, défend-on aussi bien du côté du SNPDEN-UNSA (syndicat des personnels de direction) que d'ID-FO (Indépendance et Direction), mais « *un travail sur un tout autre périmètre* ». Avec, très souvent, des conseils de classe « *deux fois plus longs* ». « *Mais nos professeurs principaux ont joué le jeu*, fait valoir Patrick Fournié, proviseur du lycée Lakanal de Sceaux (Hauts-de-Seine). *A deux [la réforme Vidal ayant instauré des binômes en terminale], ils n'étaient pas de trop.* » Pour éviter que la durée des conseils de classe ne s'envole, Eric Alexandre, du lycée Madeleine-Michelis à Amiens (Somme), a scindé la procédure: un conseil d'orientation réuni en amont, suivi du conseil de classe. « *Même ainsi, ça a été très chronophage.* »

Reste une question: et après? Par-delà les divergences syndicales, l'utilisation de ces millions d'appréciations laisse, pour l'heure, les personnels songeurs. ■

MATTEA BATTAGLIA

# A Lunel, « une ambiance un peu djihad »

Cinq habitants de la ville, depuis laquelle une vingtaine de jeunes sont partis en Syrie, sont jugés à Paris

Au téléphone, ce 7 décembre 2014, Hamza Mosli annonce à son copain Adil Barki la mort en Syrie d'un de leurs amis communs, Abdelkarim Belfilalia, parti faire le djihad un an plus tôt. Il ajoute avec fierté : « Lunel, c'est la ville de France la mieux représentée au sein de l'organisation Etat islamique (EI) ! »

Le premier sait de quoi il parle : deux de ses frères ont déjà rejoint la Syrie, où ils perdront la vie. Le second vient tout juste d'en revenir, après une mauvaise expérience. Tous deux font partie des cinq prévenus qui comparaissent depuis jeudi 5 avril devant la 16<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris pour « association de malfaiteurs en vue de la préparation d'actes terroristes » ou « financement » d'une entreprise terroriste.

Leur interpellation, le 27 janvier 2015, au lendemain des attentats perpétrés à Paris par les frères Kouachi au siège de Charlie Hebdo et par Amedy Coulibaly à Montrouge et à la supérette casher de Vincennes, avait brusquement jeté Lunel (Hérault) dans la lumière, cette grosse bourgade de Petite Camargue, 26 000 habitants, qui a fourni une vingtaine de recrues à l'EI.

Dans le cadre d'une information judiciaire ouverte à l'automne 2013 sur les filières de recrutement et d'acheminement de djihadistes vers la Syrie, visant notamment l'un des principaux organisateurs, Mourad Fares, les enquêteurs avaient découvert les liens qui

### Quinze jeunes originaires de Lunel font toujours l'objet de mandats d'arrêt, qu'ils soient présumés morts ou vivants en Syrie

unissaient l'un de ses lieutenants à un groupe de jeunes gens originaires de la cité héraultaise. Quinze d'entre eux font toujours l'objet de mandats d'arrêt, qu'ils soient présumés morts ou vivants en Syrie.

Comme l'a relevé la présidente Céline Ballerini en ouvrant les débats, ce contexte pèse lourd « à tort ou à raison » sur les cinq hommes - trois sont détenus et deux sont sous contrôle judiciaire -, qui font face au tribunal. Frères ou proches de ceux partis combattre en Syrie, ils apparaissent en effet plutôt comme les acteurs de second plan d'un groupe dont le juge d'instruction relevait dans son ordonnance de renvoi qu'il « n'avait pas constitué en soi une filière, mais créé les conditions d'une émulation djihadiste collective ».

Les cinq prévenus, âgés de 30 à 48 ans, Franco-Marocains ou Franco-Tunisians, ont baigné dans cette « ambiance un peu djihad », pour reprendre les mots de l'un d'entre eux, qui se nourrissait de l'échange intensif d'informations sur la Syrie et de vidéos de décapitations sur les réseaux sociaux, de

la fréquentation plus ou moins assidue de la mosquée et du snack Le Bahut tenu par l'un des frères Belfilalia où des débats, appelés « assises », étaient organisés.

Quand son aîné, Karim, est parti en Syrie, Saad, qui vivait de petits boulots grâce à son CAP de vente et à son diplôme d'animateur BAFA, a repris le snack pendant quelques mois. Les « assises », assure-t-il, il n'y participait jamais. « Je suis musulman non pratiquant », dit-il. Le jeune homme entretenait des contacts téléphoniques réguliers avec son frère, qui lui demandait de collecter de l'argent pour financer l'achat d'un véhicule en Syrie et faisait pression sur lui pour qu'il le rejoigne.

**« Financement » de 190 euros**  
« Ya des frères qui sont là, ils sont convertis depuis un mois, alors que toi, t'es né musulman et tu trouves des excuses pour refuser ! », lui reprochait l'aîné. « Je trouve pas des excuses, je me prépare psychologiquement. Tu me manques », répondait le cadet.

A l'arrivée, le « financement d'entreprise terroriste » qui lui est reproché porte sur un montant de... 190 euros, seule trace établie par l'enquête de l'aide qu'il a apportée à son frère, par le biais de sa belle-sœur, revenue pendant un mois en France en avril 2014 et repartie avec une liste d'emplettes - des lampes frontales, une batterie de secours, une montre - acquises dans une grande surface.

Adil Barki, lui, a franchi le pas du séjour en Syrie mais en est vite re-

venu. Comme la plupart de ses « potos », il avait vécu de petits boulots d'intérim - cueillette des fruits et légumes, chauffeur livreur - avant de tout arrêter pour passer ses journées devant les jeux vidéo. Dans la bande de Lunel, on veillait sur ce jeune homme à la fois grande gueule et fragile, qui traversait régulièrement des crises de panique et se croyait « possédé par le djinn ».

« Je suis parti en novembre 2013, je voulais aider la population syrienne », explique-t-il.

- Concrètement, ça veut dire quoi ? lui demande la présidente.

- Essayer de pacifier une zone de combat.

- Vous, M. Barki, vous allez là-bas pour pacifier une zone de combat ?

- Je savais pas ce que c'était.

- A part le Maroc, vous aviez beaucoup voyagé ?

- Ben, j'étais allé en Belgique. »

Il raconte son départ pour la Syrie, via la Turquie, et son arrivée à Azzaz, où il avait rejoint le groupe Jaysh Mohamed (« l'armée de Mahomet »). L'émir, qui le reçoit autour d'un thé, lui demande de lui donner son passeport.

« Ça ne vous a pas semblé bizarre ? »

- Je me suis dit que p't'être ça faisait partie de la politique de la maison. »

La « formation », explique-t-il, devait durer trois semaines. La première était consacrée à l'entraînement physique, la seconde au maniement des armes.

« Moi, j'ai fait que la première. J'avais des crises. Ils m'ont dit que

j'étais pas apte et ils m'ont envoyé chez un exorciseur. J'y suis allé plusieurs fois, ça n'a pas marché. Alors, ils ont décidé de me mettre aux travaux ménagers. La vie là-bas, c'était difficile, c'était différent de la France. Pour moi, ça a été une expérience traumatisante. J'ai voulu rentrer. » L'émir ne l'a pas retenu et un mois plus tard, Adil Barki était de retour à Lunel.

De tous les prévenus, Ali Abdoumi est le plus âgé, 48 ans. Originaire de Dijon, il a d'abord travaillé dans la région parisienne comme déménageur avant de s'installer à Lunel avec son épouse d'origine turque. Lorsque celle-ci, atteinte d'une profonde dépression, est repartie vivre à Ankara, Ali Abdoumi a élevé leurs deux filles dans un petit appartement situé juste au-dessus du Bahut et s'est lié d'amitié avec Karim Belfilalia.

Devant le tribunal, il se défend de toute pratique religieuse - son rapport de détention indique qu'il exige de manger du porc et participe au culte catholique - et affirme que son voyage en Syrie, avec ses deux filles, n'avait d'autre

but que d'aider son ami Karim à en repartir. L'enquête et les écoutes disent le contraire et témoignent d'un besoin éperdu de reconnaissance. La présidente lit les comptes rendus. A l'un de ses interlocuteurs djihadiste en Syrie qui lui conseille d'agir en France et de « faire un maximum de morts en un minimum de temps », Ali Abdoumi répond : « Wallah, je le ferai, Dieu m'est témoin. Les Galeries Lafayette, la tour Eiffel. J'ai même pensé aux églises ! » « Mets tes filles à l'abri et fume-les, ces chiens ! », lui intime le djihadiste. « C'est mon objectif. Ils vont savoir ce que c'est la terreur », s'engage Ali Abdoumi.

« Je me suis fait dépasser, je reconnais que j'ai été très maladroit », dit-il au tribunal.

- Maladroit », répète sèchement la présidente.

Du dossier, elle extrait un rapport des services sociaux qui évoque la grande détresse de ses deux filles, aujourd'hui âgées d'une dizaine d'années et placées en famille d'accueil. L'une et l'autre ont raconté leur séjour en Syrie et les scènes de décapitation auxquelles elles ont été exposées. « La seule chose qu'elles ont vue, c'est des images de BFM-TV ! », s'indigne le père.

Au fond de la salle d'audience, un homme suit avec attention les débats. Son fils, Raphaël Amar, faisait partie de la bande de Lunel. Elevé dans une famille juive laïque, il s'est converti à l'islam radical. Il est mort en Syrie, où il avait rejoint les partisans de l'EI. Poursuite des débats lundi 9 avril. ■

**« La vie là-bas, c'était difficile, c'était différent de la France. Ça a été une expérience traumatisante »**

ADIL BARKI

PASCALE ROBERT-DIARD

# Gîtes & Chambres d'hôte

Reproduction interdite

Tarifs 01/01/18		1 parution	3 parutions
Forfait 10 lignes + photo		149 € HT	298 € HT
Modules	80 H x 69 L	198 € HT	
	80 H x 141 L	452 € HT	

Tél. : 01 57 28 39 11     audrey.belliot@mpublicite.fr

## SÉJOURS ET HéBERGEMENTS INSOLITES




**BASTIDE AVELLANE**

Cette charmante maison provençale du 17<sup>e</sup> siècle, vous accueille avec neuf chambres romantiques, une piscine, un bar d'été, un jeu d'échecs géant, un court de tennis et un terrain de pétanque. Située dans un parc privé où les couleurs des oliviers et des chênes centenaires se mélangent aux parfums de lavande et de romarin, créant un petit paradis méditerranéen. Seulement à 30 minutes de la mer et de la Côte d'Azur entre Cannes, Saint-Tropez et Hyères, est aussi proche du parc national des Gorges du Verdon et des villages et villes typiquement provençales.

[www.bastideavelanne.com/fr](http://www.bastideavelanne.com/fr)



**La ferme ELHORGA, maison d'hôte d'exception sur la côte Basque**

A 6 km de Saint Jean de Luz et de ses plages, à 11 km de Biarritz, la ferme Elhorga vous propose 5 chambres d'hôte d'exception dont 2 suites (5 épis aux gîtes de France) et 2 gîtes de charme (4 épis aux gîtes de France), dans une ferme du XVII<sup>e</sup> siècle entièrement rénovée. Au charme des poutres et pierres d'antan se mêlent une décoration contemporaine et raffinée. Cette belle ferme est équipée d'une grande piscine chauffée et d'un jacuzzi, le tout dans un grand jardin, entouré de prairies où paissent brebis et pottoks (petits chevaux Basques). Elue comme une des plus belles maisons d'hôte de France par la presse nationale depuis 6 ans... La ferme Elhorga, une âme ! une atmosphère ! une étape de charme incontournable sur la côte Basque.

Plus d'infos sur : [www.elhorga.com](http://www.elhorga.com)  
Tél : 05 59 85 18 35 - contact@elhorga.com



**LAGUNA LODGE RESIDENCE**

10 villas de luxe, situées près de La Rochelle et de l'île d'Oléron en Charente-Maritime proche de la Côte Atlantique. La lagune naturelle de 1 000 m², dépayse grâce à son eau turquoise et à sa plage de sable fin avec ses pavillons balinais. En étant résident à Laguna Lodge, vous bénéficiez d'un accès privilégié aux prestations du camping 5 étoiles Séquoia Parc, situé à 3 km. Laguna Lodge est un endroit idéal pour passer des vacances tranquilles en couple, en famille ou entre amis.

[www.lagunalodgeresidence.com](http://www.lagunalodgeresidence.com) - info@lagunalodgeresidence.com  
Tél. 05.46.85.01.02



**LE CLOS SALUCES - Avignon**  
**Au coeur du centre historique**

A 300 m du Palais des Papes, 4 chambres d'hôtes de charme dans un hôtel particulier avec un jardin au calme. Idéalement situé pour une escapade en Provence dans un décor raffiné.

[www.leclossaluces.fr](http://www.leclossaluces.fr)  
Tel. 06 72 75 49 37



**DOMAINE DE Montagenet**

Au cœur du Périgord Vert, dans un domaine de 76 ha, 6 gîtes de charme, classés 4 étoiles, vous accueillent en toutes saisons, pour des séjours de détente, des stages, des séminaires ou des réceptions.

[domaine-de-montagenet.com](http://domaine-de-montagenet.com)



**CATLANTE CATAMARANS**

Les plus belles îles du Monde se découvrent par la mer Corse, Grenadines, Seychelles...

Catlante vous accueille à bord de ses catamarans, véritables maisons d'hôtes des mers, pour des croisières alliant convivialité, confort et évasion. Une cabine ou tout le bateau, seul, en couple ou entre amis, profitez de nos prestations tout-inclus.

[www.catlante-catamarans.com](http://www.catlante-catamarans.com)  
01.55.20.90.90 - 7j/7 - 9h-20h

# Guerre

## Le siège, une arme fatale

Bachar Al-Assad et ses alliés utilisent cette tactique d'encerclement de façon systématique contre les rebelles et les populations en Syrie. Employée depuis l'Antiquité, elle a, pour la première fois, été considérée comme un « crime contre l'humanité » après le siège de Sarajevo

RÉMY OURDAN

Le plus vaste siège militaire de la guerre de Syrie, du point de vue de son ampleur géographique, est en train de s'achever. L'enclave de la Ghouta orientale, proche de Damas, est, après des années d'encerclement et de bombardements, et au terme de dix semaines d'offensive, sur le point de tomber entre les mains de l'armée syrienne.

Rarement guerre contemporaine aura autant marqué un retour en force de la tactique du siège que le conflit syrien. Les forces gouvernementales, appuyées par leurs alliés iraniens et russes, ont usé systématiquement de cette tactique militaire contre la rébellion et les populations ayant soutenu la révolte face au pouvoir de Bachar Al-Assad. Il y eut, au plus fort du conflit, jusqu'à 59 villes, villages et enclaves assiégés. Des sièges ont duré de longues années, et certains durent encore.

La technique du siège – la « poliorcétique », terme utilisé autant pour l'attaque de l'assiégé que pour la défense de l'assiégé – est aussi ancienne que l'art de la guerre, et elle n'est, dans le droit de la guerre, pas illégale. Encercler son ennemi pour le vaincre militairement, ou pour l'amener à la reddition, est une variante de la bataille, fort appréciée des chefs de guerre.

Les Égyptiens assiégeaient déjà. L'un des plus anciens connus est celui de Sharouhen, peuplée par les Hyksôs, dans le désert du Néguev, conquise au XVI<sup>e</sup> siècle avant J.-C. par le pharaon Ahmôsis I<sup>er</sup>. Les Grecs assiégeaient aussi. Le plus célèbre siège, raconté par Homère dans l'*Illiade*, est celui de Troie, où l'armée du roi de Sparte, Ménélas, encercla, vers le XII<sup>e</sup> siècle avant J.-C., les Troyens du roi Priam. Les Romains assiégeaient beaucoup et longtemps, du siège de Carthage à celui d'Alésia – après la défaite du siège de Gergovie – par Jules César face au chef gaulois Vercingétorix, et aux sièges de Jérusalem et de Massada face aux Juifs. Tous les grands guerriers ont manié cet art militaire, d'Alexandre le Grand à Saladin, des Vikings aux croisés.

### LE PLUS LONG DE L'HISTOIRE

Le siège considéré comme le plus long de l'Histoire par la plupart des historiens est celui de Candie, l'actuelle Héraklion, en Crète. Conduit par l'Empire ottoman contre les Vénitiens au XVII<sup>e</sup> siècle, il dura vingt-trois ans. Les derniers combattants n'étaient pas encore nés lorsqu'il a débuté... Ce titre de « siège le plus long de l'Histoire » est toutefois disputé par celui de Ceuta, parfois appelé « siège de Trente-Ans », qui est en fait une série de sièges de la ville tenue par les Espagnols au

Maroc, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et au début du XVIII<sup>e</sup>, par les forces du sultan Moulay Ismaïl. Constantinople, l'ancienne Byzance, aujourd'hui Istanbul, fut la ville la plus fréquemment assiégée : une trentaine de sièges en mille ans. Si cette tactique se solde presque toujours par une victoire de l'assiégeant, Constantinople fut aussi la ville résistante par excellence : la capitale de l'Empire romain d'Orient, ou Empire byzantin, ville la plus convoitée de la planète, ne fut conquise que deux fois en un millénaire, en 1204 par les croisés et en 1453 par les Ottomans.

Au Moyen Âge, la technique du siège reste unanimement partagée. L'empire le plus vaste que le monde ait connu, l'Empire mongol, au départ ignorant de cette tactique, apprend peu à peu à assiéger. « *Les Mongols conquièrent leurs premiers sièges en empilant devant des remparts des cadavres de paysans envoyés en première ligne se faire tuer* », raconte Gérard Chaliand, géostratège et auteur d'une *Anthologie mondiale de la stratégie* (Robert Laffont, 2009). « *Ils utilisent une technique qui fera ses preuves : ils se font précéder d'une réputation de terreur. Puis ils offrent une alternative : en cas de reddition, il y a une chance de survie ; en cas de résistance, la conquête sera suivie d'un carnage absolu.* » Signe de leur inventivité, les hommes de Gengis Khan catapultent parfois dans la ville assiégée des cadavres de victimes de la peste : c'est alors la maladie qui vient à bout de la résistance.

Au XX<sup>e</sup> siècle, la seconde guerre mondiale remet le siège au cœur de la guerre, mais l'armée assiégeante n'est pas forcément victorieuse. Si l'armée allemande s'empare de Sébastopol, elle échoue à Tobrouk, face aux forces britanniques ; à Leningrad, face à l'armée soviétique, après huit cent soixante-douze jours du siège de loin le plus meurtrier du conflit ; et à Bastogne, face à l'armée américaine. La « reine » du siège est en fait l'armée soviétique, des deux côtés de la ligne de front : non seulement elle résiste au terrible siège de Leningrad, mais elle assiège victorieusement l'armée allemande à la fin de la bataille de Stalingrad, puis à Budapest.

La seconde guerre mondiale a pour conséquence de changer les lois de la guerre. Le regard sur la technique du siège, longtemps perçue comme étant plus noble et scientifique qu'une bataille chaotique, commence à changer. Le coût humain payé par les populations pour des batailles entre soldats est exorbitant : à Leningrad, la moitié des 2 millions de morts furent des civils.

Les conventions de Genève de 1949 et les protocoles additionnels de 1977 n'interdisent pas le siège en soi, la prise d'une ville contrôlée par l'ennemi restant un « objectif militaire légitime », mais elles changent si radicalement les lois de la guerre en faveur de la protection des civils que la technique du

siège devient presque impossible à mettre en œuvre sans commettre de crimes de guerre.

Pour la première fois, les lois de la guerre obligent donc les belligérants à faire la distinction entre civils et combattants. Selon le droit humanitaire international, il est alors interdit d'attaquer des civils, d'utiliser la famine et de détruire ce qui est indispensable à la survie, ou d'empêcher les secours de porter assistance aux assiégés. Même si beaucoup de sièges ne sont pas encore jugés par la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye, créée en 2002 et n'ayant pas mandat pour tous les conflits de la planète, tous les sièges sont dorénavant des « crimes de guerre » puisque les civils ne sont jamais épargnés.

Dans les conflits contemporains et avant l'armée syrienne, ce sont surtout l'armée serbe en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, l'armée russe en Tchétchénie et l'armée américaine en Irak qui ont utilisé la technique du siège. Après la guerre froide, l'armée serbe est la première à la réutiliser, lors du siège de quatre-vingt-sept jours de Vukovar, dans l'est de la Croatie. Vukovar devient ainsi, le 18 novembre 1991, la première ville européenne à succomber à un siège et à être rasée depuis 1945.

### SARAJEVO, SYMBOLE DE LA RÉSISTANCE

En Bosnie-Herzégovine, l'armée serbe assiège six villes. Après trois ans et demi de guerre, son bilan est toutefois contrasté : trois villes ont été conquises (Maglaj, Srebrenica et Zepa) tandis que trois ont résisté (la capitale Sarajevo, Bihac et Gorazde). Le siège de Sarajevo devient non seulement « le plus long siège de l'histoire de la guerre moderne » (du 2 mai 1992 au 29 février 1996), mais aussi, comme Leningrad en son temps et toutes proportions gardées quant au coût humain (11 541 morts parmi les assiégés sarajéviens), un symbole de résistance. La capitale, qui au départ n'avait pas d'armée, aurait dû être conquise. Trois offensives principales ne parviendront pas à briser les défenseurs de la ville. L'armée serbe fut forcée de lever le siège après une intervention aérienne de l'OTAN et un traité de paix.

Sarajevo devient le premier siège à être considéré comme « crime contre l'humanité » et « crime de guerre » par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, précurseur de la CPI pour les seuls conflits post-yougoslaves. Du jugement du général Stanislav Galic, commandant du corps d'armée Romanijska, en 2003, à celui du général Ratko Mladic, commandant de l'armée serbe en Bosnie, en 2017, les juges de La Haye ont considéré le siège de Sarajevo comme un « crime contre l'humanité » en raison des attaques indiscriminées contre la population civile. Les lois de la guerre édictées par les conventions de Genève trouvent ainsi leur première conséquence judiciaire.



**LA SECONDE GUERRE MONDIALE A CHANGÉ LES LOIS DE LA GUERRE. LE COÛT HUMAIN EST EXORBITANT : À LENINGRAD, LA MOITIÉ DES 2 MILLIONS DE MORTS FURENT DES CIVILS**

L'Organisation des nations unies (ONU), à l'initiative des tribunaux pénaux internationaux, peut dorénavant se targuer d'avoir rendu le siège de civils « illégal ». A l'époque, pourtant, empêtrée avec ses casques bleus dans un conflit bosnien où elle se révéla impuissante, l'ONU n'était pas aussi affirmative. Conscients que l'armée serbe commettait des crimes de guerre, mais souhaitant que leur contingent garde un statut neutre de « force de maintien de la paix », les officiers onusiens allaient jusqu'à refuser de reconnaître l'existence d'un siège. Au bout d'un an de questions posées par les journalistes, un porte-parole militaire de l'ONU avait enfin admis que « *les Serbes [avaient] encerclé la ville* ». Mais, ne reconnaissant pas la nature exacte de la situation, il avait ajouté, déclenchant à la fois cris de colère et hilarité : « *Vous appelez cela un siège. Nous disons qu'ils sont déployés sur une position tactiquement avantageuse.* »

Dans les guerres de l'après-11-Septembre, c'est l'armée américaine qui emploie le plus fréquemment cette technique. L'épisode le plus célèbre est celui des deux sièges de Fallouja, contrôlée par la guérilla sunnite irakienne, peu à peu alliée au groupe djihadiste Unicité et djihad (Tawhid wal djihad), ancêtre d'Al-Qaïda en Irak et de l'organisation Etat islamique (EI), en avril puis en novembre 2004. Le premier est un échec, le second est une victoire, au prix de la mort de milliers de civils et de la destruction de la ville. Même si un siège a été reconnu « crime contre l'humanité » l'année précédente, la première armée du monde le remet au goût du jour.

« *Les Américains assiègent souvent. Ils assiègent, conquièrent, puis repartent* », constate Michel Goya, un analyste des conflits qui a connu, en tant qu'officier français, le siège de Sarajevo et qui a écrit une étude sur la bataille de Fallouja. « *A Fallouja, lors de la première bataille, ils ont compris que la détermination du défenseur change la donne. Ils sont alors revenus, pour la seconde bataille, à leur culture militaire traditionnelle : l'écrasement.* »



**Première distribution de rations alimentaires, à Yarmouk (banlieue sud de Damas), le 31 janvier 2014. La ville, où vivent alors 160 000 réfugiés palestiniens, est assiégée par les forces syriennes, depuis l'été 2013.** UNRWA/AFP

« Le pouvoir syrien et son armée ne font aucune distinction entre combattants et civils, et ne respectent aucune loi de la guerre. Leur but est de nier la dignité humaine », accuse Salim Salamah, responsable de la Ligue palestinienne pour les droits de l'homme-Syrie, réfugié à Londres et originaire de Yarmouk, une enclave de la région de Damas peuplée de réfugiés palestiniens, assiégée depuis l'été 2013. « Le régime, poursuit-il, a aussi utilisé ces longs sièges dans ses relations avec la diplomatie internationale, comme moyen de chantage, en interdisant ou en autorisant le passage des convois d'aide humanitaire. »

Le siège de Yarmouk est l'un des plus cruels du pays, notamment par l'absence de nourriture. « Même si la tactique du siège est partout à peu près identique, il y a, pour l'assiégé, des variations selon le contexte local », dit Artino, originaire de la Ghouta et réfugié à Bruxelles, où il travaille pour Break the Sieges, de l'association The Syria Campaign. « Même si les bombardements, les tirs, les attaques chimiques furent terribles, la Ghouta orientale a survécu grâce à ses vastes zones agricoles, et aussi aux trafics et commerces avec le camp gouvernemental, ajoute Artino. Yarmouk, totalement urbanisée, a, en comparaison, très vite connu la malnutrition, puis la famine. »

#### « C'EST LA FAMINE QUI TRIOMPHE »

C'est une constante dans l'histoire des sièges : plus la zone assiégée est urbanisée, plus le siège est cruel. « Constantinople a résisté à autant de sièges notamment grâce aux zones agricoles situées entre les deux remparts protégeant la ville, rappelle Gérard Chaliand. Car, en général, c'est la famine qui triomphe. Lors du siège de Paris [1870-1871] et après avoir épuisé les stocks de nourriture, les gens mangeaient les rats. Et lorsqu'ils ont eu fini de manger les rats, plus personne ne résistait. »

En Syrie, la tactique du siège a également été utilisée marginalement par d'autres forces armées : la ville de Deir ez-Zor a été assiégée par l'EI ; deux villages chiites loyalistes de la région d'Idlib, Foua et Kefraya, sont encore assiégés par les rebelles.

Pour l'assiégeant militaire syrien, responsable de 97 % des sièges du conflit, après la punition est venue la phase de reconquête. Face à une armée portée par ses appuis iranien et russe, les rebelles, exténués par la durée des sièges et minés par leurs divisions, avaient peu de chances de résister. De la chute d'Homs à celle de Daraya, puis à celle d'Alep, jusqu'à la prise de la Ghouta orientale, ils ont peu à peu capitulé, après parfois de rudes combats. Les sièges se sont presque toujours achevés par des accords dits d'« évacuation » par le vainqueur, c'est-à-dire le transfert des derniers combattants, et parfois des civils, vers d'autres régions.

« Le transfert de population est devenu une stratégie du pouvoir syrien. Comme la Syrie a connu une révolution populaire et pas seulement une insurrection armée, le seul moyen pour Damas de garder le contrôle d'un territoire, après le siège et la reconquête, est d'en changer la population, analyse Valerie Szybala. Ces transferts forcés de population sont aussi, au regard du droit humanitaire international, des crimes de guerre. » Artino a, lui aussi, constaté cette évolution cruciale : « Au départ, l'armée syrienne disait : capitulez ou mourez. Il n'y avait pas d'alternative. Aujourd'hui, elle négocie ces transferts de population pour s'assurer du contrôle des villes reconquises. »

Siege Watch estime qu'en janvier 2018, avant la chute de la Ghouta orientale, 715 000 Syriens demeuraient assiégés dans trente-trois villes et enclaves. L'ONU, plus restrictive dans son approche, avance, à la même date, une estimation de 420 000 assiégés dans dix villes. La différence dans les chiffres concerne des localités assiégées au sud de Damas et au nord d'Homs, et il semble, selon des témoignages d'habitants parvenant à communiquer avec l'extérieur, que ce soit le chiffre de Siege Watch qui soit le plus fidèle à la réalité.

Dans une guerre qui dure depuis sept ans et qui a déjà fait plus de 350 000 morts, il semble de plus en plus improbable qu'un siège tienne face à l'offensive de l'armée syrienne et de ses redoutables alliés. La victoire de l'assiégeant, qui était loin d'être écrite lorsque les sièges ont débuté, confirme que la poliorcétique a de beaux jours devant elle. La technique du siège reste une valeur sûre pour une force guerrière sans état d'âme. ■

L'armée américaine a mis 30 000 hommes autour de Fallouja, face à 4 000 combattants ne disposant d'aucun moyen militaire moderne. Lors de la deuxième bataille, le siège dure un mois, et l'offensive pour capturer la ville une semaine. Les marines américains perdent soixante-treize hommes. C'est beaucoup moins que leurs alliés de l'armée irakienne et moins encore que les rebelles sunnites vaincus, mais c'est pour eux inhabituel. « Les marines, raconte Michel Goya, comparent Fallouja à des batailles contre les Japonais dans des îles du Pacifique, contre un ennemi qui combat jusqu'à la mort. » L'armée américaine, alliée cette fois à des forces kurdes et à des milices sunnites syriennes, a réutilisé la tactique avec succès, en 2017, à Rakka, « capitale » de l'EI en Syrie, assiégée trois mois et demi avant de capituler.

#### À MOSSOUL, DES STRATÉGIES SURPRIS

Les héritiers de l'armée américaine en Irak, les forces spéciales de l'armée irakienne, entraînés par Washington, ont retenu la leçon, en tentant d'adapter un peu plus finement la tactique aux situations locales. Les soldats irakiens, qui, eux, ne repartiront pas une fois la bataille finie, savent qu'écraser et se créer tant d'ennemis ne peut pas être l'objectif ultime quand on se bat dans son propre pays. A Mossoul, sur neuf mois de bataille (octobre 2016-juillet 2017), l'encercllement des combattants de l'EI s'est achevé au cinquième mois de combat, lorsque la route vers la Syrie fut coupée.

A Mossoul, les deux camps ont surpris les stratèges. D'un côté, des forces irakiennes assiégeantes cherchant, pour la première fois peut-être de leur histoire, hormis à la fin de la bataille, dans la vieille ville, à préserver les civils. De l'autre, des combattants de l'EI d'une résistance et d'une combativité exceptionnelles. A 3 000 hommes contre 100 000, et sans la technologie moderne de la coalition internationale qui soutenait l'armée irakienne, « les défenseurs du siège de Mossoul

se sont admirablement battus », reconnaît Gérard Chaliand. Il était écrit que l'assiégé djihadiste allait perdre la bataille ; ce fut, en revanche, une surprise qu'il parvienne à la faire durer aussi longtemps et à infliger tant de pertes à l'assiégeant.

Assiéger une ville nécessite toujours beaucoup d'hommes. En général, les assiégeants doivent être cinq à dix fois plus nombreux que les combattants assiégés pour espérer l'emporter. C'est le problème de l'encercllement : sans échappatoire, l'assiégé, craignant pour sa famille et sa ville, combat avec plus de détermination que si l'ennemi lui offre la possibilité de fuir. Le siège conduit généralement à la victoire, mais au prix de rudes batailles. Dans certains cas, l'assiégeant victorieux perd même davantage de soldats que l'assiégé vaincu.

En Syrie, l'armée gouvernementale n'avait, à l'origine, pas les troupes nécessaires pour assiéger des dizaines de villes, encore moins pour les conquérir. L'objectif du régime de Bachar Al-Assad n'était donc pas la prise rapide de ces enclaves, mais une volonté de contenir l'expansion de la rébellion, ainsi que celle de punir les populations considérées comme hostiles au pouvoir. Le siège n'est plus seulement l'outil d'une bataille, mais un projet à long terme.

Le premier siège syrien commence en même temps que la révolution de mars 2011. Deraa, première ville à se soulever, fut assiégée du 25 avril au 5 mai. A l'époque, il n'est pas encore question de rébellion armée ni de lignes de front. L'armée syrienne encercle la ville et l'isole pour tenter de mater la révolte. Le siège de Deraa ne dure que onze jours, mais il est annonciateur d'une méthode militaire extrêmement brutale qui va se déployer dans toute la Syrie.

Le premier « siège de longue durée » vise Daraya en novembre 2012. « Après Deraa, le siège est devenu une stratégie à long terme, fin 2012 et durant l'année 2013, explique Valerie Szybala, directrice de Siege Watch, de l'or-

ganisation The Syria Institute. L'armée syrienne seule n'aurait jamais pu tenir ces sièges, encore moins reconquérir ces territoires. Les sièges se sont multipliés au fur et à mesure que l'Irak devenait plus influent dans le conflit. Presque tous les sièges sont devenus hermétiques fin 2013. »

#### LES RUSSES, DE GROZNY À LA SYRIE

Gérard Chaliand sourit. « Des siècles après que les Perses eurent appris l'art du siège aux Mongols, les Iraniens ont de nouveau été, dans les sièges de Syrie, les "artistes" de l'affaire, estime l'historien des conflits. Pour soutenir Damas, ils ont fait venir, outre des conseillers militaires de Téhéran, des renforts chiites aussi bien d'Irak que du Liban avec le Hezbollah, et même du Pakistan et d'Afghanistan. » L'arrivée de ces troupes étrangères a permis à l'armée syrienne de déployer sa stratégie d'assiégeant. « Il était davantage question, selon Chaliand, de contenir que de donner l'assaut. »

Pour l'assaut et la reconquête, l'armée syrienne a dû attendre l'engagement, en 2015, de son second puissant allié étranger, l'armée russe. Celle-ci, pour sa première intervention militaire hors des frontières de l'ex-URSS depuis sa défaite en Afghanistan, en 1989, renoue ainsi avec la technique du siège, qui lui a plutôt bien réussi durant la seconde guerre mondiale, puis durant l'hiver 1999-2000, lors de la seconde guerre de Tchétchénie, à Grozny. L'ONU qualifie Grozny de « ville la plus détruite sur terre » : une anticipation de ce qu'ont vécu plusieurs villes syriennes.

Avant l'actuelle phase de reconquête du territoire, « l'objectif initial était la punition des villes révoltées, rappelle Valerie Szybala. Il y avait évidemment des combattants ennemis à contenir, ce qui n'a rien d'illégal dans le droit de la guerre, mais les sièges de Syrie furent de longues et lentes campagnes de punition des populations, considère la directrice de Siege Watch. Les civils, des hôpitaux jusqu'aux écoles, ont partout été ciblés. Cela fait des sièges syriens des crimes contre l'humanité. »

**« LE SEUL MOYEN POUR DAMAS DE GARDER LE CONTRÔLE D'UN TERRITOIRE, APRÈS LE SIÈGE ET LA RECONQUÊTE, EST D'EN CHANGER LA POPULATION »**

VALERIE SZYBALA  
directrice de Siege Watch  
au Syria Institute

# Syrie : sept ans de sièges meurtriers

Le conflit a compté jusqu'à 59 encerclements, essentiellement établis par l'armée de Bachar Al-Assad

## QU'EST-CE QU'UN SIÈGE ?

Sept caractéristiques communes aux sièges, selon Siege Watch\*

- 1 Privações multiples**  
Nourriture, soins médicaux, eau courante, carburant, électricité.
- 2 Violences et bombardements massifs**  
ciblant notamment les civils (hôpitaux, écoles, marchés).
- 3 Perturbations économiques**  
Contrebande, extorsion... L'économie de siège est marquée par l'hyperinflation et le chômage.
- 4 Déplacements des populations**  
Avant et après le siège (arrivée de civils fuyant d'autres fronts, fuite des habitants, déplacement forcé dans le cadre d'accords de reddition).
- 5 Gouvernance locale**  
Mise en place de structures parallèles.
- 6 Recrutement des hommes**  
Par les forces présentes, sous la menace, la contrainte, par l'endoctrinement...
- 7 Adaptation des civils**  
Mise en place de stratégies de survie (agriculture de subsistance, fabrication de carburant, etc.).

## EN SYRIE, 33 SIÈGES EN JANVIER 2018, 9 AUJOURD'HUI

**59**  
villes et villages ont été assiégés depuis le début du conflit

Sur les **33 sièges**, fin janvier 2018  
Près de **400 000 personnes** concernées, début avril 2018

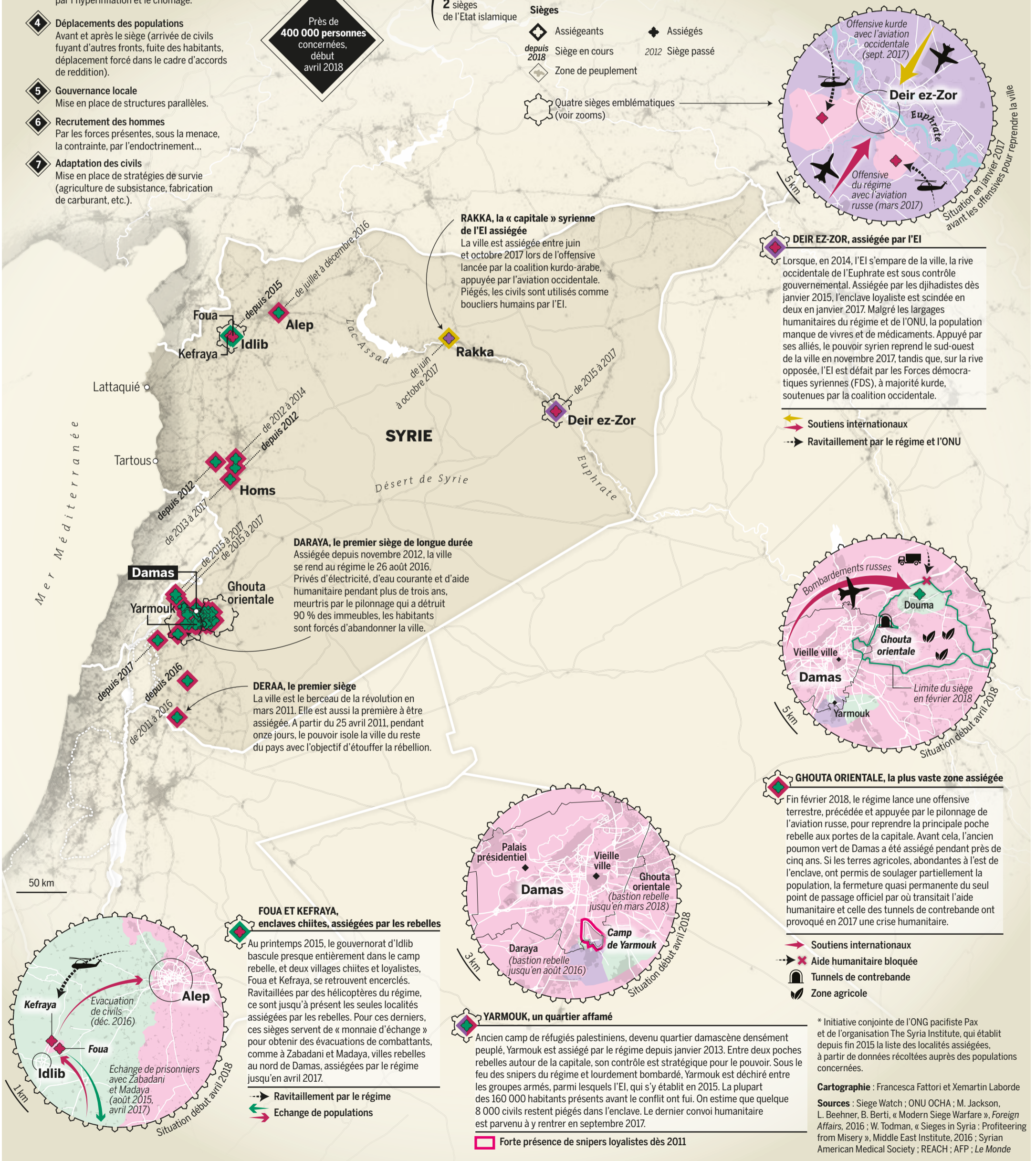
29 sièges du régime  
2 sièges des rebelles  
2 sièges de l'Etat islamique

### Forces en présence

- Pro-gouvernementales, appuyées par l'aviation russe, les milices iraniennes, le Hezbollah libanais
- Rebelles
- Kurdes, appuyées par la coalition occidentale
- Organisation Etat islamique (EI)

### Sièges

- Assiégeants
- Assiégés
- Siège en cours
- Siège passé
- Zone de peuplement
- Quatre sièges emblématiques (voir zooms)



\* Initiative conjointe de l'ONG pacifiste Pax et de l'organisation The Syria Institute, qui établit depuis fin 2015 la liste des localités assiégées, à partir de données récoltées auprès des populations concernées.

**Cartographie :** Francesca Fattori et Xemartin Laborde  
**Sources :** Siege Watch ; ONU OCHA ; M. Jackson, L. Beehner, B. Berti, « Modern Siege Warfare », *Foreign Affairs*, 2016 ; W. Todman, « Sieges in Syria : Profiteering from Misery », Middle East Institute, 2016 ; Syrian American Medical Society ; REACH ; AFP ; Le Monde

# Peter Kreko « La Hongrie est le seul pays de l'UE où les "fake news" constituent la narration officielle »

Après les législatives du 8 avril, Viktor Orban, le premier ministre hongrois, va briguer son troisième mandat d'affilée. Souverainiste, eurosceptique, il est, en Europe centrale, la figure de proue de la politique anti-migrants et des théories complotistes, estime le politologue

## ENTRETIEN

PROPOS RECUEILLIS PAR BLAISE GAUQUELIN

BUDAPEST - envoyé spécial

Peter Kreko est le directeur de Political Capital, un think tank atlantiste et libéral, fondé en 2001, à Budapest. Psychologue social et analyste politique, il travaille sur les théories du complot et les « fake news ». A la veille des législatives du 8 avril, il dresse un bilan de huit ans de pouvoir dans le « laboratoire nationaliste » hongrois. Depuis son retour à la tête du gouvernement en 2010, Viktor Orban, le premier ministre souverainiste, a transformé en profondeur ce pays d'Europe centrale de 9,8 millions d'habitants, membre de l'OTAN et de l'Union européenne. Réélu en 2014, il est candidat à un troisième mandat d'affilée. Il mène une politique migratoire répressive, saluée par l'extrême droite européenne, tout en s'attaquant aux contre-pouvoirs.

### Pourquoi Viktor Orban a-t-il fait du rejet de l'immigration la pierre angulaire de sa campagne électorale ?

Parce qu'il est parvenu à ce constat : tous ceux qui ont usé d'une rhétorique hostile aux migrations depuis la grande crise de 2015 [des centaines de milliers de migrants s'étaient présentés à la frontière hongroise] ont été élus ou réélus dans la région, que ce soit en République tchèque, en Slovaquie ou en Pologne. Ces succès reposent sur un ressort sociologique simple. Pour la première fois, les pays d'Europe centrale et orientale, qui se sont sentis longtemps marginalisés, sont en position de pouvoir à leur tour tenir un discours d'exclusion à l'égard d'autrui. Les préjugés dont sont victimes les migrants et les étrangers sont plus forts dans cette partie du continent qu'ailleurs, du fait de son histoire. C'est aussi ici que le nombre des réfugiés est le plus faible. Cela conduit à ce que l'on pourrait appeler une « xénophobie platonique ». La haine de l'autre s'exprime, alors même qu'il n'est pas là.

### Viktor Orban se présente comme le protecteur de la Hongrie, qui serait un bastion chrétien. Est-ce le cas ?

L'influence sociale des Eglises est beaucoup moins forte en Hongrie qu'en Pologne. De manière étonnante, le gouvernement défend des positions qui sont plus proches de l'orthodoxie russe que du catholicisme [confession majoritaire en Hongrie]. La politique migratoire de Budapest est, par exemple, à l'opposé de ce que prône le pape François. En 2015, Viktor Orban a dit, lors d'une réunion

de son parti [Fidesz-Union civique hongroise, droite], que le pape, au Vatican, ne représentait que l'Amérique du Sud et l'Afrique, ce qui expliquait sa position très libérale sur les migrations, et que, par conséquent, il fallait attendre les directives du patriarche russe sur cette question. Cet exemple montre bien que le christianisme auquel se réfère le gouvernement n'est pas lié à une Eglise en particulier. Il s'agit d'avantage d'une identité politique. Dans les médias occidentaux, on présente souvent Viktor Orban comme un idéologue fanatique. En fait, c'est un pragmatique qui entend maximiser son pouvoir.

### Les demandeurs d'asile accusés d'être des terroristes, Bruxelles, les pays occidentaux et désormais l'ONU...

M. Orban se fabrique des ennemis qui sont, toujours, à l'extérieur du système politique hongrois. Comment l'expliquer ? Au cours des derniers siècles, la Hongrie n'a pas vraiment pu jouir de sa souveraineté et les pulsions de lutte pour la liberté imprègnent toujours l'âme des Hongrois. Le pays a subi l'invasion turque, le pouvoir des Habsbourg, le carcan du communisme. Tout l'engagement politique de Viktor Orban, depuis le début de sa carrière, tourne donc autour de l'idée qu'il est nécessaire de mener une « bataille », comme il dit, visant à installer durablement l'indépendance du peuple hongrois. Hier, il affirmait combattre l'Union soviétique. Aujourd'hui, il ferraille contre Bruxelles et les « mondialistes » – selon son expression – de Washington, Paris ou Berlin, qui menaceraient de nouveau la souveraineté hongroise, notamment en imposant l'immigration. Toutefois, il est intéressant de noter qu'il ne parle pas des aspirations russes à limiter les marges de manœuvre de Budapest et de toute la région. Un danger bien plus réel, à mon sens, que ceux qu'il brandit.

### M. Orban a fait du milliardaire juif américain d'origine hongroise George Soros le responsable de tous les maux de la Hongrie, parce qu'il finance des ONG opposées à sa politique. Existe-t-il une animosité personnelle entre les deux hommes derrière la violence de la charge ?

Viktor Orban croit sincèrement que George Soros intrigue pour le faire tomber, au moins depuis 2012. Mais j'ignore quelle est la part d'animosité personnelle dans tout cela. Aujourd'hui, M. Soros est devenu un « ennemi parapluie » : tous ceux qui refusent la main tendue par le pouvoir, que ce soit à l'étranger, dans les rangs de l'opposition, dans la presse ou au sein des ONG, sont devenus les alliés d'un supposé ennemi, œuvrant

Orbania (peinture sur soie, 2018), de Raymond Gantner. RAYMOND GANTNER/GALLERY BRITTA VON RETTBERG

### Raymond Gantner

Ce Roumain d'origine hongroise est né en 1979, à Timisoara. Il vit et travaille aujourd'hui à Munich. L'artiste utilise différentes techniques : sérigraphie, photographie, collage, vidéo, sculpture... La série « How I Learned to Stop Worrying » (« comment j'ai appris à ne plus m'inquiéter »), dont est extraite l'œuvre ci-dessus, met l'accent sur « l'ignorance populaire et le déni de réalité, qui poussent à se réfugier dans l'illusion ». Dans la toile Orbania, la couleur vive vient masquer le réel : les chiens enragés au-dessus d'un autodafé représentent le mouvement hongrois d'extrême droite ultranationaliste Jobbik. Selon Raymond Gantner, avec cette destruction culturelle, la connaissance se réduit aux réseaux sociaux, devenus première source d'information. Quant à la double croix, elle fait référence au passé chrétien orthodoxe de l'Europe de l'Est. Une exposition est consacrée à l'artiste, à la galerie Britta von Rettberg, à Munich, jusqu'au 4 mai.

à un prétendu « complot » orchestré par M. Soros contre la Hongrie. Ils sont rangés, selon une logique binaire, sans nuance, dans le camp d'en face, celui contre lequel il faut mener la « bataille » dont j'ai parlé précédemment. On assiste donc bien à une dérive.

### Viktor Orban est-il le premier dirigeant occidental à véhiculer des théories du complot, auparavant confinées aux sites alimentés par l'extrême droite ?

La Hongrie est sans doute le seul pays de l'Union européenne où les « fake news » constituent la narration officielle d'un gouvernement. Ces informations fausses, non étayées, sont relayées par des médias dominants et la télévision publique, proches du pouvoir.

### Selon l'opposition, la Hongrie ne serait plus une démocratie. Elle exagère ?

Il y a quelques années, j'aurais répondu par l'affirmative. Aujourd'hui, je dirais que la Hongrie est un régime hybride. Elle n'est pas un Etat autoritaire, comme la Russie ou la Turquie. Mais ce n'est plus une vraie démocratie, parce qu'un certain nombre d'institutions défendent clairement les seuls intérêts du parti Fidesz de Viktor Orban. Je pense d'abord au parquet, qui bloque toutes les enquêtes de corruption impliquant des membres de cette formation. Et au fait que le gendre de Viktor Orban a probablement dépensé illégalement de l'argent européen. Cela, nous ne l'avons pas appris par le parquet hongrois, mais par l'Office européen de lutte antifraude.

### Que dire de l'absence de pluralisme dans le débat public ?

Le paysage médiatique est de moins en moins diversifié. La première chaîne privée et le plus grand site Internet du pays sont encore critiques à l'égard du gouvernement. Mais les oligarques proches de Viktor Orban rachètent les médias les uns après les autres. Au cours de ces quatre dernières années, l'empire médiatique du Fidesz s'est renforcé de manière considérable. Même l'Italien Berlusconi n'aurait pas rêvé d'une telle concentration entre ses mains !

Et puis, les sources des journalistes se tarissent. Tous ceux qui vivent grâce à de l'argent public savent ce que l'on attend d'eux. Ils doivent s'abstenir de critiquer ouvertement le gouvernement. Pour rester indépendant tout en habitant en Hongrie, il faut financer son activité professionnelle avec des fonds venant de l'étranger. Et, par conséquent, accepter d'être accusé de défendre les intérêts de ceux qui donnent cet argent, car dans l'esprit de Viktor Orban, il est impossible de rester neutre et objectif. C'est le cas de notre

think tank, puisqu'il est alimenté par une multitude d'organismes, dont la fondation Open Society, de George Soros.

### Viktor Orban incarne-t-il désormais l'alternative au libéralisme en Occident ?

Le fait qu'il ait réussi, en huit ans, à exporter au-delà de ses frontières un modèle politique alternatif constitue la caractéristique la plus dangereuse de son action. Nombre de pays ont constaté qu'il était possible de démanteler des institutions démocratiques et de mener une guerre d'indépendance à l'encontre de l'Union européenne, sans conséquences économiques et politiques. Ce n'est pas un hasard si Marine Le Pen est diaphane au sujet de Viktor Orban, bien qu'il continue de siéger avec les conservateurs du Parti populaire européen (PPE) à Strasbourg et jouisse encore de leur soutien. J'ai d'ailleurs constaté une évolution dans les médias publics ou proches du gouvernement. Il n'y est plus fait allusion au Front national et aux autres partis qui sont dans le même groupe au Parlement européen, en termes « d'extrême droite ». Et quand le leader néerlandais Geert Wilders est venu à Budapest, il n'a pas rencontré Gabor Vona, le chef du parti hongrois d'extrême droite Jobbik, mais Viktor Orban. Ce dernier est devenu le héros de l'extrême droite européenne.

### Pensez-vous qu'il compte préparer psychologiquement la population hongroise à une sortie de l'Union européenne, s'il est réélu ?

J'espère toujours que non. Mais il reste difficile d'expliquer le bien-fondé de sa rhétorique anti-occidentale et anti-européenne, dans un pays où la population est ouvertement favorable à l'Occident et à l'Europe. En Hongrie, contrairement à la grande majorité des pays occidentaux, ce sont les élites qui sont eurosceptiques, et le peuple, europhile. Viktor Orban pourrait vouloir éloigner la Hongrie de l'Union européenne, dans le but d'exercer un chantage envers ses partenaires, avec l'idée d'un référendum sur une sortie de l'UE. Toutefois, je doute de la faisabilité d'un tel plan : malgré la rhétorique très hostile à Bruxelles de Viktor Orban, les Hongrois restent fidèles au projet européen.

### Sa réélection est-elle acquise ?

Le soutien dont il bénéficie est surestimé par les sondages. L'homme n'est pas aussi populaire que Vladimir Poutine en Russie. Mais, en 2014, en raison du système électoral, 45 % des voix lui ont suffi pour obtenir les deux tiers des sièges au Parlement. Seul un électeur sur deux, au grand maximum, soutient Viktor Orban. ■



POLITICAL CAPITAL

DES FEMMES EN RÉSEAU

# Liberté, égalité, sororité

Le Deuxième Regard, Shesaid.so, Les Filles de la photo, MEMO, Les Vagues... Dans l'industrie culturelle, les collectifs féministes fleurissent, ferments d'une révolution dont l'affaire Weinstein serait la Bastille symbolique. Leur mot d'ordre : l'entraide

Elles se sont donné rendez-vous au Café du Commerce, du côté de Barbès, à Paris. Comme chaque lundi, histoire de battre le fer tant qu'il est chaud et « parce que, quand on est une nana dans l'industrie musicale, on doit parler plus fort pour se faire entendre », soupire Claire Morel en commandant un demi. A peine un an après sa création, l'antenne française de Shesaid.so – « réseau mondial de femmes travaillant dans l'industrie musicale » – compte près de 2 000 adhérentes sur Facebook. Et à travers le monde, depuis 2014, ses bureaux se multiplient, de Los Angeles à Johannesburg, de Londres à New Delhi.

Le réseau. Les femmes l'ont vite compris : pour accéder au pouvoir, il fallait s'organiser. Prises de contact, échanges de bons plans, séances collectives de média training avec une coach : « Il y a un besoin de prendre confiance face au plafond de verre – celui qui existe et celui que l'on se met nous-mêmes. Le collectif permet d'apprendre à dire : "On est là, on est légitimes" », explique Yael Chiara, brand manager (promotion des produits) chez Pias et fondatrice de la section française de Shesaid.so. D'apéros où l'on confronte les expériences en plongées studio dans des conventions collectives (et leurs grilles salariales) que personne n'applique ni même ne connaît dans ce milieu ultralibéral qu'est paradoxalement l'industrie culturelle, le groupe pratique le club au sens anglo-saxon du terme : business et networking.

Rachel Graham, cheveux raides sous son bonnet vert, lunettes double foyer et piercing sur la langue, a quitté le Kentucky pour l'Écosse à 19 ans. Glasgow, Londres, Paris... vingt ans plus tard, elle est aujourd'hui ici responsable de l'édition musicale chez InFiné. « Mon milieu, c'est l'électro, raconte-t-elle. A Londres, quand j'ai arrêté de boire, j'ai quitté les pubs et avec eux les réseaux masculins. C'est là que s'est fait le déclin. » « Les mecs, ils se retrouvent au café, au golf, au foot... Ça marche comme ça », confirme Yael Chiara.

A Claire Morel (Universal) les régions, à Marika Dony (attachée de presse indépendante) les réseaux sociaux, à Rachel Graham (InFiné) le visuel, et à Sarah Carrier (Kitsune) l'organisation des événements; Marine De Bruyn (Bureau export) est chargée des partenariats, et Yael Chiara (Pias) conduit l'ensemble. « Je ne sais pas s'il y a de plus en plus de femmes dans nos métiers, mais nous sommes de plus en plus visibles », explique cette dernière. « Et ça, c'est parce qu'on commence à avoir un historique, poursuit Rachel Graham. Hormis les artistes, les seules nanas que tu croisais autrefois dans les bureaux de Motown, c'étaient des secrétaires. Il n'y a pas longtemps que ce n'est plus le cas. Et de fait, nous avons acquis une légitimité, grâce à notre expertise. »

Ainsi voit-on aujourd'hui, dans tous les do-

maines de la culture, les femmes s'organiser pour prendre en main leur destin : Le Deuxième Regard au cinéma, MEMO en architecture, Les Filles de la photo, les Maternités... « Parce que, même dans des milieux comme les nôtres, qui sont censés être ouverts, féministes, tolérants, on est confrontées à une forme de dévalorisation, de "disqualification". Du coup, on doit se re-qualifier nous-mêmes en trouvant de la force dans une expérience collective », témoigne Isabelle Alfonsi, du collectif Les Vagues, qui, depuis trois ans, réunit curatrices, enseignantes en écoles d'art, plasticiennes...

Codirectrice de la galerie Marcelle Alix sur les hauteurs de Belleville, elle explique : « C'est d'abord un lieu de parole. "J'ai vécu ça. Et toi? Moi aussi." Raconté, l'événement cesse d'être une aventure privée pour devenir une expérience politique. Mais pour ça, il était important que le groupe soit pensé comme un espace privé, même si on organise des événements publics. Car rien que ça – échanger –, c'est déjà énorme dans une société qui pousse plus à la compétition qu'à l'entraide. »

## « LES QUOTAS : PAS UN BUT, UN MOYEN »

De la parole à la « conscientisation », la voix des femmes monte ainsi par capillarité ces dernières années, un peu partout en dehors des grandes organisations féministes. Pas de discours enflammés sur Bertrand Cantat, Roman Polanski ou Woody Allen ici (« On ne "bash" pas. C'est fini les victimes, on construit », insiste Yael Chiara). L'histoire de ces collectifs est antérieure à l'affaire Weinstein, et leur objectif va au-delà de la lutte contre le harcèlement. Au point qu'on est en droit de penser que, à l'instar de la Révolution française prenant acte d'une prise de pouvoir de la bourgeoisie déjà advenue, ou de Mai 68 comme levier d'une génération bloquée dans ses ambitions, le #metoo n'est que la Bastille symbolique d'une génération qui attendait une étincelle pour faire exploser le plafond de verre.

Au début était le rapport Reine Prat. En 2006, cette inspectrice générale en poste au ministère décrivait une situation d'inégalités entre hommes et femmes dans la culture que personne n'imaginait aussi dégradée. « Le rapport a fait l'effet d'une bombe », témoigne Anne Grumet, qui participa à la fondation, en 2009, de l'association H/F, l'un des premiers groupes de lutte pour l'égalité dans la culture.

« A la sortie des écoles d'enseignement artistique, toutes thématiques confondues, on compte 60 % de femmes. Et puis cela s'évapore. Dans le spectacle vivant, elles arrivent très rarement au sommet – plus généralement elles sont N-1, secrétaires générales des établissements –, et quand elles dirigent, c'est avec moins de moyens : 53 % des dirigeantes gèrent un budget de moins de 500 000 euros,

« MÊME DANS DES MILIEUX COMME LES NÔTRES, QUI SONT CENSÉS ÊTRE OUVERTS, FÉMINISTES, TOLÉRANTS, ON EST CONFRONTÉES À UNE FORME DE DÉVALORISATION, DE "DISQUALIFICATION" »

ISABELLE ALFONSI  
collectif Les Vagues



78 % des hommes un budget de plus de 10 millions d'euros... », explique cette « ingénieure culturelle », qui siège aujourd'hui au Haut Conseil pour l'égalité créé, en 2013, par François Hollande. Et puis, il y a les murs de verre : on va retrouver les femmes dans les milieux administratifs quand 70 % des métiers techniques restent l'apanage des hommes. Or, on ne pourra changer de paradigme que si on agit sur les financements, en conditionnant les aides publiques au degré d'égalité. » C'est sur le rapport de H/F que la ministre de la culture, Françoise Nyssen, a appuyé, le 1<sup>er</sup> mars, ses propositions pour tendre vers la parité.

Un cabinet d'architecture, place du Guignier, rue des Pyrénées, à Paris. Ne travaillent ici que des femmes. Elles sont quatre. « Ce n'est pas un choix », glisse l'une d'elles, c'est juste logique : alors qu'il y a trente ans on comptait moins de 8 % de femmes dans la profession, aujourd'hui, la moitié des architectes de moins de 34 ans sont des femmes.

Trente-quatre ans, c'est l'âge de Lucie Rosier, l'une des fondatrices, en mai 2016, de MEMO (mouvement pour l'équité dans la maîtrise d'œuvre) : « Au-delà de la culture du maître, au-delà de la culture des "charrettes", peu propices pour s'occuper d'un enfant – des pratiques ancestrales que l'on reproduit par mimétisme –, l'architecture est un métier où le droit du travail n'est pas respecté, dénonce-t-elle. Stagiaires non rémunérés, salariés finissant à l'hôpital, burn-out... »

La jeune femme, mère célibataire d'une petite fille de 6 ans, nous guide vers la cave aménagée, qui sert de lieu de réunion, d'accueil des clients et, accessoirement, de salle de répétition. Car Lucie est aussi guitariste. Une guitare manouche vélocité et expérimentée. C'est d'ailleurs la musique, avant l'architecture, qui l'a fait se révolter : « Je joue depuis que j'ai 6 ans, je crois que je ne suis pas mauvaise, mais, même parmi mes copains, il

y a toujours un regard très critique sur mon jeu. Un mec qui joue depuis un an ou deux, on l'invitera sur scène, et moi, non. » Elle grimace un sourire. « Mon quotidien en architecture, c'est aussi ça : douze hommes autour d'une table. Et moi. »

« L'architecture est un bien public à partager, explique-t-elle. Or, les territoires, les bâtiments, sont uniquement construits par des hommes. C'est l'homme blanc qui conçoit le monde. Prenez un truc aussi bête que les toilettes : on va prendre le même espace pour toutes sans même se poser la question de savoir pourquoi il y a toujours la queue chez les femmes et pas chez les hommes. Au mieux, ceux-ci ont tendance à penser que les femmes sont des hommes comme les autres. J'ai été sur cette ligne-là, qui est celle de l'universalisme de la Révolution française. Je n'y crois plus. Je pense que, si les femmes avaient plus accès aux marchés publics, l'architecture serait renouvelée. Or, de ce point de vue, la parité en politique a eu un impact réel. Plus d'élus femmes, c'est plus de commanditaires femmes... La question des quotas n'est pas un but en soi, c'est un moyen. »

## « VIEUX MÂLES DE PLUS DE 60 ANS »

Bérénice Vincent ne dit pas autre chose : « Quand la vision du monde est déléguée à des vieux mâles de plus de 60 ans, c'est toujours la même vision du monde qui se reproduit. » En 2009, elles sont trois femmes à travailler chez Celluloïd Dreams, une société de distribution et de production de cinéma : Delphine Besse, Julie Billy et Bérénice Vincent. « En discutant, on avait été frappées par le fait que, bien que féministes dans notre vie, on citait très peu de réalisatrices et on allait voir peu de films réalisés par des femmes, raconte cette dernière. Alors on a cherché à comprendre. » En 2013, elles fondent Le Deuxième Regard. Critiques de films, tables rondes, avant-premières, interviews autour





YASMINE GATEAU

de la question du genre... 200 membres, 3500 « amis » sur Facebook. Depuis 2017, deuxième étage de la fusée, Le Deuxième Regard a créé un collectif, 5050x2020, pour faire office de lobby politique.

C'est toujours le même scénario : avec, au départ, une poignée de femmes bien décidées. Le collectif les Maternités est né ainsi. En 2010, dans l'attente de son deuxième enfant, la documentariste Hélène Cruzillat partageait avec d'autres des difficultés pour l'accès à ses droits sociaux. « Chez les intermittents, très peu de gens prennent leurs arrêts maladie. C'est le monde de la débrouille et des solidarités. Corollaire dans ces organisations fonctionnant sur les liens affectifs et l'informel, l'absence de protection sociale... Du coup, on a fait un travail d'accompagnement auprès des gens qui nous contactaient », raconte-t-elle... à l'imparfait. Car devant une telle tâche (sans compter l'élargissement du domaine de la lutte aux discriminations dans le travail, aux vacataires et intérimaires), on s'épuise. Hélène Cruzillat a fini par raccrocher les gants.

Elles réinventent sans y prendre garde le syndicalisme mais mettent d'abord en avant les vertus de la sororité. Consciente que le monde de la photo était dispersé, éclaté entre divers métiers qui ne se connaissaient pas, « et très masculin », Marion Hislen - 45 ans, quatre filles, trois sœurs, une mère féministe MLF dans les années 1970 - commence par inviter ses copines - et au-delà - pour l'apéro. Organisatrice depuis huit ans du festival Circulation(s) sur la jeune photographie européenne (jusqu'au 6 mai au Centquatre), elle appelle ça : Les Filles de la photo. Vingt à quarante personnes à chaque fois, rarement les mêmes. Au point qu'« autour d'elle on la pousse à officialiser l'association.

« La question du féminisme est arrivée très vite, clivante, d'autant plus clivante quand elle

est portée par les femmes. J'ai été étonnée de voir que, pour beaucoup d'entre elles, être féministe était encore être hystérique, décérébrée et pourquoi pas un peu homosexuelle, raconte celle qui, en février, a été nommée déléguée à la photographie au ministère de la culture, laissant du coup les rênes de l'association à Florence Moll et Chantal Nedjib. Au fond, le débat se divise entre celles qui pensent que la femme a une identité propre et celles pour qui la réelle parité c'est ne pas être différentes des hommes. Pour couper court, on a décidé de ne pas en faire une question centrale. Parce que, pour nous, le principal objectif, c'était l'entraide. »

On y revient. Zéro moyen, désir de rassembler au plus large, de mettre en réseau (« C'est un club, un laboratoire d'idées en mode convivial - notre ciment », rappelle Florence Moll), présidence collégiale (« Une manière de gouverner au féminin ? », souligne Chantal Nedjib). On retrouve chez Les Filles de la photo le même modus operandi qu'ailleurs, chez les filles de la culture.

Avec ici une spécificité : si partout ce sont essentiellement les chevilles ouvrières qui sont à la manœuvre (distributrices de films, chefs de produit musique, galeristes...), chez Les Filles de la photo c'est sciemment que les artistes ont été purement et simplement écartés. Pas de photographes ! « Cela fausserait le jeu entre nous », plaident les invisibles de la production culturelle, qui, si elles s'attachent à redonner une place aux artistes - « Laisser le choix final libre mais faire en sorte qu'au minimum, le travail des femmes soit présenté dans les appels d'offres », suggère Florence Moll, en prenant pour exemple l'opération américaine Free the Bid - aimeraient repenser tout le système. Les femmes ont les postes, mais pas les titres ; les responsabilités, mais pas les salaires. Ainsi naissent les révolutions. ■

LAURENT CARPENTIER

# « Il y a un retour du texte dans la performance »

Vittoria Matarrese revient sur la genèse du festival Do Disturb, au Palais de Tokyo, ce week-end

## ENTRETIEN

Do Disturb, cet enfant turbulent devenu le grand rendez-vous de la performance à Paris, envahit le centre d'art tout le week-end. Rencontre sous forme de bilan avec Vittoria Matarrese, sa créatrice, à l'occasion de cette quatrième édition.

En quatre ans, Do Disturb, ovni à son lancement, a su imposer son style et son fonctionnement singulier. D'où est venue l'idée de sa forme, très profuse, qui s'empare de façon synchronisée de tous les espaces du Palais de Tokyo ?

En 2011, à la fin des travaux de réaménagement, on avait imaginé un projet d'« entrouverture » : j'avais alors programmé trente heures de performances non-stop, qui ont précédé l'ouverture officielle. L'idée était d'habiter tous les espaces du bâtiment pour donner au public la possibilité de tout visiter. C'est cette approche qui a dessiné les contours de Do Disturb. Ça fonctionnait si bien qu'on a eu envie de refaire un événement de ce type. Et en 2015, nous avons enfin eu le budget pour le faire.

L'impression de joyeux désordre qui s'empare du bâtiment n'est qu'une impression...

On dirait que c'est un chaos très loufoque, mais on travaille avec des « toppers » de théâtre, des gens qui donnent le top de départ et de fin. Chaque espace exploité a son régisseur, qui est relié par talkie-walkie à l'équipe de production. L'idée c'était vraiment de travailler par infiltration dans les espaces, de retravailler complètement la notion de scène et de temporalité et de ne surtout pas donner des pièces standard. D'où cette forme de promenade entre les performances, parmi les projets, qui laisse au public la liberté de choisir parmi une large palette artistique.

**« Cette année, il y a beaucoup de projets féministes, pourfendeurs, engagés, qui balaiant toute la société »**

C'est donc un grand moment de folie, avec des projets exigeants, mais c'est aussi un grand moment de divertissement. C'est important de mélanger les genres dans les institutions, d'ouvrir au maximum. C'est dans la prise de risques que l'on fait des découvertes.

Chaque année, vous allez chercher des projets de jeunes artistes émergents qui n'ont jamais été montrés en France. Quel est votre mode exploratoire pour suivre les évolutions de la performance ?

Pour chaque édition, je recherche des lieux partenaires qui nous apportent des artistes emblématiques de leur démarche. Pour la première, j'ai regardé dans les grandes institutions, à l'étranger et en France, qui étaient les interlocuteurs les plus intéressants dans le domaine. La deuxième année, je suis allée voir dans les écoles d'art, de design ou de cirque quels départements de recherche étaient les plus à la pointe. La troisième année, je me suis intéressée aux festivals, les « homologues » de Do Disturb. Cette année, je n'ai pas thématiqué, et je me suis concentrée sur des pôles de toutes natures qui m'intéressaient : Human Resources, un lieu associatif de Los Angeles géré par des artistes, A4 Arts Foundation, du Cap, en Afrique du Sud, qui est notre première collaboration avec

une institution africaine. Mais aussi la Hayward Gallery et The Store X The Vinyl Factory, de Londres, et le festival de performance Verbo, de Sao Paulo. Mais comme à chaque fois, ces partenariats ne représentent qu'une petite part de la programmation générale.

De votre côté, vous avez ouvert cette année une résidence d'artistes consacrée à la performance, la Manutention, avec un programmation le jeudi tout au long de l'année. C'est une extension de Do Disturb ?

Oui. J'ai d'ailleurs invité l'Institut d'esthétique, qui était en résidence en novembre-décembre, à participer à Do Disturb dans un concept élargi. On a construit des cabines de beauté gérées par des artistes, où le public pourra se faire faire des soins, et des choses très bizarres qui vont s'y passer !

En quatre ans, quelles évolutions avez-vous constatées dans le paysage de la performance ?

J'ai tendance à chercher des formats très hybrides, qui mêlent la danse, la musique, la magie, le cirque, les projections, etc. Mais dès la première année, les hybridations avec la danse contemporaine ont été particulièrement nombreuses. Cette année, je constate un retour du texte et comme une libération de la parole : il y a beaucoup de projets qui parlent, qui lisent, qui écrivent dans cette édition, alors que, souvent, il n'y en a pas, c'est vraiment plus de l'action. Avec beaucoup de projets féministes, pourfendeurs, engagés, qui balaiant toute la société. Je n'ai jamais d'idée préconçue dans mes recherches, c'étaient simplement les projets les plus intéressants, les plus étonnants, les plus beaux. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR EMMANUELLE JARDONNET

## Le poisson de la discorde

Rémy Barché met en scène, au Théâtre Ouvert, à Paris, « La Truite », un déjeuner familial où s'expriment sentiments réels et non-dits

## THÉÂTRE

Un déjeuner de famille. Un de plus dans le théâtre d'aujourd'hui, qui aime mettre les problèmes sur la table. Mais celui-ci est particulier, parce que son auteur l'est. Il s'agit de Baptiste Amann, déjà repéré pour les deux premiers volets d'une trilogie, *Des territoires* (*Nous siffloirs La Marseillaise...*) et *Des territoires (... D'une prison l'autre...)*. Il a un regard, une écriture et une jeunesse (31 ans) qui laissent espérer. Son déjeuner s'appelle *La Truite*, poisson sur lequel on apprend beaucoup en voyant le spectacle présenté au Théâtre Ouvert, dans une mise en scène de Remy Barché. La première fois qu'il en est question, c'est quand Suzanne arrive chez ses parents, avec son compagnon, Samuel, sa petite fille, et une truite, qu'elle a prévue pour son repas.

Ce jour-là, toute la famille se retrouve pour fêter les 60 ans du père. Une famille de filles : Suzanne a deux sœurs, Marion, qui elle aussi a un compagnon (Tom) et une petite fille, et Blanche, celle qui est toujours à l'autre bout du monde et revient parfois, sans prévenir, avec une fille, une nouvelle

amoureuse. Blanche arrive au débotté et en retard, il ne reste plus de blanquette de veau, mais la question n'est pas là. Ce qui compte, dans la pièce, tient moins au rituel qu'à l'assemblée : des gens qui vivent leur vie de Français sans faire de bruit, ouvrent une boulangerie bio à la campagne, travaillent dans l'informatique, une pharmacie ou un lieu culturel. Une classe moyenne avec ses espoirs et ses désillusions, la menace du chômage, un brin d'usure.

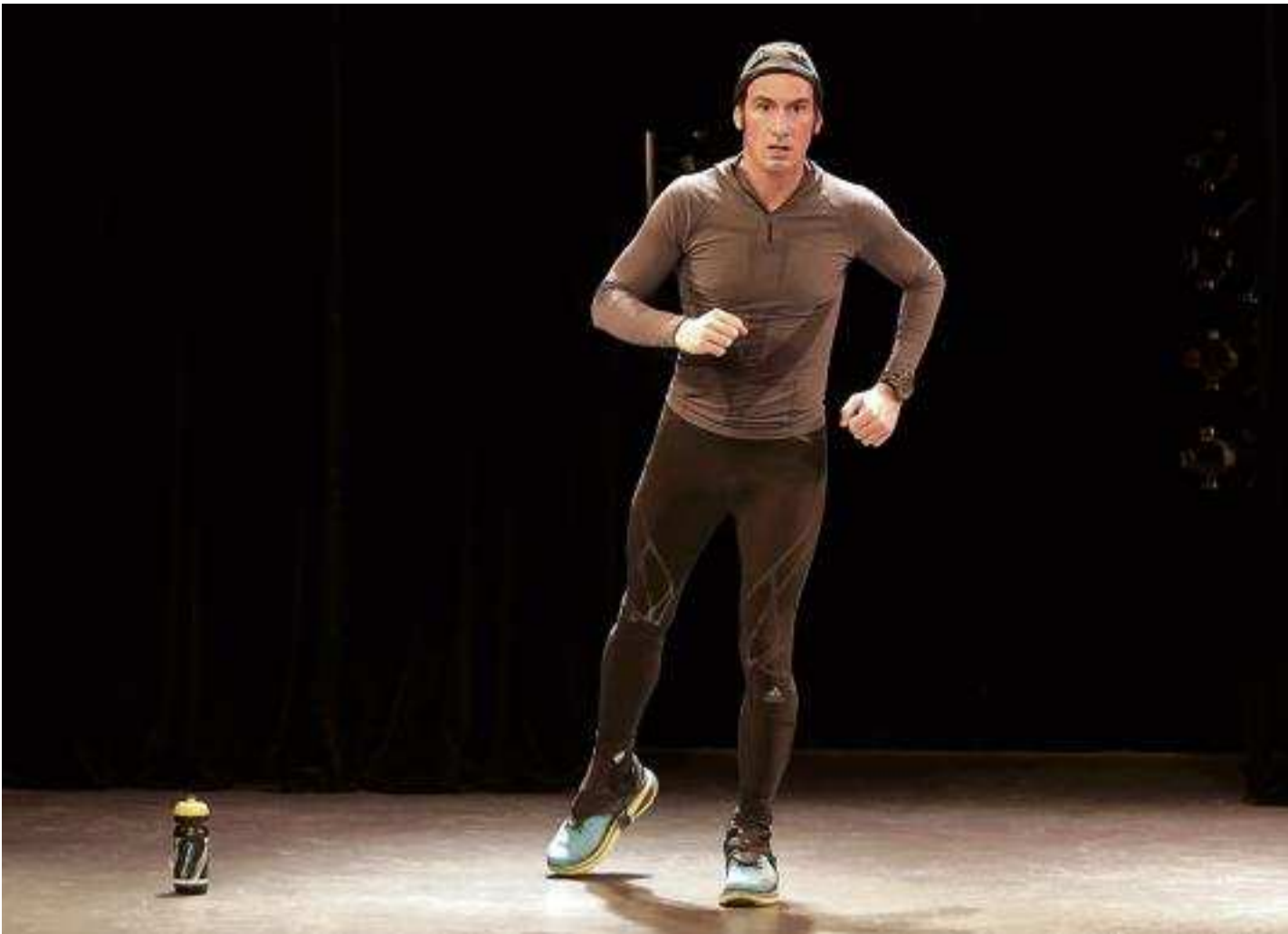
### Monologues intérieurs

Baptiste Amann les observe avec une attention qui ne se contente pas de rendre compte de leur façon d'être et de parler. Il entre dans leurs têtes et livre leurs monologues intérieurs, qui recadrent ce qui est exprimé. Ainsi s'enlacent et se déchirent la réalité et sa perception, comme le font les personnages entre eux au cours du déjeuner où le père tarde à dire la nouvelle qu'il veut annoncer. Quand il reçoit les cadeaux, il gronde gentiment ses enfants : « Il ne fallait pas... surtout en ce moment. » « Pourquoi tu as dit ça ? », demande une de ses filles. « Je ne sais pas », répond le père.

Puis tout le monde saura. Inutile de dire quoi. *La Truite* ne suit pas le chemin d'une énigme, elle traverse les courants des amours, conflits et enjeux d'une famille d'aujourd'hui dont les parents ont respiré dans leur jeunesse un air libertaire et l'ont légué en héritage à leurs filles, qui ne savent pas comment s'en dépatouiller. Histoire commune, direz-vous, souvent remise sur le métier du théâtre. Oui, mais le style fait la différence, et celui de Baptiste Amann impose sa teneur. Si elle en rend bien compte, la mise en scène de Remy Barché fait trop de zèle : elle aurait pu s'offrir des coupes dans le texte et nous éviter un long karaoké dont on se passerait volontiers. Mais les comédiens sont à leur affaire : une bonne équipe, engagée à suivre *La Truite* jusqu'au bout de son voyage, sur la table de la cuisine familiale. ■

BRIGITTE SALINO

*La Truite*, de Baptiste Amann. Mise en scène : Remy Barché. Avec Suzanne Aubert, Marion Barché, Christine Brücher. Théâtre Ouvert, 4 bis, cité Véron, Paris 18<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-55-74-40. Jusqu'au 14 avril. De 6 € à 22 €. resa@theatreouvert.com



Yohann Métay, à la Comédie de Paris, en mars 2016. FABIENNE RAPPENEAU

## Yohann Métay, comédien et coureur de l'extrême

L'ancien enseignant passé à la scène s'inspire de son expérience de l'ultra-trail pour son spectacle en tournée

### SPECTACLE

À la veille du Marathon de Paris, le 7 avril, Yohann Métay courait sur la piste du Cirque d'hiver pour raconter son épopée de l'Ultra-Trail du Mont-Blanc. Il y a un an, ce comédien au parcours atypique triomphait sur la scène du théâtre parisien Tristan-Bernard avec sa *Tragédie du dossard 512*. Dans le public, des coureurs mais aussi beaucoup de non-sportifs venus découvrir ce seul-en-scène drôle, haletant et imaginaire sur un sujet inattendu. « Le spectacle fonctionne mieux avec ceux qui ne courent pas, car les marathoniens sont renvoyés à leur expérience », constate ce comédien dont la vie se partage entre le sport et la comédie.

C'est en 2008 que son itinéraire bascule. Professeur d'éducation physique et sportive depuis neuf ans, il écrit des sketches à ses heures perdues et suit des cours d'improvisation. Cette année-là, au festival d'humour de Puy-Saint-Vincent, l'inconnu Yohann Métay présente son premier spectacle,

*JH cherche JF*. Pierre Palmade est dans la salle. « C'est bien ce que tu fais, c'est nouveau. Tu as quel âge ? », lui demande l'humoriste. « Trente-deux ans », répond l'intéressé. « C'est maintenant, il ne faut pas traîner », insiste Pierre Palmade. Déjà, l'année précédente, lors d'un stage à l'Association des rencontres internationales artistiques en Corse, d'autres professionnels lui avaient soufflé : « Tu es fait pour ça. » Autant d'encouragements qui viennent contredire son manque de confiance en lui.

« Une tendinite psychologique »  
Finalement, au bord de l'ennui et en manque de reconnaissance dans son métier d'enseignant d'EPS, Yohann Métay envoie pendant l'été sa lettre de démission de l'éducation nationale. Un acte libérateur. « Le matin de la rentrée, j'étais comme un ado, la vie commençait ! » Il intègre la ligue d'improvisation de Marcq-en-Barœul, suit une formation au Centre national des arts du cirque, fait du spectacle de rue. Dans cette période où ce fan des Deschiens et d'Albert Dupontel se

sent « en pleine quête d'identité », il se met en tête de raconter sur scène « une épopée humaine ». « Tu nous parles tout le temps de ta course du Mont-Blanc, pars de là », lui recommande une amie comédienne, Viviane Marcenaro.

Son premier ultra-trail, c'était en 2006. Un collègue professeur l'avait convaincu de participer à cette aventure qui, sur le papier, paraît insensée : 170 kilomètres de course à pied, 10 000 mètres de dénivelé cumulés, deux jours et deux nuits sans dormir, le tout à réaliser en moins de 46 heures sous peine d'être disqualifié. Chaque année, cette folle épreuve attire quelque 2 500 ultra-marathoniens en quête de sens et de sensation. « Ce défi m'excitait et puis j'aime l'effort long et être dans la nature. » Au bout de ce calvaire, il réussit à intégrer la caste des « finishers », le Graal de ces candidats de l'extrême.

De cette épopée physique, Yohann Métay a tiré un spectacle singulier : l'aventure corporelle et psychique d'un homme ordinaire en manque d'héroïsme, une quête de soi à travers ce besoin

qu'ont les hommes et les femmes de se surpasser. A l'hilarité suscitée par ce corps qui parle et cet esprit qui divague, succèdent des scènes burlesques dans lesquelles un plat de nouilles peut rendre presque fou. Le spectateur devient supporteur et s'identifie à cette équation universelle : qu'est-ce que je fais là ? Qu'est-ce que je cherche à être ? Yohann Métay ne regrette rien : ni d'avoir quitté son boulot de prof, ni d'avoir échoué à son deuxième Ultra-Trail du Mont-Blanc en 2008. « J'étais moins excité, j'ai fait une tendinite psychologique qui a disparu au lendemain de l'effort. Le corps est plus malin que l'esprit. »

Il fait tourner avec succès son spectacle en France et sera, de nouveau cet été, au Festival « off » d'Avignon. Parallèlement, il est en pleine « odyssee de la création ». Il court après un personnage en quête d'absolu qui, voulant tout et trop, se perd. ■

SANDRINE BLANCHARD

*La Tragédie du dossard 512, de et par Yohann Métay. En tournée. yohannmetay.com*

### SÉLECTION ALBUMS

ASTRIG SIRANOSSIAN  
**Cello Concertos**

Astrig Siranossian (violoncelle), Sinfonia Varsovia, Adam Kłoczek (direction).



Avec Astrig Siranossian, la constellation des jeunes violoncellistes français appelés à briller dans le ciel international s'enrichit d'une nouvelle étoile. Les deux concertos qu'elle présente ici sont un peu comme le jour et la nuit. Celui d'Aram Khatchaturian, composé en 1946, est aussi coloré que sa célèbre *Danse du sabre*, mais plus finement. Celui de Krzysztof

Penderecki, son n° 2, créé en 1982 par le légendaire Rostropovitch, est sombre et oppressant. Les deux œuvres se rejoignent toutefois dans un même parti expansif. L'archet d'Astrig Siranossian y adhère avec une pertinence renouvelée. Soyeux et virtuose, il met le feu aux poudres de l'arsenal Khatchaturian ; réche et pénétrant, il fait jaillir la flamme de la conscience Penderecki. Si le crin de la violoncelliste semble changer d'un concerto à l'autre, le grain de l'orchestre aussi. Un tour de force dans la pigmentation et dans la densité de la Sinfonia Varsovia, réalisé par Adam Kłoczek. ■ PIERRE GERVASONI  
1 CD Claves

DEGOUT/PICHON/PYGMALION

### Enfers

Scènes d'opéra de Rameau (*Zoroastre, Dardanus, Castor et Pollux, Hippolyte et Aricie, Les Surprises de l'amour, Les Boréades*) et de Gluck (*Iphigénie en Tauride, Armide, Orphée et Eurydice*). Stéphane Degout (baryton), Ensemble Pygmalion, Raphaël Pichon (direction).



Frappant, détonnant, bouleversant : les mots se bousculent pour désigner ces *Enfers* – plutôt un paradis pour la musique. Le prétexte dramaturgique est d'une intelligence virtuose, qui déploie de savoureuses mises en abyme.

A l'évocation du célèbre tragédien Henri Larrivée (1737-1802), interprète privilégié de Gluck et Rameau, se mêle la parodie anonyme d'un « Requiem » païen élaboré à partir d'airs d'opéras. Styliste de grande classe, le baryton Stéphane Degout se révèle pour Hadès un hôte de choix, dont le noir métal du timbre, la noblesse frémissante et l'intelligence dramaturgique guerroient dans cet affrontement métaphysique qui confronte l'homme avec le mystère de sa propre fin. Tourments furieux, plaintes insondables, angoisses, peurs et colère, jusqu'à l'apaisement élyséen (entrée de Polymnie dans *Les Boréades*) jalonnent ce séjour des morts où compagnonnent parfois le soprano d'une Emmanuelle de Nègri et le ténor de Stanislas de Barbeyrac. La Phèdre superlative de Sylvie Brunet-Gruposso reste d'ores et déjà mémorable. A l'aune de cette excellence, les formidables musiciens de Pygmalion sous la direction d'un Raphaël Pichon, dont la réputation atteint désormais aux Champs-Élysées. ■ MARIE-AUDE ROUX  
1 CD Harmonia Mundi.

KATHRINE WINDFELD  
**Latency**



Révélee en fin 2015 avec un premier album, *Aircraft*, qui lui a valu le titre, en 2016, de « Nouvelle Artiste jazz de l'année » des Danish Music Awards, victoires de la musique danoise, qui récompensent en une seule cérémonie tous les genres musicaux, la pianiste, compositrice et arrangeuse Kathrine Windfeld confirme tous ses talents avec un

deuxième album à la tête de son big band, *Latency*. Un big band dans la tradition, avec pupitres des vents (trompettes, trombones, saxophones), piano, guitare et rythmique qui rassemble des interprètes danois, suédois et norvégiens. L'ensemble valorise l'écriture de Kathrine Windfeld, qui va et vient de chromatismes impressionnistes (*Leaving Portland, Roadmovie*), qui évoquent Gil Evans ou Kenny Wheeler, en propulsions toutes de densité et vagues emportées (*Wasp, Double Fleisch*).

■ SYLVAIN SICLIER

1 CD Stunt Records/Una Volta Music.

Lire aussi sur [Lemonde.fr](http://Lemonde.fr) « Golden Years » de DPU, « Orquesta Akokan » de Orquesta Akokan.

### GALERIE

DANIEL POMMEREULLE  
**Galerie Christophe Gaillard**

Daniel Pommereulle (1937-2003) a été un des artistes les plus intenses de la fin du XX<sup>e</sup> siècle en France. Tout lui était bon pour créer le malaise. Pour obtenir ses *Objets de prémonition*, dans les années 1970, il plantait poignards, scalpels et crochets barbelés dans des formes de plomb plié ou tressé ou dans des pots de peinture aux flancs plus transpercés de pointes que saint Sébastien lui-même. Dans les décennies suivantes, il a trouvé dans le verre de couleur son matériau de prédilection, en plaques et en blocs, écornés ou fracturés, avec structures de métal et parfois du marbre. Ces sculptures, absolument singulières en leur temps et aujourd'hui encore, étaient précédées d'études au fusain et accompagnées d'œuvres sur papier d'une trompeuse douceur, la série *Flüchtig* (1998-2001) particulièrement. Pommereulle y fait naître une tension entre des couleurs charmeuses et des formes organiques ou minérales qui n'ont rien de tendre ni de caressant. Ce jeu de contradictions n'a guère été compris par la critique et les amateurs du vivant de l'artiste. Le courant s'est enfin inversé, et le nom de Pommereulle recommence à circuler. L'exposition actuelle, grande et diverse, est une contribution majeure à cette réévaluation. Simultanément, dans son petit espace, la galerie présente quelques photomontages du surréaliste Pierre Molinier (1900-1976), scabreux et drôles à la fois. ■ PH. D. Je traverse et nous restons... Daniel Pommereulle (Estate), galerie Christophe Gaillard, 5, rue Chapon, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-78-49-16. Du mardi au samedi de 10h30 à 12h30 et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 avril.

Jean Fautrier, Tête d'orange n° 20, 1944, huile sur papier marouflé sur toile, 33 x 24 cm. Coll. privée, Cologne. © Adagp, Paris, 2017.

**JEAN FAUTRIER**  
MATIÈRE ET LUMIÈRE  
jusqu'au 20 mai 2018

PARIS MUSÉES  
LES MUSÉES DE LA VILLE DE PARIS

MUSÉE D'ART MODERNE  
DE LA VILLE DE PARIS

DERNIERS JOURS





# OUT OF BOTSWANA

La savane, un ranger, un 4x4, le décor est planté, le safari peut commencer. A Savuti ou dans le delta de l'Okavango, l'animal règne en maître et l'homme observe avec des yeux d'enfant



Les animaux passent tout près du Savuti Camp, dans la réserve de Linyanti. DANA ALLEN



## CARNET DE ROUTE

Notre journaliste a organisé son séjour avec l'aide de Wilderness Safaris et de Makila Voyages

### Y ALLER

Plusieurs solutions au départ de Paris. Soit un vol direct jusqu'à Johannesburg, avec une nuit sur place et départ le lendemain pour Maun avec Air France, à partir de 1000 euros en éco et haute saison aller-retour (Airfrance.fr). Soit un vol avec escale à Dubaï avec Emirates, puis Johannesburg et Maun dans la continuité. Makila Voyages propose un voyage tout compris avec 7 jours sur place (10 jours au départ de Paris ou de province), qui comprend les vols depuis Paris, les transferts en avion-taxi entre les camps, l'hébergement 7 nuits à Savuti et Little Mombo et la pension complète. Du sur-mesure très haut de gamme, à partir de 12000 euros par personne. D'autres safaris sont proposés par le voyageur à partir de 4900 euros. Makila.fr et Wilderness-safaris.com.

Des voyageurs comme Marco Vasco, Nomade Aventure ou Voyageurs du monde proposent des safaris au Botswana, à des tarifs allant de 3800 à 8000 euros environ.

### VOIR

*A United Kingdom* (2016), le film de la réalisatrice Amma Asante, met en scène la lutte politique oubliée du jeune Seretse Khama, héritier du roi du Botswana, et son histoire d'amour avec l'Anglaise blanche Ruth Williams, rencontrée en 1947 alors que son pays est sous protectorat de l'Empire britannique.

## VOYAGE

MAUN (BOTSWANA)

Lorsque l'ATR-72 d'Air Botswana se pose sur l'aéroport international de Maun, dans le nord du pays, on est tout de suite frappé par le nombre d'avions sur le tarmac. Ici, pas de gros-porteurs mais des dizaines de petits avions-taxis, des Cessnas, rangés en rang d'oignons le long de la piste. Des avions faits pour la brousse. Plus que 90 minutes de vol à bord de l'un d'eux et nous serons arrivés à destination, à Savuti, à l'est du célèbre delta de l'Okavango.

Du ciel, on est fasciné par ce labyrinthe de lagunes et de marais, à la végétation éparse, où la blancheur des quelques étendues de sable contraste avec l'ombre des nuages sur le sol. Des bosquets viennent y ajouter une touche de vert. On reste attentif : le moindre point gris mouvant au sol est peut-être un éléphant (le Botswana abrite la plus grande réserve d'éléphants d'Afrique), à moins que ce ne soit un rhinocéros ou un hippopotame. Après s'être assuré qu'il n'y avait aucun animal sur la piste, le Cessna Grand Caravan se pose enfin dans un nuage de poussière.

Welcome in Botswana! Un pays grand comme la France, enclavé entre la Namibie, la Zambie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud, que se partagent 2,2 millions d'habitants et dont les quatre cinquièmes sont recouverts par les sables du désert du Kalahari. Un pays qui fait figure d'exemple en Afrique, tant sur le plan de la lutte contre la corruption que pour l'écologie, et qui a accueilli, en 2016, près de 2 millions de touristes; une manne qui sert en grande partie à la protection de la faune et à la lutte contre le braconnage.

Notre ranger est déjà prêt à partir avec son Land Rover. Une boisson fraîche avalée, les bagages dans le 4x4, direction le camp de Savuti. « C'est votre premier safari? » « Non! J'ai déjà été en reportage au Zimbabwe... » « Alors, c'est votre premier safari! » Le ton est donné. Pour notre guide, il n'y a qu'au Botswana qu'à l'instar du lion, le safari est roi.

### «Speedy bacon», le phacochère

Le 4x4 s'élance sur la piste sablonneuse. La magie opère immédiatement et nous replonge en enfance. La première girafe apparaît au détour d'un virage, à une dizaine de mètres du véhicule. Le ranger coupe le moteur. L'animal est curieux. Loin d'être effrayé, il observe le touriste avec intérêt, car finalement, l'intrus ce n'est pas l'animal! La girafe continue d'arracher les hautes feuilles d'un arbre en nous jetant des regards que l'on se surprend à imaginer presque tendres. Nous redémarrons, pour nous arrêter à nouveau. Le guide scrute l'horizon des deux côtés du véhicule. Nous, on ne voit rien. Erreur, il fallait regarder vers les branches de cet arbre pour apercevoir un *flying banana*, surnom local du calao à (gros) bec jaune, l'un des oiseaux les plus communs au Botswana.

Puis voici les premiers phacochères. Facétieux, les rangers l'ont affublé d'un surnom délicieux qui



Le Botswana abrite la plus grande réserve d'éléphants d'Afrique. A l'aube ou au crépuscule, on croise aussi des girafes ou des «flying bananas», surnom local du calao à (gros) bec jaune.

MIKE MYERS, DANA ALLEN, F.B.N./LE MONDE



## LE DÉCOR DE LA SAVANE IMPRESSIONNE, DES IMMENSES BAOBABS AUX FAMEUX «SAUSAGE TREES», EN PASSANT PAR LES IMPOSANTES TERMITIÈRES

sept tentes qui n'ont rien à voir avec du camping... Ambiance *Out of Africa* assurée.

C'est la règle en safari : le lever a lieu à 5 heures du matin, la faune appartenant à ceux qui se lèvent tôt. Après le petit déjeuner, on retrouve notre guide pour la première excursion de la journée. Quelques grands échassiers s'activent près de la rivière, tandis qu'une harde d'impalas traverse la route en bondissant. « C'est sûr, ils tentent d'échapper à une meute de *wild dogs*, ce chien sauvage africain, plus connu sous le nom de lycaon. « Mi-chien, mi-loup, c'est le seul animal qui dévore ses proies vivantes sans les étouffer ni les saigner au préalable, grâce à sa puissante mâchoire et à ses dents acérées », raconte fièrement le ranger. Ayant, pour une fois, laissé échapper leur proie, ils en profitent pour se reposer à l'ombre de la savane. On descendrait presque du 4x4 pour aller les caresser...

Quand il n'y a pas ou, surtout, que l'on ne voit pas d'animaux, le décor de la savane impressionne, des immenses baobabs aux fameuses *sausage trees*, les kigelias, en passant par les imposantes termitières. Encore quelques girafes, impalas, buffles d'eau, et autres phacochères, avant de rentrer au camp pour une pause déjeuner.

soleil se coucher, lorsque nous apercevons une cavalcade d'impalas, fuyant un nouveau danger. « A cette heure de la journée, ce ne peut être qu'un léopard. » Nous voilà partis à la recherche du plus discret des fameux *big five* (lion, léopard, buffle, rhinocéros et éléphant), un chasseur opiniâtre. Peu lui importe le 4x4 à ses trousses et la torche qui l'éclaire fugitivement, seule sa proie compte. Finalement, ce sera jour de chance pour l'impala, aidé sans doute par sa vélocité.

### Calmes apparent

Le lendemain, nous quittons notre camp pour Little Mombo, dernière création de Wilderness, en plein milieu du delta de l'Okavango, à une demi-heure d'avion-taxi de Savuti. Changement de lodge, changement de décor. Ici, la décoratrice a opté pour un mobilier beaucoup plus contemporain, avec du verre, du bronze, du bois foncé et des cuirs clairs. Changement de guide également! Mais leur savoir reste le même, les sens en éveil.

Le gros 4x4 s'élance à l'aube sur la piste. Telle une ombre chinoise, un marabout dormant sur la cime d'un arbre mort se détache dans les premiers rayons du soleil. La route se poursuit et la liste d'animaux croisés ne cesse de croître : des gibbons, des autru-

ches et un de nos premiers hippopotames baillant, la tête hors de l'eau. Quelques rapaces font parfois penser à ceux croqués par Morris dans *Lucky Luke*, au sommet d'un arbre guettant une éventuelle proie. Des koudous s'ébrouent. Tout est apparemment calme. Mais le ranger n'a qu'une chose en tête : nous montrer des lions.

Grâce à son opiniâtreté et l'aide par radio des autres guides, un groupe de lions est enfin localisé. Le spectacle est touchant. Deux lionnes et leur progéniture profitent du soleil. Cinq lionceaux facétieux sont là à jouer, à ennuyer leurs mères écrasées de chaleur, sans se soucier de ce qui se passe alentour. Craquant. « Maintenant, il faut qu'on trouve un *black rhino*. » Entêté, le guide se lance dans une traque pacifique à la recherche des animaux dans leur royaume. Son savoir-faire fait le reste. De l'herbe foulée d'une certaine façon, des branches brisées, des empreintes bien identifiées, c'est sûr, le rhinocéros n'est pas loin. Enfin, il apparaît, à la fois imposant et curieux. Le ranger fait d'étranges sons avec sa bouche, le rhino s'approche comme un chien que l'on aurait sifflé et, à quelques mètres de nous, tourne les talons, comme déçu de s'être fait piéger. ■

FRANÇOIS BOSTNAVORON



# Jacques Higelin

## Chanteur et poète

Acteur et surtout chanteur, Jacques Higelin, né le 18 octobre 1940 à Brou-sur-Chantereine, en Seine-et-Marne, est mort vendredi 6 avril à Paris. Saltimbanque libre et fantasque, arlequin jubilant, poète flamboyant, funambule noctambule, ce rêveur impénitent a toujours pratiqué l'école buissonnière et avançait dans la vie « *le cœur ouvert, la tête ailleurs, en état d'apesanteur* ». En plus de cinquante ans de présence sur scène, Higelin a fait voltiger les mots, les mélodies, les rythmes, les sons, tour à tour facétieux ou sauvage comme un pur-sang. Toujours à rebours de toute cette gravité qui plombe l'air ambiant.

« *Le monde est trop grave pour qu'on le prenne avec gravité, l'existence trop dramatique pour qu'on la vive dramatiquement, l'amour trop tragique pour qu'on le traite comme une tragédie* », expliquait-il, sourire en coin, la voix gouailleuse et narquoise, ébouriffant sa chevelure de neige pour qu'une mèche retombe sur ses yeux, comme s'il fallait cacher une furtive mélancolie. La démarche bondissante, des éclats de rire en bandoulière, le regard à la fois perçant et naïf, shooté à la soif de vivre, au désir printanier et aux transports amoureux, il parlait toujours avec une jubilation de voyou qui collectionnerait les pieds de nez.

Chez Jacques Higelin, tout était permis, même le bonheur, sur-tout le bonheur. Il fut un temps, à ses débuts, où il jouait au faraud, au dandy rockeur. A 43 ans, au temps du rock qui lui évitait de devenir adulte, il chantait : « *Hey/ Je suis né dans un spasme/dans un*

*grand brasier haletant/le ventre de ma mère a craché/un noyau de jouissance/et je n'ai/jamais perdu/le goût de/ça* » (*Est-ce que ma guitare est un fusil?*, sur l'album *BBH 75*). Les années passant, son royaume se peupla de mélodies toutes simples. Au plus près d'une certaine légèreté. Comme Charles Trenet, bien sûr, chanteur d'une époque à jamais disparue, dont Jacques Higelin restera sans doute le seul héritier.

Issu d'une famille modeste, qui vit à Chelles, en Seine-et-Marne, dans un petit pavillon avec jardin, au 28 de l'avenue Jean-Jaurès, où l'on chante tout le temps, Jacques Higelin est poussé très tôt par son père cheminot vers le monde du spectacle. Enfant, sous le nom de Jacky, il interprète des chansons de Maurice Chevalier et de Charles Trenet dans les cinémas, pendant l'entracte, entre les actualités et le grand film.

### Fascination pour Trenet

Autant Chevalier l'agace, autant le swing et la poésie de Trenet le fascinent. A son écoute, il découvre le jazz : « *Je viens de là. De ces gens-là. J'aimerais les citer tous, Billie Holiday, Bessie Smith, Robert Johnson, John Lee Hooker, Johnny Guitar Watson, Taj Mahal, Mahalia Jackson, Big Bill Broonzy... Leurs voix, leurs musiques me prenaient au ventre. Le jazz m'a formé. Il m'a ouvert les oreilles, et les portes du blues, du gospel... De toutes les musiques.* » A la fréquentation de l'école, il préfère les promenades en solitaire le long du ruisseau qui coule au bout de la rue, à regarder le ciel.

Lorsque Jacques Higelin a 12 ans, Bob, un cascadeur ami de son père,

lui met le pied à l'étrier et lui décroche un rôle de Sioux dans la comédie musicale *Nouvelle-Orléans*, au Théâtre de l'Etoile, avec Sidney Bechet en vedette. A 14 ans, il prend des cours de piano et de chant, tout en courant les radiocrochets. A 16 ans, pour devenir comédien, il s'inscrit au Cours d'art dramatique de René Simon, qui, à la première audition, lui lance : « *Un jour, tu joueras les hérauts.* »

Sous le nom d'Igelin, il obtient quelques petits rôles au cinéma dans *Nathalie, agent secret*, d'Henri Decoin, avec Martine Carol, Dany Saval et Dario Moreno, ou *La Verte Moisson*, de François Villiers, avec Claude Brasseur et Pierre Dux. Au théâtre, il apparaît dans *Bon week-end Monsieur Bennett*, mis en scène par Michel Vitold, aux côtés de Denise Grey, qui tricote pendant toute la pièce, et de Guy Bedos. Au début des années 1960, Marcel Moussy, le dialoguiste des *400 Coups* de Truffaut, l'engage dans *Saint-Tropez Blues*, où il chante en duo avec Marie Laforêt.

Le tournage à Nantes du film d'Henri Fabiani *Le bonheur est pour demain* marque un tournant important tant dans sa vie que dans sa carrière. Il y rencontre son premier grand amour, l'actrice Irène Chabrier, qui sera la destinataire des *Lettres d'amour d'un soldat de vingt ans*, recueil de sa correspondance pendant la guerre d'Algérie, publié en 1987. Il y découvre également Pierre Goupil, un des grands chefs opérateurs de la Nouvelle Vague et le père de Romain Goupil.

Surtout, Jacques Higelin fait la connaissance d'Henri Crolla, un musicien d'exception, ami de

Jacques Prévert et accompagnateur d'Yves Montand. En lui apprenant quelques accords de guitare, Crolla le rassure, mais surtout lui glisse que, plus tard, il sera un grand chanteur. A la fin du tournage, Crolla meurt, à 40 ans, d'un cancer des poumons. Higelin perd un mentor mais a compris grâce à lui où son étoile allait briller.

La guerre d'Algérie, à laquelle il participe comme appelé, matricule 28 475, à Bône puis à Tébessa, le marque très profondément et l'éloigne deux ans du monde du spectacle. Pendant cette sombre période sous les drapeaux, il rencontre deux personnages-clés de son univers, le futur réalisateur Marco Pico, qui lui présentera Nicole, la mère d'Arthur H., et le musicien Areski Belkacem, qui deviendra le complice et compagnon de Brigitte Fontaine.

Démobilisé, Higelin refait du théâtre dans des comédies de boulevard, expérience qui le décoiffe, mais aussi au sein de la troupe d'avant-garde de Marc'O, où il se lie avec les comédiens Bulle Ogier, Jean-Pierre Kalfon, Pierre Clémenti, Valérie Lagrange. Après tout ce qu'il a vécu en Algérie, être acteur lui semble dérisoire. Il veut être musicien. Comme Henri Crolla. Il arpente les cabarets de la Contrescarpe et de Saint-Michel, à Paris, où il se lie d'amitié avec Georges Moustaki, qui lui propose d'être son guitariste sur scène.

La période est joyeuse. Le cinéma lui ouvre à nouveau les bras, et il interprète avec succès le rôle d'un puceau un tantinet crétin dans *Bébert et l'omnibus*, d'Yves Robert (1963). Mais Jacques Higelin s'interroge. Est-ce vraiment cela qu'il veut ? Comment épancher son trop-plein de fantaisie et de créativité ? C'est le début de la grande époque du café-théâtre, où une nouvelle génération, avec trois fois rien, invente des sketches et improvise des situations souvent surréalistes.

### Rencontre avec Brigitte Fontaine

Un soir, à La Vieille Grille, une ancienne épicerie convertie en café-théâtre, près du Jardin des plantes, par le truculent Maurice Alezra, Higelin se lance. Il est minuit, le spectacle s'achève, il monte sur scène et lance aux spectateurs : « *Attendez! Ne partez pas! J'ai quelque chose à vous dire!* » Il se met à raconter des histoires, à chanter, à faire rire... Personne ne part. Au petit matin, Alezra offre café et croissants à tout le monde. Et engage Jacques.

La rumeur se répand dans Paris : dans une salle derrière la Grande Mosquée, il y a un doux dingue, moitié poète rive gauche, moitié chanteur beatnik, qui improvise pendant des heures. Jacques Canetti, le découvreur de Brassens, Brel ou Gainsbourg, fait le déplacement et, impressionné, lui

## « Dans la vie, je marche constamment sur un fil »

EXTRAITS de « *Je vis pas ma vie, je la rêve* », de Jacques Higelin, autobiographie coécrite avec Valérie Lehoux, Fayard, 2015.

« Pourquoi mes chansons ont-elles toujours pris plus d'ampleur sur scène ? Parce que le public participe au spectacle. Il entre dans l'histoire, il l'écrit même en partie. S'il se déchaine comme un océan, il fait de moi un bateau ivre, l'instrument d'une force qui me transcende, me mène à des états proches de la démence. (...) »

Dans la vie, je marche constamment sur un fil. A tout moment, je risque de tomber, mais sans cela le quotidien serait d'un ennui mortel. C'est pareil sur scène. J'aime ce qui n'est pas cadré, pas prévu à l'avance. (...) »

Pour composer ou écrire, j'ai besoin d'être en mouvement, bouger, m'aérer. Que la vie circule en moi. Alors je peux sen-

tir la musique ou les mots m'envahir. Je suis ailleurs, et en même temps, je suis là, dans une lueur. Je décolle sans me déplacer. J'adore ces moments-là. Je me sens vivant, ultra-vivant. (...) »

Un artiste ne doit pas se tenir à l'écart mais au milieu. Je ne suis pas le bouffon du roi, je suis le fou du peuple! (...) »

Il y a deux façons de faire ce métier. Se réfugier dans le star-système, le show-business, n'être là que pour la gloire, s'entourer de gardes du corps et ne se préoccuper que de sa carrière. Ou aller vers les gens, tenter de trouver les clés pour ouvrir les portes et les fenêtres qui donnent sur la joie de vivre, d'exister. Le rôle d'un artiste, pour moi, c'est d'ensouffler la vie, de la montrer sous un jour qui donne du courage. Les chanteurs, les poètes sont les amis des gens. Si on oublie ça, on n'a pas le droit d'être un artiste. (...) »

Ma vie est un grand terrain d'école buissonnière. Je puise çà et là, au gré des rencontres et de ce que la vie offre à mes yeux. (...) »

Les artistes sont des plaques sensibles mettant en relation des choses qui n'en ont aucune. Je me sers de tout ce qui traîne sur la planète, de tout ce qui me tombe sous la main. Il faut vivre les choses pour les comprendre, et quand on les vit, on ne se les explique pas. Ce qui est fait est fait, ce qui est dit doit être fait, ce qui est fait était écrit. (...) »

Je veux tracer des traits d'union entre tous les points de suspension de la planète. (...) »

La camarade [la mort], j'y pense tout le temps, depuis toujours. Après tout, la première chanson que j'ai écrite et composée, à la fin des années soixante, s'intitulait *Je suis mort, qui dit mieux*. ■





**18 octobre 1940**

Naissance à Brou-sur-Chantereine (Seine-et-Marne)

**1960** Rencontre avec le musicien Henri Crolla

**27 mars 1966** Naissance de son fils Arthur H.

**1971** «Crabouif», premier album sous son nom

**11 février 1972** Naissance de son fils Kên

**1974** «BBH 75»

**1978** «No Man's Land»

**1988** «Tombé du ciel»

**24 septembre 1990** Naissance de sa fille Izia

**2004** Spectacle «Higelin réenchante Trenet»

**2016** «Higelin 75», dernier album

**6 avril 2018** Mort à Paris

propose d'enregistrer un 45-tours de chansons de Boris Vian, qu'il chantera ensuite aux Trois Baudets. Nous sommes en janvier 1966. Ce n'est qu'un début.

Ensuite, il y a la rencontre avec la chanteuse Brigitte Fontaine et le comédien Rufus, avec qui, à l'aube des événements de Mai 68, il monte à La Vieille Grille *Maman j'ai peur*, une suite de saynètes loufoques autour de la peur et de la lâcheté, qu'ils jouent pendant un an. Mais Jacques Higelin se lasse de ce genre de spectacles «underground». Direction la chanson. D'abord, en duo avec Brigitte Fontaine pour l'album *12 chansons d'avant le déluge*, produit par Jacques Canetti, puis pour le morceau *Cet enfant que je t'avais fait*, qui sert de générique à un film oublié, *Les Encerclés*, et va devenir un classique.

Poussé par son copain Areski Belkacem et Brigitte Fontaine, Higelin rejoint la bande autour de Pierre Barouh, qui a fondé le label Saravah, au slogan demeuré célèbre : «Il y a des années où l'on a envie de ne rien faire.» Là, en une poignée d'années, grâce à des gens comme David McNeil, Pierre Akendengué, Jean-Roger Caussimon, va naître le nouveau souffle de la chanson française. En 1969, Jacques sort l'album *Higelin et Areski*, avec le titre aujourd'hui culte *Remember*, autour de la mort, deux ans auparavant, de l'actrice Françoise Dorléac. Il s'y révèle un auteur-compositeur épris d'ouverture musicale et un délirant vocaliste.

**Rétif à tous les dogmes**

En 1971, *Crabouif*, son premier album sous son nom, confirme sa singularité avec des morceaux aujourd'hui entrés au panthéon de la chanson française, comme *Je suis mort qui dit mieux*, *I Love The Queen*, *Tiens j'ai dit tiens*. Lors d'un rassemblement à la fac de Jussieu pour fêter le centième anniversaire de la Commune de Paris, son interprétation très dylanésque de *L'Internationale* provoque une bronca chez les étudiants. Higelin a certes le cœur à gauche, mais c'est avant tout un homme libre, rétif à tous les dogmes, d'où qu'ils viennent. Les canons de la bonne chanson française commencent à lui peser.

Il s'éloigne et s'installe avec sa nouvelle compagne, Kuelan Nguyen, la mère de son second fils, Kên, dans une communauté où vivent des artistes comme Elisabeth Wiener, Valérie Lagrange, Catherine Le Forestier. Époque oblige, il cède quelque peu à la tentation des psychotropes, ce qui ne l'empêche pas de tourner, au côté de Marthe Keller, *Elle court, elle court la banlieue*, un film de Gérard Pirès, en 1973. Cette même année, après deux ans d'errance en camionnette, avec femme et enfant, à travers la France, il rencontre le rock par

l'intermédiaire d'un jeune guitariste dandy, Simon Boissezon. Vive Marc Bolan et David Bowie! Higelin porte désormais jeans et blouson de cuir.

Il passe à l'Olympia en première partie de Sly and the Family Stone, un groupe funk, et sort l'année suivante, en 1974, *BBH 75*, un album rageur, délibérément électrique et urbain. *Cigarette, Mona Lisa Klaxon, Est-ce que ma guitare est un fusil?* et surtout *Paris-New York, New York-Paris* deviennent immédiatement des standards. Il se rase les sourcils. Comme un guerrier. Et reprend le chemin des concerts. Partout. Granges. Salles de patronage. Cinémas désaffectés. Clubs de strip-tease. Fêtes de journaux (*L'Huma, Libé, Rouge*), de partis politiques (de gauche, bien sûr), d'associations diverses et variées.

Les radios et les télévisions le boudent? Peu importe. Il se produit devant un auditoire de plus en plus large, galvanisé par l'énergie de ce rebelle et la dimension épique de ses shows. Un œil sur la bagarre. Un autre sur la guitare. En 1975, *Irradié*, où joue Louis Bertignac, le futur Téléphone, confirme cette orientation furieuse et carrée.

Pourtant, Higelin doute et se lasse du train-train rock, des tournées frénétiques, des excès en tout genre. Installé au château d'Hérouville (Val-d'Oise), où le compositeur de musiques de films Michel Magne a créé un studio d'enregistrement, il côtoie David Bowie, Iggy Pop, Elton John, et surtout se promène dans la campagne environnante. Il y puise l'inspiration de son nouvel album, *Alertez les bébés!*, révolté mais joyeux, qui, en 1976, marque une nouvelle orientation, moins acerbe, plus ironique, voire rêveuse, avec *Demain ça s'ra vachement bien* ou *Aujourd'hui la crise!*, chantés d'une voix gouailleuse. Après un long détour, il revient donc à la chanson française, plus apte à mettre en valeur sa mythologie personnelle, pétrie de démesure contrôlée et de tendresse exacerbée.

En 1978, *No Man's Land* – même si, dans un premier temps, Jacques rejette ce disque, qui sera sa meilleure réussite commerciale – illustre bien cette nouvelle tendance, avec des morceaux comme *Pars* (son premier véritable tube, repris ensuite par Grace Jones), *L... comme beauté*, *Lettre à la p'tite amie de l'ennemi public n° 1*, *Denise* ou *Banlieue boogie blues*. L'année suivante, le double album *Champagne pour tout le monde, caviar pour les autres*, enregistré à La Nouvelle-Orléans, laisse éclater, avec notamment *Tête en l'air*, un Higelin fantasque et souriant, héritier électrique et imprévisible d'un fou chantant nommé Trenet.

Ses shows colorés et énergiques attirent les foules au Pavillon

Baltard, à Mogador, au Casino de Paris, au Cirque d'hiver (où il monte *Jacques Joseph Victor dort*), au Rex. Son sens de l'improvisation, sa façon de jouer, toute surréaliste, avec les mots ou les situations, de miser à quitte ou double, de mordre puis de séduire, d'être farceur puis songeur, plaît à un public de plus en plus nombreux à tomber sous le charme de ce garçon dégingandé qui fait le Jacques sur scène. En 1986, à Bercy, il a le flair d'inviter la fine fleur de la world music africaine, Youssou N'Dour, Mory Kanté, Salif Keita. Mais il a vu trop grand et se plante financièrement dans les grandes largeurs. Il a un grand moment de doute et songe sérieusement à tourner la page.

**Apôtre de la dérision**

Malgré le succès de *Tombé du ciel*, en 1988, où éclate une nouvelle fois l'ambivalence de Jacques Higelin, oscillant entre insouciance à la Trenet et décochage d'uppercut, les disques suivants (*Illicite*, 1991, *Aux héros de la voltige*, 1994, *Paradis païen*, 1998) déçoivent. Higelin a sans doute la tête ailleurs. Il s'est séparé de Kuelan Nguyen et vit désormais avec Aziza, une danseuse rencontrée pendant une tournée. Il a 50 ans lorsque naît, le 24 septembre 1990, Izia, sa troisième enfant, sa première fille. Il s'éloigne peu à peu de la scène pour se consacrer à sa petite déesse, qui deviendra une rockeuse rugissante. Sa maison de disques en profite pour le licencier.

Après plusieurs années de méditation, près de Chevreuse, en pleine nature, au côté de Mahut, son percussionniste, compagnon de fortune et d'infortune, il rebondit en 2004 grâce à Charles Trenet, auquel il consacre tout un spectacle, *Higelin réenchante Trenet*, en reprenant *La Mer* ou *Je chante*, seul au piano. Il a retrouvé l'inspiration et en 2006, *Amor doloroso*, puis, en 2010, *Coup de foudre*, permettent au phénix de renaître de ses cendres, de nouveau libre comme l'air, insaisissable, apôtre de la dérision et du grinçant.

Épique et sentimental, l'album *Beau repaire* (2013), peut-être son meilleur, doit s'entendre comme un hymne incandescent à la vie qui va et aux menus plaisirs du quotidien, avec quelques fantômes se promenant entre les rimes, dont celui de la chanteuse Barbara. Ultime album, fou et effréné, *Higelin 75*, sorti en 2016, avec ses longs morceaux où les mots crépitent comme des rafales de mitrailleuse, ressemble aux concerts théâtraux et rageurs que Jacques donnait dans les années 1970. La boucle est bouclée. L'artiste peut s'éloigner. A la question «Comment aimeriez-vous mourir?», il répondait : «Vivant.» Qui dit mieux? ■

YANN PLOGASTEL

# Bonnes Adresses

Tarifs 01/01/18

Tél. : 01 57 28 38 52

1 parution	Professionnels	Particuliers
Forfait 5 lignes	65€ HT	65€ TTC
Forfait 10 lignes	110€ HT	110€ TTC

Reproduction interdite

**ARMOIRES LITS**



**PRIX SACRIFIÉS** SUR LES MODÈLES D'EXPOSITION

**JUSQU'À -40%**

**Espace Topper**  
Maison familiale depuis 1926

60 rue de la Convention Paris 15°  
01 45 71 59 49 • 7j/7  
M° Boucicaud • P. gratuit • www.topper.fr

**Immobilier**  
Reproduction interdite

## VENTES

### APPARTEMENTS

#### 92 HAUTS DE SEINE

##### CHAVILLE (92370) -

1. rue de la Fontaine Henri IV. Lot 59 - module R018L-0024. T4 de 77.80 m² au 7<sup>e</sup> étage avec cave. Copro de 68 lots, sans procédure. Estimatif charges annuelles : 2.530 €. DPE : D. **243.100 €**

Offre et prix réservés exclusivement aux locataires de la société I3F du département 92 pendant deux mois à compter du présent avis.

**Contact : Quadral Transactions, 06 60 07 87 05 sophie.brauner@quadral.fr**

### ETRANGER

**ESPAGNE**, appartement «des pieds dans l'eau», 4 P., 107m2. **Costa Dorada**, sur plage sable fin. Dernier étage (asc.), équipé, balcon de 20m², piscine donnant sur la plage. **Prix : 135 000 €**  
Tél : 06 83 49 98 49

## LOCATIONS



### AMÉLIE LES BAINS

(Pyrénées-Orientales), à 25 mn de la frontière Espagnole. Idéal curistes ou vacanciers. Studio de 30 m². **Mai, juillet, et décembre.**

Tout confort, au 5<sup>e</sup> ét. dans un immeuble avec asc., terrasse de 10 m² avec vitres coulissantes, vue sur la montagne. **Accès direct aux thermes par ascenseur, extérieur privatif.** 2 couchages max. (lit 140), linge non fourni, entièrement meublé et équipé (TV-Wi-Fi), salle de bain avec baignoire, WC séparé. Lave-linge. Stationnement gratuit facile au pied de l'immeuble. Photos supplémentaires sur demande.

Mai et juillet : cure de trois semaines : 550 € CC. Décembre : cure de trois semaines : 500 € CC. Semaine : 200 € CC.  
Tél. : 06 43 43 63 32.

## ANTIQUITÉS



**ACHAT AU DESSUS DE VOS ESTIMATIONS ET EXPERTISES**

« ART D'ASIE » :  
CHINE, JAPON  
ET MOYEN-ORIENT

**06 07 55 042 30**  
**P. MORCOS**

EXPERT CNE

- \* Porcelaines et Bronzes
- \* Cristal de Roche
- \* Corail et Ivoires Anc.
- \* Jade blanc et couleurs
- \* Cornes et Laques
- \* Peintures et Tissus anc.
- \* Manuscrits et Estampes

**DEPLACEMENT PARIS - PROVINCE**  
**morcospatrick@orange.fr**



**ACHÈTE**

Mobilier de toutes époques  
Pianos et billards anciens  
Manteaux de fourrure  
Sacs à main de marque  
Foulards et vêtements de marque  
Briquets Dupont, Cartier ...  
Bijoux or, argent, fantaisies  
Cuivres et étains anciens  
Argenterie & Ménagères  
Bibelots de vitrine & divers  
Tableaux, gravures & lithos...  
Livres, photos & papiers anciens  
Sculptures et vases chinois  
Boudhas, coraux, Jades  
Tapis et tapisseries  
Trophées de chasse  
Pendules et horlogeries  
Vieux vins et champagnes

**Maison Charles Heitzmann**  
**01 40 55 46 15**  
DÉPLACEMENT ET ESTIMATION GRATUITS SUR TOUTE LA FRANCE  
 Paiement comptant immédiat  
**charlesheitzmann@free.fr**  
**www.antiquaire-heitzmann.fr**

**JAMES le couturier de l'homme**  
Le prêt-à-porter à votre mesure

**PRIX EXCEPTIONNELS SUR TOUT LE MAGASIN**

**LIQUIDATION D'HIVER**

**CESSATION D'ACTIVITÉ**

Du mardi au vendredi de 14 h 30 à 19 heures,  
Samedi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures  
53, rue d'Avron - 75020 PARIS - Tél. : 01.43.73.21.03

## LIVRES

### ACHÈTE LIVRES ANCIENS

du 16<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> siècle, bibliothèques d'érudits, éditions originales, livres illustrés Chagall, Matisse, Buffet, Dali, Foujita, Miro etc.

**Tél. 06 80 06 54 24**  
**hubert.hoppenot@orange.fr**

### LIBRAIRE ACHÈTE

Services de presse, livres modernes, essais, beaux-arts, livres anciens, Pléiades, successions.

**06 80 43 82 70**

## MUSIQUE

### Nous achetons vos disques

vinyles tous genres, toutes quantités.  
Réponse assurée. Déplacement immédiat sur région parisienne.

Rens. : **06 23 76 20 87**  
**ou 06 52 05 41 50**

## ACHÈTE VINS



**ACHÈTE CHER VINS ET CHAMPAGNES**

Tout millésimes même abimés  
**SPIRITUEUX**

PAIEMENT IMMÉDIAT  
**06 28 71 37 00**  
**contact@jacqueslacombe.vin**  
**www.jacqueslacombe.vin**

## BIJOUX

**PERRONO-BIJOUX**

Anciens. Occasions argenteries. Brillants. Pierres précieuses. Création & transformation réparations. Achats ventes. Echanges sélectionnés par le guide PARIS PAS CHER

**OPÉRA : angle bd des Italiens**  
**4, rue de la Chaussée d'Antin**  
**Tél : 01 47 70 83 61**  
**ÉTOILE : 37, avenue Victor Hugo**  
**Tél : 01 45 01 67 88**  
Ouverts les lundis



**AU PRINTEMPS RANGÉZ EN BEAUTÉ ! À PRIX EXCEPTIONNELS**

**JUSQU'À -20%\***

**Célio**  
MEUBLE & DRESSING

FABRICANT FRANÇAIS

CHAMBRE • DRESSING • MEUBLE TV • BIBLIOTHÈQUE  
\*Offre valable sur les collections Casting, Compositum, Magik, Loft et Cosy sur-mesure

**Espace Topper**  
Maison familiale depuis 1926

143 rue Saint-Charles Paris 15°  
01 45 79 95 15 • 7j/7  
M° Boucicaud • P. gratuit • www.topper.fr

BUROV • DUVIVIER • LEOLUX • STEINER • NEOLOGY

**OFFRES EXCEPTIONNELLES**  
SUR LES PLUS GRANDES MARQUES DE CANAPÉ



**Espace Topper**  
Maison familiale depuis 1926

**CANAPÉS, LITERIE, MOBILIER : 3 000 M² D'ENVIES !**  
PARIS 15° • 7J/7 • M° BOUCICAUD • P. GRATUIT  
Canapés : 63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40  
Literie : 66 rue de la Convention, 01 40 59 02 10  
Armoires lits : 60 rue de la Convention, 01 45 71 59 49  
Dressing Celio : 143 rue St-Charles, 01 45 79 95 15  
Steiner et Leolux : 145 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81  
Mobilier contemporain : 147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81

**www.topper.fr**

**Le Monde**  
Bonnes Adresses

**Pour communiquer dans cette rubrique, appelez le :**

**01.57.28.38.52**

**Envoyer votre texte par e-mail :**  
**nathalie.lavenu@mpublicite.fr**

**LE VIAGER VOUS INTERESSE ?**



Profitez dès 60 ans des avantages de la vente en viager occupé et libre, vente occupée avec capital sans rente

**Estimation gratuite sur toute la France**

**VIAGER PREVOYANCE**  
189, rue de la Pompe, 75116 Paris  
**01 45 05 56 56**  
**contact@viagers.net**  
**www.viagers.net**

Hubert Thomassian  
Expert en droit viager

**Le Monde**  
une information  
sérieuse  
et vérifiée

**FORMULE INTÉGRALE 3 MOIS**  
**69€**



**Plus simple et plus rapide, abonnez-vous en ligne sur : promo.lemonde.fr/encart**

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
A compléter et à renvoyer à : Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9

173EMQADCV

**OUI**, je m'abonne à la **FORMULE INTÉGRALE** du Monde pendant 3 mois pour **69€** au lieu de **224,90€** (prix de vente en kiosque) soit : l'accès à l'**Edition abonnés du Monde.fr** 7 jours/7  
+ **6 quotidiens + tous les suppléments**  
+ **M le magazine du Monde.**

**Je règle par :**  
 Chèque bancaire à l'ordre de la Société éditrice du Monde  
 Carte bancaire :  Carte Bleue  Visa  Mastercard

N° : \_\_\_\_\_  
Expire fin : \_\_\_\_\_ Date et signature obligatoires  
Notez les 3 derniers chiffres figurant au verso de votre carte : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
E-mail : \_\_\_\_\_  
@ \_\_\_\_\_  
 J'accepte de recevoir des offres du Monde  
 J'accepte de recevoir des offres des partenaires du Monde  
Tél. : \_\_\_\_\_

**IMPORTANT : VOTRE JOURNAL LIVRÉ CHEZ VOUS PAR PORTEUR\***

Maison individuelle  Interphone :  oui  non  Dépôt chez le gardien/accueil  Dépôt spécifique le week-end  
 Immeuble  Boîte aux lettres :  Bât. N° \_\_\_\_\_  
 Digicode N° \_\_\_\_\_  Nominative  Collective  Escalier N° \_\_\_\_\_

\*Sous réserve de la possibilité pour nos porteurs de servir votre adresse

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 80, BOULEVARD AUGUSTE-BLANQUI - 75013 PARIS - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 124 610 348,70€. Offre réservée aux nouveaux abonnés et valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2018. En application des articles 38, 39 et 40 de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de radiation des informations vous concernant en vous adressant à notre siège.



# Jacques Testart

## « Nous allons vers une humanité à deux vitesses »

Père scientifique d'Amandine, le premier bébé-éprouvette français né en 1982, le biologiste Jacques Testart n'a cessé depuis lors de dénoncer les risques d'eugénisme de la procréation médicalement assistée. Alors que se tiennent les Etats généraux de la bioéthique, il nourrit le projet de rendre les choix de la science plus démocratiques. Et dénonce, dans son dernier ouvrage, « *les promesses suicidaires des transhumanistes* ».

### Je ne serais pas arrivé là si...

Si je n'avais pas été, enfant, un trappeur de banlieue. J'adorais capturer les animaux vivants. On vivait dans le « 9-3 », à Pierrefitte. Il y avait à côté de chez nous un grand terrain vague avec des vaches, et je passais mes journées à y pister les hannetons, les mésanges ou les mulots. Parfois seul, parfois avec le fils du boucher du coin. Mais je ne serais pas non plus arrivé là si je n'avais pas commencé, vers 12 ans, à lire Jean Rostand. Il m'a aidé à faire des choix.

### Rostand vous a rendu naturaliste ?

Il m'a permis de comprendre que ce que je voulais faire, c'était m'occuper du vivant. J'ai enchaîné avec *La Vie des abeilles*, de Maurice Maeterlinck, puis avec Jean-Henri Fabre et sa merveilleuse écriture. Mais ce que Rostand avait de plus à mes yeux, c'est qu'il était athée. Je m'y retrouvais. Je n'ai jamais eu d'éducation religieuse, je ne suis pas baptisé... Pour moi, Dieu, c'était un rigolo !

### Vous avez grandi avec sept frères et sœurs... Un événement marquant durant cette enfance ?

Mon arrivée au lycée – ou plutôt ma sortie ! On nous appelait les Testart, mon frère aîné et moi, comme on dit les Dalton... Au bout de trois mois, on s'est fait virer : mon frère avait pris le chapeau du prof de maths et avait dansé dessus après avoir mis de l'acide sur la chaise de la prof de musique. Au psychologue scolaire qui me demandait ce que je voulais faire, j'ai répondu : « *Je veux être trappeur.* » C'est comme ça que je me suis retrouvé en pension dans le Var, à l'Ecole pratique d'agriculture de Hyères.

### Vous faisiez toujours les 400 coups ?

J'avais voulu reproduire en grand une expérience de chimie faite par notre prof, et ça a donné une explosion qui s'est entendue à 3 km alentour ; l'amphi n'avait plus de carreaux... Deux ans plus tard, j'en sortais avec un diplôme de jardinier-horticulteur-arboriculteur-apiculteur. J'ai alors préparé les écoles nationales d'ingénieur agronome et je suis entré à l'Ecole supérieure d'agriculture d'Alger – une des seules auxquelles j'avais droit en n'ayant pas le bac. On était en 1958, et c'était la guerre.

### Vous débarquez à Alger à 19 ans...

Dans un pays en guerre, on ne parle pas politique : on relate les faits divers, les horreurs qui arrivent aux uns et aux autres. Plus de la moitié de ma promotion était constituée de Français d'Algérie. J'entendais donc surtout le son de cloche des pieds-noirs, mais je tombais parfois sur des tracts du FLN et je ne savais pas trop quoi penser... Et puis, au bout d'un an, j'ai rencontré Danièle, une juive pied-noir qui est devenue ma femme. Ses parents étaient commerçants à Alger, ils sont partis comme tout le monde en 1962 et je suis rentré avec eux. Je me suis marié avec Danièle – la première de mes trois épouses. Nous nous sommes inscrits au PCF, que j'ai quitté après Mai 68 pour adhérer à la Ligue communiste.

### Et l'agriculture, dans tout ça ?

De retour en France, j'ai d'abord gagné ma vie en enseignant les sciences nat, à Paris, dans une boîte privée. J'ai réussi à me faire réformer, cela a provoqué à nouveau un déclic : j'avais gagné deux ans, je me suis dit qu'il fallait que j'essaie d'entrer dans la recherche. A la fac de biologie cellulaire où je suivais des cours, un prof, Charles Thibault, m'avait à la



MARTA NASCIMENTO/REA

## JE NE SERAIS PAS ARRIVÉ LÀ SI... « Le Monde » interroge une personnalité en partant d'un moment décisif de son existence. Cette semaine, le biologiste Jacques Testart raconte pourquoi il est devenu un lanceur d'alerte

bonne. Il m'a proposé de venir travailler dans son labo de l'Institut national de la recherche agronomique [INRA], à Jouy-en-Josas (Yvelines). J'y suis entré en 1964, j'étais ravi !

### Jouy-en-Josas, haut lieu de la reproduction in vitro des mammifères... Qu'y faisiez-vous précisément ?

L'idée était de trouver un moyen de multiplier rapidement les vaches de haute qualité laitière. J'ai mis au point une méthode pour extraire des embryons de l'utérus de vaches « donneuses », puis pour les transplanter dans celui de « receveuses » – autrement dit de mères porteuses. Et en 1972, au moment où sont nés les premiers veaux issus de ces techniques, je me suis aperçu que c'était idiot : la surproduction de lait européen provoquait la ruine des éleveurs, et on me payait pour augmenter la production laitière ! Je suis allé voir le directeur de l'INRA pour lui dire que j'étais scandalisé par ce qu'on m'avait fait faire.

### Votre première colère contre la technoscience...

Plus encore qu'être en colère, j'avais honte. Pour les paysans. Et pour la science, qui s'écrivait pour moi avec un grand S. La science, cela se rapprochait de la philosophie, c'était une compréhension du monde. En fait, j'aurais voulu faire le travail de Jane Goodall, observer les grands singes... C'est magnifique, ça ! Mais faire faire des petits à des vaches pour avoir plus de lait ? C'était de la technique, pas de la science.

### Comment passez-vous des vaches à Amandine ?

En ayant la chance de rencontrer Emile Papiernik, le patron du service de gynécologie de l'hôpital Antoine-Béclère, à Clamart, qui montait un laboratoire de recherche sur la stérilité. Il m'a proposé de venir travailler avec lui. Cela me permettait de fuir la recherche productiviste ! On était en 1977, et personne ne parlait alors de fécondation in vitro.

### L'année suivante, en Grande-Bretagne, on annonce la naissance de Louise Brown, le premier bébé-éprouvette...

Et les gynécologues de Béclère, René Frydman au premier chef, me demandent de mettre au point la fécondation in vitro [FIV] chez l'humain, en m'appuyant sur mes connaissances en reproduction animale. J'ai dit oui tout de suite ! Utiliser la FIV pour pallier certaines stérilités, cela me semblait une

belle mission. Dans ces années-là, j'ai publié comme jamais dans ma vie, jusqu'à deux articles par mois ! Mais déjà, il commençait à y avoir des tensions entre Frydman et moi. Il essayait de s'approprier le laboratoire comme si j'étais son technicien, ce que je ne supportais pas du tout. Et puis, il y a eu la grossesse d'Amandine. Et l'accouchement, je ne l'ai pas vécu. Je l'ai appris à 3 heures du matin par un coup de fil de Frydman, qui m'annonce que le bébé est sorti, que ça s'est très bien passé et qu'on a une conférence de presse à midi !

### Vous lui en avez beaucoup voulu de ne pas vous avoir associé à cet événement ?

Au début, pas tant que ça. Le battage médiatique qui a suivi la naissance d'Amandine nous a transformés – abusivement – en héros. On en rigolait ensemble, on allait dans des congrès à l'autre bout du monde... C'était assez confortable, bien sûr. Mais en même temps, je trouvais que ce n'était pas mérité. Entre Frydman et moi, les choses ont continué de se dégrader. Nous avions monté un vrai laboratoire hospitalier, avec du bon matériel, mais nous étions de moins en moins souvent d'accord. Frydman voulait qu'on congèle les ovules, moi j'étais contre car, à l'époque, cela créait des anomalies chromosomiques... Nous avions beaucoup d'autres sources de conflits. Jusqu'à ce que j'apprenne, en 1990, que j'étais viré de l'hôpital Béclère.

### Où en sont, aujourd'hui, vos relations avec René Frydman ?

On ne s'est pas reparlé depuis 1990.

### Vous vous êtes aussi retrouvés récemment, dans nos colonnes, sur une tribune que vous avez cosignée avec une quarantaine de personnalités contre la gestation pour autrui (GPA). Quand avez-vous commencé à vous inquiéter des retombées de la procréation médicalement assistée ?

Presque tout de suite après la naissance d'Amandine. J'ai été effaré du bruit qu'a fait cette naissance, je trouvais ça très exagéré. Je me suis donc mis à cogiter. Et j'ai compris que l'événement, c'était de pouvoir voir ce futur bébé neuf mois avant sa naissance. De pouvoir voir à l'intérieur de l'œuf et d'intervenir au stade le plus précoce, avec la possibilité de modifier ou de trier les enfants à naître. J'ai écrit *L'Œuf transparent* [Flammarion, « Champs », 1986] pour raconter cela.

Pour dire que ce que nous venions de réussir ouvrait la voie à un nouvel eugénisme, consensuel et démocratique.

### Comme avec les vaches laitières à l'INRA, vous découvriez a posteriori que vous aviez joué à l'apprenti sorcier ?

C'est vrai, je me suis fait avoir deux fois de suite. J'avais travaillé pour des femmes dont les trompes étaient bouchées de manière irréversible et je n'avais pas réfléchi aux perspectives que cela ouvrait. Je me suis alors mis à lire des ouvrages sur l'eugénisme. Pas l'eugénisme bête et méchant du nazisme, mais un eugénisme « intelligent » à la Francis Galton, tel qu'il fut promu durant le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle en Scandinavie et aux Etats-Unis, avec la stérilisation massive d'individus considérés comme déviants... Cela faisait un peu froid dans le dos. Mes craintes n'étaient pas très partagées, beaucoup considéraient comme impossible de réaliser un diagnostic génétique sur un embryon de quelques cellules, mais l'avenir se chargea vite de leur donner tort : le diagnostic pré-implantatoire fut mis au point par les Britanniques en 1990, et fut accepté par la première loi française de bioéthique dès 1994 !

### De chercheur, vous êtes alors devenu lanceur d'alerte...

Mais je n'ai pas arrêté la recherche pour autant ! Après 1990, je me suis installé à plein temps dans l'unité de recherche que je dirigeais en plus de ma fonction hospitalière, où j'ai continué d'étudier les mécanismes fondamentaux de la fécondation. Mais en parallèle, j'ai mené mon éducation éthique avec des personnes qui m'avaient sollicité : des psychanalystes, des sociologues, des juristes. On a créé un groupe de réflexion, dont est né notamment *Le Magasin des enfants* [Gallimard, « Folio », 1994], un livre collectif dans lequel nous tentions de dessiner les contours éthiques de la procréation médicalement assistée.

### Vous avez arrêté la recherche depuis dix ans, mais vous avez continué de réfléchir aux retombées de la science. Dans « Réveries d'un chercheur solidaire » (La Ville brûle, 2016), vous écrivez ceci : « Ma dernière paillasse, la paillasse citoyenne, m'a ouvert un chemin de cohérence... » Il vous a conduit où, ce chemin ?

A travailler en complicité avec des collègues d'autres disciplines. En 2002, nous avons créé l'association Fondation Sciences citoyennes – où je suis toujours très actif –, afin d'essayer d'inscrire la science dans des règles démocratiques.

### Pour définir le « bien commun » hors de toute influence des lobbys, vous prônez la mise en place de conventions de citoyens. N'est-ce pas ce que font actuellement les Etats généraux de la bioéthique avec leurs conférences citoyennes ?

Le principe est assez proche, mais les conventions de citoyens que je défends vont beaucoup plus loin. Je suis convaincu par ces conférences depuis que j'ai assisté à l'une d'entre elles, en 2002, sur le changement climatique. Là, j'ai été frappé de voir comment de simples citoyens, tirés au sort et investis sur plusieurs mois d'une réelle mission, étaient capables du plus haut niveau d'intelligence collective. Et d'altruisme. Et d'empathie. A moi qui suis plutôt pessimiste, cela a confirmé qu'il y a chez tout un chacun un potentiel d'humanité qui est gâché la plupart du temps. C'est une expérience qui m'a réconcilié avec l'homme, et qui propose un vrai projet de société. Je le reconnais, je suis devenu un obsédé des conventions de citoyens !

### Peut-être aviez-vous besoin d'espérance ?

Sans doute. J'ai peut-être trouvé là ma forme de croyance... Mais comme pour le tri des embryons et mes craintes de dérive eugéniste, j'ai peu d'alliés. Ce que je trouve bizarre dans ma trajectoire, c'est que je défends toujours des causes où je me retrouve seul. Comme si je m'entêtais à m'isoler davantage. Mais il faut bien que je croie en quelque chose. En une bataille politique.

### Votre dernier ouvrage, « Au péril de l'humain », dénonce les risques que le transhumanisme fait peser sur notre espèce et sur la démocratie. Une nouvelle cause ?

Non, c'est la même ! Le transhumanisme, c'est le nouveau nom de l'eugénisme. C'est l'amélioration de l'espèce par d'autres moyens que la génétique. C'est la perspective de fabriquer des humains plus intelligents qui vont vivre trois siècles, quand les autres deviendront des sous-hommes. Et cette perspective, qui créera une humanité à deux vitesses, est en passe d'être acceptée par la société. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CATHERINE VINCENT

Retrouvez l'intégralité de l'entretien sur [Lemonde.fr](http://Lemonde.fr)

OÙ VA L'ARABIE SAOUDITE ?

# « MBS », garantie de continuité à la tête de l'Arabie saoudite

A l'occasion de la visite du prince héritier Mohammed Ben Salman à Paris les 9 et 10 avril, la politologue Fatiha Dazi-Héni note que sa désignation par le roi Salman était risquée mais pourrait assurer l'avenir de la maison Al-Saoud

Par FATIHA DAZI-HÉNI

Trois mois après son accession au trône, le roi Salman, qui succède à son demi-frère le souverain Abdallah décédé le 22 janvier 2015, décide de rompre l'équilibre structurel sur lequel était bâti le modèle de la monarchie dynastique saoudienne. Celui-ci reposait, depuis la mort en 1953 du roi fondateur, Ibn Saoud, sur le partage des pouvoirs entre les princes seniors qui administraient leurs fiefs ministériels sur la base d'arrangements financiers convenus au sein de la famille. En écartant dès avril 2015 le prince héritier Mouqrin, que le roi Abdallah avait désigné le 27 mars 2014 comme vice-prince héritier (soit numéro trois derrière Salman, alors prince héritier), et en nommant à sa place le prince Mohammed Ben Nayef (« MBN »), ministre de l'intérieur influent et respecté par ses pairs et le clergé, le roi Salman bouleverse l'ordre de succession. Il organise la transmission du pouvoir à la troisième génération des princes, soit les petits-fils du roi fondateur, supprimant au passage le principe de séniorité qui sacrifie sur l'autel une poignée de princes seniors, dont son frère cadet, le prince Ahmed.

C'est néanmoins surtout la désignation de son fils favori, Mohammed Ben Salman (« MBS »), comme vice-prince héritier qui provoque la stupeur au sein de la famille royale. L'ascension fulgurante de ce novice se voit confirmée définitivement le 22 juin 2017, lorsque le roi décide de le désigner comme le nouveau dauphin du royaume, évinçant Mohammed Ben Nayef de son titre d'héritier et de sa fonction de ministre de l'intérieur.

## RÉVOLUTION DE PALAIS

Contesté par de nombreux princes mais soutenu par son père, qui jouit, lui, d'une forte légitimité au sein de la famille royale, « MBS » a opté pour une double stratégie de consolidation de son pouvoir personnel. Il parvient, d'une part, à se rendre indispensable auprès de la jeunesse, qui adhère massivement à sa volonté de sortir le royaume de son exceptionnalisme archaïque, en réduisant ostensiblement le rôle de contrôle social de la très controversée police religieuse (Moutawa). D'autre part, il élimine radicalement les « poids lourds » de sa famille et leurs réseaux d'affaires avec la purge anticorruption lancée le 4 novembre 2017, signant la fin d'un système de corruption qui était la norme. Il procède à la promotion du renouveau générationnel chez les princes et dans les milieux d'affaires dans l'objectif de réinventer l'économie politique du pays à travers son plan appelé « Vision 2030 ». Au-delà de cette révolution de palais, qui n'est historiquement pas rare dans la région, et des querelles au sein de la famille royale, le roi Salman transforme le paradigme de la monarchie dynastique Al-Saoud en un concept vertical, se réduisant à sa propre descendance.

Depuis son apparition, dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, la maison des Al-Saoud, qui a connu trois étapes de construction étatique, doit faire face aux questions de succession. C'est le roi Fahd, à la tête des Al-Soudaïri (noyau dur formé par les sept fils de la princesse Hassa Bint Ahmed Al-Soudaïri, favorite du fondateur du pays), la faction la plus puissante de la famille royale, qui le premier a instauré les modalités institutionnelles qui régissent le principe de succession, de manière sommaire, au sein de la loi fondamentale promulguée le 1<sup>er</sup> mars 1992. Le chapitre consacré stipule que le plus capable d'entre eux devient roi et que le pouvoir se transmet uniquement aux fils du roi fondateur et à ses petits-fils. Il donne ainsi à la discrétion individuelle et

arbitraire du souverain le droit de désigner et de révoquer son prince héritier.

Son successeur, le roi Abdallah, lui emboîte le pas le 19 octobre 2006, en instaurant le Conseil d'allégeance, chargé de désigner selon des modalités plus précises les futurs souverains du royaume. Les dispositions du Conseil sont prévues pour entrer en vigueur après la mort du prince Sultan Ben Abdel-Aziz Al-Saoud, alors prince héritier, le 22 octobre 2011, et celle du roi Abdallah, le 22 janvier 2015. En réalité, l'objectif de ce nouveau dispositif a davantage été conçu pour canaliser les luttes de pouvoir afin d'empêcher que les Soudaïri monopolisent le pouvoir plutôt que comme instrument de modernisation du processus de succession.

Néanmoins, le roi Abdallah est parvenu à diviser la cohésion du clan Soudaïri comme le prouve la mise à l'écart par Salman de son frère cadet Ahmed et l'éviction de son neveu, « MBN », au profit de son fils favori, « MBS ». Le choix du roi Salman se porte sur son fils aîné, Mohammed, issu de son troisième mariage, qu'il estime être le plus apte à transformer le royaume pour en faire une puissance.

Aujourd'hui, cette révolution de palais constitue un épisode qui ouvre un quatrième chapitre de l'histoire de l'Etat Al-Saoud, avec l'émergence d'une monarchie réduite à un lignage dominant et plus précisément à la descendance du roi Salman. Si le pari est risqué, les choix de ce souverain sont toutefois très rationnels. D'une part, c'est lui qui procède au saut générationnel qui devenait une nécessité au regard du grand âge des fils du roi fondateur.

D'autre part, en choisissant de privilégier un lignage dominant, qu'il réduit certes à sa descendance, il fait d'une pierre deux coups, en évitant de provoquer un éclatement au sein de la famille, du fait du très grand nombre de prétendants parmi les princes de la troisième génération. Le choix de son fils Mohammed est certes contesté et donc risqué, mais il est audacieux. En effet, si le dauphin parvient à réformer même partiellement l'économie et à moderniser une société conservatrice mais dominée par une jeunesse aux pratiques globalisées et qui lui est acquise, ce choix pourrait contre toute attente constituer une garantie de plus grande stabilité pour l'avenir de la monarchie.

Néanmoins, l'âge avancé du roi et la jeunesse du dauphin (32 ans) imposent d'ores et déjà des arbitrages familiaux et conduiront à d'autres dispositions concernant la succession. Le prince est pour l'heure père de deux fils et est l'aîné d'une fratrie de six garçons, mais il devra aussi composer plus largement avec ses pairs. Ce faisant, même si le prince échoue dans son ambition de transformer le royaume et surtout dans sa diplomatie régionale interventionniste et confuse, de nombreux scénarios alternatifs et de recomposition au sein de la famille restent possibles.

Toutefois, la transformation structurelle du royaume tout comme la reconfiguration de la monarchie Al-Saoud sont davantage synonymes de garantie de stabilité que facteurs de risque. De fait, restons sceptiques quant aux prédictions catastrophistes annonçant, comme à chaque transition successorale, la fin proche et brutale de la maison Al-Saoud. ■

Fatiha Dazi-Héni est politologue, spécialiste des monarchies de la péninsule Arabique, chercheuse à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (IRSEM) et enseignante à l'IEP de Lille. Elle est l'auteure de « Monarchies et sociétés d'Arabie. Le temps des confrontations » (Presses de Sciences Po, 2006)

# Face à l'Iran, la dynastie des Saoud montre ses muscles

Selon le chercheur Stéphane Lacroix, le changement de stratégie diplomatique de Riyad depuis 2015 a pour seul but d'endiguer l'influence de Téhéran

Par STÉPHANE LACROIX

Au nom de la lutte contre ce qu'elle dénonce comme un « expansionnisme » de l'Iran, l'Arabie saoudite déploie, depuis quelques années, une hyperactivité diplomatique et militaire qui fait bouger les lignes au Moyen-Orient. La rivalité saoudo-iranienne n'est pourtant pas récente, puisqu'elle remonte à la création de la République islamique, en 1979. Cette dernière prétend incarner un modèle d'islam révolutionnaire et républicain aux antipodes du modèle conservateur et monarchique de Riyad. Si le conflit entre Riyad et Téhéran est essentiellement politique, il a peu à peu pris des accents confessionnels, chaque camp mobilisant ses coreligionnaires sunnites ou chiites pour contrer les ambitions de l'autre. Pour les Saoudiens, il y va de la survie du royaume face à ce qu'ils considèrent, à tort ou à raison, comme une menace existentielle.

Un équilibre instable a cependant prévalu jusqu'au début des années 2000. Le conflit était alors avant tout une guerre des prosélytismes, chaque partie redoublant d'efforts pour exporter son islam et faire pièce à l'influence religieuse de l'autre. A partir de 2003 s'enclenche une succession d'événements qui vont transformer la perception saoudienne du conflit. C'est d'abord la chute de Saddam Hussein, qui ouvre la voie à l'expansion de l'influence iranienne en Irak. C'est ensuite la « victoire » proclamée du Hezbollah contre Israël lors de la guerre de l'été 2006, qui vaut au mouvement une popularité croissante dans les opinions publiques arabes et accompagne son influence grandissante dans la vie politique libanaise. C'est encore le déclenchement, au Yémen, en 2004, de l'insurrection houthiste, que les Saoudiens décrivent d'emblée – et, à cette époque au moins, contre toute vraisemblance – comme téléguidée par Téhéran.

Lorsque débute la dynamique des « printemps arabes », l'une des principales inquiétudes de l'Arabie est que l'Iran puisse en tirer profit. Au Bahreïn, le Conseil de coopération du

Golfe, sous influence saoudienne, envoie ses troupes pour mater un soulèvement dont les protagonistes, en majorité chiites, sont accusés de liens avec l'Iran. En Egypte, la crainte d'un possible rapprochement entre un président issu des Frères musulmans, Mohamed Morsi, et la République islamique aux dépens de Riyad explique en partie le soutien saoudien au coup d'Etat de juillet 2013. Si l'Arabie voit d'abord dans la révolution syrienne une rare opportunité d'infliger une défaite à un régime allié de l'Iran, son soutien à l'opposition armée tourne au fiasco : non seulement Bachar Al-Assad reprend le dessus à partir de 2015, mais il le fait grâce au soutien de l'Iran et du Hezbollah, qui accroissent en retour leur présence militaire et leur influence politique en Syrie. C'est dans ce contexte de déconvenues successives pour l'Arabie saoudite qu'est signé l'accord nucléaire avec Téhéran, que les Saoudiens perçoivent comme une trahison de la part du président Obama, censé être leur allié.

## RAPPROCHEMENT AVEC ISRAËL

Ces frustrations accumulées expliquent le changement de stratégie de l'Arabie à partir de 2015, à la faveur d'une succession qui voit le roi Salman monter sur le trône et pousser sur le devant de la scène son jeune fils, le prince héritier Mohammed Ben Salman. Mettant à bas les équilibres entre clans royaux au profit d'un pouvoir de plus en plus personnalisé, ce dernier se donne bientôt les moyens d'une redéfinition radicale de la politique saoudienne, en interne comme à l'international.

Jusqu'alors vue comme un acteur prudent des relations internationales, l'Arabie adopte une posture diplomatique-militaire à la fois plus indépendante et plus agressive. En avril 2015, elle décide d'intervenir militairement au Yémen pour mettre fin aux avancées des houthistes et prend la tête d'une coalition militaire qu'elle a elle-même bâtie. La politique saoudienne change également du tout au tout sur le terrain libanais, au point qu'en novembre 2017, Riyad se déclare « en état de guerre » avec le Liban et cherche à pousser à la démission son ex-allié, le premier ministre

Rafic Hariri, retenu à Riyad et accusé de servir de cache-nez au Hezbollah.

Il s'agit aussi pour Riyad de tisser de nouvelles alliances. Après une courte période de rapprochement – avorté – avec la Turquie et le Qatar pour former un « front sunnite » contre l'Iran, l'Arabie se tourne vers les Emirats arabes unis, qui deviennent le premier partenaire politique et militaire du royaume. Les Emirats accompagnent fidèlement l'Arabie saoudite dans sa guerre au Yémen, à la différence de l'Egypte ou du Pakistan qui, bien que membres de la coalition formée par Riyad, refusent ostensiblement de s'impliquer au sol.

L'élection de Donald Trump, très anti-iranien, à la présidence américaine offre à l'Arabie la possibilité de tourner la page Obama et de rebâtir une relation étroite avec Washington. En mai 2017, Trump est célébré par ses hôtes lors d'un « sommet de Riyad » tout à sa gloire. Enfin, on assiste à un rapprochement inédit, en actes et en paroles, entre l'Arabie saoudite et Israël, au nom de la lutte contre l'ennemi commun iranien.

L'Arabie, déjà embourbée au Yémen, sait cependant qu'elle ne peut agir seule, et dépend de partenaires qui suivent leur agenda propre plutôt que le sien. Ainsi Abou Dhabi, qui considère que la vraie menace n'émane pas tant de l'Iran que des Frères musulmans et de leurs soutiens, a pu convaincre Riyad d'ouvrir un second front contre le Qatar. Quant à Israël, il mesure le coût d'un conflit armé avec un Hezbollah renforcé par la guerre en Syrie. Tout dépendra donc, in fine, de la position des Etats-Unis. On peut se rassurer en se disant que les sorties de Trump sur Twitter n'engagent pas nécessairement l'administration américaine. Mais avec la récente nomination de « faucons » à la tête de celle-ci, et la perspective d'un rétablissement des sanctions contre Téhéran, le 12 mai, la tension risque encore de monter d'un cran. ■

Stéphane Lacroix est professeur associé à l'Ecole des affaires internationales de Sciences Po et chercheur au CERI

CARTE BLANCHE – SERGUEI | Dilemme



## Ensaf Haidar « Cher Monsieur Macron, n'oubliez pas de parler de Raïf! »

L'épouse du blogueur saoudien Raïf Badawi, condamné en 2014 à dix ans de prison et 1 000 coups de fouet pour « injures envers l'islam », appelle le président français à exiger la libération du prisonnier

Par ENSAF HAIDAR

Mon époux, Raïf Badawi, père de nos trois enfants, Najwa, Dodi et Miriyam, est en prison en Arabie saoudite depuis 2012. Isolé du monde, il souffre terriblement chaque jour un peu plus. Pourtant tout le monde sait que ce blogueur, ce libre-penseur, cet intellectuel courageux n'est pas un criminel. Bien au contraire. S'agissant de la condition des femmes dans notre pays, il prônait la suppression du tuteurat et leur participation active à la vie politique, sociale et économique. Au sujet des croyances religieuses et des convictions spirituelles et philosophiques, il défendait l'égalité de traitement de toutes et de tous. Concernant le wahhabisme, il en appelait à plus de modération et moins de crispation religieuse. Comme il croyait fermement en la force des idées et au pouvoir libérateur des mots, il s'exprimait sur ces sujets sensibles qui sont, aujourd'hui, débattus en Arabie saoudite grâce à l'ouverture insufflée par le prince héritier, Mohammed Ben Salman.

Raïf tout comme les caricaturistes et les journalistes de *Charlie Hebdo* ont été punis

**SON CRIME  
N'ÉTAIT AUTRE  
QUE SA CONVICTION  
PROFONDE DE POUVOIR  
EXPRIMER LIBREMENT  
SES OPINIONS**

pour avoir exercé un droit humain universel : la liberté d'expression. Pour eux comme pour lui, la foi en la liberté d'expression et la défense de cette liberté auront eu un prix exorbitant. Tous défendaient les valeurs d'une grande civilisation humaniste, une civilisation qui respecte la dignité humaine et promeut les droits et les libertés individuelles.

Deux jours après le terrible massacre de *Charlie Hebdo*, mon compagnon était arraché de sa geôle, à Djedda, et emmené menotté sur une place faisant face à la mosquée Al-Jafali pour y subir les 50 premiers coups de fouet d'une flagellation publique. Comment survivre à un tel châtement ? Du Québec où je vis avec mes trois enfants depuis 2013, j'ai surmonté cette épreuve grâce au soutien de mon pays d'adoption, de l'amour de mes amis de ma nouvelle ville, Sherbrooke, et de l'indignation internationale qu'a suscitée un tel traitement. Cette même année, Raïf reçut le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit décerné par l'Union européenne. Depuis, les distinctions n'ont cessé de couronner son engagement, le dernier étant le prix Daniel Pearl pour le courage et l'intégrité dans le domaine du journalisme. C'est avec fierté, émotion et tristesse que je reçois ces encouragements, caressant, à chaque fois, l'espoir de sa libération.

### LA PIERRE ANGLAIRE

Peu sont ceux qui cherchent à connaître les raisons de son enfermement. Il a été reconnu coupable d'avoir « insulté l'islam » et d'avoir « par ses productions, troublé l'ordre public, les valeurs religieuses et la morale ». En fait, son crime n'était autre que sa conviction profonde de pouvoir exprimer librement ses opinions – la liberté d'expression étant au cœur même de la question.

Il ne s'agit pas d'un choc de civilisations ni d'un conflit entre l'Orient et l'Occident. Il s'agit d'un droit universel que revendiquent, partout dans le monde, les défenseurs et les militants des droits humains. Ces courageux militent en faveur de ce droit parce qu'il est la pierre angulaire de tout système démocratique, transparent et ouvert. Nous en avons besoin pour notre propre protection. Sans lui, les gouvernements peuvent impunément violer les droits de leurs citoyens, les institutions re-

ligieuses peuvent contraindre au silence celles et ceux qui les critiquent, alors que des acteurs sociaux, économiques et politiques puissants peuvent abuser de leurs pouvoirs, sans en subir les conséquences. Ce droit fondamental est la conscience de toute société.

Invitée à prendre la parole le 13 janvier lors de l'événement *Avec Charlie... Laïcité, j'écris ton nom* organisé par l'Observatoire de la laïcité de Saint-Denis en collaboration avec le magazine *Marianne* ainsi que des dizaines d'autres associations, c'est en ces termes que je m'adressais à l'assistance, venue commémorer la mémoire des victimes des attentats de janvier 2015, et exprimer sa solidarité à l'endroit de mon mari. Ce moment de fraternité à l'égard de ma famille et marqué par le sceau de l'engagement envers le combat de Raïf m'ont permis de réaliser que la France n'était pas seulement le pays d'une grande tradition intellectuelle, mais également le lieu de rencontres marquantes et inspirantes.

Aujourd'hui, je saisis un autre moment, celui de la visite du prince héritier Mohammed Ben Salman en France, pour suggérer vivement au président Emmanuel Macron de jouer un rôle plus actif dans la libération de Raïf Badawi qui incarne l'esprit même des valeurs et de la Révolution française de 1789. « Liberté, Égalité, Fraternité », c'est l'engagement de Raïf tout au long de sa vie à travers ses écrits et ses actions. Cher Monsieur Macron, n'oubliez pas de parler de Raïf ! Défendez les défenseurs des droits humains. Celles et ceux qui font l'honneur de notre humanité. Ces valeurs universelles méritent, de toute évidence, des sacrifices. Et ceux qui, partout dans le monde, les défendent, méritent que nous les défendions.

Quant à vous, mes chers amis, continuez à lutter à mes côtés pour que mes enfants retrouvent leur père. Six ans, ça suffit ! ■

**¶** Ensaf Haidar est l'épouse de Raïf Badawi, prisonnier d'opinion en Arabie saoudite depuis 2012 (il a reçu le prix Sakharov en 2015 et le prix Daniel Pearl en 2018). Elle est présidente de la Fondation Raïf Badawi

## Paris complice de Riyad au Yémen ?

Tony Fortin, chargé d'études à l'Observatoire des armements, appelle les parlementaires français à faire la lumière sur les ventes de matériels militaires à Riyad

Par TONY FORTIN

Si le drame yéménite tient encore une place marginale dans le débat public, la France n'échappera pas longtemps à son examen de conscience. En ligne de mire, nos ventes d'armes aux forces de la coalition. On pourrait rétorquer, comme Florence Parly, ministre des armées, que la France ignorait la survenance de cette guerre. Mais ce serait oublier que les ventes d'armes à l'Arabie saoudite ont explosé peu avant et pendant le conflit, et qu'elles semblent bien se poursuivre. Et contrairement aux dénégations ministérielles, des armes et équipements militaires français semblent bien être utilisés au Yémen, au service d'une coalition qui perpétue des crimes de guerre. Publié le 9 avril, le rapport conjoint de l'Observatoire des armements (Obsarm) et de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) fournit plusieurs « indices de présence » (photos publiées sur des comptes Twitter spécialisés, extraits de documentation spécialisée) d'équipements français : chars Leclerc vendus aux Emirats arabes unis dans les années 1990, qui auraient été utilisés pendant la bataille d'Aden ; 4 × 4 blindés vendus, en 2016, aux Saoudiens et déployés sur le terrain, etc. Le transfert de cet armement aux forces de la Coalition a été confirmé par la base de données du Sipri, la presse spécialisée, et nos sources industrielles.

L'agglomération sera d'autant plus difficile à réaliser que l'artisan de ces contrats mirifiques signés sous l'ère Hollande n'est

autre que l'actuel ministre des affaires étrangères, M. Le Drian. Soit le premier responsable du bond spectaculaire des ventes d'armes à partir de 2015. Avec 14 milliards de prises de commandes en 2016, la France est devenue, sous ses auspices, le troisième exportateur d'armes, derrière les Etats-Unis et la Russie. Un funeste podium auquel elle s'accroche. Ainsi, la prochaine loi de programmation militaire prévoit la création de 400 nouveaux postes sur 6 000 consacrés à la promotion des exportations.

### PRATIQUES ARCHAÏQUES

Quel est le coût humain des fleurons hexagonaux que sont les ventes de matériel militaire ou de surveillance ? Combien de civils, opposants politiques, organismes de secours, ont été ciblés avec leur concours ? Et pour quels bénéfices ? Face à la dérive de certains ministères, il est temps que les contre-pouvoirs politiques sortent de leur torpeur. La récente proposition de commission d'enquête parlementaire sur le Yémen constituerait un cadre idéal pour faire la lumière sur les « indices de présence » contenus dans notre rapport. Si une telle commission peut conduire à faire l'inventaire des années Hollande en matière de ventes d'armes, elle ne devra pas se limiter à désigner des boucs émissaires. Pour éviter de nouvelles dérives, elle devra avoir le courage d'identifier leurs causes structurelles et de s'y attaquer.

La France est en effet la seule puissance européenne dont le gouvernement dispose de tous les leviers en matière de vente d'armes. Au regard des nouvelles prati-

ques européennes en matière de défense, les pratiques françaises paraissent archaïques et hors de contrôle. Chez nos voisins germaniques et suédois, le Parlement doit approuver les licences d'exportation d'armes. Quant aux députés britanniques, ils enquêtent, parfois avec mordant, sur la vente de matériel de guerre. Chose impossible en France, nous rétorque-t-on. Les ventes d'armes y restent étrangères aux notions de transparence ou de contrôle chères à tout régime démocratique.

L'Etat décourage tout débat public effleurant son pouvoir souverain, comme s'il craignait qu'un tel débat puisse ébranler les fondements mêmes de sa puissance. Longtemps, les parlementaires et la société civile ont laissé ces sujets à l'exécutif, selon un processus de dépolitisation enclenché par l'élection de Mitterrand. En changeant de position sur l'arme nucléaire et sur le « coup d'Etat permanent » constitué par la V<sup>e</sup> République, il a contribué à fabriquer l'apparence d'un consensus politique sur les questions de défense.

A l'heure où l'aventure saoudienne a tourné au désastre humanitaire et aux crimes de guerre, et que plusieurs « indices sérieux » laissent à penser que des armes et équipements militaires français ont bel et bien été utilisés au Yémen, il est temps de briser ce consensus et que les parlementaires français se saisissent du sujet. ■

**¶** Tony Fortin est chargé d'études à l'Observatoire des armements



LA CHRONIQUE  
DE THOMAS PIKETTY

## Le capital en Russie

Le mois prochain, Karl Marx aura 200 ans. Qu'aurait-il pensé du triste état de la Russie, pays qui n'a cessé de se réclamer du « marxisme-léninisme » pendant la période soviétique ? Sans doute aurait-il décliné toute responsabilité face à un régime apparu longtemps après sa mort. Marx a grandi dans un monde d'oppression censitaire et de salarisation de la propriété privée, où même les propriétaires esclaves devaient être grassement compensés si l'on attendait à leur bien (pour les « libéraux » comme Tocqueville, cela allait de soi). Difficile pour lui d'anticiper les succès de la social-démocratie et de l'Etat social au XX<sup>e</sup> siècle. Marx a 30 ans lors des révolutions de 1848 et disparaît en 1883, quand naît Keynes. L'un et l'autre ont été des chroniqueurs aiguisés de leur temps ; sans doute a-t-on eu tort de les prendre pour des théoriciens achevés du futur.

Toujours est-il que, quand les bolcheviques prennent le pouvoir en 1917, leurs plans d'action sont loin d'être aussi « scientifiques » qu'ils ne le prétendent. La propriété privée sera abolie, c'est entendu. Mais comment seront organisés les rapports de production, et qui seront les nouveaux maîtres ? Par quels mécanismes les décisions seront-elles prises et les richesses réparties au sein du gigantesque appareil d'Etat et de planification ? Faute de solutions, on se replie sur l'hyperperonnalisation du pouvoir ; et faute de résultats, on trouve vite des boucs émissaires, on enferme et on purge à tout-va. A la mort de Staline, 4 % de la population soviétique est en prison, dont plus de la moitié pour des « vols de propriété socialiste » et autres petits larcins permettant d'améliorer l'ordinaire. C'est la « société des voleurs » décrite par Juliette Cadot, et elle signe le dramatique échec d'un régime qui se voulait émancipateur. Pour dépasser un tel niveau d'enfermement, il faut considérer le cas de la population masculine noire américaine aujourd'hui (5 % des hommes adultes en prison).

Les investissements soviétiques dans les infrastructures, l'éducation et la santé permettent certes un certain rattrapage : le revenu national par habitant stagnait avant la révolution à environ 30-40 % du niveau ouest-européen, il fait un bond à plus de 60 % dans les années 1950. Mais le retard se creuse de nouveau dans les années 1960-1970, l'espérance de vie se met même à diminuer (phénomène unique par temps de paix), le régime est au bord de l'implosion. Le démantèlement de l'URSS et de son appareil productif conduit à une chute du niveau de vie en 1992-1995. Le revenu par habitant remonte à partir de 2000 et se situe en 2018 à environ 70 % du niveau ouest-européen en parité de pouvoir d'achat (mais deux fois plus bas si l'on utilise le taux de change courant, compte tenu de la

**SELON NOS  
ESTIMATIONS, LES  
ACTIFS OFFSHORE  
DÉTENUS PAR  
DE RICHES RUSSES  
DÉPASSENT  
UNE ANNÉE DE PIB**

**¶** Thomas Piketty est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) et professeur à l'Ecole d'économie de Paris

faiblesse du rouble). Malheureusement, les inégalités ont progressé beaucoup plus vite que ne le prétendent les statistiques officielles, comme l'a montré une étude récente réalisée avec Filip Novokmet et Gabriel Zucman (disponible sur [wid.world](http://wid.world)).

Plus généralement, le désastre soviétique a conduit à l'abandon de toute ambition de redistribution. Depuis 2001, l'impôt sur le revenu est de 13 %, que votre revenu soit de 1 000 roubles ou de 100 milliards de roubles. Même Reagan et Trump n'ont pas été aussi loin dans la démolition de l'impôt progressif. Il n'existe aucun impôt sur les successions en Russie, ni d'ailleurs en Chine populaire. Si vous voulez transmettre votre fortune en paix en Asie, mieux vaut mourir dans les anciens pays communistes, et surtout pas dans les pays capitalistes, Taiwan, Corée ou Japon, où le taux appliqué aux successions les plus élevées vient de passer de 50 % à 55 %.

### DÉRIVE KLEPTOCRATIQUE

Mais là où la Chine a su préserver un certain contrôle sur les sorties de capitaux et les accumulations privées, la Russie poutinienne se caractérise par une dérive kleptocratique sans limites. Entre 1993 et 2018, la Russie a réalisé des excédents commerciaux gigantesques : environ 10 % du produit intérieur brut (PIB) par an en moyenne pendant vingt-cinq ans, soit au total de l'ordre de 250 % du PIB (deux années et demie de production nationale). En principe, cela aurait dû permettre l'accumulation de réserves financières du même ordre : c'est d'ailleurs à peu près la taille du fonds souverain public accumulé par la Norvège, sous le regard des électeurs. Les réserves officielles russes sont dix fois plus faibles : à peine 25 % du PIB.

Où est passé l'argent ? Selon nos estimations, les actifs offshore détenus par de riches Russes dépassent à eux seuls une année de PIB, soit l'équivalent de la totalité des actifs financiers officiels détenus par les ménages russes. Autrement dit, les richesses naturelles du pays (qui, soit dit en passant, auraient mieux fait de rester dans le sol pour limiter le réchauffement climatique) ont été massivement exportées pour alimenter des structures opaques permettant à une minorité de détenir d'énormes actifs financiers russes et internationaux. Ces riches Russes vivent entre Londres, Monaco et Moscou ; certains n'ont jamais quitté la Russie et détiennent leur pays à travers des entités offshore ; de nombreux intermédiaires et sociétés occidentales ont également récupéré au passage de grosses miettes, et continuent de le faire dans le sport ou les médias (on appelle parfois cela de la philanthropie). L'ampleur du détournement est sans équivalent dans l'histoire.

Plutôt que d'appliquer des sanctions commerciales, l'Europe serait bien inspirée de s'en prendre enfin à ces actifs et de s'adresser à l'opinion russe. Le postcommunisme est aujourd'hui devenu le pire allié de l'hypercapitalisme : Marx aurait apprécié l'ironie, mais ce n'est pas une raison pour s'en accommoder. ■



AIR DU TEMPS | CHRONIQUE

PAR FRÉDÉRIC POTET

## Le pouvoir d'« Huguette »

Il a beaucoup été question des Ehpad, ces derniers temps. Des cadences infernales qui y ont cours, de l'épuisement des personnels soignants, des coupes budgétaires auxquelles ils sont soumis... Mais assez peu, finalement, des prodiges réalisés, notamment en matière de bien vieillir, à l'intérieur de ces établissements médico-sociaux. Lancé dans cinq maisons de retraite de la Mayenne, un projet vivifiant – le mot n'est pas usurpé – a fait halte, il y a une semaine, au Grand Rex, à Paris, à l'occasion de la Silver Night, soirée de remise des trophées de l'économie des seniors (également appelée « silver économie »). Sur scène : une chorale de cinquante résidents âgés de 70 à 96 ans, interprétant du rock et du hip-hop. Son nom : Huguette the Power, allusion à une remuante chanson de James Brown (*You've Got the Power*, 1960).

Au départ, il y a un festival de musique actuelle, au foin de la rue, se déroulant depuis 2000 à Saint-Denis-de-Gastines (Mayenne, 1600 habitants). Prenant conscience, après dix ans d'existence, que programmer des artistes de renom en milieu rural n'était pas une fin en soi, ses organisateurs ont décidé de mener des actions de médiation culturelle auprès de publics ayant peu l'habitude de se rendre à des concerts : scolaires, handicapés, chômeurs... L'idée d'impliquer des personnes âgées a pris une nouvelle dimension, il y a trois ans, avec la décision de créer une chorale qui viendrait se produire pendant le festival – ce qui sera fait lors de l'édition 2016. Une seule condition pour cela : placer les participants dans des conditions quasi professionnelles.

### « Je kiffe grave ! »

C'est à un musicien dont c'est le métier, Pierre Bouguier, que le projet a été confié. Leader du groupe Mémé les watts (décédément), celui-ci a développé un répertoire « rétro-actuel » consistant à revisiter des morceaux d'autrefois à travers des arrangements contemporains – Tino Rossi façon reggae, Bourvil en mode funk, Yves Montand à la sauce rock... Un atelier chant existait déjà dans les cinq établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) et foyers d'hébergement associés au projet, tous situés sur la communauté de communes de l'Ernée. Des séances « de travail » plutôt longues pour des aînés – deux heures – vont être mises en place. Le premier enjeu sera de stimuler la mémoire des choristes en les empêchant de lire les paroles des titres choisis. Le premier fut *Riquita*, rendu célèbre par Georgette Plana, dans les années 1960.

Au fil des répétitions, une chanson sortira du lot pour devenir l'hymne des Huguette : *Les Etoiles filantes*, un morceau des Cowboys fringants sur le thème du temps qui passe. Un rap, écrit par les résidents eux-mêmes, se glissera également dans le répertoire. « *J'te dis qu'avant, y avait un fil au téléphone/Tu m'dis maintenant tout est tactile, ça me grisonne* », scande son premier couplet, interprété par Georgette, membre d'un groupe de douze personnes issues d'une structure d'accueil pour public fragilisé ayant rejoint le projet.

Sur scène, une complicité teintée d'humour et de tendresse va alors se nouer entre le trentenaire Pierre Bouguier et ses élèves, tous en âge d'être ses grands-parents. « *Gilbert, est-ce que tu kiffes d'être là ?* », demandera-t-il, au Grand Rex, à Gilbert, 80 ans, entre deux morceaux. « *Je kiffe grave !* », ré-

### LANCÉ DANS CINQ MAISONS DE RETRAITE DE LA MAYENNE, UN PROJET VIVIFIANT A FAIT HALTE AU GRAND REX, À PARIS

pondra Gilbert, casquette de rappeur (à l'envers) sur la tête.

Ce que les spectateurs n'ont pu percevoir ce jour-là, en revanche, c'est la somme invisible des progrès réalisés par les résidents depuis le moment où ils ont commencé l'activité. Un phénomène de « redressement » s'est opéré, assure Pierre Bouguier. « *Le physique a parlé* », abonde Julie Aubry, l'initiatrice et coordinatrice du projet. Il y a le cas de Madeleine,

94 ans, qui a progressivement abandonné le fauteuil roulant dans lequel elle avait installé ses jambes fatiguées, par renoncement. Celui de Maria, 90 ans, tout « *avachie* » au début du projet, que l'on verra danser sur scène avec l'animatrice de son Ehpad.

Il y eut aussi Jean, à qui les médecins avaient prédit une mort imminente peu après le commencement du stage : neuf mois plus tard, celui-ci était toujours debout ; il s'est éteint à l'âge de 87 ans, en janvier 2017, deux jours après le deuxième concert des Huguette, donné à la salle de spectacle d'Ernée devant 700 personnes – concert auquel il ne put participer. « *Tout ceci prouve l'étendue de nos ressources et démontre qu'il est possible de tenir le coup, pour peu que l'on parvienne à tisser un lien avec les autres et quitter son isolement* », souligne Pierre Bouguier.

Au Grand Rex, où le projet s'est vu décerner un prix spécial par le

secteur de l'économie des seniors, les Huguette ont enflammé un public conquis par avance. Après le concert, et avant de regagner la Mayenne, l'un des deux bus affrétés s'est rendu au pied des principaux sites touristiques de la capitale : la tour Eiffel, la place de la Concorde, Notre-Dame et bien sûr les Champs-Élysées, sur l'air de la chanson de Joe Dassin. Anciens agriculteurs, ouvriers ou commerçants, la plupart des choristes n'avaient jamais mis les pieds à Paris, sinon plusieurs décennies auparavant.

Une bouteille de goutte a circulé entre les rangées pour célébrer ce concert donné sous la voûte étoilée de la fameuse salle de spectacle parisienne. Salle qui doit accueillir Robert Charlebois ce samedi 7 avril, puis Sylvie Vartan, la semaine suivante. Tous deux ont 73 ans. Des gamins. ■

potet@lemonde.fr

## BRÉSIL : LA DISGRÂCE D'UN PRÉSIDENT

ÉDITORIAL III

La tentation est grande de confondre le sort de Luiz Inácio Lula da Silva avec celui du Brésil. Une nation émergente qui, sous la présidence de l'ancien syndicaliste, entre 2003 et 2010, enivrée de pétrole et gorgée de soja, de canne à sucre et de café, a réduit drastiquement ses inégalités, amélioré l'éducation, tout en brillant sur la scène internationale. Aujourd'hui, le pays renoue avec l'extrême violence, la misère persiste, tandis que les scandales de corruption ponctuent l'actualité politique.

Grandeur et décadence d'une nation. Grâce et disgrâce d'un

homme d'Etat. Lula, icône de la gauche, est aujourd'hui aux portes de la prison. Condamné à plus de 12 ans de détention pour des faits de corruption, l'ancien gamin du Nordeste rechigne à se plier à la justice, s'estimant victime d'une machination orchestrée par les « élites » afin de tourner définitivement la page de la gauche et du « lulisme ».

Cette conviction, à laquelle adhère une partie du pays, s'appuie sur les polémiques et critiques suscitées par le déroulement de l'opération anticorruption « Lava Jato » (« lavage express ») et l'attitude du juge Sergio Moro. Malgré les failles, les excès parfois, ces investigations à grand spectacle ont pourtant mis au jour une réalité que personne n'ose nier : l'existence d'une corruption à grande échelle du système politique brésilien. Maires, gouverneurs, députés, sénateurs, ministres et même chefs d'Etat ont pioché dans les caisses publiques et reçu des pots-de-vin de la part d'entreprises, pour financer leur campagne ou leur train de vie. « *La corruption au Brésil, ce n'est pas Lula, ce n'est pas le PT [Parti des travailleurs, gauche], ce sont tous les partis au pouvoir* », explique un procureur de Curitiba, ville où est née « Lava Jato ».

Quatre ans après son déclenchement, l'opération doit démontrer au pays que l'emprisonnement de Lula n'est pas un acte politique. Que l'arrestation de celui qui restera l'un des dirigeants les plus remarquables du pays ne signe pas la fin des procédures. Après avoir touché les figures du Parti des travailleurs jusqu'à atteindre son leader historique, « Lava Jato » doit s'attaquer avec la même sévérité aux autres caciques des partis du centre ou de la droite.

La société en doute, même si certains d'entre eux, comme Eduardo Cunha, l'ex-président de la Chambre des députés, ou Sergio Cabral, l'ancien gouverneur de Rio, tous deux membres du Mouvement démocratique brésilien (MDB), ont été condamnés pour corruption. Toutefois, d'autres, inquiétés par « Lava Jato », manœuvrent en coulisse afin de « stopper l'hémorragie ». La phrase est extraite d'une conversation entre le sénateur Romero Juca et le dirigeant d'une filiale du groupe public pétrolier Petrobras, enregistrée à leur insu. Le parlementaire, qui a succédé à la tête du MDB à Michel Temer, l'actuel président brésilien, laissait ainsi entendre une volonté claire de faire obstruction à la justice. Romero Juca est visé par plus d'une dizaine de procédures, mais il continue de siéger, sans se sentir inquiété, au Sénat de Brasília.

De la même façon, Aécio Neves, candidat à la présidence en 2014 face à Dilma Rousseff, est suspecté de corruption passive et d'obstruction à la justice. Mais son dossier n'a toujours pas été examiné par la Cour suprême, malgré la demande de la procureure générale de la République. S'ajoutent à cette liste diverses demandes de mise en accusation formulées à l'encontre de Michel Temer. Mais celles-ci restent bloquées par le Congrès.

En envoyant Lula en prison, « Lava Jato » démontre dans la douleur que personne, pas même un ancien président, si populaire soit-il, n'est au-dessus des lois. Une révolution est en marche, mais elle ne doit pas s'arrêter là. ■



Carré H  
Le temps, un autre carré Hermès.

# SNCF : la concertation patine, les syndicats haussent le ton

► La réunion, vendredi 6 avril, entre la ministre des transports, Elisabeth Borne, et les syndicats de la SNCF a été tendue et crispée

► Exaspérés par le flou de l'exécutif, les syndicats appellent à une mobilisation accrue dimanche et lundi au début des vacances scolaires

► La CGT-Cheminots a brandi la menace d'une grève « au-delà » du 28 juin. Le conflit fragilise le fret

PAGE 3



Manifestation de cheminots, à Toulouse, mardi 3 avril. ULRICH LEBEUF/MYOP POUR « LE MONDE »

**PARIS-RIYAD**  
LES INDUSTRIELS FRANÇAIS  
ET LE MIRAGE SAUDIEN

PAGE 2

**TRÈS HAUT DÉBIT**  
OÙ EN EST LE PLAN  
DU GOUVERNEMENT

PAGE 8

RECHERCHES | CHRONIQUE PAR PIERRE-CYRILLE HAUTCŒUR

## Une généalogie du « mouvement social »

Le gouvernement s'apprête donc à affronter le « mouvement social ». Mais qu'est-ce aujourd'hui que le mouvement social? Où sont, en 2018, les acteurs capables de remettre en cause les décisions gouvernementales, voire de faire basculer le pouvoir? Les deux siècles précédents ont montré que la puissance sociale n'était pas toujours là où on le croyait.

En 1789, le roi sort de décennies d'affrontement avec les parlements du royaume, spécialement celui de Paris, et n'imagine pas qu'une révolution populaire puisse l'emporter. Pourtant, de 1789 à 1848, les révolutions ont lieu grâce à des mouvements des foules parisiennes, capables d'emporter (par la force ou la conviction) même l'armée. Méfiantes, la Restauration et la monarchie de Juillet décentralisent les pouvoirs vers les provinces – les châteaux de l'aristocratie sous la Restauration –, et surtout vers les grandes villes, où les institutions régionales se multiplient: tribunaux, universités, chambres de commerce, caisses d'épargne, banques d'émission.

Pourtant, en 1848, c'est encore la foule parisienne qui renverse le régime et l'ordre n'est pas rétabli conformément aux vœux des élites, parisiennes comme provinciales. Le pays profond vote Louis-Napoléon Bonaparte, en souvenir de son oncle qui, le premier, a forgé au creuset de ses armées, durant près de vingt ans, les grandes masses de la population française, sortant les paysans de chez eux pour des campagnes militaires aussi absurdes qu'inoubliables.

En 1871, les masses rurales donnent en revanche carte blanche à Thiers pour écraser la Commune, ce mouvement d'ouvriers parisiens d'élite qui se voient comme les pionniers d'une révolution sociale. Quelques années après, la République, solidement installée, est aux mains de la bourgeoisie libérale urbaine éclairée – celle-là même qu'incarne le gouvernement actuel!

Le mouvement social d'abord n'est pas fondé par les socialistes ni par les marxistes: il renaît par la base, dans des conflits concrets autour d'abus de pouvoir patronaux. A Fourmies en 1891, lorsque la troupe tire sur la foule du pre-

mier défilé du 1<sup>er</sup> mai; à Carmaux, de 1892 à 1896, lorsque les conflits se multiplient et se popularisent grâce à la présence de Jaurès; après la catastrophe minière de Courrières en 1906, lorsque les grèves secouent le pays; en 1907, lorsque la masse des ouvriers agricoles du Languedoc s'insurge.

### Alliance paradoxale en Mai 68

Ce mouvement social n'est pas exempt de tentations anarchistes et se trouve accusé de terrorisme par l'Etat. Mais il va vite être organisé par les syndicats et les partis radicaux et socialistes. La bourgeoisie libérale parvient, au prix de concessions significatives, à s'en faire un allié au sein de la gauche, principalement en usant de la menace de la réaction cléricale, nobiliaire, puis fasciste. Ce jeu fonctionne jusqu'aux années 1970, au point qu'il paraît si naturel et évident qu'on n'en imagine plus d'autre.

En 1968, ce n'est pourtant plus le mouvement ouvrier seul qui déstabilise le général de Gaulle, mais son alliance paradoxale avec les enfants des catégories dirigeantes. Depuis cette victoire

en trompe-l'œil, l'électorat populaire de la gauche obtient cependant de moins en moins de gains symboliques et matériels à mesure que l'économie se libéralise et se mondialise. En 1981, ce ne sont pas tant les ouvriers qui gagnent avec François Mitterrand que les employés des grandes administrations bureaucratiques publiques et privées.

Le gouvernement actuel profite du recul des mouvements syndicaux du monde ouvrier et de ces bureaucraties, fragilisés par le progrès technique. Mais s'il ne redonne pas aux salariés des moyens d'expression légitimes et formels – par la représentation dans les conseils d'administration des entreprises, par des droits réels et protecteurs contre les violences et les abus de pouvoir, par la confiance dans les initiatives émanant du terrain –, ses réformes seront jugées illégitimes, même si elles sont techniquement parfaites et correspondent à une habile synthèse des avis d'experts. ■

Pierre-Cyrille Hautcœur est directeur d'études à l'EHESS

## MATIÈRES PREMIÈRES

### LE GLAS SONNE POUR LE SOJA

Le soja, arme fatale? La Chine semble le croire, qui a brandi, mercredi 4 avril, la menace d'une surtaxe de 25 % sur les importations de cette graine oléagineuse en provenance des Etats-Unis. De quoi faire trembler les fermiers outre-Atlantique. Une nouvelle étape dans l'escalade de la guerre commerciale que se livrent les Etats-Unis et la Chine. Quand l'un décide de faire payer le « made in China », en augmentant les taxes sur les panneaux solaires et les machines à laver, l'autre met dans la balance le sorgho américain. Mais c'est l'annonce d'une barrière douanière sur près de 50 milliards de dollars (40,7 milliards d'euros) de produits high-tech, de la turbine à gaz aux batteries lithium, qui a poussé l'ex-empire du Milieu à sortir à son tour la boîte à gifles. Et d'évoquer une taxation des importations américaines de soja. Un pactole de près de 14 milliards de dollars.

#### Accès de faiblesse

Le glas sonne pour le soja. Cette déclaration a immédiatement provoqué un accès de faiblesse du cours de la graine, en recul de 5 % à la Bourse de Chicago. Mais passé le coup de l'émotion, les spéculateurs ont relâché la pression. Prêts à écouter différents sons de cloche. Et d'aucuns de s'interroger. Guerre commerciale sans merci ou jeu de postures avant négociations? D'autres de se dire que les appétits chinois pour le soja doivent être rassasiés. Or, la ration de viande atrapée par les baguettes ne cesse de croître. Il faut donc nourrir veaux, vaches, cochons, poulets. Et quoi de mieux que le soja?

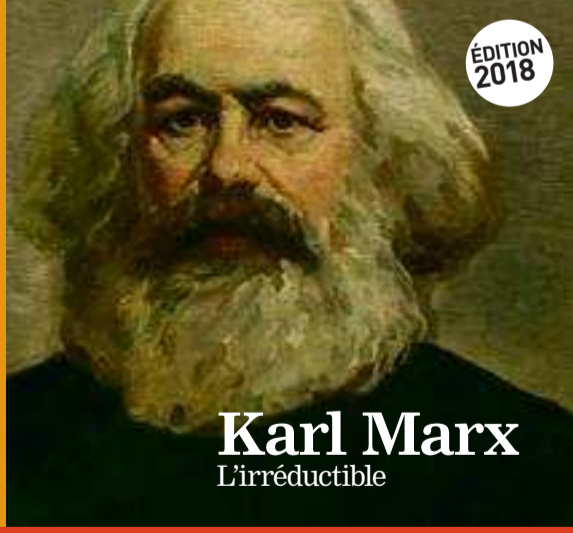
Evidemment, les Etats-Unis ne sont pas les seuls pour-

voyeurs de cet aliment riche en protéines. Brésil et Argentine en produisent à perte de vue. Quitte à défricher sans vergogne des zones forestières entières et à mettre à mal la biodiversité pour faire place nette à des cultures OGM gourmandes en produits phytosanitaires. Pour l'heure, les Brésiliens dansent. Les exportations vers la Chine tournent à plein régime, et les tensions sino-américaines font grimper localement les prix. Ils sont les grands gagnants du jeu de bonneteau auquel s'adonne Donald Trump et Xi Jinping.

Les producteurs américains de soja, eux, ne savent pas à quelle sauce ils vont être mangés. Or, ils ont encore le temps de jouer à pile ou face. Planter ou non la graine oléagineuse? En théorie, ils ont jusqu'à fin juin pour semer leurs espoirs de récolte. Selon les déclarations d'intention recueillies avant la menace chinoise par le ministère de l'agriculture, les fermiers envisageaient de semer, cette année, plus de soja que de maïs. Soit 36 contre 35,6 millions d'hectares. Une première, depuis trente-cinq ans, au pays du pop-corn. Même si les deux cultures perdent du terrain au profit du coton et des pâturages. Une réaction aux récoltes abondantes et aux stocks qui pèsent depuis plusieurs saisons sur les prix. L'œil de l'agriculteur reste rivé sur la courbe. Vendredi 6 avril, le cours du boisseau de soja se négociait à 10,33 dollars à la Bourse de Chicago. Alors même que M. Trump surenchérisait en menaçant de taxer pour 100 milliards de dollars de produits chinois... Le fermier-électeur n'a pas de prix... ■

LAURENCE GIRARD

**HORS-SÉRIE**  
**Le Monde** UNE VIE, UNE ŒUVRE



**Karl Marx**  
L'irréductible

Avec Aron, Jameson, Foucault, Raoul Peck et Slavoj Zizek

ÉDITION 2018

---

**KARL MARX**  
L'IRRÉDUCTIBLE

Un hors-série du « Monde »  
124 pages - 8,50 €  
Chez votre marchand de journaux  
et sur [lemonde.fr/boutique](http://lemonde.fr/boutique)



Sur le chantier du métro de Riyad, le 31 janvier.

FAYEZ NURELDINE/AFP

## Paris-Riyad, le désenchantement

Un forum des affaires organisé par le spécialiste de l'événementiel, Richard Attias, avec le gratin des patrons français, une incursion au sein de l'incubateur géant de start-up Station F, une rencontre avec le Medef... Le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed Ben Salman (dit « MBS ») en visite officielle en France, lundi 9 et mardi 10 avril, entend bien vendre au « business » français sa « Vision 2030 ». Un plan de refonte économique censé sortir le royaume de sa dépendance au pétrole, qui suscite une curiosité planétaire.

Du côté des milieux d'affaires tricolores, l'intérêt est pourtant teinté d'une certaine réserve. Voire d'une forme de désenchantement. « Le but principal, c'est d'écouter les Saoudiens et de comprendre, au-delà des effets d'annonce et des projets spectaculaires, quelles sont les avancées concrètes sur le terrain, souligne un entrepreneur familier de la région. De toute façon, on voit bien que la France est un peu quantité négligeable : on ne lui consacre qu'un saut de quarante-huit heures alors que "MBS" vient de passer plusieurs semaines aux Etats-Unis. »

La venue du nouvel homme fort saoudien ne devrait d'ailleurs pas générer une moisson de contrats pour les groupes français. « Il y aura des signatures, sans doute quelques gros contrats, mais rien de mirobolant », rapporte une source impliquée dans la préparation de la visite. Au programme : des protocoles d'accord dans les domaines du tourisme, de l'énergie ou des transports.

### FIN DE LA LUNE DE MIEL

Il semble déjà loin, le temps où l'Arabie saoudite faisait figure d'eldorado pour l'industrie hexagonale. Le mandat de François Hollande s'était caractérisé par un alignement diplomatique inédit avec le royaume wahhabite, qui s'inquiétait alors des velléités de l'administration Obama d'une normalisation avec l'Iran. Le président français fut même, en 2015, le premier chef d'Etat occidental invité à un sommet du Conseil de coopération du Golfe, marqué par la signature d'un partenariat stratégique.

Mais les promesses de contrats mirifiques, qui devaient, selon certains pronostics, atteindre quelque 50 milliards de dollars (40,7 milliards d'euros), sont en grande partie restées lettre morte. « La lune de miel diplomatique entre Riyad et Paris n'a pas généré toutes les contreparties économiques espérées », confirme François-Aïssa Touazi, directeur Moyen-Orient et Afrique de la société d'investissement Ardian et fondateur du think tank CapMena. Bon an mal an, l'Hexagone n'est que le huitième fournisseur de la

L'Arabie saoudite n'est plus un eldorado pour l'industrie française. Aux espoirs de contrats mirifiques suscités pendant le mandat de François Hollande par le rapprochement entre Paris et Riyad, a succédé une certaine désillusion

pétromonarchie, avec moins de 3 % de part de marché. Très loin derrière la Chine, premier partenaire du royaume, mais aussi des Etats-Unis, de l'Allemagne ou du Japon.

La France a tout de même avancé quelques pions. Airbus a remporté de grosses commandes de la compagnie saoudienne low cost, Flynas, et de la Saudi Arabian Airlines. Alstom fabrique une partie des rames du nouveau métro automatique de Riyad, dont la gestion pourrait être confiée à la RATP, déjà chargée d'un réseau de lignes de bus dans la capitale saoudienne. En janvier 2017, Engie a décroché la construction d'une centrale à Jubail (est), un investissement de 1,2 milliard de dollars.

Dans le militaire, quelque 7 milliards d'euros de contrats ont été passés au cours de la présidence Hollande. Mais ces ventes d'armes – en plus d'être très contestées par les ONG alors que l'Arabie saoudite est soupçonnée de crimes de guerre au Yémen – ont fortement faibli en fin de mandat : après

**ENTRE LE RETOUR EN FORCE DES AMÉRICAINS ET L'EMPRISE GRANDISSANTE DE GROUPES ASIATIQUES, LES FRANÇAIS CHERCHENT UN PEU LEUR PLACE**

3,63 milliards d'euros en 2014, elles ont totalisé seulement 193 millions d'euros en 2015, et 764 millions en 2016.

Le coup de bambou sur les marchés de l'or noir y est pour quelque chose. L'effondrement des prix du baril entre 2014 et 2016 a fait très mal au premier exportateur mondial de pétrole, forcé de revoir à la baisse son budget et ses investissements. « Il y a aussi eu un flottement après le départ du Quai d'Orsay de Laurent Fabius, l'artisan de la diplomatie économique, et la campagne électorale française, qui a beaucoup épinglé le Qatar et l'Arabie saoudite, analyse un diplomate. Nos entreprises ont alors semblé se focaliser sur le marché iranien, où elles multipliaient les visites, et ne plus s'intéresser au Golfe. »

### LE COMPTE N'Y EST PAS

Quelle qu'en soit la cause, le sentiment que le compte n'y est pas domine dans les milieux d'affaires. « On s'est un peu fait avoir, soupire notre entrepreneur. En jouant la proximité avec la France, les Saoudiens voulaient surtout envoyer un message aux Etats-Unis. » Or, les tensions avec Washington sont bien retombées depuis l'élection de Donald Trump, qui partage le même credo anti-iranien que « MBS ».

Témoin, le péripète américain du prince héritier, du 20 mars au 7 avril, qui l'a conduit de Washington et New York à Houston, en passant par la Silicon Valley. Une suite logique du propre voyage de M. Trump à Riyad, en mai 2017, qui s'était conclu par l'annonce de transactions immédiates ou à venir pour 380 milliards de dollars, dont 110 milliards de contrats militaires.

Entre ce retour en force des Américains et l'emprise grandissante de groupes asiatiques

très compétitifs, les Français cherchent un peu leur place. Leur perplexité se nourrit de l'exercice du pouvoir façon « MBS » depuis la purge du Ritz-Carlton. Ce coup de filet, présenté comme une opération anticorruption, a vu le prince consigner quelque 200 personnalités, trois mois durant, dans un palace de Riyad. Parmi ces prisonniers de luxe figuraient certains partenaires privilégiés de Paris, tel le prince Al-Walid Ben Talal, propriétaire du palace George-V et actionnaire d'AccorHotels.

Les groupes tricolores veulent-ils encore miser sur le marché saoudien ? « Bien sûr, il y a clairement des intérêts très forts, affirme-t-on au Medef international, où se tiendra, lundi, un conseil d'affaires bilatéral en présence de plusieurs ministres saoudiens. Il y a une expertise française sur des secteurs qui peuvent se développer comme l'eau, l'efficacité énergétique, l'industrie du divertissement... » De fait, le discours de réformes porté par Riyad prétend s'appuyer sur deux piliers : une diversification de l'économie et un vaste mouvement de privatisations prévoyant une série de concessions de services publics. « Les entreprises françaises comprennent que la relation traditionnelle basée sur l'import-export est révolue, décrypte François-Aïssa Touazi. Ce qu'attendent les Saoudiens, c'est de l'investissement, des implantations locales avec des créations d'emplois et des transferts de technologie. »

Encore faudra-t-il en savoir plus sur les modalités de transformation de cette nouvelle Arabie saoudite. « On ne sait même pas si les grands groupes saoudiens sont prêts à jouer le jeu de Vision 2030, souligne un habitué des affaires franco-saoudiennes. Si c'est l'expectative là-bas, ce sera encore plus chez nous. »

MARIE DE VERGÈS

## L'Arabie saoudite veut développer le tourisme

**TRÉSOR DE LA CIVILISATION NABATÉENNE**, la cité de Madain Saleh, en Arabie saoudite, est loin de jouir de la renommée touristique de Pétra, son célèbre équivalent jordanien. Après avoir longtemps négligé cet héritage pré-islamique, la pétromonarchie inscrit sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco. La France sera impliquée dans le chantier de valorisation, et les détails de cette coopération devraient être précisés lors de la visite à Paris, lundi 9 et mardi 10 avril, du prince héritier Mohammed Ben Salman.

Ce projet de mise en valeur de la nécropole participe de la nouvelle stratégie mise en place par le royaume pour promouvoir le tourisme, dans le cadre du plan Vision 2030 destiné à diversifier une économie ultradépendante des hydrocarbures. Des préparatifs sont en cours pour l'émission pro-

chaîne de visas touristiques. Une rupture dans un pays où les permis d'entrée étaient jusque-là délivrés au compte-gouttes ou réservés aux pèlerins se rendant sur les lieux saints de l'islam. Le pouvoir saoudien vise 30 millions de visiteurs annuels d'ici à 2030, près du double d'aujourd'hui.

Parmi les initiatives tous azimuts annoncées ces derniers mois, le « Read Sea Project » (le projet mer Rouge) prévoit de transformer un chapelet d'îlots léchés par des eaux turquoise en stations balnéaires de luxe. A la clé, Riyad espère créer 35 000 nouveaux emplois. Le royaume wahhabite s'active également sur le front du tourisme religieux. De grands travaux ont été engagés pour pouvoir accueillir davantage de pèlerins, entre la construction d'un nouveau métro à La Mecque, d'une ligne à grande vitesse la reliant à Médine et l'ajout de capacités hôtelières.

Le secteur touristique a un gros potentiel de croissance et d'emplois, selon un rapport du cabinet d'analyse BMI Research publié en janvier, qui prédit une hausse de 6 % par an des recettes liées au tourisme, entre 2018 et 2022. Selon BMI, le développement d'un tourisme non religieux international prendra tout de même du temps. D'abord parce que l'Arabie saoudite devra affronter la concurrence d'autres pays du Golfe plus avancés sur ce créneau, tels le sultanat d'Oman ou les Emirats arabes unis. Mais aussi compte tenu « de normes culturelles et sociales marquées par le conservatisme ».

Pour parer à certains interdits – tel celui pesant sur la consommation d'alcool –, les visiteurs pourraient être accueillis dans des enclaves réservées, aux normes plus souples, à l'instar des complexes résidentiels hébergeant les expatriés, à Riyad. ■

M. D. V.

# Blocages et crispations dans le conflit à la SNCF

La concertation de vendredi a débouché sur un regain de tensions. La grève reprend dimanche et lundi

Des cris, des reproches, des échanges vifs allant jusqu'à l'agressivité verbale. Selon plusieurs témoins présents, la séance de concertation sur la réforme ferroviaire du vendredi 6 avril s'est tenue dans un climat de tension.

Face à la ministre des transports, Elisabeth Borne, flanquée de son cabinet, les quatre syndicats représentatifs de la SNCF – CGT-Cheminots, UNSA, SUD-Rail, CFDT – aux côtés desquels s'était glissé FO, étaient venus discuter pour la première fois de l'arrêt des recrutements au statut, en présence de représentants de l'organisation patronale des transports, l'Union des transports publics et ferroviaires (UTP), et de la direction des ressources humaines du groupe ferroviaire.

« Le ton est monté, tout le monde se coupait la parole, et la ministre n'était pas en reste, raconte un syndicaliste. En plus, certains en ont profité pour régler leurs comptes avec l'UTP. Il est vrai que ce genre de réunion multilatérale encourage les postures radicales. Et puis, tout le monde commence à être fatigué. » Le round de concertation de vendredi se tenait après une longue réunion de presque sept heures qui, la veille, avait déjà mis les syndicalistes sur les nerfs.

Mais ces incidents sont surtout l'indice d'une crispation grandissante dans la mécanique de concertation-négociation mise en place par le gouvernement ; d'un état de discorde et de malentendu qui est en train de mener tout droit au blocage et, affirment les syndicats, à une nouvelle poussée de fièvre à la veille d'une nouvelle phase de grève, prévue les 8 et 9 avril sur le calendrier des arrêts de travail intermittents imaginés par les syndicats.

## Le calendrier du mouvement social à la SNCF et chez Air France

À la SNCF, la grève était censée reprendre samedi 7 avril à 20 heures, jusqu'à mardi 7 h 55. Les prévisions de trafic devaient être communiquées samedi en début d'après-midi. Un troisième épisode de grève perle aura lieu les vendredis 13 et samedi 14 avril. Il pourrait s'étaler du jeudi soir au dimanche matin, et coïncidera avec les départs en vacances pour la zone C. Air France prévoyait d'annuler, samedi 7 avril, 30 % de ses vols (25 % des long-courriers au départ de Paris, 35 % des moyen-courriers depuis et vers Roissy, 30 % des court-courriers à Orly et en région). Cette cinquième journée de grève coïncidera avec le début des vacances scolaires de printemps pour la zone A. Mardi 10 et mercredi 11 avril, deux autres journées de grève sont prévues.

## « Nous allons tenir un marathon si le gouvernement nous l'impose »

LAURENT BRUN  
secrétaire général  
de la CGT-Cheminots

Le mouvement, pour le moment annoncé jusqu'au 28 juin, pourrait « aller au-delà » si le gouvernement persiste dans « la posture dans laquelle il est actuellement », averti Laurent Brun, le secrétaire général de la CGT-Cheminots. « Nous allons tenir un marathon si le gouvernement nous l'impose », a-t-il martelé. « Les cheminots vont augmenter la pression », a embryé Didier Aubert (CFDT), très remonté, annonçant dans certaines régions « quatre à cinq points de plus » de mobilisation pour les deux prochains jours de grève. « Le gouvernement a besoin d'une nouvelle démonstration », a-t-il estimé.

« C'est absolument inacceptable ce qu'il vient de se passer aujourd'hui », a estimé de son côté Erik Meyer, secrétaire fédéral de SUD-Rail, qui a dit avoir l'intention de « proposer lundi de durcir le mouvement ». Ce syndicat est le seul à envisager une grève reconductible chaque jour au lieu de celle en pointillé décidée par l'intersyndicale.

« A quoi tient cet accroissement des tensions ? Probablement à un faisceau de causes. D'abord, le moment : le projet de loi a été adopté en commission à l'Assemblée nationale cette semaine et près de 200 amendements ont été déposés, dont une vingtaine émanant du gouvernement. La

Elisabeth Borne, la ministre des transports, lors de la séance de concertation sur la réforme ferroviaire, à Paris, vendredi 6 avril.

ROMAIN  
BEURRIER/RÉA



réforme entre donc dans une phase active puisqu'elle sera discutée en séance à partir du 9 avril et jusqu'au vote solennel, le 17 avril. C'est le bon timing pour faire entendre son désaccord.

### Les syndicats exaspérés

Il y a, ensuite, la méthode, disent les syndicats. « On ne part jamais de mesures précises qui pourraient constituer une base de discussions », explique Fanny Arav, l'une des négociatrices de l'UNSA-Ferroviaire. La ministre ne se dévoile jamais vraiment tout en nous demandant de sortir notre jeu. Et il y a un problème fondamental de calendrier : Mme Borne nous renvoie en permanence à des négociations ultérieures de branche avec l'UTP pour remplacer le statut. On nous demande de renoncer dans l'avenir à ce qui fait l'identité cheminote pour quelque chose dont on ignore les contours. Il aurait mieux valu faire les choses dans l'autre sens. »

Dans ce contexte, la question de la fin programmée du statut de cheminot – qui comprend, entre autres, la garantie de l'emploi, les éléments de rémunération, la mobilité, les congés pour environ 90 % des effectifs de la SNCF – est

d'autant plus sensible que l'ensemble des syndicats se demandent ce que l'on reproche à ce fameux statut. « Il n'y a pas eu de négociation sur le sujet », dénonce M. Brun. Nous ne savons même pas (...) quels sont les points qui posent problème au gouvernement

dans le statut. » Exaspérées, les organisations syndicales ne craignent toutefois pas à ce stade d'être débordées par leur base. Elles notent quand même quelques signes de nervosité, comme cette rumeur de réquisitions qui a enflammé les réseaux sociaux des

salariés de la SNCF, mercredi 4 avril, ou cette inquiétude sur une possible disparition des examens internes, auxquels les agents sont très attachés, qui faisait le buzz dans les conversations ces dernières heures. ■

ÉRIC BÉZIAT

## Les grèves mettent le fret au bord du gouffre

C'EST UN CHOC pour le petit monde du transport ferroviaire : ArcelorMittal, premier client de Fret SNCF, renonce, en raison de la grève, à faire transporter ses productions sidérurgiques par train. Le sidérurgiste a annoncé avoir « recours dans l'intervalle [de la grève] à d'autres moyens de transport pour continuer à servir les clients ».

Symbolique, cet épisode est l'illustration que, plus encore que le transport de voyageurs, le fret ferroviaire, déjà très fragile (117 millions d'euros de perte opérationnelle en 2017 pour Fret SNCF) souffre particulièrement lors d'un mouvement social cheminot. « Pendant les deux jours de grève des 3 et 4 avril, nous n'avons pu faire rouler que 15 % des trains », relate Philippe Moritz, porte-parole de Fret SNCF.

Le secteur, qui ne représente que 9,9 % du transport de marchandises en France contre 88 % pour les camions, pourrait comme il y a deux ans souffrir durablement. Lors des grèves du printemps 2016, Fret SNCF aurait perdu « plusieurs dizaines de millions d'euros », selon un bon connaisseur du

dossier. Le recours à la route pourrait donc s'accroître de la part des secteurs gros utilisateurs de train comme la sidérurgie, la chimie, l'automobile, les boissons, les céréales ou les granulats utilisés dans le BTP. « Cette grève, si elle perdure, pourrait signifier l'abandon de la solution ferroviaire pour les chargeurs de matériaux », estimait l'Union nationale des producteurs de granulats vendredi 6 avril.

Dans ce secteur, ouvert à la concurrence depuis 2006, la SNCF (60 % des parts de marché) n'est pas la seule à souffrir. Le principal concurrent de l'entreprise publique, Euro Cargo Rail, filiale de l'opérateur historique allemand Deutsche Bahn, s'est retrouvé en quasi-faillite après le mouvement social de 2016. « Deux jours de grève représentent pour les acteurs du secteur l'équivalent d'une semaine d'activité perdue », souligne l'Association française du rail qui fédère les entreprises de fret ferroviaires concurrentes de la SNCF. ■

E. BÉ.

# Vers une sortie de crise chez Carrefour

FO et CFDT se disent satisfaits des avancées obtenues auprès de la direction du distributeur après le mouvement de grève du 31 mars

Le pragmatisme a triomphé. Je suis satisfait que l'on puisse sortir d'une situation bloquée qui n'était bonne ni pour les uns ni pour les autres », a indiqué au Monde, vendredi 6 avril, Michel Enguelz, délégué national de FO chez Carrefour, à la suite de concessions de la part de l'entreprise, augmentant les chances d'aboutir dans les prochaines semaines à la signature d'un accord avec les organisations syndicales.

Après avoir conduit des mouvements de grèves chacune de leur côté depuis fin 2017, les organisations syndicales FO, CFDT et CGT avaient organisé une grande journée de mobilisation historique le 31 mars, qui avait conduit au blocage de certains magasins avec, selon la direction, 18 % de salariés en grève.

Ces gestes concernent, notamment, la participation, sujet parti-

culièrement sensible auprès des salariés : après avoir été augmentée de 350 euros, contre 57 euros initialement, cette dernière sera complétée d'un bon d'achat de 150 euros à dépenser au sein de l'enseigne. Un système qui permettra de réinjecter du chiffre d'affaires dans le groupe. « On arrive à 557 euros par salarié. C'est quand même 55 millions d'euros qui ont été obtenus pour les 110 000 salariés en France », reconnaît M. Enguelz.

Un observatoire du changement D'autres demandes ont également été satisfaites permettant d'envisager une sortie de crise. C'est le cas des droits des salariés des cinq hypermarchés qui passeront en location-gérance. « Carrefour a accepté de prendre le temps en reportant le passage en location-gérance des cinq hypermarchés au mois de septem-

bre, et non plus au 30 juin », indique M. Enguelz, ce qui laissera un délai aux deux parties pour mettre sur le papier les dernières avancées.

Les syndicats réclamaient ainsi le maintien des droits des salariés sortant du périmètre direct de l'entreprise en matière de régimes de garanties (remboursements maladies, couvertures décès et invalidités...). « La direction a accepté le principe de créer un

La participation, déjà augmentée de 57 à 350 euros, sera complétée d'un bon d'achat de l'enseigne de 150 euros

régime de santé voisin de celui des salariés de Carrefour, indique M. Enguelz. Elle a également accepté de maintenir le système de remise sur achats dont bénéficient les salariés de Carrefour, ainsi que le maintien des Tickets Restaurant. Et elle est d'accord sur le principe de prolonger certains avantages de l'épargne salariale actuelle. Bien sûr, les salariés auront des changements dans leur façon de travailler, dans leurs horaires, leur contrat de travail... On ne peut pas agir sur le reste puisqu'ils changent d'employeur, mais au moins ils conserveront des garanties importantes sur leur vie de tous les jours. »

Le plan de transformation du groupe, annoncé en janvier, prévoit la cession de 273 magasins issus de l'ancien réseau de hard-discount Dia (qui seront fermés s'ils ne trouvent pas de repreneurs), menaçant directement

2100 employés de ces magasins. Carrefour s'était engagé à en reclasser la moitié. Selon nos informations, le groupe Casino est intéressé par la reprise de certains magasins, mais aucun chiffre sur le nombre total de magasins cédés par Carrefour n'a encore été annoncé.

Un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) est en cours. « La direction a accepté de permettre à des salariés de partir en pré-retraite par accord d'entreprise sur les hypermarchés, les supermarchés et dans la logistique, ce qui permettra de libérer 1500 à 1800 postes, de manière à faciliter le reclassement des salariés des ex-Dia concernés par la fermeture de leurs magasins », indique M. Enguelz.

Concernant le plan de départs volontaires de 2400 personnes au siège du groupe, prévu également dans le plan de transformation, Carrefour a accepté de pren-

dre en compte certaines demandes, sur des points précis, comme le fait de ne plus avoir à demander l'accord de son supérieur hiérarchique pour être libéré si le salarié trouvait un emploi ailleurs, ou encore la création d'un « observatoire du changement » avec la nomination d'un expert indépendant pour accompagner les salariés et faire l'interface avec la DRH et la direction.

Après toutes ces discussions et ces avancées, les syndicats FO et CFDT relâchent la pression, tout en affirmant leur volonté de rester vigilants sur la mise en œuvre concrète des concessions de la direction. Ils n'ont pas prévu de poursuivre le mouvement de grève. Au contraire de la CGT, qui campe sur son opposition, appelant les salariés à manifester « le 13 avril et les week-ends des 1<sup>er</sup> et 8 mai 2018 ». ■

CÉCILE PRUDHOMME

# La logistique urbaine du XXI<sup>e</sup> siècle sur les rails

Le premier terminal de livraison de marchandises associant train et véhicules propres entre en service à Paris

Dans la nef de béton clair de 400 mètres de long, les rails et les traits de peinture dessinent des lignes de fuite vertigineuses. La grande halle du « terminal ferroviaire urbain » forme le cœur de l'hôtel logistique Chapelle International, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, premier centre de ce type à ouvrir en France. Le but : acheminer les marchandises jusqu'à la ville par le rail plutôt que par la route, et les distribuer ensuite grâce à une flotte de véhicules « propres ».

Devant le long bâtiment de briques et de zinc, les grues s'activent pour faire sortir de terre un quartier dense porté par SNCF Immobilier : 900 logements, 33 000 m<sup>2</sup> de bureaux, des commerces et des équipements... Le centre logistique est la première pierre de l'opération. Il comprend 15 000 mètres carrés de terminal ferroviaire, la même surface d'entrepôts en sous-sol où s'installe le grossiste Metro et encore 15 000 m<sup>2</sup> de bureaux, sans oublier une ferme urbaine sur le toit et 3 000 m<sup>2</sup> de data-center.

« Le bâtiment assure la transition entre les voies ferrées et le quartier, en étant à la fois une barrière et un lien », explique Jonathan Sebbane, directeur général de Sogaris, le groupe d'immobilier logistique qui a conçu et construit cet équipement. « C'est la nouvelle génération des hôtels logistiques : des objets urbains, multimodaux et mixtes, apprécie Jean-Louis Missika, adjoint à la maire de Paris chargé de l'urbanisme. Ces équipements n'ont plus besoin d'être à l'écart de la ville, ils incluent des bureaux, des hôtels, des écoles... »

Le centre Chapelle International, construit le long du faisceau ferré de la gare du Nord, entre en fonction au moment où la Ville de Paris s'appête à désigner le groupement lauréat de la construction d'un deuxième centre du même type, à Bercy-Charenton



Le terminal ferroviaire Chapelle International, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. XAVIER POPPI/REA

(12<sup>e</sup> arrondissement), à côté des voies de la gare de Lyon. Le jury devait se réunir mercredi 4 avril. A terme, chaque grand faisceau ferré pourrait compter le sien.

## Navette ferroviaire

Deux cents millions de tonnes de marchandises sont transportées chaque année en Ile-de-France, à 90 % par la route, convergeant largement vers Paris et la petite couronne. « Nous voulons une transformation en profondeur de la livraison du dernier kilomètre, plus propre et impliquant une mutualisation des moyens », explique M. Missika.

Cela suppose d'avoir des lieux de petite taille en centre-ville, et des espaces comme ceux de Chapelle International ou de Bercy-Charenton pour les desservir.

Le principe est simple – du moins sur le papier : les marchandises arrivent par le train depuis des plates-formes logistiques en région – comme celle de Dourges (Pas-de-Calais) – ou en grande couronne – comme Bruyères-sur-Oise (Val-d'Oise). Cette navette ferroviaire de 400 mètres de long peut convoier jusqu'à 60 caisses de fret renfermant chacune 15 palettes, l'équivalent d'un camion de 19 tonnes. Une fois le train

dans le terminal, ces conteneurs sont transférés par des ponts roulants sur des petits camions roulant au biogaz.

« L'intérêt économique, c'est d'éviter la congestion à l'arrivée sur Paris, d'assurer une mise à disposition rapide des marchandises », explique le directeur général de Sogaris. L'intérêt est aussi écologique : « Une navette ferroviaire, aller-retour, c'est l'équivalent de 120 camions en moins sur les routes ! Or nous pourrions monter à quatre trains par 24 heures », argumente M. Sebbane.

Idéalement, le système fonctionne dans les deux sens : la na-

vette repart chargée de déchets... mais aussi de la quantité exponentielle de produits renvoyés au vendeur, corollaire du commerce électronique. Car l'irruption du e-commerce bouleverse ce secteur de la logistique urbaine. Les marchandises représentent déjà 15 % des déplacements de véhicules en milieu urbain et 25 % de l'occupation de la voirie. L'essor du commerce électronique promet de décupler ce trafic.

« Le marché de la logistique urbaine explose en raison d'une demande élevée et d'une offre très contrainte », explique M. Sebbane. C'est un secteur en très forte

**Deux cents millions de tonnes de marchandises sont transportées chaque année en Ile-de-France, à 90 % par la route**

concurrence : la livraison du dernier kilomètre peut représenter jusqu'à 20 % du prix du produit. » Le lancement, lundi 26 mars, de services de livraison de produits alimentaires à Paris à la fois par Leclerc et par un partenariat entre Monoprix et Amazon n'a fait que renforcer la conviction des pouvoirs publics qu'il fallait accélérer la mutation. « On va vers des zones de très basse émission dans Paris, accessibles uniquement aux véhicules propres », réagit M. Missika. J'attends d'Amazon et de Leclerc qu'ils nous disent comment ils vont faire pour ne pas impacter nos rues. »

Tous ne prendront sans doute pas le train. Et malgré le contexte favorable, la mise en service de la première navette de fret urbain attend que des chargeurs s'engagent à en être clients. « Quand nous aurons garanti le volume d'activité, nous choisirons par appel d'offres la société qui exploitera le site », détaille Jonathan Sebbane. Avec une difficulté : peu de chargeurs remplissant soixante camions à eux seuls, il faudra une forte mutualisation des wagons.

En attendant, Sogaris veut exploiter le centre sans train, comme lieu de rupture de charge entre des camions polluants et des véhicules de livraisons plus petits et plus propres, adaptés à des tournées de centre-ville. ■

GRÉGOIRE ALLIX

## Des agences immobilières se spécialisent dans le viager

Bien moins développé qu'au Royaume-Uni, le marché pourrait décoller en France

Le viager a si mauvaise réputation, en France, que le nombre de transactions ne dépasse guère 4 000 à 5 000 par an, dans un déséquilibre patent d'un acheteur pour dix vendeurs. Il existe donc des dizaines de milliers de biens à vendre en viager qui ne trouvent pas preneur. Au Royaume-Uni, avec la même population et une proportion comparable de retraités, 25 000 viagers sont signés chaque année.

Le principe est ancien : un propriétaire généralement âgé vend son bien mais en conserve l'usage. Le prix est la valeur estimée du bien occupé, donc décoté, partagé en un « bouquet », le capital perçu immédiatement, et une « rente » calculée en fonction de l'espérance de vie du vendeur, avec toutes les modulations possibles entre eux : un gros bouquet de départ entraîne une petite rente ou pas de rente du tout, et l'inverse est aussi faisable.

C'est l'incertitude sur la durée d'un tel contrat que redoutent les Français qui ont pour certains en mémoire la mésaventure de ce notaire qui a acheté en viager la maison de Jeanne Calment, devenue doyenne de l'humanité et décédée, à 122 ans, après son acheteur. L'épouse de ce notaire a donc continué de verser la rente pendant deux ans après la mort de son mari, payant, au total, plus de deux fois la valeur initiale du bien.

Afin de neutraliser le risque d'un viager interminable, il existe désormais, pour les investisseurs, des formules mutualisées par l'intermédiaire d'un fonds qui achète des dizaines de biens à la fois pour en lisser les aléas.

Une telle amélioration pourrait faire redécoller le marché, car tous les ingrédients sont réunis : des retraités au-delà de 70 ans à 72 % propriétaires de leur logement qui veulent y rester le plus longtemps possible, tandis que leurs pensions ne progressent pas, ou au contraire baissent. Le viager est l'occasion de faire des donations à leurs enfants, avant qu'ils deviennent eux-mêmes retraités, et petits-enfants, ou d'entreprendre des travaux. L'ayant bien compris, des agences se spécialisent ainsi dans ce type de transactions, tel le réseau Viagemmo, née, en 2017, à La Rochelle.

« Il ne se passe pas de semaine sans qu'un institutionnel, caisse d'assurance ou de retraite, me demande de monter un fonds spécialisé en viager », témoigne Eric Guillaume, créateur, en 2010, de la société de conseil en ingénierie financière Virage-Viager. Il a, par exemple, conseillé l'Union mutualiste retraitée qui dépend de la MGEN pour son fonds Coremimo, doté de 40 millions d'euros, 123 Venture Capital pour la Sicav 123 Viager, destinée au grand public, ou encore l'Union natio-

**Paris, qui compte 110 000 personnes de plus de 75 ans, dont 10 % vivent sous le seuil de pauvreté, songe au rachat d'appartements en viager**

nale mutualiste interprofessionnelle dans le montage d'Agir contre la perte d'autonomie, doté de 20 millions d'euros. Plutôt que de viager, on parle ici de démembrement de propriété entre l'usufruit, conservé par le vendeur, et la nue-propriété acquise par l'acheteur qui verse un capital en une seule fois, sans rente.

## Des solutions diverses

Avec onze investisseurs institutionnels comme la MAIF, la CNP, le Macif, le Crédit mutuel nord Europe, AG2R La Mondiale ou Groupama, la Caisse des dépôts a, en 2014, créé Certivia, doté de 150 millions d'euros, géré par La Française et conseillé par Renée Costes Viager pour la rédaction de ces contrats très pointus. L'objectif d'achat de 500 lots devrait être at-

teint, dès la fin 2018, pour des biens situés en Ile-de-France, en région Provence-Alpes-Côte d'Azur et dans sept grandes villes (Montpellier, Lille, Strasbourg, Nantes, Toulouse, Bordeaux et Lyon). « Ce sont des solutions pertinentes pour les deux parties puisqu'un bien qui vaut 350 000 euros peut mener à un bouquet de 60 000 euros puis une rente mensuelle de 800 euros, sur une espérance de vie moyenne de quinze ans, détaille Stanley Nahon, directeur général de Renée Costes Viager. Ainsi, le vendeur peut rester chez lui, dispose d'un complément de revenu tout en étant rassuré par la qualité de son acheteur institutionnel qui, lui, peut en retirer une rentabilité de 4,5 % à 5 %, aujourd'hui enviable. »

La Ville de Paris, qui compte 110 000 personnes âgées de plus de 75 ans dont près de 10 % vivent sous le seuil de pauvreté, y songe également. Elle a, le 21 mars, adopté une délibération pour étudier le rachat d'appartements en viager : « Il s'agit d'aider des seniors modestes à rester chez eux », explique Galla Bridier, adjointe au maire chargée des questions relatives aux seniors et à l'autonomie. Puis, lorsque la Ville récupérera les appartements, de les transformer en logements sociaux. Nous songeons à nous adosser à la Caisse des dépôts ou à l'expérience de viager solidaire menée par la coopérative Les 3 Colonnes, à Ecully, dans le

Rhône. » Grâce à ce système, des personnes âgées ont pu entreprendre des travaux d'adaptation de leur logement et doubler le nombre d'heures de présence des aides à domicile.

La société Stayhome propose un mécanisme un peu différent, de portage foncier qui s'apparente à de la vente à réméré, soit une cession à terme d'en général 10 ans, avec possibilité de rachat : le vendeur cède sa maison pour 80 % de sa valeur et en reste locataire. Il perçoit d'entrée un petit capital (60 000 à 80 000 euros si le bien est estimé 300 000 euros). L'acheteur devient son bailleur et lui verse une rente équivalente au loyer. Un rachat est possible à tout moment en remboursant le capital et la rente, sinon, au terme des dix ans, l'acheteur devient pleinement propriétaire. Stayhome, créée par un ex-banquier, Patrick Drack, et un ex-promoteur, Christian Lachaux, a déjà réalisé 110 ventes en portage immobilier : « C'est un placement sûr, sans risque d'impayé, et nous avons beaucoup d'investisseurs particuliers, très préoccupés que leur argent dépanne des propriétaires en difficulté », confie M. Lachaux. Viager, portage, démembrement, vente à réméré : autant de solutions pour que les seniors puissent monétiser – si besoin – leurs biens immobiliers devenus si chers.

ISABELLE REY-LEFEBVRE

## DÉFENSE

### L'Inde lance une demande d'information pour des avions de combat

New Delhi a lancé, vendredi 6 avril, une demande d'information (RFI ou request for information) pour la fourniture de 111 avions de combat, a annoncé l'armée de l'air indienne, première étape d'un appel d'offres. Les avions doivent être construits en Inde dans le cadre de la politique du premier ministre Narendra Modi visant à créer une base industrielle locale. – (Reuters.)

## CONCURRENCE

### Perquisitions dans des entreprises de transport routier

L'Autorité de la concurrence a annoncé, vendredi 6 avril, avoir mené jeudi des perquisitions dans des entreprises de transport routier, soupçonnées de pratiques anticoncurrentielles, a-t-elle dit. Ces perquisitions « ne préjugent bien évidemment pas de la culpabilité des entreprises concernées par les pratiques présumées », a ajouté l'Autorité, qui s'est refusée à toute précision quant aux entreprises et aux pratiques en cause. – (AFP)

## DISTRIBUTION

### E. Leclerc achète WineAdvisor

E. Leclerc a racheté l'application WineAdvisor qui permet de noter et de partager des informations sur des vins, a indiqué, vendredi 6 avril, Michel-Edouard Leclerc dans un billet sur son blog. – (AFP)



# Au Crédit mutuel, Arkéa mène « une guerre d'usure » pour son indépendance

Catherine Barbaroux, administratrice indépendante de la Confédération nationale du Crédit mutuel, regrette l'« agressivité » de la banque régionale

Le combat lancé par le Crédit mutuel Arkéa pour devenir indépendant du reste du groupe mutualiste est longtemps resté une affaire de droit privé, opposant l'état-major de la banque régionale de l'ouest de la France à celui de la Confédération nationale du Crédit mutuel (CNCM), la structure de tête du groupe mutualiste. Une discorde relativement feutrée, essentiellement rythmée par les procédures judiciaires.

Cette période est aujourd'hui résolue. Alors qu'Arkéa organise jusqu'au 14 avril le vote d'orientation de ses caisses locales en Bretagne et dans le Sud-Ouest, pour choisir entre la scission et le maintien dans le giron de l'établissement mutualiste, le groupe vit désormais sous tension.

Administratrice indépendante de la CNCM depuis deux ans, Catherine Barbaroux, qui fut présidente par intérim d'En marche! après l'élection présidentielle, et auparavant présidente de l'Adie, l'association de microcrédit, ne s'était jusqu'à présent pas exprimée. Elle revient désormais pour *Le Monde* sur la tourmente prise par ce conflit inédit dans le monde bancaire.

« Entendre Arkéa dire "on nous empêche de nous développer", leur mise en cause permanente de la Confédération nationale du Crédit mutuel, leur agressivité,

**Arkéa organise le vote de ses caisses en Bretagne et dans le Sud-Ouest, pour choisir entre la scission et le maintien au sein du groupe**

*c'est inacceptable, c'est même injurieux pour des personnes comme moi qui mettent en jeu leur honorabilité, et je ne veux plus me laisser injurier, prévient Catherine Barbaroux. Et je précise que je ne touche pas de jetons de présence, je suis bénévole, mon mandat est totalement désintéressé, je ne suis animée que par l'envie d'accompagner une banque des territoires. »*

Le conflit a évolué au fil des années. En 2014, le président du Crédit mutuel Arkéa, Jean-Pierre Denis, a d'abord dénoncé une situation de conflits d'intérêts au sein de la confédération, accusée de faire cause commune avec les puissantes fédérations de l'est de la France (« CM11-CIC »). Puis, lorsque la Banque centrale européenne a demandé à la confédération de renforcer ses pouvoirs de

surveillance des risques sur les fédérations du groupe, Arkéa a souligné un risque de centralisation et de perte d'autonomie.

« Je n'arrive pas à trouver un fondement à l'attitude belliqueuse du Crédit mutuel Arkéa. Lorsqu'on met les choses à plat, je ne vois pas ce qui pourrait brimer Arkéa dans le fonctionnement de la Confédération. Personne ne met en cause leur façon de faire, affirme M<sup>me</sup> Barbaroux. Nous sommes dans l'irrationnel. Je ne vois qu'un procès d'intention. Peut-être que le président d'Arkéa, Jean-Pierre Denis, aimerait mieux être le premier dans son village que le second à Rome. » Celle qui est restée membre du bureau exécutif d'En marche! indique n'avoir « jamais vu, au cours de [sa] longue vie profes-

sionnelle, une situation bloquée comme celle-ci ». « Je me sens très désarmée face à ce conflit : c'est une guerre d'usure que mène Arkéa, avec un projet destructeur », ajoute-t-elle.

« Sortir par le haut de ce conflit » Selon des sources internes, les caisses locales du Crédit mutuel Arkéa qui se sont exprimées à ce jour ont très largement voté en faveur de l'indépendance, qui passera par l'abandon de la marque commerciale « Crédit mutuel ». Faute d'évolution du code monétaire et financier, auquel s'oppose également renoncer à son statut mutualiste. A ce stade, la scission n'est toutefois pas acquise. Les superviseurs bancaires français et

européens, qui auront le dernier mot sur l'agrément bancaire nécessaire au futur Arkéa, estiment en effet que le projet présenté par la direction d'Arkéa n'est pas abouti.

Pour Catherine Barbaroux, « la Confédération cherche à sortir par le haut de ce conflit, j'en suis un témoin actif depuis deux ans », mais « elle devrait aller un cran plus loin, rassurer sur l'emploi en Bretagne. Ce n'est pas facile dans la mesure où il n'y a pas de menace sur l'emploi. J'ai toutefois incité Nicolas Théry [le président de la Confédération nationale du Crédit mutuel] à donner, au travers des organisations syndicales, des garanties qui permettraient de faire tomber ces préventions ». ■

VÉRONIQUE CHOCRON

## CONJONCTURE Etats-Unis : les créations d'emplois au plus bas depuis six mois

Les créations d'emplois ont ralenti plus que prévu en mars aux Etats-Unis, après un record en février, et le taux de chômage, qui était attendu en baisse, est finalement resté stable, à 4,1 % pour le sixième mois d'affilée. Selon un communiqué du département du travail, vendredi 6 avril, l'économie américaine a créé 103 000 emplois, contre 175 000 attendus par les analystes.

## INVESTISSEMENT La Banque mondiale finance plus de 4 milliards de dollars de projets au Liban

La Banque mondiale va mobiliser plus de 4 milliards de dollars (3,2 milliards d'euros) au cours des cinq prochaines années pour le financement de projets d'investissement au Liban, a annoncé la directrice générale de l'institution, Kristalina Georgieva. Cet argent permettra de soutenir la « croissance » et les « créations d'emplois », a souligné M<sup>me</sup> Georgieva. — (AFP)

## Chez Arkéa, manifester est fortement recommandé

Il n'est pas fréquent qu'une banque encourage fermement ses salariés à aller manifester sous les fenêtres du ministère des finances. Ni qu'elle veille à tous les détails logistiques, du transport jusqu'aux repas. Rien n'arrête le Crédit mutuel Arkéa, cette banque régionale de l'Ouest de la France partie en croisade pour obtenir son indépendance, en rompant avec le reste du Crédit mutuel.

Arkéa a en effet prévu de défiler à Paris « pour l'indépendance ». La manifestation devait initialement se tenir jeudi 5 avril entre la place de la Bastille et Bercy, mais a finalement été reportée pour cause de grève de la SNCF, « à la demande de la préfecture de police », indique l'un des organisateurs. Le rassemblement se tiendra finalement le 17 mai.

Un collectif de salariés de la banque, baptisé « Indépendance pour Arkéa » et rassemblant de nombreux cadres dirigeants, revendique la paternité de cette initiative. Mais c'est bien la direction d'Arkéa qui orchestre l'événement et mobilise les troupes.

Et en l'occurrence, manifester est fortement recommandé.

Une note d'informations pratiques sous forme de questions/réponses, que le département des ressources humaines (RH) d'Arkéa a envoyée le 16 mars à l'ensemble du personnel, donne le ton. A la question « La participation à la manifestation est-elle obligatoire? », le document répond qu'elle concerne « un projet majeur d'entreprise ». « Les salariés s'y rendent sur la base du volontariat », précise-t-elle, mais « un recensement préalable sera effectué pour des questions d'organisation ».

Quant aux salariés « ne souhaitant pas participer », ils devront, si leur unité de travail est fermée, soit poser une journée de congé, soit se rendre dans d'autres locaux de l'entreprise maintenus ouverts, ou encore télétravailler, s'ils sont intégrés à un dispositif de télétravail. « Le temps passé à la manifestation constitue du temps de travail effectif. Les salariés y participant ne peuvent vaquer librement à des occupations personnelles », indiquent encore les RH, ajoutant que les repas « seront assurés » par l'établissement.

Le siège d'Arkéa étant implanté près de Brest, et les quelque 9 000 salariés répartis principalement en Bretagne et dans le Sud-Ouest, « le transport ou les frais de transport jusqu'au lieu de manifestation sont pris en charge par l'entreprise ». En cas d'accident, « les salariés sont couverts par la législation sur les accidents du travail ».

Les organisations syndicales représentatives, favorables au maintien d'Arkéa au sein du Crédit mutuel, ont toutes dénoncé des pressions. Une situation qui, de sources concordantes, n'a pas échappé à l'inspection du travail. ■

VÉ. CH.

« MONTAIGNE EST L'INVENTEUR DU RUGBY, IL A ÉCRIT LES ESSAIS »

Jonathan, 17 ans, Terminale S



Réviser son bac avec Le Monde

ÉDITION 2018



LE MONDE VOUS DONNE TOUTES LES CLÉS POUR DÉCROCHER LA MENTION

Les sujets détaillés + Les articles du Monde + Un cahier de 16 pages pour tester ses connaissances

Philosophie - Français - Mathématiques - Histoire - Géographie - Anglais

En coédition avec  
rue des écoles

En partenariat avec  
MAIF  
assureur militaire

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX ET SUR LEMONDE.FR/BOUTIQUE





# Le monde audiovisuel à l'heure de la réalité virtuelle

Les chaînes de télé, en quête d'une audience plus jeune, s'intéressent à cette nouvelle technologie

Aucun événement consacré à la télévision n'échappe à un espace « nouvelles technologies ». Parmi elles, la réalité virtuelle occupe désormais une bonne place. Elle apparaît même comme l'une des vedettes du Marché international des programmes de télévision (MIPTV), qui se tiendra à Cannes du 9 au 12 avril. Sa directrice, Laurine Garaude, explique : « Cela fait maintenant trois ans que l'on accélère le développement autour de la VR [initiales de l'anglais *virtual reality*, réalité virtuelle]. Il est essentiel, dans un marché de contenus comme le MIPTV, de réunir l'ensemble des acteurs qui travaillent à la recherche de nouvelles narrations. »

Cette technologie immersive, capable d'offrir à l'utilisateur une plongée dans un univers à 360 degrés – essentiellement grâce à un casque – fait réfléchir les diffuseurs de contenus, qui observent l'essor des nouveaux modes de consommation de l'image. « Les téléspectateurs, surtout les jeunes adultes, sont de plus en plus nombreux à consommer des contenus vidéo hors de l'écran de la télévision et à délaisser les programmes qui y sont diffusés, constate Pierre Block de Friberg, chargé du pôle Nouveaux écritures de France Télévisions. Il y a une grande appétence pour les nouvelles technologies. »

Bien loin des créneaux horaires imposés par les grilles de programme, les chaînes pourraient

chercher à (re)conquérir une audience plus large, et surtout plus jeune. La réflexion est engagée chez Arte : « L'idée pour nous est d'aller à la rencontre d'un public qui ne regarde pas particulièrement Arte à la télévision, mais qui s'intéresse à des narrations et des points de vue originaux », indique Gilles Freissinier, directeur du développement numérique d'Arte France.

Son homologue Pierre Block de Friberg reconnaît, quant à lui, que « la réalité virtuelle accompagne ces changements d'usages. Elle permet de repenser la narration audiovisuelle, avec des histoires qui se vivent en totale immersion sans jamais sortir du cadre de l'image ».

## Complémentarité

Selon les dernières prévisions de l'entreprise américaine Gartner, qui publie chaque année sa fameuse courbe d'adoption des technologies émergentes, appelée « cycle du hype », la réalité virtuelle devrait se démocratiser d'ici deux à cinq ans. Mais les chaînes, elles, n'ont pas attendu pour surfer sur la tendance.

L'engouement se vérifie d'abord à travers le développement de produits d'appel autour de programmes phares. TF1 l'a entrepris avec son application MYTF1 VR qui, en février 2017, a permis aux téléspectateurs de suivre l'intégralité des auditions à l'aveugle de la sixième édition de « The



Au salon Laval Virtual, à Laval, le 6 avril. JEAN-FRANÇOIS MONIER/AFP

Voice ». Fort de son succès, le groupe souhaite aujourd'hui réitérer l'expérience avec la Coupe du monde de football en juin. « Grâce à des éléments virtuels, on proposera au spectateur une immersion en loge, et de cette loge, il sera possible de regarder les matchs sous différents angles de vue », se félicite déjà Guillaume Esmiol, responsable Open Innovation et New Business pour le groupe TF1.

D'autres diffuseurs et réalisateurs profitent des multiples possibilités de narration qu'offre la réalité virtuelle. Dans *The Enemy*, Karim Ben Khelifa, photographe et reporter de guerre, réinvente le traitement documentaire des zones de conflit. Muni d'un casque, ou en réalité augmentée avec son smartphone, le spectateur se retrouve entre deux belligérants ennemis. A lui de décider vers quel combattant se tourner afin d'entendre son témoignage. « En temps normal, s'informer est pas-

sif. On regarde la télé, on écoute la radio, on lit des journaux. Ici on est constamment dans l'interaction », explique Karim Ben Khelifa.

Olivier Lemaître, réalisateur féru d'archéologie, a choisi lui aussi la réalité virtuelle pour faire découvrir les temples égyptiens au public. « C'est évidemment un peu plus intéressant, à la fois pour le public et pour nous », confie-t-il. Avant d'avouer, à demi-mot, se servir également de cette technologie pour retenir l'attention des diffuseurs sur ses productions. « Certains projets sont plus intéressants avec la VR, d'autres ne nécessitent pas d'interactivité particulière, rappelle tout de même Gilles Freissinier. La VR ne remplacera pas la télévision. Elle permet seulement une complémentarité avec des narrations plus linéaires. »

Cette complémentarité intéresse l'Institut national de l'audiovisuel (INA), par ailleurs très engagé en faveur du développement de la réalité virtuelle. L'INA orga-

## « On ne regarde plus l'histoire ou l'œuvre, on est dans l'histoire »

AGNÈS CHAUVEAU  
directrice déléguée  
à la diffusion  
et à l'innovation à l'INA

nise plusieurs concours comme le « Challenge VR », censés redonner un second souffle à ses archives. « On ne regarde plus l'histoire ou l'œuvre, on est dans l'histoire », observe Agnès Chauveau, directrice déléguée à la diffusion et à l'innovation à l'INA.

« Avant, le spectateur s'identifiait aux mouvements de la caméra, avec la VR il est la caméra. C'est son regard qui fait la réalité », note François Jost, spécialiste des médias et directeur de la revue *Télévision*, pour qui cette nouvelle tech-

nologie relève d'une certaine logique. « C'est très adapté à notre société égocentrée ou la mise en avant du moi est de plus en plus forte. » Cette fascination pour l'immersion ne daterait pas d'hier. « L'imitation de la réalité est quelque chose qui fascine depuis l'Antiquité. Cela remonte à la fameuse histoire racontée par Plinie l'Ancien du peintre Zeuxis, qui avait peint une coupe de fruits tellement réaliste qu'un oiseau serait venu picorer le tableau, entraînant l'admiration des spectateurs. »

La réalité virtuelle n'est cependant pas l'apanage des chaînes. « Ce n'est pas nous qui avons la main sur le futur de cette technologie. Nous sommes seulement un des acteurs qui peut contribuer à sa démocratisation », préfère tempérer Guillaume Esmiol. « La VR est le nerf de la guerre à venir pour les jeux vidéo », prédit de son côté Pierre Block de Friberg. ■

MATHIEU AIT LACHKAR  
ET CAMILLE LANGLADE

## « Choisir la fibre sur 100 % du territoire est prématuré »

La secrétaire d'Etat à l'économie, Delphine Gény-Stephann, précise l'avancée du plan très haut débit

### ENTRETIEN

Emmanuel Macron a fait de la couverture très haut débit fixe et mobile du territoire un axe politique fort de son quinquennat. Après d'âpres négociations, Orange, SFR, Bouygues Telecom et Free se sont engagés à tenir l'objectif du chef de l'Etat d'offrir un accès Internet très haut débit à tous les Français en 2022. La secrétaire d'Etat à l'économie, Delphine Gény-Stephann, fait le point sur l'avancée des travaux.

#### Edouard Philippe a annoncé, fin 2017, un plan sur le très haut débit. Où en est-on ?

En décembre, nous avons un accord de principe de la part des opérateurs. Là, Orange et SFR mettent

en musique leurs engagements de couverture en très haut débit fixe du territoire. Ils nous ont adressé des courriers s'engageant à couvrir en fibre optique 100 % des zones AMI [zones moyennement denses] à l'horizon fin 2020. Nous avons transmis ces courriers à l'Arcep [le régulateur des télécoms] et lorsqu'il aura rendu son avis, ces engagements pourront être acceptés par le gouvernement et devenir opposables, et passibles de sanctions s'ils ne sont pas respectés.

#### Sur ces zones où les déploiements sont très en retard, SFR souhaitait un nouveau partage du territoire, qui doit être couvert à 90 % par Orange. Ces accords ont-ils été revus ?

Non, les opérateurs avaient un

### « Dans les zones très reculées, il faut regarder l'évolution des usages et des technologies alternatives »

périmètre défini en 2011, qui pour l'essentiel est maintenu. Mais SFR s'est engagé à couvrir 3 millions de prises, ce chiffre comprend en partie des prises se situant dans la zone non conventionnée qui n'était pas attribuée. Mais, ces accords peuvent encore faire l'objet d'ajustements entre opérateurs.

#### Où en est-on dans le mobile, un secteur dans lequel le gouvernement a fait une croix sur la manne issue des fréquences de téléphonie ?

Le gouvernement n'a pas fait de concession, mais il est rentré dans une nouvelle logique. L'aménagement du territoire et l'investissement deviennent pour les opérateurs les critères clés d'attribution des licences. L'Arcep prépare la procédure d'attribution des licences. Elle vient d'ouvrir la procédure de consultation, et publiera

le cahier des charges avant l'été. Ces licences devraient être attribuées d'ici à la fin de l'année.

#### Pensez-vous que l'objectif d'Emmanuel Macron d'amener le très haut débit pour tous en 2022 sera atteint ?

Oui ! Avec Mounir Mahjoubi [secrétaire d'Etat chargé du numérique] et Julien Denormande [secrétaire d'Etat auprès du ministre de la cohésion des territoires], nous mettons en place les conditions nécessaires. Dans le cadre de la loi logement, nous allons assurer une simplification des déploiements des réseaux, concernant en particulier l'installation des pylônes mobiles. Nous voulons aussi rendre les déploiements plus transparents. L'Arcep va publier un observatoire permettant de connaître l'état de la couverture commune par commune.

Dans les zones des réseaux d'initiative publique [RIP, zones peu denses], nous mettons en place début 2019 un guichet numérique doté de 100 millions d'euros, qui permettra aux foyers d'acquiescer les équipements pour accéder à l'Internet très haut débit grâce à des technologies alternatives. Dans le fixe, nous avons un gros travail à mener sur les RIP, où les infrastructures devaient être financées par de l'argent public,

mais dont il s'avère qu'ils pourraient intéresser des opérateurs d'infrastructures du privé.

#### A propos de technologies alternatives, une nouvelle offre satellite va voir le jour...

Oui, je salue aussi l'accord signé par Thales, Eutelsat et Orange afin de mettre en place un satellite d'une capacité de 500 gigabits, sans équivalent en Europe. Je suis heureuse de voir se créer une filière française dans ce domaine. Ce satellite, qui sera fabriqué en France, permettra de proposer du très haut débit à 300 000 foyers en 2021, selon Eutelsat.

#### Y a-t-il un plan pour l'après-2022 afin d'amener la fibre, et plus seulement des technologies alternatives, sur 100 % du territoire ?

Compte tenu du poids des investissements, choisir la fibre sur 100 % du territoire et donc dans les zones les plus reculées me semble prématuré. Il faut regarder l'évolution des usages, et des technologies alternatives, et laisser le champ ouvert. Ce qui ne nous empêche pas de nous inscrire pleinement dans l'ambition européenne d'avoir un débit de 1 gigabit par seconde à l'horizon 2025. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
SANDRINE CASSINI

### MÉDIAS

#### Les offres pour « XXI » et « 6Mois » reçues jusqu'au 2 mai

Après l'échec d'Ebdo, le tribunal de commerce de Paris a placé son éditeur Rollin Publications en redressement avec poursuite d'activité, et donné jusqu'au 2 mai aux candidats à la reprise des revues XXI et 6Mois pour déposer leurs offres, a annoncé son cofondateur Laurent Beccaria à *Libres Hebdo*, vendredi 6 avril.

### INTERNET

#### Cambridge Analytica: 2,7 millions d'Européens concernés

Facebook a confirmé que le cabinet londonien Cambridge Analytica avait siphonné les données personnelles de 2,7 millions d'internautes de l'UE, a indiqué vendredi 6 avril la Commission européenne qui demandera plus de détails au réseau social. La capitalisation boursière de Facebook a fondu de plus de 100 milliards de dollars (82 milliards d'euros) ces dix derniers jours. – (Reuters.)

#### La Russie demande le blocage de Telegram

Moscou a demandé, vendredi 6 avril, à la justice de bloquer la messagerie Telegram, une application connue pour offrir une confidentialité élevée, car elle refuse de fournir aux services spéciaux (FSB) les clés permettant de lire les messages des utilisateurs. – (AFP)

### En finir avec le Far West

En toute discrétion, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) a lancé, fin mars, une consultation afin de mettre fin à « certaines pratiques » dans le déploiement de la fibre. Dans les Yvelines, à la Réunion ou ailleurs, le régulateur a constaté des « doubles déploiements », des « risques d'écramage » laissant des trous dans la couverture, ou pis, une « préemption » des territoires. Selon nos informations, le régulateur reproche à Orange de confisquer des zones qu'il est pourtant censé couvrir. Très en retard dans les villes moyennes, l'opérateur se contente parfois d'une visite dans une commune, promettant la couverture pour bientôt, sans rien lancer, privant d'autres comme SFR de venir s'implanter.

*l'époque*

*Le Monde*

2

ENQUÊTE

Désormais,  
on peut militer  
depuis le fond  
de son canapé,  
en partageant  
un mot-clé,  
voire plusieurs,  
si on est de tous  
les combats

4

**TRAC**

Lève-toi  
et parle!

Stages et formations  
vous apprennent à devenir  
éloquent et convaincant.  
Objectif: 20/20 à l'oral

6

**VIN**

Chablis,  
chapeau

Ce blanc de Bourgogne  
évoque le printemps  
et la naissance du jour

Mon

hashtag,

ma

bataille

Par Nicolas Santolaria

Cinquante ans après Mai 68, ce ne sont plus des pavés que l'on expédie pour se faire entendre, mais des volées de hashtags, biseautés sur claviers Azerty. Au cœur de cette ébullition cybermilitante, pas une semaine ne passe sans qu'une nouvelle cause, accolée à son mot-dièse, vienne agiter les réseaux sociaux. Récemment, outre le célèbre #balancetonporc et le très en vogue #deletefacebook, qui appelle à quitter la plate-forme de Mark Zuckerberg, est apparu le hashtag #mosquemetoo.

Lancé le 6 février par l'écrivaine et militante féministe américano-égyptienne Mona Eltahawy, il invite les femmes musulmanes à dénoncer les comportements de harcèlement qu'elles auraient pu subir durant un pèlerinage ou dans l'enceinte d'un lieu de culte. « J'ai raconté ce qui m'est arrivé pendant le hadj [le pèlerinage à La Mecque] en 1982 alors que j'avais 15 ans, dans l'espoir que cela aiderait les femmes de confession musulmane à briser le silence et le tabou qui entourent leur expérience de harcèlement ou d'agression », écrivait sur Twitter l'auteure de l'ouvrage *Foulards et Hymens* (Belfond, 2015).

C'est à cette même Mona Eltahawy que l'on doit, quelques jours plus tard, #ibeatmyassaulter, appel non plus seulement à dénoncer mais carrément à cogner les hommes qui se livrent à des tentatives d'agression sexuelle. Ces actions s'inscrivent dans le cadre d'une nouvelle forme de militantisme que l'on regroupe, selon les cas, sous l'appellation de « hashtivism » ou de *hashtag activism*. « C'est avec le "printemps arabe" qu'on a vu apparaître pour la première fois ce type de mouvement. Avant, la mobilisation avait lieu grâce aux chaînes de SMS », rappelle le chercheur au CNRS Jérôme Truc, auteur de *Sidérations. Une sociologie des attentats* (PUF, 2016).

Lancé en août 2007 par Chris Messina, designer et avocat spécialisé dans le logiciel libre, le hashtag, composé du signe dièse # (le *hash*) associé à un ou plusieurs mots-clés (le *tag*), voit son usage se répandre à la fin des années 2000. Avec cet outil d'indexation émerge la figure du hashtivist. « Dans l'ère pré-Internet, il fallait avoir accès aux médias pour faire entendre sa voix. Aujourd'hui, tout un chacun a les moyens de prendre la parole, souligne le chercheur Romain Badouard, auteur de *Désenchantement de l'Internet. Désinformation, rumeur et propagande* (FYP Editions, 2017). Une des principales forces du

hashtag est de pouvoir faire émerger une problématique inédite, ce qui est vrai aussi des pétitions en ligne. A partir du moment où l'on atteint un certain seuil de messages, les journalistes vont donner un écho à ces causes émergentes. »

Permettant de matérialiser en temps réel des logiques affinitaires, cette radiographie du corps social peut néanmoins s'avérer trompeuse. « Utiliser un hashtag ne veut pas dire qu'on y adhère, nuance Romain Badouard. La plupart des gens qui ont relayé #jesuiskouachi étaient contre. De plus, aujourd'hui, il y a un recours massif aux bots pour diffuser certains hashtags, comme lors de la dernière campagne électorale américaine, ce qui fausse le jeu. » Particule élémentaire d'un monde innervé par le big data, le hashtivist n'est donc pas un simple activiste qui aurait troqué sa compil de Zebda et son mégaphone pour une connexion haut débit, mais une figure à l'expressivité complexe. « Ceux qui font cela ne se pensent pas forcément comme activistes », précise le sociologue Fred Pailler, qui a travaillé sur les hashtags #manifpour tous et #mariagepour tous.

Maniant un outil agrégatif de mise en forme du refoulé social, le hashtivist participe à l'émergence virale d'une émotion qui, justement parce qu'elle n'est pas admise dans la sphère

du discours dominant, n'est encore qu'une conviction en devenir. « C'est grâce à Twitter qu'on a pu voir le caractère mondial et massif du harcèlement. #metoo et #balancetonporc ont permis de montrer qu'actrice ou serveuse de bar, nous partageons toutes la même expérience », résume Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des femmes. Que sa conscience de l'engagement soit encore dans les limbes ou en phase de maturation, le hashtivist, s'il veut mobiliser efficacement autour de lui, devra d'abord trouver un hashtag fédérateur. Celui-ci sera généralement structuré autour d'un verbe exprimant une protestation, une affiliation, une dénégation, un appel à l'action : #jesuischarlie, #blacklivesmatter, #balancetonporc, #muslimsarenterrorists, #occupywallstreet... « Un hashtag, c'est un slogan : il fonctionne quand il est court, efficace et un peu attrape-tout. Comme #notaffraid après les attaques de Londres, qui a réussi à saisir l'esprit du moment », explique le sociologue Jérôme Truc.

De nombreux hashtags célèbres ont d'ailleurs été conceptualisés par des professionnels de la communication, tel #jesuischarlie, que l'on doit au directeur artistique du magazine *Stylist*, Joachim Roncin. « Il n'y a pas de différence de fond entre un hashtag militant et un slogan de

ENQUÊTE

# Indignez-vous (en un clic)!

## Le hashtag militant, plus efficace qu'une banderole et qu'une compil Zebda ?

### Ce « guévarisme de canapé » mobilise les internautes sur des causes de plus en plus nombreuses mais peut conduire à une forme de guerre contre tous

#PUBLICITÉ

## Charlie et les 3 Suisses

En janvier 2015, dans la France endeillée par l'attaque des frères Kouachi, la tentative désastreuse de récupération du slogan « Je suis Charlie » par le site de vente par correspondance 3 Suisses avait, à l'époque, choqué un grand nombre d'internautes. Le slogan « #jesuischarlie » était, il est vrai, d'un mauvais goût prononcé. Néanmoins, cette expérience ratée n'a pas dissuadé les enseignes, toujours promptes à s'adosser à l'actualité pour en capter l'énergie attentionnelle, selon la pratique dite du *newsjacking* (rebondir sur une actu pour se faire remarquer). Lors des attentats de novembre 2015, alors que la fréquentation des débits de boissons est en berne, un collectif de cafetiers lance le mot d'ordre #tousaubistrot, associant la défense de leurs intérêts économiques à celui d'un mode de vie hédoniste censément en péril. Tentative prolongée par un célèbre vignoble, au moyen d'un slogan cocardier et polysémique : #chargezlescanons.

« Pour les marques, instrumentaliser l'actualité est un jeu dangereux. Quand Pepsi a tenté de détourner à son profit les codes de la campagne #blacklivesmatter, cet opportunisme a largement contribué à détériorer son image », explique Théo Turet, planneur stratégique ayant participé à une série d'enquêtes intitulées Hashtagologie. Aujourd'hui, face à des consommateurs toujours plus éduqués, les marques ont, pour nombre d'entre elles, basculé dans le *brand activism*, liant leur communication à un désir affiché de transformation sociale. « Sans mauvais jeu de mots, les valeurs sont des valeurs sûres,

contrairement aux discours sur les produits qui se démodent très vite », decode Jean-Charles Davin, directeur de création chez TBWA/Corporate.

S'inspirant des travaux de la philosophe Iris Marion Young sur l'inscription corporelle des stéréotypes de genre, la campagne #commeune fille, lancée par le fabricant de protections hygiéniques Always, s'est fixé pour mission d'« aider les jeunes femmes à avoir confiance en elles ». Quant au vendeur de glaces Ben & Jerry's, après s'être positionné en faveur de la démocratie directe et contre le réchauffement climatique, il militait récemment pour le mariage gay en Australie avec sa campagne #marriageequality. « Les marques peuvent avoir un impact positif sur le monde. Si c'est exclusivement publicitaire, ça ne marchera pas. Il faut que ça soit suivi d'actes, de preuves », poursuit Théo Turet. Lush, qui commercialise des cosmétiques éthiques, lance ainsi en février 2016 la campagne #refugeeswelcome. En plus des messages de bienvenue adressés sur les réseaux sociaux aux réfugiés syriens, la vente de savons en édition limitée permet de récolter près de 250 000 euros, reversés, par le biais d'un fonds, à des acteurs de terrain. « Il y a toujours eu une forme de récupération dans le publicisme », souligne le spécialiste de la communication Romain Badouard, nuanciant cette vision enchantée de la marque comme acteur de progrès social.

FRENCH TOUCH

## Mot-clic

Proposé par l'Office québécois de la langue française (OQLF),

« mot-clic » est la version francisée du terme « hashtag ».

Souhaitons à ce substitut poétique, parfois lui-même remplacé par « mot-dièse », de connaître un succès encore plus fulgurant que le terme « courriel » (le mail, quoi)

pub. Les deux expriment toujours une émotion qui m'invite à m'identifier aux autres parce que j'ai les mêmes valeurs qu'eux, décrypte Jean-Charles Davin, directeur de la création chez TBWA/Corporate. De la même manière, Nike, avec son slogan "Just do it", avait réussi à encapsuler, bien avant les hashtags, une valeur d'engagement, de combativité. Dans ce souci d'efficacité publicitaire dominante, #rendezvousdemainplaceladestilleavecmerguezetsloganspourprotestercontrelareformedelasncf sera moins efficace que l'actuel, et très en vue, #jesoutienslagrèvedescheminots, souvent associé à #jenesuispasunmoutonenmarche.

« Nous, quand on a lancé le hashtag #wetoo avec le cinéaste Michel Hazanavicius, on n'a pas fait appel à des spin doctors, raconte l'essayiste Raphaël Glucksmann. Je pense qu'en la matière il n'y a rien de mieux que la spontanéité. On voulait juste signifier de manière percutante qu'on s'associait à la cause des femmes. A l'inverse, il est vrai que le hashtag, par son format, limite la pensée et ne permet pas une approche complexe. » L'impact de #wetoo? Pour l'instant assez flou. Lot commun de nombreuses campagnes, ces répercussions opaques, voire inexistantes, font dire à certains observateurs critiques que le hashtivismisme ne serait finalement qu'un « slacktivismisme » (contraction de slack, « mou, relâché », et d'activisme), une forme de militantisme feignant, à implication minimale. « Cette accusation est un moyen basique pour délégitimer ces mouvements », conteste le sociologue Fred Pailler.

Ce « guévarisme de canapé » ne servirait-il pas, tout de même, à flatter à moindres frais la bonne conscience de ceux qui le pratiquent? « C'est un mode d'engagement peu contraignant, ayant l'avantage de toucher des catégories de population faiblement politisées, analyse le chercheur en sciences de l'information et de la communication Romain Badouard. Mais c'est également, à l'inverse, une forme de démocratie push button [presse-bouton], où un clic vous dédouanera de mener en parallèle d'autres types d'actions. Ça favorise une indignation à la petite semaine, pour tout et rien, qui nivelle les causes et risque de déboucher, à terme, sur une apathie militante. »

Cette volatilité des causes qui caractérise le hashtivismisme donne tout bonnement le tournis. Qui se souvient qu'en 2015, avec #tousaubistrot, les Français s'étaient pendant quelques semaines mués en Jean Moulin de la happy hour? Qui a encore en tête l'absurde défi du #icebucketchallenge consistant à se vider un seau de glace sur la tête pour lutter contre la sclérose latérale amyotrophique? Ephémère et dispersé, le hashtivismisme est également profondément plastique : au fil des mois, la proposition #jesuis est ainsi venue s'accoler à tout un tas de problématiques, donnant par exemple #jesuisphilou, en soutien à un internaute qui fait des GIF de sport dont le compte avait été fermé par Twitter pour des questions de droits télévisés – et a été rouvert depuis. #balancetonporc a lui aussi généré de nombreuses hybridations, dont #balancetonehpapad.

Mélange de causes à géométries variables, le hashtivismisme apparaît donc comme un mouvement éminemment paradoxal, marqué par le syndrome du « et en même temps » : il est incontestablement un moyen inédit de revivification démocratique, « et en même temps » il constitue une source potentielle d'asphyxie des pratiques militantes, en édulcorant toute conflictualité concrète et en substituant à l'action un fantasme d'action. Malgré la forte mobilisation sur les réseaux sociaux, l'échec de la campagne #bringbackourgirls, qui visait en 2014 à faire libérer des lycéennes nigérianes capturées par la secte Boko Haram, en est une criante illustration. Opposer des hashtags – même à l'impératif – à un groupe terroriste, c'est un peu comme vouloir arrêter un missile avec un filet à papillons.

Pour éviter de voir le hashtivismisme se résumer à un simple simulacre politique, certains ont décidé de lui adjoindre un volet pragmatique. C'est le sens des opérations #timesup et #maintenantonagit, ce dernier hashtag ayant eu l'insigne honneur (comme « Merci Johnny ») d'être projeté sur la tour Eiffel. « Après #balancetonporc, les associations qui aident les femmes dans leurs démarches juridiques concrètes contre les agresseurs ont connu une hausse de 30 % à 40 % des appels. Certains standards submergés ont même dû fermer, confie la présidente de la Fondation des femmes, Anne-Cécile Mailfert. Avec #maintenantonagit, on veut capitaliser sur cette vague d'émotion, de colère, de conscientisation géniale, en récoltant des fonds au profit des associations de terrain. On veut aller plus loin, car Twitter n'est pas un tribunal. »

Si Twitter n'est effectivement pas un tribunal, il a néanmoins tendance à en prendre régulièrement l'apparence. Découpant la population en autant de pôles de souffrances légitimes, le hashtivismisme conduit aujourd'hui à une forme de balkanisation du corps social, une sorte de guerre de tous contre tous qui doit elle aussi être interrogée. « Beaucoup de ces mobilisations reposent sur une intimidation collective consistant à faire taire l'adversaire par la pression du nombre. Ce sont des méthodes qui étaient celles de l'extrême droite et qui sont aujourd'hui utilisées par ceux qui se veulent progressistes, alerte le chercheur Romain Badouard. Parce qu'elles placent les individus sous la menace d'une disqualification unilatérale, ces campagnes conduisent à ce que l'on appelle le social cooling, une sorte de refroidissement relationnel où, pour ne pas être l'objet de la réprobation de la masse, on finit par ne plus dire ce que l'on pense. »

Palpable chez nous, l'effet de ce social cooling se fait sentir plus encore en Corée du Sud, où le mouvement #metoo a eu des conséquences inattendues : dans les entreprises du pays, de nombreux hommes, craignant d'être accusés de harcèlement, réduisent au maximum les contacts avec leurs collègues de sexe féminin, appliquant la « règle Mike Pence ». Ce code de conduite s'inspire du très prude vice-président américain, qui refuserait de dîner en tête-à-tête avec une autre femme que la sienne. Ecartées des voyages d'affaires, des virées au bar et des soirées karaoké, les salariées coréennes vivent, dès lors, une inquiétante double peine où à la dénonciation du harcèlement fait écho le spectre de la fantomatisme sociale. Sans faire assaut de pessimisme, pas sûr qu'un nouveau hashtag, même bien senti, réussisse à régler le problème.



ALEX PARISS

## De l'origine de #metoo à la logique du star-system

L'idée que le hashtag serait un outil purement démocratique, donnant à chacun une voix égale au sein des réseaux sociaux, est une illusion. L'histoire de #metoo est sans doute la meilleure illustration de ce darwinisme de la visibilité sur lequel repose la dynamique souterraine du hashtivismisme. Contrairement à ce que beaucoup de gens pensent, le slogan « Me Too » n'est pas apparu avec l'affaire Weinstein mais existe depuis 2007. Lancé

par Tarana Burke, une activiste afro-américaine qui officiait comme monitrice dans une colonie de vacances, le terme visait alors à dénoncer les abus sexuels subis par les femmes noires des communautés défavorisées de Harlem, notamment les jeunes filles. Grâce à l'écoute empathique, le but était de créer une sororité aux vertus résilientes. Lorsque l'actrice Alyssa Milano poste #metoo le 15 octobre 2017 sur son compte Twitter, ce qui était longtemps resté un slogan

de l'ombre se hisse en quelques heures au sommet des trending topics, les sujets les plus discutés sur le Net, reléguant aux oubliettes les spécificités originelles de la formule de Tarana Burke. C'est désormais au harcèlement sexuel dans le monde du cinéma que ce mot-dièse est prioritairement associé. « L'argument d'autorité d'un hashtag est lié à la popularité du compte qui le diffuse et à son nombre de followers. Contrairement à l'idée d'horizontalité souvent associée à lui, le hashtivismisme est un jeu dans lequel on n'est pas

tous égaux », souligne le chercheur en sciences de l'information et de la communication Romain Badouard. Quand, en 2014, Michelle Obama publie, sur Instagram et Twitter, une photo d'elle avec une pancarte assortie du slogan #bringbackourgirls, le cliché, partagé plusieurs dizaines de milliers de fois, offre à la cause des lycéennes kidnappées par la secte Boko Haram au Nigeria un écho sans précédent – mais sans grande efficacité... Dépendant du poids de ses relais, le hashtivismisme semble finalement

renforcer ce darwinisme de la visibilité sur lequel repose la logique du star-system. « C'est parce que Justin Bieber a retweeté #prayforparis que ce hashtag, alors en compétition avec #fluctuatnecmergitur et #jesuisparis, a explosé », révèle Gêrôme Truc, auteur de Sidérations. Une sociologie des attentats (PUF, 2016).



GUILLAUME MARTIAL

BLA-BLA

# Des paroles et du trac

## S'exprimer en public ne s'improvise pas. Stages et formations vous donnent l'assurance de subjugué votre auditoire

Catherine Rollet

**E**uh...» Gorge nouée, mains moites, tremblement, boule au ventre... Pour certains, prendre la parole en public relève de l'épreuve. Un cauchemar en salle de réunion ou sur estrade, où remontent les souvenirs de récitation, dos au tableau face à la classe. Sans connaître le supplice de la veille de la présentation PowerPoint, nombreux sont aussi les piètres orateurs qui, sans angoisse mais avec une efficacité redoutable, endorment leur auditoire. Pendant longtemps, ces estropiés de l'allocution ont fait bonne figure à coups de rapports écrits au cordeau et de mails explicatifs. Mais aujourd'hui, en pleine mode du pitch – ce style de présentation efficace et percutant exécuté en quelques minutes –, maîtriser l'oral est plus que jamais essentiel.

La multiplication et le succès des concours d'éloquence, des formations à la prise de parole, des manuels et films sur l'art du beau discours témoignent de ce nouvel intérêt pour la voix. Plus d'un million d'entrées pour *Le Brio*, d'Yvan Attal, et César 2018 du meilleur espoir féminin

pour Camélia Jordana pour son rôle de jeune banlieusarde étudiante en droit confrontée à son professeur qui lui apprend la rhétorique. Autre succès, le documentaire *A voix haute: la force de la parole*, de Stéphane de Freitas (2016), sur l'histoire d'Eloquentia, un concours créé par le réalisateur et qui, depuis 2012, désigne le meilleur orateur de Seine-Saint-Denis. Même le sacro-saint baccalauréat se met au diapason avec la mise en place d'ici à 2021 d'un grand oral dit «de maturité», qui comptera pour 15 % dans la note finale. «Il y a enfin une prise de conscience de cette exception française, qui sous-évalue l'oralité au profit de l'écrit», se réjouit Bertrand Périer, avocat et auteur de *La parole est un sport de combat* (JC Lattès), sorti en octobre 2017 et déjà vendu à près de 50 000 exemplaires.

A la différence du modèle anglo-saxon, le système éducatif français ne met pas en avant l'expression orale de l'étudiant. Celui qui transmet le savoir est le maître. La prise de parole de l'élève se délivre souvent uniquement par le biais de l'écrit lu. «Les révisions, les exposés ne permettent pas de tester les capacités à argu-

menter. On reste dans la déclamation d'un savoir reçu, et non pas dans le développement d'une pensée propre», poursuit l'avocat, qui enseigne l'éloquence aux participants du concours Eloquentia. Conscients d'être mal outillés, lycéens, étudiants, salariés sont à la recherche de techniques pour ne plus cafouiller en ouvrant la bouche. «Depuis un an, la demande de formation explose, il n'y a pas un jour où je ne suis pas sollicité. Il est vrai qu'en dehors des facultés de droit et des instituts politiques, la rhétorique n'est que

rarement enseignée», constate Romain Decharne, 32 ans, enseignant d'art oratoire à Sciences Po et président de la Fédération francophone de débat, une association qui forme gratuitement à l'argumentation et au débat.

A 24 ans, Ludovic Ho-Chu, ingénieur en robotique, vient de relever le défi de faire un exposé devant une soixantaine de personnes. Il y a cinq semaines, ce timide s'est inscrit au «Spitch'up Challenge», un programme de formation à la prise de parole en public de cinq séances, proposé et coaché par les formateurs d'ADAO, l'Association de démocratisation de l'art oratoire. «Pendant mes études, je n'ai jamais appris à écrire, structurer et délivrer un discours. Pourtant, j'ai vite vu l'importance de ces compétences dans la vie professionnelle», explique celui qui «espère maintenant appliquer au quotidien» les techniques de gestion du stress, la bonne gestuelle, le placement de la voix ou encore la logique de la démonstration, appris en version accélérée et en échange d'une participation financière de quelques dizaines d'euros.

Comme lui, de nombreux salariés prennent d'eux-mêmes le taureau par les cornes, dans le but de gagner en assurance. Ainsi, Simon-Pierre Sengayrac, 25 ans, n'avait jamais vraiment éprouvé de gêne à parler en public. En revanche, ce diplômé de HEC, aujourd'hui consultant, voulait «apprendre à écouter ses interlocuteurs, consolider sa faculté à argumenter, épurer sa langue pour faire mouche plus rapidement, dans un environnement de travail très compétitif». Aujourd'hui, les ressorts d'une bonne présentation, avec son début, sa fin et ses punchlines, n'ont plus de secret pour lui. Johann Accolas, sapeur-pompier de 40 ans, préfère aussi prendre les devants pour ne pas «voir resurgir les vieux démons de la timidité» dont il a réussi à se débarrasser en devenant instructeur. Dans la perspective d'une évolution de carrière, il est curieux d'apprendre à «mieux défendre ses idées», en se frottant aux autres oratoires organisées par la Fédération francophone de débat. Premier cours, samedi 7 avril.

Les apprentis rhéteurs peaufinent souvent leur art en dehors de leurs entreprises. Ces dernières ont d'ailleurs souvent tendance à considérer l'aisance comme une compétence innée. «Il ne suffit pas d'apprendre sur le tas, en suivant les conseils d'un collègue et avec, pour tout support,

quelques slides mal conçues et mal présentées», avertit Michaël Dias, fondateur de l'agence Spitch, spécialisée dans le coaching et la formation d'orateurs. Savoir parler en public n'est pas non plus seulement affaire d'âge ou de niveau de responsabilités. «On peut être de la génération YouTube, avoir baigné dans une mer de communication et avoir du mal à regarder dans les yeux, à bouger son corps, ajoute M. Dias. La timidité, le manque de confiance en soi sont transgénérationnels.» Même si l'égalité devant la parole n'est pas la même, certaines personnes ont naturellement des prédispositions à être de meilleurs tribuns que d'autres, en revanche, tout le

«ON PEUT VRAIMENT PASSER DE LA PEUR DE PARLER, D'ÊTRE JUGÉ, AU PLAISIR DE S'EXPRIMER»

Agathe Chapalain,  
de l'Association  
de démocratisation  
de l'art oratoire

monde peut s'améliorer en s'entraînant et en mettant en œuvre des techniques éprouvées.

Dans ses séances d'accompagnement, Anaïs Coq, metteuse en scène et coach en communication, observe chez ses élèves, jeunes, salariés ou élus locaux, toujours «les mêmes blocages» et les mêmes erreurs, comme le fait de «se focaliser sur le fond et de négliger la forme, en pensant que le message passera malgré tout». Arrêter de considérer son auditoire comme un ennemi, de vouloir en finir au plus vite pour clore ce qui est vécu comme un mauvais moment à passer, ne pas viser le charisme mais tout simplement la fluidité sont quelques-uns des conseils simples mais terriblement efficaces pour se défaire de ses inhibitions. «On peut vraiment passer de la peur de parler, d'être jugé, au plaisir de s'exprimer», assure Agathe Chapalain, étudiante en master à Sciences Po et toute jeune présidente de l'ADAO. Après avoir suivi des ateliers de prise de parole de l'association, l'ancienne traqueuse s'est transformée en formatrice. Un changement de voie, où les jambes qui tremblent, l'impression de sauter dans le vide ne sont plus que des mauvais souvenirs.

## L'art du tribun

### > La posture

Oubliez la pose avachie ou l'allure raide comme un piquet! Lors d'une intervention debout, il faut bien s'ancrer au sol, en se tenant droit, les pieds écartés dans le prolongement des épaules. Evitez les jambes croisées, les gestes de balancement. Pas de mains jointes qui bloquent la respiration, et encore moins dans les poches. Elles doivent rester visibles, dans un geste d'ouverture pour appuyer naturellement votre propos. En position assise, ne jamais s'asseoir au fond de sa chaise, mais dans le premier tiers, pour garder le torse bien droit.

### > Le regard

Un regard fuyant entrainera une baisse de crédibilité. Pour garder le contact avec le public, face à une assemblée nombreuse, les yeux doivent regarder vers l'horizon. En plus petit comité, ils se poseront alternativement sur les différentes personnes de l'auditoire.

### > La gestuelle

C'est le plus difficile à contrôler. Essayez de banir les gestes parasites (cliquetis du stylo, passage de la main dans les cheveux, grattage...) qui diluent l'attention du public, voire l'agacent. Ne gesticulez pas, accordez vos gestes à vos paroles afin d'appuyer votre propos, évitez bras ballants et mains dans le dos. Privilegiez les mouvements ronds partant des épaules et qui font avancer les mains vers le public.

### > La voix

Le trac fait augmenter le débit de parole. Or plus on parle vite, moins le discours est compréhensible, ce qui provoque un décrochage du public. Le fait de ralentir la cadence donne le temps à l'orateur d'élaborer la pensée suivante et la possibilité, pour l'audience, de digérer les informations données. Silences et pauses sont essentiels. Avant la prise de parole, ménagez-vous quelques secondes avant de commencer votre allocution. Pendant, prévoyez des arrêts afin de ne pas étouffer votre auditoire. Pour ne pas tomber dans ce travers, évitez d'apprendre votre texte par cœur ou de le lire.

## A volonté, non merci!

LA MÈRE, 32 ANS

On m'a promis un «voyage dans un nouvel univers enchanté». La chaîne Hippo, qui vient de se faire racheter par le groupe Bertrand, rénove sa carte et ses restaurants. Ces dernières années, leur positionnement très viandard et leur incapacité à saisir le goût de l'époque (qui exige des burgers) ne les a pas aidés. C'est vrai que l'intérieur est plus sympa depuis que l'ambiance «ranch hipster» a remplacé le rouge et le noir.

Je prends un burger classique, le mari se risque à tester les ribs d'agneau, il paraît que les nouveaux fous de l'Hippo révolutionnent la cuisson à la braise. Ma foi, mon steak n'est pas mal, mais le pain est mollasson. Les ribs sont bien cuits, mais on ne sent ni la braise ni la marinade citron-romarin, et ça manque d'assaisonnement. Pareil pour les frites, servies froides; le coleslaw est fade, les haricots, surcuits et bourrés de beurre à l'ail. Accompagnements à volonté, non merci, même les enfants n'en veulent pas, à moins de les couvrir de sauce (Félicie) ou de s'en servir comme pâte à modeler (Prosper). Ça me désole de laisser la table couverte de légumes à peine touchés. Soixante euros à quatre, c'est raisonnable. Je laisse un pourboire à la serveuse, qui me sourit. Je pense qu'elle n'a pas encore vu l'œuvre de Prosper sous la table...

POUR  
OU  
CONTRE

LE NOUVEL  
HIPPO-  
POTAMUS

Elvire von Bardeleben

## Sauces à volonté!

SA FILLE, FÉLICIE, 3 ANS

Ouf! Avec ces gros travaux, j'avais un petit peu peur que ça change. Mais tout est pareil. Sauf que maintenant, y a des fauteuils en poil de vache très pratiques pour s'essuyer les mains après les frites. Je me sens comme à la maison: la serveuse envoie direct sur la table mes feutres, mon livret de coloriage, ma paille pour souffler des grosses bulles dans mon verre. Je la prévient: «Madame, j'ai 3 ans, et j'adore la sauce barbecue.» Mon menu Crominus arrive déjà, alors que j'ai même pas eu le temps de finir le seau de chips et le pain qu'elle m'a mis sous le nez... Hop, je fonce sur le burger. Il est tout petit! Mais heureusement, c'est frites à volonté et y a de la sauce partout. Béarnaise chez Prosper, mon petit frère qui envoie tout sous la table et ne mange que sa paille, roquefort chez papa, ketchup chez maman. Les haricots ont un drôle de goût et sont mous comme les nouilles de la cantine. Mais c'est pas grave, parce qu'en vrai, si on va à l'Hippo, c'est pour le ballon multicolore qui colle au plafond. Et il est toujours aussi beau.



CALENDRIER  
FLORAL

**JUSQU'À FIN AVRIL**  
C'est l'époque  
du sakura, où les  
cerisiers sont en fleur.

**DE MI-AVRIL  
À FIN MAI**  
Les shibazakura  
(phlox mousse)  
tapissent les pelouses.

**DE FIN OCTOBRE  
À MI-NOVEMBRE**  
Les feuilles des ginkgos se  
parent d'une teinte dorée.

**DE FIN DÉCEMBRE  
À FIN FÉVRIER**  
Dans le jardin  
du sanctuaire d'Hodosan-  
robai éclate le jaune  
des 3000 fleurs  
de chimonanthès.

VOYAGE

# Chichibu, le Japon des champs

Marie Godfrain

**M**inobu se souvient parfaitement de la première fois qu'elle a entendu ce mot. Cette trentenaire était encore enfant lorsque sa grand-mère a émis le vœu de vivre un dernier « sakura ». Minobu s'est alors tournée vers ses parents, qui lui ont expliqué ce terme nippon désignant l'arbre, mais aussi ce moment si bref du début du printemps où les cerisiers fleurissent à travers tout le Japon. Au-delà de cet aspect botanique, ils ont surtout raconté que ce moment était un symbole de renaissance célébré depuis des siècles dans l'Archipel et un moment phare dans la vie des Japonais.

Pour savourer ce spectacle unique, il faut suivre les Tokyoïtes et prendre le Red Arrow Limited Express depuis la gare d'Ikebukuro, direction Chichibu. Bucolique et située à un peu plus d'une heure de la capitale japonaise, cette cité est prisée des Tokyoïtes. Les maisons traditionnelles aux parois en papier, qui voisinent avec des temples en bois rouge vif et de petits immeubles plus modernes, font de cette bourgade un endroit hors du temps. Une plongée dans le passé et dans la nature dont raffolent les Japonais adeptes du shintoïsme, la plus ancienne religion de l'Archipel basée sur l'animisme.

Depuis les fenêtres du train qui serpente entre les montagnes, on aperçoit des forêts de cèdres et d'érables. Dans cette région très agricole, les champs de fraises et de myrtilles alternent avec des parcelles en friche où s'enracinent cerisiers et pruniers, mais aussi rhododendrons, camélias et azalées dont les fleurs explosent chaque prin-



Champs de « shibazakura », au parc d'Hitsujiyama, à Chichibu. ISSEI KATO/REUTERS

temps. Dès les beaux jours se dressera une profusion de pétales tirant du blanc neige au magenta en passant par toutes les nuances de rose, des tiges chargées de fleurs courbant jusqu'au sol envahiront les rues, les collines, les jardins et les parcs.

Mais Chichibu a plus à offrir au visiteur que ce paysage archétypal. Pour découvrir l'attraction de cette bourgade, il faut quitter la gare et, en tournant le dos à la ville, grimper à pied la colline en empruntant la petite route bordée de cerisiers, passer le jardin public manucuré qui possède une vue imprenable sur Chichibu et, après avoir longé les terrains de sport, tout à coup, embrasser du regard le parc d'Hitsujiyama. Ce parterre gigantesque est planté de 400 000 shibazakura ou « cerisiers-pelouses », une plante plus connue en France sous le nom de « phlox mousse ».

La floraison de cette fleur rose vif rampante dure environ un mois, entre mi-avril et fin mai, et installe sur la durée un paysage unique – dont on retrouve le jumeau au pied du Fuji. Neuf autres espèces de fleurs viennent nuancer le camaïeu de rose des shibazakura. Un immense tapis coloré, comme une illusion d'optique au beau milieu d'une forêt verdoyante.

Mais la quête du sakura ne s'arrête pas là... À quelques mètres de la gare principale de Chichibu se cache une autre station, d'où part un tortillard desservant le village de Nagatoro. Là, dépliants et affiches indiquent les plus beaux spots fleuris le long des rues qui mènent au temple Shinsuhoji. On trouve même, placardées dans la ville, des fiches journalistiques qui indiquent le degré de fleurissement des arbres et leur évolution dans les jours à venir. Une « météo » de sakura que suivent

les nombreux visiteurs charriés par le train chaque week-end. Un document rappelle qu'en été ce sont les boutons d'azalée qui prendront le relais pour égayer la nature et qu'à l'automne aussi chacun des quatorze temples des environs sera fleuri de buissons ardents chatoyants.

Il est donc possible de se laisser guider par les panneaux, les dépliants et toute la signalétique au service de cette attraction éphémère et néanmoins charnière dans la culture japonaise. Mais on peut aussi suivre son instinct, ses envies, et longer la rivière et ses immenses rochers plats qui affluent. Ou gravir la colline et rejoindre le téléphérique qui permet d'accéder au sommet du mont Hodo. De là, on jouit d'une vue extraordinaire sur la nature et on croise singes et daims en liberté, qui profitent eux aussi de cette canopée pastel.

➔ **VOLS** Direct de Paris-CDG à Tokyo, avec Air France, à partir de 865 € A/R. [Airfrance.fr](http://Airfrance.fr)

**TRAIN** Le kiosque du Seibu Tourist Information Center de la gare d'Ikebukuro, à Tokyo, informe les visiteurs et vend les billets pour Chichibu. 7,50 € le pass journée, [Seiburailway.jp/railways/tourist/english/](http://Seiburailway.jp/railways/tourist/english/)

✂ **DÉJEUNER AVEC VUE** Le Seibu's Traveling Restaurant, alias « 52 Seats of Happiness », est un train gourmand aménagé par l'architecte Kengo Kuma. Du vendredi au dimanche. 76 € le voyage avec brunch, 114 € avec le dîner, [Seiburailway.jp/railways/seibu52-shifuku/common/img/home/howto\\_eng.pdf](http://Seiburailway.jp/railways/seibu52-shifuku/common/img/home/howto_eng.pdf)

🏠 **RYOKAN MIYAMOTO-KE** A quelques kilomètres de la gare, où l'on viendra vous chercher en navette, se trouve le ryokan de Kazuteru Miyamoto : chambres avec tatamis donnant sur un jardin minéral, bain chaud sur la terrasse... 510, Nagaru, Ojikano-cho, Ogano, [Miyamotoke.jp/english/](http://Miyamotoke.jp/english/)

🍷 **SAKE BUKO SHUZO** La famille Hasegawa fabrique son saké dans un atelier situé sur une source d'eau pure, depuis plus de deux cents ans. Inscrite au patrimoine culturel du Japon, la maison en bois de châtaignier est l'une des plus anciennes de la ville. 21-27 Miyakawacho, Chichibu

**MATSURI NO YU** Dans la gare entièrement rénovée l'année dernière, cet établissement fait restaurant, boutique de souvenirs, pâtisserie, ainsi qu'onsen, nom des thermes publics japonais. 1-16-15 Nosakamachi, Chichibu

**CHICHIBU OMOTE-SANDO LAB** Ce concept store détonne par sa sélection d'objets du quotidien, souvent fabriqués au Japon. Cuillères en bois sculpté, torchons en indigo ou arts de la table sont aussi fonctionnels que poétiques. 17-14 Banbamachi, Chichibu, [Chichibu-lab.jp](http://Chichibu-lab.jp)

📖 **À SAVOIR** Il est très simple de se diriger au Japon grâce aux applications de cartographie. Pour profiter d'Internet illimité (30 € la semaine), il suffit d'acheter une carte SIM à l'aéroport en arrivant.

## L'APPLI DE LA SEMAINE

## In Vivino veritas

Léa Delage

En bon Français, vous buvez un verre de vin en terrasse. Celui-ci est délicieux et vous voulez le garder en tête pour l'offrir plus tard ou bien vous souhaitez en connaître le prix. Sortez votre smartphone, ouvrez Vivino et prenez l'étiquette de la bouteille en photo. L'application vous donne toutes les informations sur le cépage, le pedigree du raisin, mais aussi les notes des autres utilisateurs, les commentaires des connaisseurs et le prix. Alors O.K., vous venez de payer un verre en terrasse le prix de la bouteille mais qu'à cela ne tienne, maintenant, vous savez tout sur ce vin.

**Avantages**

➤ Première application mondiale consacrée au vin, Vivino réunit plus de 12 millions de références, allant du vin rouge au vin de dessert. Les 25 millions d'utilisateurs évaluent, partagent et peuvent acheter leurs bouteilles directement aux producteurs, sans passer par la grande distribution. C'est aussi un outil pour faire connaître les petits domaines ne bénéficiant pas d'une large diffusion.

➤ Chaque utilisateur possède un « profil de dégustation ». Vous pouvez répertorier vous-même vos coups de cœur et découvrir, grâce à une mise à jour hebdomadaire, les meilleures bouteilles de France à des prix abordables.

**Inconvénients**

➤ Bienvenue dans la cave 2.0. Aujourd'hui, avec le Vivino Market, on a plutôt l'impression d'être sur un site de vente en ligne. Une commercialisation trop intense qui en fait une appli trop fournie et, au final, un peu fouillis.

➤ La fiabilité de l'application laisse encore à désirer. Un vin blanc scanné peut être orienté vers un vin rouge, et inversement. Car trop de choix tue le choix. Beaucoup de domaines ont une appellation qui existe en deux, voire trois couleurs.

Appli gratuite sur iOS et Android, [Vivino.com](http://Vivino.com)



# La symphonie du chablis

Ce chardonnay de l'Yonne séduit par ses arômes multiples avec ses notes iodées, minérales et sa sensation de pureté

Ophélie Neiman

**C**hablis est un murmure. Qu'il soit petit ou grand, chablis ne hurle jamais. Il se susurre sans chaleur, il siffle dans l'oreille comme une bise un matin. Pas n'importe quel matin. A mes yeux, mon nez et ma bouche, un verre de chablis a toujours représenté un lever de soleil d'une fraîche journée de fin d'hiver ou de début de printemps. Il faut, pour se figurer le paysage, un peu de brume qui brouille le ciel, un rayon de soleil jaune pastel qui le rend moins triste. Il faut des goulées d'air mouillé, chargées de l'humidité du Serein qui coule au bas du vallon, une atmosphère cristalline. Il faut, aux pieds,

sur le sol dur, un vert tendre qui éclôt çà et là, quelques jonquilles qui pointent, la vie sur le point de naître, qui exsude déjà, prête à éclater en mille couleurs.

Soyons justes. Chablis, c'est parfois aussi le vin qui raye les dents dans un bistrot mal choisi, meilleur pour nettoyer les carreaux qu'explorer votre estomac. Chablis, c'est tout ou rien, la splendeur ou la tristesse; la beauté, la finesse, l'élégance ou le machin dilué, vert, mal maquillé. Pourquoi? Parce que chablis est presque aussi connu que Paris. Si renommé, que dans l'esprit de beaucoup d'Américains, chablis est un terme générique pour vin blanc. Comme champagne pour vin à bulles. Avec une telle popularité et des exportations en pleine forme, on comprend que certains vigneron poussent parfois les rendements, quitte à rogner un poil sur la qualité. Enfin quand c'est possible. A Chablis, il y a aussi les années sans : le vignoble est régulièrement victime de gels de printemps. En 2016, avec le gel et la grêle, Chablis y a perdu la moitié de sa récolte par rapport à 2015.

On pourrait croire que Chablis est un bloc. Son nom générique, son vignoble ramassé autour de la commune, isolé, à mi-chemin de Paris et Beaune, son climat frais, son cépage chardonnay, sa couleur uniforme. Et c'est vrai qu'il a un sous-sol qui le distingue, le kimméridgien, qui garnit la roche de petites huîtres fossilisées. Il transmet au vin ses notes iodées, minérales, cette sensation de pureté. Pas étonnant qu'il se marie si facilement avec les poissons et les crustacés.

Mais il y a plus. Chablis est multiple. La hiérarchie en dit long : petit chablis, chablis, chablis premier cru, chablis grand cru ; du plus simple au plus chic.

Pour comprendre ce vignoble, il faut en examiner plusieurs aspects. Il est traversé par le Serein, et ses crus sont regroupés autour de la rivière, le froid y est moins rigoureux. Les sept grands crus, de bougros à blanchot avec grenouille au milieu, sont massés sur la rive droite. Ils regardent le sud-ouest. Cela aide le raisin à mûrir. Quand en plus il y a davantage d'argile, comme sur les clos, cela donne des vins étonnamment puissants. Les premiers crus sont plus versatiles. Sur la même rive, qu'ils soient orientés ouest ou sud, comme mont-de-milieu, ils ont des arômes plus riches, les notes agrumes se colorent. Mais s'ils sont sur la rive gauche, dévisageant l'est comme montmains ou vaillons, les arômes citronnés se font plus piquants, plus verts, la texture gagne en finesse, le vin est plus aérien. Le gros de la troupe, chablis, recouvre tout le reste du vignoble, et petit chablis l'encercler. Il ne faut pas les méjuger, car les meilleurs transportent avec eux des parfums de pierre, de fleurs (tilleul, aubépine), toute la gamme des agrumes. Et s'ils ont moins d'ampleur et de longueur que leurs grands frères, ils restent un plaisir simple qui ne fatigue pas les papilles.

Une dernière précision : vous connaissez l'anecdote la plus répandue chez les cavistes? Celle du client qui entre et demande un chablis rouge. Ne soyez pas ce client.

LES PROS DU DOMAINE

**> LA CHABLISIENNE, CHABLIS, « LA PIERRELÉE »**

Cette remarquable coopérative, qui propose de nombreux premiers et grands crus, sait aussi se distinguer sur de « simples » chablis. Celui-ci est une excellente entrée en matière sur le chablisien : arômes de citronnelle et de silex, bouche tendue. **Environ 15 €**

**> DOMAINE PATTES LOUP, CHABLIS PREMIER CRU, « CÔTE DE JOUAN »**

Thomas Pico travaille en agriculture biologique, et le résultat est impressionnant. Cette cuvée, retenue au début, gagne en ampleur au fil du verre mais reste tenue, tendue comme une paire de collants, avec beaucoup de persistance. Un vin qui sent le bel hiver. **Environ 30 €**

**> ALICE ET OLIVIER DE MOOR, CHABLIS, « COTEAU DE ROSETTE »**

Encore un domaine certifié biologique. Franc, frais, juteux, ce vin est une évidence, sa vivacité et son authenticité frappent droit au cœur. Sa droiture est d'autant plus remarquable que le soufre est dosé au minimum. **31 € au domaine**



LUDOVIC ALUSSI POUR « LE MONDE »

LES ENFANTS D'ABORD

« Nope, je sais pas... »

Marlène Duret

Indécis, votre adolescent ces temps-ci? A ce « Tu veux manger quoi ce soir? », répond son « Je sais pas... n'importe ». A notre « Tu as fait tes choix d'orientation? », cet horripilant « Nope, je sais pas encore. Tkt! » Que sait-il à part qu'il ne sait pas? « Mon fils ne sait jamais ce qu'il veut, confirme ce père d'un ado de 15 ans. Il ne s'engage pas, ne s'investit pas, manque de perspectives, et ses envies fluctuent selon le sens du vent. C'est insupportable. »

Communément, les ados déçoivent les parents qui aimeraient les voir fonctionner d'emblée comme des adultes, « des parents proportionnellement aussi anxieux qu'exigeants et implacables, et qui les chargent – souvent inconsciemment – de réaliser tous leurs rêves et leurs aspirations dans un avenir qu'ils noircissent volontiers », observe Marie Rose Moro, psychiatre et directrice de la Maison des adolescents de Cochin, à Paris. Les

parents voudraient qu'ils soient performants à l'école, qu'ils remportent tous les trophées sportifs, qu'ils excellent dans la pratique d'un instrument de musique, soient dotés d'une grande sensibilité artistique, d'une analyse critique, d'une flamboyante clairvoyance...

Autant de fardeaux qui viennent peser davantage sur ceux avec lesquels l'adolescent doit déjà composer. Si le métier de parent d'ado est difficile, convient Marie Rose Moro, il ne faut pas minimiser celui d'adolescent, confronté à des questions existentielles, parfois d'une grande violence. Et avec un corps en pleine métamorphose qu'il doit apprivoiser et s'approprier. « Moi, tous les matins, j'ai l'impression que j'ai affaire à un autre! », confie à M<sup>me</sup> Moro l'un de ses patients adolescents. Je comprends que mes parents ne me reconnaissent pas car, moi-même, je ne me reconnais pas toujours. »

« L'ADO NE SAIT PAS ENCORE CE QU'IL SERA CAPABLE DE FAIRE, ET IL DOIT CHOISIR SON ORIENTATION, DIRE CE QU'IL A ENVIE DE DEVENIR ET QUELLE SERA SA PLACE DEMAIN »

Marie Rose Moro, psychiatre

qu'il sera capable de faire, et il doit choisir son orientation, dire ce qu'il a envie de devenir et quelle sera sa place demain. » Dans cette période de transition et d'expérimentations, de quête et de conquête de soi et des autres, ils peinent – et c'est bien légitime – à avoir des assurances et à se projeter. Les parents feraient-ils mine d'avoir oublié qu'il en a été ainsi pour eux et que cela n'a pas été aussi évident, indolore et aisé qu'ils entendent le faire croire? « Je plaide pour leur laisser le bénéfice du doute », insiste la directrice de la Maison des adolescents.

Trop mous, paresseux, pas assez engagés, sans ambition, nos ados? « Tout cela est faux! Cessons de les diaboliser car ils ne le méritent pas et montrons-leur que nous leur faisons confiance », recommande Marie Rose Moro. Le parent doit être à la fois dans l'empathie, l'intérêt, l'écoute et l'accompagnement bienveillants, tout en imposant un cadre et des limites, garants de valeurs fondatrices. « Et, surtout, imaginer toujours le meilleur pour eux, et non le pire. »

« En pleine construction identitaire, les ados traversent une période de grande vulnérabilité. Ils quittent le monde connu et reconfortant de l'enfance pour se diriger vers une terre inconnue, le monde adulte, écrit la psychiatre dans Et si nous aimions nos ados? (Bayard, 2017). L'ado ne sait pas encore ce

AMOUR

## «J'ai réappris à vivre, différemment»

La journaliste et réalisatrice Stefania Rousselle a sillonné les routes de France pour entendre des histoires de cœur. Elle a rencontré Anne



Anne Siebert, 55 ans, secrétaire à Ernestviller (Moselle). Retrouvez la série sur Instagram : @stefaniarousselle



bien dans leur tête, dans leur cœur et dans leur corps. Ils respectent les femmes. Aujourd'hui, toutes les nanas disent de mes fils : "Je veux le même ! Je veux le même !"

Avec mes garçons, on est très proches, très fusionnels. Quand Luc avait 22 ans et Thomas 19 ans et qu'aucun n'avait encore de copine, je leur ai dit : "Avant qu'on ne puisse plus le faire, on part en vacances tous les trois." On est allés en Grèce, on a loué une bagnole et on est partis à l'aventure... Un soir, ils m'ont annoncé : "Maman, on a quelque chose à te dire. On ne veut plus que tu t'occupes de nous." J'ai fondu en larmes. Je vais faire quoi de ma vie ? C'est fini, c'est foutu, ça s'arrête d'un coup. J'avais plus qu'eux.

J'ai réappris à vivre. Différemment. A vivre seule. A vivre sans eux. Sans les harceler. Sans leur présence. A vivre pour moi. Ça a été une période dure. J'ai beaucoup d'amour à donner. Un ami de mes fils a eu cette super-phrase : "Il faut que ta maman parte parce qu'il n'y a plus de souvenirs à créer à Ernestviller." Et c'était exactement ça.

Ici, c'était la maison où, tous les week-ends, il y avait plein de monde, des potes. Où on faisait la fête, les anniversaires. C'était chouette. Mais c'est vrai, il n'y a plus rien à créer ici. J'ai demandé ma mutation. C'est bien, je vais apprendre à me connaître.

Et vous savez quoi ? Mes garçons viennent déjeuner dimanche.

Alain, je l'ai rencontré quand j'avais 18 ans, en colonie de vacances, dans le sud de la France. On allait à Saint-Tropez quand on avait du temps libre. On s'est mariés très vite. Il fallait que je quitte mon père. Il était trop dur. On a emménagé dans cette grande maison, ici, à Ernestviller, en Moselle. Je ne voulais pas. C'était perdu. C'était trop grand. Je n'étais pas à l'aise. Pendant un an, je ne suis même pas montée à l'étage.

On a eu notre premier fils. Mon père était jaloux. La première chose qu'il m'a dite à l'hôpital : "Maintenant que tu as un enfant, tu peux divorcer." Mais, avec Alain, on était une bonne équipe. On était des potes. C'était plus de l'amitié que de l'amour. Alain est décédé brutalement d'une crise cardiaque à 38 ans. On vivait bien, il avait un bon salaire. Il allait passer chef d'entreprise. En un claquement de doigts, tout s'est effondré. Tout. Je me suis retrouvée seule avec nos deux petits.

J'aurais voulu un mi-temps. J'aurais voulu être là pour mes fils. Mais il fallait que je m'en sorte. Et je ne dois rien à personne. Surtout pas à ma belle-famille, parce que, eux, m'ont reproché d'être vivante. Ma belle-mère, surtout. Mais ma fierté, je le dis haut et fort, c'est d'avoir réussi avec mes enfants. Le reste, je m'en tape. Je leur ai donné tout l'amour que mes parents ne m'avaient pas donné. Ils sont

## LES MOTS DU SEXE

## Con

Par Maïa Mazaurette

Avis aux lecteurs les plus jeunes : avant de devenir une insulte, «con» désignait le sexe féminin – «con comme un manche» est donc un paradoxe. Nous le devons au latin *cunnus*, dont les origines sont confuses. Ce con-là est bien antérieur au très poli vagin, lequel date du XVII<sup>e</sup> siècle (au lit comme au dico, le vagin aime à se faire attendre). Et pour ce dernier, au moins, on a une étymologie : «fourreau», «gaine». Quitte à réduire le sexe féminin,

littéralement, à un moule-bite, on aurait préféré «sacoche intérieur cuir» ou «paquet-cadeau». Rappelons au passage que le con n'est pas un espace vide, et qu'à ce compte-là autant rebaptiser les poumons «poches à oxygène», et la bouche «poubelle à compost». Comment un organe devient-il une insulte ? Par la brillante transmutation du sexisme, évidemment. Etre un con, c'est en avoir un : le présidentiel «casse-toi, pauvre con!» ne signifie rien d'autre que «casse-toi, pauvre femme!». Vous retrouverez ces réflexions dans *Le Roi des cons*, de Florence Montreynaud, récemment paru aux éditions Le Robert (160 p., 12,90 €). De la pute aux préliminaires, l'essai nous fait redécouvrir les mots du sexe – le sexe qu'on a, le sexe

qu'on pratique. Lecture cruciale, puisque, pour citer l'auteure, «ce qui est mal nommé obscurcit la pensée, la rend confuse. Ce qui n'est pas nommé n'existe pas, ne compte pas. Les mots sont bien plus que l'habillement d'une idée, ils sont des outils de la pensée. Nous croyons manier des mots mais, si nous les utilisons sans discernement, ce sont eux qui nous manipulent». Lecture passionnante et salutaire, tant céder aux manipulations d'une langue sexiste serait, à l'aune des débats contemporains, un peu c... ouillon.



BUREAU-TICS

Elle est pas belle, ma montre ?

Par Nicolas Santolaria

La plupart des parcours professionnels s'accompagnent de signes extérieurs de réussite, que nous désignerons par l'acronyme SER. Outre le vêtement et le véhicule de marque, on note, en matière de SER, une appétence particulière pour l'horlogerie. On se souvient de la fameuse saillie de Jacques Séguéla qui, en 2009, tentant de défendre les goûts bling-bling de Nicolas Sarkozy, avait fait scandale en assénant : «Si à 50 ans on n'a pas une Rolex, c'est qu'on a quand même raté sa vie.»

Après sa déclaration, le publicitaire avait contacté le patron de la marque suisse en espérant se faire offrir une horloge d'aéroport. Objectif ? La poser sur sa tombe, accompagnée de cette épitaphe : «De là où je suis, je ne peux plus vous aider, mais je peux vous donner l'heure.» Avec cette anecdote répandue dans la presse, Jacques Séguéla, en grigou expérimenté, tentait alors de nous orienter vers l'hypothèse selon laquelle l'attrait pour les montres

serait quelque chose de profondément métaphysique. Cette passion pour l'exactitude temporelle devait être comprise comme une soif métro-nomique d'éternité, manifestée au travers d'un objet transitionnel témoignant du mouvement des astres. C'est bien connu, les œuvres humaines sont hautement périssables et, par cette association du corps biologique et d'une mécanique horlogère si parfaite qu'elle pourrait durer toujours, on en viendrait à conjurer, au

moins en rêve, la fuite du temps.

Mais on peut aussi se dire que la montre est, pour toute personne ayant atteint un certain niveau de reconnaissance, un objet de frime pure. Dérivé du verbe latin *monstrare*, qui a aussi donné monstre, la montre a, étymologiquement parlant, quelque chose à voir avec l'étalage. Pas étonnant que les rappeurs, chefs d'entreprise généralement démonstratifs, en aient fait un de leurs SER préférés. Kanye West et sa Tired personnalisée en or 18 carats ou Jay-Z et sa Rolex Day-Date II en platine prolongent cette tradition où montre étincelante = statut social rutilant.

Là où un patron de PME aura tendance à s'orienter vers une Bell & Ross, une TAG Heuer ou une Breitling, un dirigeant de grande entreprise optera plus volontiers pour une marque associée à une idée de luxe discret, qu'il s'agisse de Vacheron Constantin ou Jaeger-LeCoultre. Mais, sur cette échelle extrêmement codifiée, une question demeure : comment traduire une réussite hors norme ? Réponse toute en simplicité de Jeff Bezos, le patron d'Amazon : se faire construire un garde-temps tellement monstrueusement gros qu'il en devient un SER avec lequel il est impossible de rivaliser. C'est dans une montagne située dans l'ouest du Texas que cette mécanique horlogère, censée durer dix mille ans, si démesurée qu'il est inconcevable de la porter au poignet, est actuellement assemblée dans un puits en béton de 150 mètres de profondeur. Le tout pour la modique somme de 31 millions d'euros. Si elle va définitivement clore le bec de la concurrence, on peut regretter qu'à ce tarif-là elle ne fasse pas aussi calculatrice.



'tout est dit

kiton.com

**Kiton**  
says it all\*